

communications

serveur Powerbuilder - Sys

serveur Natstar - Oracle

ologies objets

eau système

écom

généralistes
nmerciaux

génieur
commercial



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16177 - 7 F

MERCREDI 29 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE EMPLOI

■ Communication
sociale :
un art difficile
■ 12 pages
d'offres d'emplois



L'éducation nationale évalue les inégalités entre universités et la réussite des étudiants

Le taux de succès dans le premier cycle progresse depuis 1990

Les vingt ans du Centre Pompidou

LE « VAISSEAU CULTUREL » fête ses vingt ans (Journées « portes ouvertes », les 31 janvier, 1^{er} et 2 février), et se prépare à de grands travaux, à partir du 30 septembre. Le Centre Georges-Pompidou a souffert de son succès : vingt-cinq mille visiteurs par jour, quand on en prévoyait cinq mille. C'est l'architecte italien Renzo Piano qui va diriger le chantier et faire entrer dans le XXI^e siècle ce bâtiment qui a été, dit-il, « une invitation magnifique à la désobéissance ».

Lire pages 22 et 23 et notre éditorial page 13

TANDIS QUE François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, poursuit ses consultations avant la présentation, dans quelques jours, d'un rapport d'étape sur la réforme de l'université, une étude réalisée par les services de son ministère apporte des éléments nouveaux sur la réussite des étudiants à l'issue des premiers cycles. Pour la première fois, une évaluation des « performances » des formations dispensées dans chaque établissement a été réalisée à partir d'une enquête sur l'entrée en deuxième cycle.

Selon cette étude, près de 60 % des bacheliers inscrits à l'université accèdent au deuxième cycle, résultat en progression constante depuis 1990. Toutefois, à peine plus d'un sur quatre y parvient en deux ans, selon le parcours normal. La durée moyenne d'obtention du DEUG s'établit en effet à 2,7 ans et peut s'échelonner sur cinq ans. Ces résultats varient selon les formations et les établissements. Meilleurs en sciences avec 68,6 %, ils atteignent leur plus mauvais score dans la filière juridique (50,9 %). Selon cette étude, « sept bacheliers sur huit obtiennent un diplôme de niveau au



moins bac+2 après être entrés à l'université. » Cette indication, qui inclut les réorientations en cours d'études, infirme les données plus pessimistes sur les taux de réussite en premier cycle. Ces résultats nationaux sont complétés par une étude, université par université, sur les taux d'accès dans les grandes filières générales. Elle révèle des écarts considérables entre les établissements qui disposent désormais de premiers indicateurs pour évaluer leur politique d'accueil, de formation et d'encadrement des étudiants. Réticents à toute forme de classement, les présidents d'université ont manifesté leurs réserves à l'égard de cette étude. Elle devrait pourtant enrichir le débat sur la réorganisation des premiers cycles en semestres comme devrait le proposer M. Bayrou. Le ministre devrait également présenter des mesures créant un nouveau statut de l'étudiant et concernant la gestion des établissements, le statut des personnels ainsi que de la recherche.

Lire page 8

Président modéré en Tchétchénie

Aslan Maskhadov, le candidat « modéré » à l'élection présidentielle en Tchétchénie, a été élu dès le premier tour, lundi, selon les résultats provisoires. p. 3

L'affaire Isola 2000

Bien que des documents saisis mentionnent son nom, le garde des sceaux dément être intervenu dans l'affaire de la station de sports d'hiver dans laquelle sa belle-fille est mise en examen. p. 9

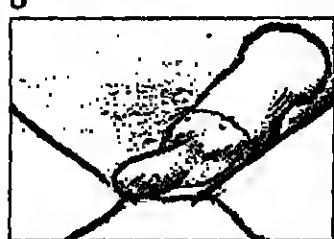
Les contradictions fiscales de l'Europe

Les membres de l'Union sont partagés entre la défense de leur souveraineté et la nécessité d'éviter les pratiques de fiscalité déloyale qui faussent la concurrence des marchés. p. 2

M. Barreau quitte M. Debré

Jean-Claude Barreau quitte le ministère de l'intérieur, où il se sentait marginalisé depuis plusieurs mois. p. 7

Enveloppes gourmandes



Jean-Pierre Quélin s'est laissé guider par les cartes de vœux reçues au courrier pour tester, au hasard, quatre restaurants parisiens. Surprises. p. 20

Les effets pervers de la loi Robien

Le gouvernement, craignant une utilisation excessive de la loi Robien, voudrait en réduire le champ d'application. p. 15

Le cri d'une Nigériane

La fille de Moshod Abiola demande que la communauté internationale se mobilise pour obtenir la libération de son père emprisonné depuis 1994. p. 4

Barrages sur la Loire

Corinne Lepage a fait le point, lundi 27 janvier, sur le programme controversé de barrages prévu dans le plan d'aménagement du fleuve. p. 10

Controverse sur l'Himalaya

Les himalayistes sont toujours divisés sur l'organisation d'une expédition franco-chinoise sur le versant tibétain de l'Everest. p. 19

Assassins par jeu, dans la banlieue de Madrid

MADRID de notre correspondant
« C'est épouvantable, le temps que cela met à mourir, un imbécile ! Il était gros et d'âge mûr, avec une tête de con. Il portait des chaussettes minables et des chaussettes ridicules. Une tête d'halluciné qui donnait envie de frapper, et qui semblait dire : « Je veux mourir... » Après s'être soigneusement lavé les mains et avoir déposé le couteau « bien effilé » qui avait servi à tuer, au petit matin du 30 avril 1994, à la périphérie de Madrid, le meneur du « jeu », car il s'agissait bien d'un jeu, a rédigé froidement son journal de bord. Aucun détail ne manque, des coups de couteau répétés « dans des parties du corps non vitales, pour qu'il souffre plus et que cela dure plus longtemps », à la description des cris étouffés de la victime.

Un jeu ? Oui, un de ces « jeux de rôle » entre amis. Chacun y incarne un personnage, à cheval entre bandes dessinées, cinéma et réalité. Parfois l'imagination va bien au-delà des cartes et des pions utilisés. Elle peut mener au pire. C'est ce qui est arrivé, semble-t-il, il y a trois ans, à un groupe de quatre étudiants madrilènes, dont le plus âgé avait alors vingt ans. Javier Rosado, en troisième année de chimie, le plus « créatif », le plus inquiet aussi, car il passait des heures à se parler devant un miroir, avait inventé un « divertissement » macabre et violent, baptisé « races ». L'humanité y était divisée en plus de trois cent cinquante archétypes, et les personnages avaient tous des instincts meurtriers. Et puis, un soir, les joueurs ont oublié que ce n'était qu'un jeu.

Carlos Moreno, un employé des services de nettoyage qui attendait l'autobus à 1 h 30 du matin pour aller, après le travail, retrouver sa femme et ses trois enfants, a eu la malchance de croquer par inadvertance la description de la « victime désignée » : « Un homme grassouillet et chauve ». Avant de le trouver, les joueurs avaient « sélectionné », puis écarté, huit autres victimes possibles. Les quatre étudiants, dont deux seulement ont frappé, seront arrêtés quelques mois plus tard alors qu'ils se préparaient à mettre en scène un deuxième assassinat, celui « d'une femme ou d'une petite fille, ou à défaut d'un petit garçon ».

Le procès des « joueurs assassins » s'est ouvert lundi 27 janvier à Madrid. Les Espagnols s'indignent. Comment quatre étudiants sans histoires ont-ils pu en arriver là ? D'autant qu'il n'a pas encore été établi avec certitude si les accusés, contre lesquels il a été requis respectivement 47 ans, 34 ans et deux fois 6 ans de prison, souffrent ou non de troubles psychologiques. Les vidéos et les films violents, terreau de l'imagination morbide des quatre tueurs, sont à nouveau sur la sellette. Et plus encore certains « jeux de rôle » qui en sont parfois directement issus. Aux États-Unis, où ils sont particulièrement prisés, ces jeux ont aussi connu des « dérapages », tel ce scénario de vampires, en Floride, l'an passé, qui conduisit cinq écoliers à tuer deux de leurs parents.

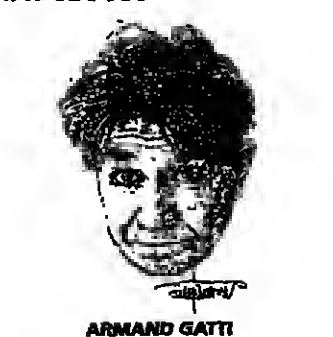
Marie-Claude Decamps

Rendez-vous citoyen

LA RÉFORME du service national a commencé son parcours parlementaire, mardi 28 janvier, avec l'examen du texte en première lecture par l'Assemblée nationale. L'institution d'un « rendez-vous citoyen », destiné aux jeunes gens et jeunes filles, et celle d'un volontariat civil ou militaire ne figuraient pas, initialement, dans les projets de Jacques Chirac. Nées des réflexions des spécialistes de la défense au RPR et des députés et sénateurs chargés de réfléchir à cette réforme au printemps, ces innovations sont contestées au sein de la majorité et préoccupent les associations destinataires du futur volontariat civil.

Lire page 6

Les résistances du siècle



MARQUÉE par l'expérience des camps, la vie d'Armand Gatti incarne les résistances du siècle. Poète, journaliste, cinéaste, dramaturge, il présente à Sarcelles trois « tentatives d'opéra » autour de la figure du mathématicien et résistant Jean Cavallès.

Lire page 11

« Être ou ne pas être » dans l'euro

LA MONNAIE unique est un concept sarrdien, dont l'existence précède l'essence. On ignore encore largement ce que l'euro sera, quel rôle il jouera, quelles devises nationales il remplacera, et jusqu'où il bâtera l'intégration du Vieux Continent. Mais on fait comme si sa naissance était inéluctable - mieux, comme s'il avait déjà vu le jour. On imagine la future carte monétaire de l'Europe : de Tanger au Channel ? On soupèse les intérêts des principaux acteurs : gouvernements, entreprises, citoyens. On élabore des scénarios de crise.

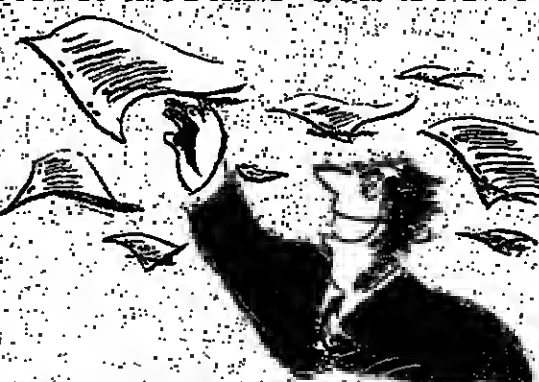
A ces jeux du moment, l'indéchiffrable Albion - puisqu'en attendant d'élections - se prête à merveille. Que fera le chef travailliste Tony Blair, probable futur vainqueur des législatives du printemps ? Quand organisera-t-il le référendum sur l'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM) ? La Grande-Bretagne rejoindra-t-elle la « première vague » des pays candidats à la monnaie unique, la deuxième, ou aucune ? Quelque soixante-dix participants au colloque franco-britannique - grands patrons, hommes politiques, universitaires, diplomates, journalistes - ont tenté de répondre à ces questions lors de leur récente réunion annuelle, ouverte à Versailles par Alain Juppé.

Devenu l'hôte du 10 Downing Street, Tony Blair forcerait-il le destin en prenant la tête d'une croisade pour l'euro dès 1998, afin que son pays - qui devrait satisfaire aux critères de Maastricht - se retrouve sur la ligne de départ aux côtés de ceux retenus en mars 1998 pour monter le 1^{er} janvier 1999 dans le premier wagon ? Un tel coup de théâtre est peu probable, de l'aveu des élus du Labour. « Le pari serait trop risqué », observe un député travailliste. Il serait trop imprudent d'investir dans une seule opération notre capital politique fraîchement acquis. Et une défaite ou référendum nous infligerait un immense dommage. » L'état de l'opinion outre-Manche justifie pareilles craintes. Selon le plus récent sondage, en date du 10 janvier, 56 % des Britanniques sont hostiles à l'euro - 26 % seulement y étant favorables - et 42 % veulent que leur pays écarte dès maintenant et pour toujours l'hypothèse d'une adhésion à la monnaie unique.

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 13

NOS FEUILLETS SONT AUSSI MOBILES QUE LA LOI



Les règlements et la législation bougent. Présentés sous le mode dynamique du feuillet mobile, nos DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS sont mis à jour dès que l'actualité l'exige. Vous êtes assurés d'être à la pointe de l'information.

Tél. 01 40 92 63 63



EDITIONS-LEGISLATIVES

International	2	Jour	19
France	6	Météorologie	21
Société	8	Culture	22
Régions	10	Guide culturel	25
Horizons	11	Cartes	26
Entreprises	14	Communications	27
Annuaire classés	15	Abonnements	28
Finances/bourses	16	Radio-télévision	28
Aujourd'hui	18	Musique	29

EURO Les risques que font peser les disparités des régimes fiscaux sur le marché intérieur européen et la future zone euro ont fait l'objet d'un examen, lundi 28 janvier, à Bruxelles,

par les ministres des finances des Quinze. L'Allemagne et la France, qui se plaignent de pratiques déloyales, notamment du Luxembourg, exigent un code de bonne conduite.

Paris se refuse cependant à une harmonisation des règles fiscales qui porterait atteinte à la souveraineté. Le rapport économique annuel du gouvernement allemand, rendu

public à Bonn, réaffirme que l'Allemagne respectera les critères pour adopter, en 1999, la monnaie unique, et notamment celui du déficit, qui doit être contenu cette année à

2,9 % du PIB. ● AU COURS d'un colloque à La Haye, les Néerlandais, qui assurent la présidence de l'Union, ont défendu la nécessité de promouvoir le modèle social européen.

Les Quinze pris au piège de leurs contradictions sur la fiscalité

Tout en dénonçant la concurrence déloyale au sein de l'Union et en souhaitant qu'il y soit mis un terme, plusieurs ministres des finances, dont Jean Arthuis, ont fermement défendu, lors d'une réunion à Bruxelles, la souveraineté nationale et la règle de l'unanimité

BRUXELLES

(Union européenne)
de notre correspondant
Les ministres des finances des Quinze, qui tenaient, lundi 27 janvier à Bruxelles, leur première réunion sous présidence néerlandaise, ont dénoncé la concurrence fiscale déloyale pratiquée par certains Etats membres, qui gêne le bon fonctionnement du marché unique, et insisté pour qu'il y soit mis un terme. Jean Arthuis, le ministre français, s'est montré, comme ses collègues allemands et belges, très ferme sur ce thème.

Paradoxalement, il n'envisage pas pour autant un amendement du processus de décision. Ce que souhaite la France, c'est un « code de bonne conduite » selon lequel chaque Etat membre ferait le ménage chez lui, sans qu'il soit nécessaire de légiférer de façon formelle. « Il n'est pas question de renoncer à la règle de l'unanimité (...), dans ce domaine; la souveraineté fiscale doit rester nationale », a martelé le ministre français. « Si l'on avait pas l'obligation d'unanimité, la France aurait dû se résigner à accepter la taxe sur les émissions de CO₂ proposée par la Commission. Jamais l'Assemblée nationale n'aurait toléré un tel transfert », a expliqué M. Arthuis.

Là réside le problème, plus politique qu'économique: à l'approche des élections législatives, le gouver-



nement considère dangereux d'ouvrir à l'intégration un nouveau chantier, avec le risque d'une révolte au Palais-Bourbon et d'une nouvelle division de sa majorité.

« PAS DE SCHENGEN FISCAL »

Une telle attitude l'oblige à des contorsions qui n'améliorent pas la transparence de sa position dans l'actuel débat européen. L'émotion a surgi à Paris, voilà deux semaines, avec la parution dans le quotidien londonien *The Independent* d'un article annonçant une réflexion supposée conduire, dans le prolongement de l'Union économique et monétaire (UEM), à une vaste intégration fiscale des pays du Vieux Continent (Le Monde du 18 janvier).

Comble de la provocation, l'article affirmait - par erreur - que les Français et les Allemands étaient à l'origine de ces travaux.

Les esprits se calmèrent d'autant moins facilement à Paris que, dans la foulée, Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, annonça qu'effectivement ses services étudiaient la possibilité de faire appel à des « coopérations renforcées » pour permettre, le cas échéant, aux pays de la zone euro de contourner l'obligation d'unanimité dans des domaines tels que la fiscalité, la politique sociale, l'emploi, les aides d'Etat. « Ce n'est pas la mission de la Commission de se substituer aux Etats membres en ce domaine », a

déclaré M. Arthuis. La France refuse de supprimer l'obligation d'unanimité; elle n'est pas ouverte non plus à l'idée de « coopérations renforcées » dans ce domaine. « Il n'y aura pas de Schengen fiscal », a affirmé le ministre.

L'UEM n'a pas besoin d'harmonisation fiscale pour exister, personne ne le conteste. Du côté français, on expliquait qu'au contraire, pour atténuer les contraintes de la monnaie unique, il pourrait être utile que les Etats membres puissent jouer des amortisseurs que sont les politiques fiscales, sociales, salariales.

Il reste que l'absence d'harmonisation fiscale nuit au bon fonctionnement du marché unique et que

les entreprises dénoncent régulièrement les distorsions de concurrence ainsi créées. Mais les travaux du groupe créé par les Quinze lors du conseil européen de Dublin, avec le mandat de faire progresser l'harmonisation fiscale, semblent piétiner.

Cette radicalisation française a d'autant plus étonné que, la semaine passée, Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, citait la fiscalité et la politique sociale comme thèmes possibles de « coopérations renforcées ». « Il est clair que Waigel et Arthuis ne parlent pas le même langage que Kinkel et Charette », commentait, lundi soir, un haut fonctionnaire.

Ce changement de ton n'est pas le fruit du hasard. On nous dit qu'un arbitrage a été donné dans ce sens par le premier ministre; cet arbitrage fait sans doute plaisir à l'administration française, mais a comme principale motivation de ne pas heurter nos eurosceptiques. M. de Silguy lui-même manifestait quelque étonnement. Peut-on proclamer sans cesse qu'on est favorable à une extension aussi large que possible du vote à la majorité qualifiée pour ensuite la refuser dans le domaine - la fiscalité - où l'obligation d'unanimité a l'impact le plus important?

Philippe Lemaître

M. Lamfalussy défend l'idée d'un « conseil de stabilité »

Le ministre français des finances, Jean Arthuis, a estimé, lundi 28 janvier, en marge du Conseil de Bruxelles, que l'idée de créer un « conseil de stabilité » entre les gouvernements de la zone euro pour coordonner les politiques économiques et monétaires en liaison avec la Banque centrale européenne (BCE) gagnait du terrain. La question, qui fait l'objet d'un vif débat entre Français et Allemands, n'a pas officiellement été abordée par les ministres. Mais elle a été évoquée dans les coulisses. « C'est une idée de bon sens », a dit le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Le président de l'Institut monétaire européen (IME), Alexandre Lamfalussy, a plaidé pour une telle idée lundi soir à Francfort devant la presse allemande. « Il faut une organisation entre la BCE et les gouvernements des pays membres », a-t-il déclaré, en soulignant qu'une telle organisation n'était pas contradictoire avec l'indépendance de la Banque centrale.

Le déficit français à 1,4 % du PIB en 2001 ?

Le ministre français des finances, Jean Arthuis, a présenté lundi 27 janvier à Bruxelles, devant ses partenaires européens, un programme de convergence actualisé qui table sur un déficit budgétaire de 2,3 % du produit intérieur brut en 1999. Le gouvernement français estime qu'une croissance économique soutenue de 2,3 % en 1997 et de 2,5 % par an de 1998 à 2001 - hypothèse jugée « prudente » par Paris - permettra de réduire le déficit à 1,8 % en 2000 et à 1,4 % en 2001, contre 3,0 % en 1997, année de référence pour la sélection des pays qui participeront à la monnaie unique.

La France respecterait ainsi, avec une bonne marge de manœuvre en 2001, le plafond de 3 % autorisé par le traité de Maastricht pour le déficit des finances publiques. Les Quinze estiment que l'objectif des pays de la zone euro doit être d'approcher au plus près de l'équilibre en situation normale, afin de disposer d'une marge suffisante dans les périodes plus difficiles, pour pouvoir accroître le déficit sans atteindre le plafond fixé. (Reuters.)

Bonn s'accroche à l'horizon 1997 pour la monnaie unique

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl a prévenu ses compatriotes: « C'est en 1997 que se joue le destin de l'Allemagne. » Millésime de référence pour l'entrée dans la monnaie unique au 1^{er} janvier 1999, l'année qui s'ouvre devra être, plus que jamais, celle de la discipline financière. Bonn l'assure aujourd'hui officiellement: l'Allemagne respectera le critère du déficit public, l'un des repères les plus importants pour la sélection des candidats à l'euro. Avec 105 milliards de deutschemarks (357 milliards de francs), le déficit de l'Etat fédéral, des Länder et de la Sécurité sociale devrait atteindre 2,9 % du PIB en 1997, selon les derniers chiffres officiels publiés par le ministère de l'économie de Bonn.

L'année 1996 s'était achevée par de moins bonnes performances, puisque le niveau du déficit a été de 3,9 % par rapport au PIB. Ces chiffres sont tirés du rapport économique annuel du gouvernement, qui dessine les orientations de la politique économique allemande. Le document, dont des extraits circulaient sous le manteau en début de semaine à Bonn, devait être discuté en conseil des ministres et présenté au public mardi 28 janvier.

Tout indique donc que l'Allemagne se qualifiera à temps. Le secrétaire d'Etat aux finances, Jürgen Stark, le disait lundi 27 janvier dans une interview au quotidien

Hondelblott, en ajoutant cette précision importante: « Nous n'utilisons pas la marge d'interprétation qu'offre le traité. » Une affirmation qui tend à contredire les analyses de plusieurs instituts économiques reconnus, qui ont été nombreux à douter, ces derniers temps, de la capacité de l'Allemagne à s'aligner dès 1997 sur tous les critères du traité de Maastricht. Entre-temps, des mesures de consolidation financière supplémentaires ont été mises en œuvre à Bonn avec l'adoption définitive du budget 1997. De plus, on est désormais sûr que la croissance sera au rendez-vous cette année. Le pronostic de +2,5 % pour 1997 (contre +1,4 % en 1996), retenu dès l'automne dernier par les experts du ministère des finances, est confirmé par le rapport du gouvernement.

DEUX PRIORITÉS

Du côté de l'emploi, les incertitudes demeurent cependant. Peu optimiste sur le sujet, le rapport souligne que le chiffre de 4 millions de chômeurs, dépassé en fin d'année dernière, ne devrait pas sensiblement baisser en 1997. Ce qui se répercutera inéluctablement sur les finances publiques. Le budget 1997 a été rédigé sur la base d'un pronostic de 3,9 millions de chômeurs, et les très importantes économies prévues au titre de l'agence fédérale pour l'emploi seront difficiles à respecter. Officiellement, les subventions de l'agence ne devroient pas

dépasser 4,1 milliards de marks (14 milliards de francs), mais beaucoup d'observateurs doutent que ce gel puisse être tenu. On estime ainsi que 200 000 chômeurs de plus coûteront à l'Etat 6 à 8 milliards de marks (20 à 27 milliards de francs).

L'articulation entre assainissement budgétaire, croissance et emploi est plus que jamais au cœur du débat public. Au-delà du strict calendrier de Maastricht, deux priorités politiques fortes se dégagent à Bonn: comment baisser le poids de la pression fiscale et contrôler le financement des dépenses sociales? Sur ces deux points, c'est aujourd'hui que se décident les réformes à moyen terme les plus importantes de l'actuelle législature, avant que l'Allemagne entre, lentement mais sûrement, dans la campagne électorale de 1998. Après avoir adopté, la semaine dernière, une vaste réforme fiscale prévue pour entrer en vigueur en 1999, le gouvernement vient de faire connaître les grandes lignes de sa réforme des retraites. Ce dossier est fondamental en raison des difficultés de financement de l'assurance-vieillesse liées à l'évolution démographique du pays. Afin de limiter durablement le niveau des cotisations à l'assurance-vieillesse en dessous de 20 % du salaire brut (son niveau actuel est de 20,3 %), une commission d'experts vient de recommander de procéder à une baisse très sensible des pensions de retraite. Celles-ci devront progressivement

être réduites à 64 % du salaire net, au lieu de 70 % aujourd'hui.

Rendues publiques lundi 17 janvier par le ministre du travail, Norbert Blüm, ces recommandations permettent de se faire une idée des sacrifices importants qui attendent les Allemands. Autant dire que ces projections chiffrées provoquent de larges et contradictoires débats au sein de la classe politique. Raresment la coalition de Bonn (CDU, CSU et FDP) avait paru à ce point traversée par des divisions de fond. Exemple: comment dégager le budget des retraites de toutes les dépenses - et elles sont considérables - qui ne sont pas couvertes par les cotisations des salariés? Il s'agit notamment des pensions de guerre ou des allocations de préretraite, ainsi que des dépenses liées à l'augmentation des retraites en ex-RDA. Pour contribuer au financement de ces sommes (plus de 100 milliards de marks par an), le ministre du travail réclame que la TVA soit augmentée de deux points à partir de 1999, et non de un, comme prévu au niveau de la coalition (de 15 à 16 %). Les libéraux du FDP sont rigoureusement contre. On saura bientôt qui, de la gauche de la CDU ou de la droite libérale, l'emportera dans cette bataille qui résume bien les enjeux du débat actuel sur les adaptations nécessaires de l'économie sociale de marché.

Lucas Delattre

L'intégration monétaire doit préserver le modèle social européen

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Il est contre-productif d'opposer de manière permanente protection sociale et compétitivité, comme le font les tenants du libéralisme: le modèle social européen, qui a permis à nos sociétés de ne pas implorer malgré la série de crises qu'elles ont traversées depuis le premier « choc pétrolier » de 1973, doit, moyennant des réformes, être impérativement préservé; cet effort est particulièrement indispensable à la veille de la mise en place de l'union économique et monétaire (UEM), laquelle va modifier de façon sensible le débat économique entre les Quinze: telles sont les orientations qui ont été développées au cours du colloque sur « la politique sociale et les performances économiques » qui s'est tenue à Amsterdam le 23 janvier.

Organisée par la plate-forme néerlandaise, alors que celle-ci débute à peine, ce colloque illustre sa volonté de donner un élan supplémen-

taire aux initiatives prises dans un passé récent, notamment par la Commission européenne, qu'il s'agisse du Livre blanc de Jacques Delors sur *La Compétitivité, la croissance et l'emploi* (publié en 1993) ou du « Pacte de confiance pour l'emploi » de Jacques Santer, son successeur à la tête de l'institution luxembourgeoise, qui l'a relayé en 1996. Elle rencontre également les préoccupations exprimées par Jacques Chirac dans le mémorandum sur l'action sociale transmis au printemps 1996 aux pays partenaires.

Ces différentes démarches n'avaient suscité jusqu'à présent qu'un intérêt poli au sein du Conseil des ministres, même si les discussions autour du Pacte pour l'emploi de M. Santer ont au moins permis de relancer le « dialogue social » entre employeurs et syndicats: depuis l'été, ceux-ci tentent de trouver une plate-forme commune, pouvant servir de référence au niveau européen, à propos du travail à temps partiel et des différentes

autres formes de travail atypique.

« Il faut explorer davantage les pistes ainsi ouvertes, définir l'agenda de ce qui doit être entrepris au niveau européen », ont conclu Wim Kok, le premier ministre des Pays-Bas, et Ad Melkert, le ministre néerlandais des affaires sociales et de l'emploi.

« C'est par une intervention au ton offensif que Padraig Flynn, le commissaire chargé des affaires so-

« Une monnaie forte et stable est inconcevable à long terme avec un chômage qui augmente désespérément »

Pour ses promoteurs, cette relance en faveur d'une politique sociale et d'emploi dynamique s'inscrit explicitement dans le processus conduisant à la monnaie unique. « Une union monétaire et une bonne politique sociale ne sont pas des pôles opposés... Une monnaie forte et stable est inconcevable à long terme avec un chômage qui augmente dés-

espérément vers un taux de 10 %, et parfois même 20 %... La question est de considérer la politique sociale et la puissance économique et monétaire comme dépendant l'une de l'autre », a souligné M. Melkert.

C'est par une intervention au ton offensif que Padraig Flynn, le commissaire chargé des affaires so-

ciales, s'est-il exclamé, citant les performances remarquables acquises par l'Union, qu'il s'agisse du commerce extérieur, de l'inflation, de la productivité. « Les coûts du travail sont-ils sensiblement plus élevés dans l'UE qu'aux Etats-Unis? La réponse est non », a-t-il affirmé. Faut-il paniquer en raison des effets de la mondialisation? La réponse est également négative, car la demande, en Europe, porte pour l'essentiel sur des produits de l'Union. Selon M. Flynn, « nous ne sommes pas à la merci des forces internationales ».

Ces propos rassurants ne signifient pas que l'Europe puisse se dispenser de réformer son modèle social afin de tenir compte de l'évolution technologique, démographique... Le commissaire insiste sur la nécessité de formations renouvelées. Comme fondement du « nouveau pacte social », Jacques Delors a mis, à son tour, l'accent sur l'éducation tout au long de la vie. Il préconise « un nouveau fonction-

nement du marché du travail », autrement dit une politique, où, face au chômage, le retour à l'activité serait privilégié et où on ne se résoudrait qu'en dernier ressort à l'indemnisation. Il plaide enfin pour « des politiques plus sélectives de transferts de revenus », les plus favorisées n'ayant pas besoin d'être autant soutenues que ceux dont le statut économique est plus précaire.

Pour réformer de manière efficace, plusieurs orateurs, dont Tito

Ph. L.

Le candidat « modéré » Aslan Maskhadov remporte l'élection présidentielle en Tchétchénie

Il aurait recueilli 60 % des suffrages, selon des résultats partiels

Au lendemain d'une journée de vote marquée par une forte participation, et alors que le décompte des voix se poursuivait dans des conditions difficiles, l'ancien commandant en chef des forces séparatistes semblait assuré, mardi matin 28 janvier, d'être élu, dès le premier tour, président de la Tchétchénie. Le chef de guerre, Chamil Bassaev, arrivait, lui, en deuxième position, avec environ 30 % des voix.

GROZNY
de notre envoyée spéciale
La rumeur s'est propagée dès l'aube, mardi 28 janvier, dans le quartier de Grozny, proche du centre dévasté, où de petites maisons entourées de cours sont restées plus ou moins debout : « Aslan Maskhadov a gagné avec 60 % des voix ». C'est ce qu'a annoncé le porte-parole de l'ancien chef d'état-major des forces tchétchènes, devenu le candidat favori à l'élection présidentielle organisée la veille dans cette petite République du Caucase, dont l'indépendance de fait n'est reconnue ni à Moscou ni ailleurs dans le monde. Selon le porte-parole Marbek Vatchagaev, ce résultat porte sur près de la moitié des bulletins de vote et « peut être considéré comme définitif ». Autrement dit, les Tchétchènes n'auront pas à retourner aux urnes, pour un second tour, dans deux semaines.

Plusieurs membres de la commission électorale centrale ont confirmé le résultat en se fondant sur des dénombrements partiels, menés dans des conditions très difficiles, contrairement aux opérations de vote elles-mêmes. Ces dernières semblent en effet s'être déroulées partout de façon presque exemplaire : « Je n'ai jamais vu de scrutin si enthousiaste et si démocratique », a même déclaré Ella Panfilova, ex-ministre russe du travail, venue dans un groupe

d'observateurs, faisant écho à une impression générale. Mais le décompte des bulletins pose des problèmes plus ardu. Il se poursuivait, mardi, de façon artisanale, dans une petite pièce au rez-de-chaussée d'un bâtiment à moitié détruit, au fond d'un couloir obscur, par une foule de délégués de circonscriptions, qui attendent, des heures durant, d'être reçus pour remettre leur protocole de vote.

Les premiers résultats ont cependant été transmis à la commission centrale par un système de liaison radio. Celui-ci s'appuie sur la même organisation qui avait permis aux combattants tchétchènes de chasser l'armée russe de Grozny en août dernier. Ces résultats correspondent en outre

aux sondages que les partisans des principaux candidats mènent depuis deux mois - des sondages qui étaient plutôt des décomptes complets d'intentions de vote, une opération assez facile dans cette société tchétchène très fortement structurée, où chacun connaît tout de son village ou de son quartier.

CHEF MILITAIRE INCONTESTÉ
Le favori, Aslan Maskhadov, fut tout au long des deux années de guerre le chef militaire incontesté des Tchétchènes avant de se présenter comme le garant de leur unité. Il parlait avec 70 % des intentions de vote, mais il était déjà tombé à 60 % dans ces « sondages » préliminaires, après l'énergique campagne électorale qu'il avait menée son principal

concurrent, le jeune Chamil Bassaev. Ce dernier est auréolé ici de l'effroi qu'il provoque à Moscou, où il est connu comme le « terroriste numéro un » de Tchétchénie. Bassaev serait ainsi monté, selon les résultats préliminaires, à 32 % des suffrages exprimés. Il est suivi, mais de loin, par Zelimkhan Iandarbiyev, le très peu charismatique président en titre, depuis la mort, en avril 1996, de Djokhar Doudaev, le premier président qui proclama l'indépendance de la Tchétchénie en 1991.

Deux autres candidats sur treize pourraient encore recueillir quelques pourcentages des voix exprimées, glanées surtout dans leur village d'origine. Il s'agit notamment de Movladi Oudougov, qui fut le porte-parole de Djokhar Doudaev avant d'être celui du « Commandement unifié » de la résistance tchétchène. L'omniprésence de ses affiches électorales promettant de faire suivre à la Tchétchénie une « voie islamique » n'a, semble-t-il, pas suffi à convaincre les électeurs. Trois jours avant le scrutin, les cinq principaux candidats s'étaient réunis pour jurer « à la Tchétchénie », de s'abstenir de toute irrégularité et de ne pas chercher à contester les résultats du scrutin. Il leur restait, mardi, à tenir leur promesse.

S. Sh.

« On a voté librement, sans que Moscou s'en mêle »

VEDENO
(sud-est de la Tchétchénie)
de notre envoyée spéciale
« Écoutez-vous ! Les journaux de Rousskaïa, le responsable de la sécurité du bureau de vote n°2 du district de Vedeno, un passage se

REPORTAGE
513 000 votants ont tenu à participer à cette journée « historique »

creuse immédiatement parmi la foule qui se presse dans le couloir menant à la salle de vote. Les visages sont radieux, bienveillants, et les plaisanteries fusent. Chacun semble heureux, fier de montrer aux étrangers de passage que tout se passe au mieux. « Nous-mêmes, nous ne nous attendions pas à ce qu'il y ait tant de monde », avoue Idriss, président de la commission électorale locale. « Le seul problème, c'est qu'on doit faire attendre les gens ».

Le scrutin se déroule dans des écoles à moitié démolies et retapées à la hâte. Pour faire face à l'affluence, l'ouverture des 420 bureaux de vote du pays, pour 513 000 votants, a été prolongée de deux heures. Les femmes, qui autrefois déléguaient leurs voix aux chefs de famille qui votaient

pour elles, ont tenu à participer à une journée que chacun ici qualifie d'« historique ». « Nous allons gagner la paix comme nous avons gagné la guerre », dit d'une voix basse mais assurée une vieille femme qui vient de voter « en se frottant un chemin vers la sortie. Malgré ces bouillottes, la volonté de respecter les règles du scrutin, définies avec le soutien de la mission locale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), est apparemment partagée par tous.

La vallée de Vedeno, dans les montagnes du sud-est, est le fief incontesté du héros national, Chamil Bassaev, candidat des Tchétchènes les plus ardents et les plus jeunes. Le représentant de son concurrent Aslan Maskhadov, favori dans l'ensemble de la Tchétchénie, prend son rôle d'autant plus au sérieux : « Je resterai ici jusqu'au soir, je ne quitterai pas l'urne d'une semelle jusqu'au district où elle sera dépouillée », lance-t-il à la cantonade dans le bureau. Assis sur un banc à côté de représentants d'autres candidats, il voit défiler les votants, qui acceptent sans rechigner qu'une encue indécise, posée sur le dos de leur main droite, empêche le vote multiple. Les électeurs présentent ensuite leurs documents à la table où sont rassemblées les listes électorales, écrites à la main sur du papier mais maniées avec un respect ré-

gieux. Ils reçoivent ensuite deux bulletins imprimés en tchétchène et en russe par les soins de l'OSCE, l'un avec treize noms de candidats à la présidentielle, l'autre avec autant de candidats locaux à un siège au Parlement, puis ils disparaissent dans les isolements.

AMBASSADE BON ENFANT
Dans ces montagnes où les habitants ont la réputation de professer un islam plus strict que dans les plaines, la commission électorale, élue, est composée de quatre femmes et d'un homme. Le seul « barbu » à veiller dans le bureau est certes le représentant de Chamil Bassaev, mais sa présence est à peine perçue. « Tout le monde ici représente Bassaev », lance un homme qui fait l'assistance. Y compris le représentant de Maskhadov, nullement gêné : « C'est moi, il pourrait avoir jusqu'à 90 % de voix ici », dit-il.

L'ambiance est bon enfant. Les votants discutent, se saluent entre parents et voisins. « Nous obtenons ce jour deux fois de suite. Le sera décisif. Le peuple tchétchène ou du moins droit à l'existence », dit Idriss. « Peu importe qui va gagner, nous oisons tous les candidats. Ils ont tous combattu contre les Russes ». « Le principal, ajoute-t-il, est qu'on l'ait librement, sans que Moscou s'en mêle ».

Cette idée, mille fois entendue dans les jours qui ont précédé le

scrutin, traduit le trouble ressenti par les Tchétchènes lorsque des accusations ont commencé à être lancées publiquement contre le favori Maskhadov, ou plutôt contre son « entourage », accusé de complaisances avec Moscou par son principal concurrent Bassaev. Mais devant les états du marché de Vedeno, un groupe d'hommes et de femmes refusent de se laisser entraîner dans ces polémiques : « Nous votons pour Bassaev, parce qu'il est juste et nous défend. Les autres sont bons aussi, mais nous ne les connaissons pas, ils ne sont pas venus ici nous parler ».

Dans ces montagnes privées de gaz et d'eau courante, l'électricité fonctionne quelques heures par jour et permet de recevoir une seule chaîne de télévision, celle de Moscou, contre près de sept à Grozny - dont quatre locales. Mais les Tchétchènes sont encore loin de former leur opinion en fonction des petites lucarnes. L'OSCE a confirmé n'avoir reçu aucune plainte de candidat sur la conduite de la campagne électorale. Un de ses soixante-douze observateurs rencontrés dans un bureau à l'entrée de la vallée, une diplomate allemande, déclare sobrement, encadrée par trois géants barbus en armes : « Je n'ai pas encore à faire de commentaires. Mais tout semble parfait ».

Sophie Shihab

La Pologne aimerait que la France devienne un partenaire « stratégique »

Un entretien du premier ministre au « Monde »

VARSOVIE
de notre correspondant
« Je voudrais quitter Paris encore plus convaincu que le sommet de l'OTAN, en juillet à Madrid, prendra des décisions concrètes sur le début des négociations avec la Pologne, que la conférence intergouvernementale [de l'Union européenne] se terminera dans les délais prévus, et qu'en 1998 commenceront les négociations sur l'élargissement de l'Union ». Le premier ministre, Włodzimierz Cimoszewicz, fait partie de ces nombreux Polonais qui demandent encore à être rassurés sur les intentions des Occidentaux à l'égard de son pays.

A la veille de sa visite officielle à Paris, qu'il entame mercredi 29 janvier, il explique, dans un entretien accordé au « Monde » et à l'AFP, que, s'il s'est rendu à Bonn des le printemps 1996 et en France seulement maintenant, c'est pour une raison très simple : « Le chancelier Kohl m'a envoyé une invitation quelques jours après ma nomination, en février 1996, et l'invitation à Paris m'a été transmise pendant la visite du président Chirac à Varsovie, en août. Dans les deux cas, j'ai répondu oui ».

Comme les autres responsables polonais, le président Kwasniewski en tête, il souhaite que « les trois côtés du triangle de Weimar (un organisme informel qui unit la France, l'Allemagne et la Pologne, NDLR) soient de langueur égale ». « Nous voudrions vraiment que la France soit notre partenaire et notre allié stratégique, mais il faut que les deux parties agissent en ce sens ». « Ces dernières années, les milieux d'affaires allemands ont été beaucoup plus actifs que les Français », même si, dans la dernière période, les échanges commerciaux entre la France et la Pologne, et plus encore les investissements français en Pologne, se sont sensiblement développés.

M. Cimoszewicz cite l'important contrat passé avec Thomson CSF pour la livraison à l'armée polonaise de systèmes de communication radio. A propos des négociations, difficiles mais à présent pratiquement réglées, pour le rachat par Hachette de la principale chaîne de distribution de la presse polonaise (Ruch), M. Cimoszewicz se défend d'avoir été hostile au choix de la société française (comme la rumeur en a couru avec insistance), mais explique qu'il voulait seulement défendre les intérêts de son pays en obtenant « le meilleur prix » et « les meilleures garanties ».

Le premier ministre voudrait aussi que la France accroisse sa présence dans le domaine de l'enseignement du français : « La demande est extrêmement forte en Pologne, et le succès de l'anglais n'est pas dû uniquement à la suprématie mondiale de la langue anglaise, mais aussi aux efforts considérables déployés aussi bien par les Britanniques que par les Américains pour favoriser l'apprentissage de leur langue, par exemple en province. » Interrogé sur les reproches de plus en plus vifs émis à Bruxelles, au sein de la

Commission européenne, à propos de certains comportements des autorités polonaises, M. Cimoszewicz répond que les problèmes apparaissent tout naturellement à mesure que « la coopération entre la Pologne et l'Europe se renforce ». Concernant le coréen Daewoo, auquel, estime-t-on à Bruxelles, les Polonais ont fait la part trop belle en lui permettant d'occuper une place de choix sur un marché automobile en très rapide expansion, M. Cimoszewicz affirme qu'il n'a bénéficié d'aucun régime de faveur.

M. Cimoszewicz souhaite que « les trois côtés du triangle de Weimar » (France, Allemagne, Pologne) soient de longueur égale

M. Cimoszewicz admet, par contre, que certaines réformes indispensables - notamment celles du régime des retraites et de la Sécurité sociale - prennent du retard. C'est l'un des arguments majeurs avancés par ceux qui, à Bruxelles comme ailleurs, estiment tout à fait irréaliste la perspective d'une adhésion de la Pologne à l'Union européenne dès l'an 2000, comme le président Jacques Chirac en avait évoqué la possibilité en septembre 1996. « Les travaux se sont révélés plus lents que prévu, mais ce n'est pas aux Français qu'il faut dire à quel point ce type de réforme est difficile », il assure que ses gouvernements présenteront un projet avant les élections parlementaires prévues pour l'automne, suffisamment tôt pour qu'il ait une chance d'être adopté, alors même que, sur le plan électoral, il n'y a rien à y gagner, au contraire.

Ancien candidat à la présidence de la République en 1991, élection où il louta, selon sa propre expression, le rôle de « corps de service » et avait recueilli 9 % des voix, M. Cimoszewicz a toujours tenu à cultiver une certaine différence avec les autres politiques. Après un début de carrière très classique dans les organes de jeunesse du parti, puis à l'Université, ce juriste, fils d'un officier du renseignement militaire, avait bénéficié d'une bourse pour étudier aux États-Unis au tout-début des années 80. Rentré en Pologne, il décida en 1985 de quitter Varsovie, livrée à l'état de guerre, pour l'air pur de la campagne, où il se mit à l'agriculture, et plus précisément à l'élevage des cochons - avec des résultats dont il reste très fier. « Il ne reviendra à la politique qu'en 1989, au moment de la chute du régime, mais sans adhérer formellement au Parti social-démocrate, héritier de l'ancien PC.

Jan Krauze

Les Serbes de Bosnie refoulent les candidats au retour

SARAJEVO
de notre correspondant
La première opération de retour de réfugiés bosniaques menée par les organisations internationales s'est soldée, dimanche 26 janvier, par un brutal échec dans le village de Gajevi (nord-est du pays). Une foule serbe a attaqué des familles musulmanes qui avaient reçu l'autorisation du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) de s'y réinstaller. Au début de l'hiver, des affrontements avaient entraîné la mort d'un candidat au retour et, la semaine dernière, la police serbe avait miné les accès au village pour décourager les musulmans de traverser l'ancienne ligne de front.

L'opération « Retour à Gajevi » était considérée comme un test important par le HCR et les Occidentaux. La Force de l'OTAN (SFOR) était fortement impliquée dans ce processus de réinstallation de réfugiés,

en intensifiant ses patrouilles dans le secteur et en négociant avec la République serbe. Pour la première fois depuis l'accord de paix de Dayton en décembre 1995, les Serbes avaient donné leur accord pour un retour organisé : trente-six familles devaient rejoindre Gajevi, sans armes, avec des matériaux destinés à rebâtir les maisons, dynamites et incendiaires lors des campagnes de « nettoyage ethnique ». Pire, le chef des séparatistes serbes, n'a pas tenu parole : l'opération de minage avait été effectuée par des hommes en uniformes de la police.

ABSENCE DE LA POLICE
Malgré la présence de soldats américains et russes aux abords du village, les Serbes ont attaqué dimanche. La foule, entonnant des chants nationalistes et guerriers, a violemment battu le chauffeur d'un tracteur apportant des matériaux. Cette fois, la police serbe brillait par

son absence, et les soldats occidentaux, témoins de la scène, ne sont pas intervenus.

Les deux seules maisons qui avaient été légèrement retapées cette semaine ont été de nouveau rasées par les Serbes, dans ce village qui comptait 100 % de musulmans avant la guerre et qui est situé en bordure de la ligne de partage dessinée à Dayton. Le projet ne comportait ni expulsion de Serbes, ni danger d'infiltration de soldats musulmans en profondeur en République serbe. Ces incidents illustrent une politique de séparation ethnique qui ne souffre aucune exception. Diplomates et organisations humanitaires, effrayés par cette détermination, ne savent comment organiser le rapatriement de près de trois millions de personnes - musulmans, Croates et Serbes - jetés sur les routes pendant la guerre.

R. O.

Sarajevo, sanctuaire des rockers

SARAJEVO
de notre correspondant
Il est remonté sur scène, dans une salle de la Maison de l'Armée de Sarajevo, mais les fans de pop music des années 60 et 70 auraient sans doute été déçus. À l'invitation du Parti d'action démocratique (SDA, musulman), Cat Stevens a accepté de chanter un air traditionnel bosniaque. Lady d'Arbanville et Wild World, ses célèbres refrains d'il y a vingt-cinq ans, ne sont plus au répertoire. Il s'appelle désormais Yusuf Islam, porte une longue barbe grise, une tunique et un turban à la manière des religieux islamistes, et venait à Sarajevo pour célébrer le ramadan avec ses « frères et sœurs musulmans de Bosnie ».

Yusuf Islam a rencontré des dignitaires du SDA durant la guerre. Un jour, il a reçu un enregistrement, Tapovi sto grme (Les canons sèment la tempête) des malins d'Irfan Ljubijankić, ministre plus tard abattu en hélicoptère par l'armée serbe près de Bihać. A Sarajevo, il a annoncé qu'il allait produire prochainement « une compilation de magnifiques chansons, mélodies et poèmes bosniaques », mais qu'il n'envisageait aucun retour au rock'n'roll (« le rock ne va nulle part ! »). Puis il est reparti, aussi discrètement qu'il était venu, laissant derrière lui des Sarajéviens, traditionnellement peu intéressés par la religion, fort perplexes.

A mille lieues des préoccupations spirituelles de Yusuf Islam, Daniel Cohn-Bendit, député européen (Verts allemands), veut organiser en Bosnie-Herzégovine un autre retour sur scène : il envisage de convier les trois ex-Beatles vivants, Julian Lennon, le fils de John, et les Rolling Stones. « Je rêverais de les voir chanter Imagine et Give Peace a Chance ensemble, a-t-il annoncé. Un Woodstock 2, ou centre de la Bosnie, avec des groupes internationaux, ethniques, méditerranéens, africains ».

A Sarajevo, on reste méfiant car la ville est habitée aux promesses non tenues des stars du rock. On se souvient de Bono, qui, pendant la guerre, avait promis de venir chanter avec ses amis du groupe U2, et qui se contenta, deux ans plus tard, de venir fêter le jour de l'an en compagnie d'un ministre bosniaque. La star du soutien à la Bosnie reste le ténor Luciano Pavarotti, qui a organisé des concerts et produit des albums dont les fonds sont versés au Centre musical de Mostar, également soutenu par David Bowie. Cohn-Bendit a proposé que les recettes du Woodstock 2 aillent également à l'école mostarienne. « Sarajevo va bientôt devenir le sanctuaire des rockers », commente un musicien bosniaque.

Rémy Ourdan

ions sur la fiscalité

en terme, plusieurs ministres de la nationale et la règle de

La fiscalité est un sujet qui a toujours été au cœur des préoccupations des citoyens. En France, les débats sur la fiscalité sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la fiscalité sont donc un sujet d'actualité. Les débats sur la fiscalité sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la fiscalité sont donc un sujet d'actualité.

La monnaie unique

La monnaie unique est un sujet qui a toujours été au cœur des préoccupations des citoyens. En France, les débats sur la monnaie unique sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la monnaie unique sont donc un sujet d'actualité. Les débats sur la monnaie unique sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la monnaie unique sont donc un sujet d'actualité.

social européen

Le social européen est un sujet qui a toujours été au cœur des préoccupations des citoyens. En France, les débats sur le social européen sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la social européen sont donc un sujet d'actualité. Les débats sur le social européen sont souvent marqués par des oppositions entre différents groupes politiques. Les ministres de la nationale et la règle de la social européen sont donc un sujet d'actualité.

051 7 11 47

Nigeria : la fille de Moshood Abiola demande l'aide de la communauté internationale

Elu président du pays en 1993, son père, malade, est détenu au secret depuis juin 1994

Elu démocratiquement président du Nigeria en juin 1993, le multimillionnaire philanthrope Moshood Abiola a été emprisonné en juin 1994

par la junte militaire au pouvoir. Depuis, il est pratiquement coupé de tout contact avec le monde extérieur. Sa fille, Wuraola, qui craint

pour la santé physique et mentale de son père, demande une intervention de la communauté internationale.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante
A vingt-cinq ans, un doctorat de l'Imperial College de Londres « presque » en poche, Wuraola Abiola avait imaginé d'autres destins que celui qui la mène, jour après jour, dans les corridors de Parlements loquaces et, plus récemment, dans les salles de rédaction et studios de télévision. M^{lle} Abiola a peur, « très peur », que l'on oublie son père qui languit depuis deux ans et demi en prison au Nigeria.

Son père, Chef Moshood K. O. Abiola, philanthrope multimillionnaire, a été élu le 12 juin 1993 président du Nigeria. Au terme d'une campagne d'un style nouveau, « Espoir 1993 », il recueille, sous le regard des observateurs internationaux, 58 % des voix, aussi bien des musulmans du Nord que des chrétiens du Sud.

Annulant aussitôt les élections, le gouvernement du président Ibrahim Babangida menace d'émettre un mandat d'arrêt contre lui. Il quitte le pays. Après un an d'exil - et de nombreuses rencontres avec des chefs d'Etat, y compris Bill Clinton -, il revient chez lui, se proclame président du Nigeria en juin 1994 et est arrêté. Le gouvernement de M. Babangida lui-même est renversé par un nouveau coup d'Etat militaire. Ouvert le 6 juillet 1994, le procès s'est enlisé dans des questions de procédure et la famille Abiola s'est elle-même divisée, notamment sur le choix de l'avocat. Le 4 juin 1996, Kudiratu Abiola, l'épouse de l'opposant, est assassinée à Lagos.

Depuis octobre 1994, Moshood Abiola est pratiquement privé de visite et de contact avec le monde. Amnesty International s'inquiète pour sa santé. « Au Nigeria, gagner des élections est un crime, une trahison, s'indigne sa fille, mais le pire est que le monde semble indifférent à cette injustice. » Wuraola, qui ressemble de façon surprenante à son père, veut à tout prix éviter de donner l'inévitable impression d'être la fille à laquelle son père manque : « Je veux, scandale-t-elle, vous faire connaître l'homme et sa vision, une vision qui a tout de même convaincu la grande majorité des Nigériens, pour que vous compreniez le degré de l'injustice qui lui est infligée. » Mais la phrase suivante résume ses véritables appréhensions : « Tout ce que je veux, dit-elle presque malgré elle, c'est savoir que mon père est vivant. »

Moshood Abiola est, selon Amnesty International, privé de tout suivi médical alors qu'il souffre d'une maladie rénale et d'hypertension. « Personne ne l'a vu depuis plus de deux ans. Je ne demande pas trop : dites-moi que mon père vit encore », réplique Wuraola, qui s'inquiète surtout pour la santé mentale de son père : « Il était incapable de rester sans rien faire. En attendant quelque chose, il avait l'habitude de taper sans cesse sur la table... Je l'imagine tout seul, sans livres, sans journaux : il est capable de devenir fou. »

La vie de Moshood Abiola, c'est l'histoire de la réussite d'un jeune homme pauvre avec de grandes ambitions. Né le 24 août 1938 dans une famille modeste de petits exploitants de cacao du sud-ouest du Nigeria, il sait déjà que, pour réus-

sir, il faut être éduqué. A vingt ans, premier de sa classe, il part pour quatre ans, avec une bourse, à l'université de Glasgow, en Ecosse. Peu d'années après son retour au Nigeria, il devient vice-président du géant de la communication, ITT. Il amasse, en peu de temps, une fortune considérable et une réputation bien fondée de philanthrope. « Mais tout cela ne suffisait pas. Il voulait trop de succès, de gloire et de corruption. Il voulait faire plus, toujours plus : il voulait être fier du Nigeria, fier d'un Nigeria enfin démocratique », explique sa fille avec passion.

La mort subite de sa première

International, se trouve le général Olusegun Obasanjo, président du pays de 1976 à 1979, lui aussi en prison depuis 1993. Dédicant son autobiographie au général Obasanjo, le président sud-africain Nelson Mandela écrit : « A mon ami le général Obasanjo, qui dépasse de la tête et des épaules beaucoup de ceux qui détiennent de hautes fonctions dans le monde. »

Exilé à New York, l'écrivain nigérian Orukaba Ojo est « attristé » par l'« indifférence » des grandes démocraties occidentales au sort des grands hommes de l'Afrique : « Ils dépérissent en prison et l'on ne fait rien : c'est comme si le monde les

« Comment peut-on traiter avec ce régime en sachant que des hommes d'honneur comme mon père sont en train de mourir en prison ? »

avait oubliés. » Pour Bronwen Manby, de l'organisation humanitaire Africa Watch, Moshood Abiola et Olusegun Obasanjo « incarnent la nation même de la démocratie en Afrique ». Très conscient des efforts « inlassables » des organisations non gouvernementales, Wuraola les remercie « de tout [son] cœur ». Mais, pour elle, ce sont les gouvernements qui peuvent faire quelque chose. « Même si ce régime militaire réussit son programme économique - ce qui me semble très peu probable -, comment peut-on traiter avec lui sachant que des hommes d'honneur comme mon père sont en train de mourir en prison ? »

Le sort de Moshood Abiola rejoint celui de quarante-trois « prisonniers de conscience » d'Amnesty au Nigeria, mais il touche de plus près les Nigériens qui ont voté pour lui. Parmi les autres prisonniers politiques « adoptés » par Amnesty

avait oubliés. » Pour Bronwen Manby, de l'organisation humanitaire Africa Watch, Moshood Abiola et Olusegun Obasanjo « incarnent la nation même de la démocratie en Afrique ». Très conscient des efforts « inlassables » des organisations non gouvernementales, Wuraola les remercie « de tout [son] cœur ». Mais, pour elle, ce sont les gouvernements qui peuvent faire quelque chose. « Même si ce régime militaire réussit son programme économique - ce qui me semble très peu probable -, comment peut-on traiter avec lui sachant que des hommes d'honneur comme mon père sont en train de mourir en prison ? »

Le débat national sur la crise burundaise boudé par les partis politiques

LES PRINCIPALES formations politiques burundaises ont décidé de boudier le débat national proposé par le régime du major Pierre Buyoya pour définir un « consensus » sur un processus de paix à engager dans un pays toujours en proie à la guerre civile et soumis à un embargo commercial régional. La première phase de ce débat devait s'ouvrir, mardi 28 janvier, par un séminaire de quatre jours devant réunir soixante participants provenant de toutes les tendances politiques, à l'exception de la rébellion hutue.

Trois des principales organisations politiques du pays ont d'ores et déjà annoncé qu'elles ne participeraient pas à ce débat. Elles sont issues aussi bien de la minorité tutsie au pouvoir que de la majorité hutue renvoyée dans l'opposition par le putsch militaire contre le président Sylvestre Ntibunganya, qui a remis Pierre Buyoya (Tutsi) au pouvoir le 25 juillet 1996.

Les Forces de changement démocratique (FCO), ancienne majorité présidentielle renversée), composées du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, largement majoritaire à l'Assemblée nationale issue des élections de 1993), le Rassemblement du peuple burundais (RPP), le Parti du peuple (PP) et le Parti libéral (PL), ont déclaré qu'un « débat national sincère et authentique ne peut être envisagé avant que les belligérents, actuellement en conflit armé, soient d'accord pour arrêter la guerre et entamer les négociations ».

De son côté, Charles Mukasi, président de l'Unité pour le progrès national (Uprona), principal parti dans lequel se reconnaît la minorité tutsie, a émis des doutes sur les chances de succès de ce débat, auquel il dit ne pas avoir été officiellement invité. « On nous demande d'aller définir une voie de sortie de la crise burundaise avec des modèles

sud-africain, angolais, où la solution a été la négociation, mais l'aspect génocidaire de la crise burundaise sur le modèle allemand ou rwandais est occulté », a expliqué M. Mukasi. Un autre membre de l'Uprona, parti censé soutenir le major Buyoya, a en outre affirmé que le gouvernement avait en fait déjà engagé avec la rébellion hutue des négociations rejetées par une grande partie de la minorité tutsie.

Le parti pour le redressement national (Parena), formation de l'ancien président tutsi Jean-Baptiste Bagaza, en résidence surveillée depuis une semaine, a affirmé qu'il ne prendrait pas part au débat, auquel il préférerait une « conférence nationale » souveraine.

Le débat national avait été préconisé par la Convention de gouvernement du 10 septembre 1994, elle-même dissoute par le coup d'Etat du 25 juillet 1996. - (AFR)

Patronat et syndicats se mobilisent contre l'« état d'urgence économique » en Colombie

BOGOTA
de notre correspondante
L'année vient à peine de commencer, et le président colombien, Ernesto Samper, est à nouveau sur la sellette. Cette fois, il ne s'agit pas de l'interminable feuilleton narco-politique, mais de la politique économique et sociale du gouvernement. La plu-

part des dirigeants politiques et économiques ont critiqué sa décision de décréter l'état d'urgence économique (décret 80 du 13 janvier), qui lui permet, pour réduire le déficit budgétaire du pays, de prendre des mesures d'austérité urgentes sans les avoir soumises à l'approbation du Parlement. Les syndicats du secteur

public, tous unis, ce qui est sans précédent en Colombie, ont décidé d'appeler à une grève illimitée à partir du 11 février. De son côté, le patronat a décidé de ne pas reconnaître en 1997 le « pacte social », signé en 1996 avec le gouvernement. Selon les termes de cet accord, sur lequel le gouvernement appuyait sa politique, les entrepreneurs, les salariés et l'Etat s'engageaient à juguler l'inflation à moins de 18 %.

Enfin, le quotidien *El Espectador*, l'un des principaux journaux du pays, a de nouveau demandé la démission du chef de l'Etat, dans un éditorial du 24 janvier intitulé - allusion directe au gouvernement de M. Samper : « Un cadavre sans sépulture ». Le quotidien affirme : « Le recours à l'état d'urgence économique est un geste désespéré avant le naufrage. » Pour sa part, la Cour constitutionnelle a refusé de valider, en première lecture, la procédure d'état d'urgence économique et a demandé au gouvernement de prouver le bien-fondé de sa décision. Par ailleurs, elle a sollicité l'avis des principaux spécialistes économiques du pays. La cour dispose de plusieurs semaines

pour rendre son verdict : s'il était négatif, il remettrait en question les mesures fiscales déjà adoptées.

Le gouvernement a pris cette décision à la suite de l'aggravation du déficit budgétaire (4,4 milliards de dollars en 1996, soit 4,4 % du PIB contre 3,3 % prévus) et d'une hausse importante de l'inflation (22 %), de la surevaluation de la monnaie (le peso) et du niveau anormalement élevé des taux d'intérêt et, enfin, de l'augmentation du taux de chômage (12 % contre 8,8 % en 1995). Elle lui permet d'éviter un débat au Parlement sur le thème délicat d'une réforme fiscale peu susceptible de plaire au patronat.

AUSTERITÉ
Le plan d'austérité proposé par le gouvernement comprend une augmentation de la pression fiscale avec notamment une extension de l'application de la TVA et la suppression de la plupart des exonérations fiscales ; une imposition des crédits d'endettement externes, publics et privés ; une lutte renforcée contre l'évasion fiscale et la contrebande et, enfin, une réduction des dépenses de

L'Inkatha se radicalise en Afrique du Sud

Le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi a choisi le camp des « faucons » pour affermir son emprise sur le parti

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Un parti à la dérive tenté par la politique du pire : c'est le sentiment inquiet que donne l'Inkatha, la formation à dominante zouloue du chef Mangosuthu Buthelezi, au terme de son congrès national, dimanche 26 janvier. Fidèle à son image d'éternel perturbateur de la vie politique post-apartheid, M. Buthelezi a choisi de durcir sa position pour tenter de résoudre la crise sans précédent que traverse son mouvement.

A l'initiative de son chef, l'Inkatha a officiellement repoussé la main tendue de son rival, le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela. Il a rejeté la proposition d'une amnistie spéciale pour les violences ayant opposé les deux formations dans le KwaZulu-Natal, le fief de l'Inkatha. Ces violences ont fait plus de 14 000 morts depuis le début des années 80.

BATAILLE OUVERTE

M. Buthelezi s'est ainsi rangé du côté des « durs » de sa formation dans la bataille ouverte qui les oppose aux modérés, partisans d'une intégration véritable de l'Inkatha dans le jeu politique du pays. Deux des principaux dirigeants du parti, favorables au dialogue avec l'ANC, en ont profité pour annoncer leur retrait, pour « convenances personnelles ». Il s'agit de Frank Mdlalose, président du parti et premier ministre de la région du KwaZulu-Natal, et de Ziba Jiyane, le secrétaire général de l'Inkatha.

Si ces départs permettent à M. Buthelezi d'asseoir son autorité sur le parti, ils soulignent aussi la difficulté de l'Inkatha à

trouver sa place sur la scène politique de la « nouvelle » Afrique du Sud. Au temps de l'apartheid, l'Inkatha se présentait comme une alternative à l'ANC, quitte à affronter le parti de M. Mandela par les armes et à se compromettre avec le pouvoir blanc. Depuis les élections multiraciales d'avril 1994, l'Inkatha se marginalise progressivement, crispé sur ses revendications d'autonomie pour son bastion du KwaZulu-Natal. Pour les satisfaire, la formation à dominante zouloue balance en permanence entre une attitude de rupture et celle d'un véritable parti politique d'opposition.

DOUBLE JEU

Deux camps se sont progressivement formés à l'intérieur du parti autour de ces deux options, M. Buthelezi favorisant l'un ou l'autre en fonction des circonstances. C'est ainsi que, d'un côté, l'Inkatha s'est mis au ban de la vie politique en refusant de participer à l'élaboration de la nouvelle Constitution du pays et en remettant en cause sa légitimité.

De l'autre côté, M. Buthelezi occupe toujours son poste de ministre de l'intérieur dans le gouvernement d'unité nationale dirigé par Nelson Mandela, et son parti n'exclut pas de s'allier avec d'autres formations d'opposition pour contraindre la domination de l'ANC par la voie politique.

Ce double jeu a fait perdre beaucoup de crédit à l'Inkatha et l'a placé dans une impasse électorale. Lors du scrutin municipal de 1996, ce parti a obtenu moins de 1 % des voix en dehors du KwaZulu-Natal. A l'intérieur même de son bastion, l'Inkatha a perdu du terrain au profit de l'ANC, qui a emporté dans les principales villes de la province. Débuté de ses demandes autonomistes, l'Inkatha se voit, qui plus est, menacé de perdre le contrôle du KwaZulu-Natal à l'occasion des prochaines élections, en 1999.

Face à cette perspective, la tentation existe au sein de l'Inkatha de renouer avec la politique du pire. Certes, le nouveau président du parti, Ben Ngubane, a affirmé sa volonté de dialogue avec l'ANC, et les violences politiques ont fortement diminué ces derniers mois au KwaZulu-Natal. Les habitants aspirent à la paix, et le gouvernement de M. Mandela a renforcé son dispositif militaire et policier dans la province. Il cherche à éviter l'affrontement, mais de nombreux militants de l'Inkatha, véritables boute-feux, ne sont pas prêts au compromis.

Frédéric Chambon

LE PARLEMENT EUROPÉEN

annonce qu'il a relancé, pour des raisons d'ordre procédural, les appels d'offres suivants :

- Signalisation directionnelle et sécurité
- Aménagement des halls d'entrée
- Fourniture et pose de mobilier de réception, de distribution de documents et de salles de conférences.

Il s'agit de marchés qui concernent un immeuble dit « Espace Léopold » [immeubles D1, D2 et D3] à Bruxelles.

Ces avis relatifs aux appels d'offres susmentionnés ont été envoyés pour publication au *Journal officiel des Communautés européennes* (supplément S), à l'Office des publications officielles des Communautés européennes, le 07-01-1997.

Des informations supplémentaires pourront être demandées par fax au numéro (+352) 43.58.14 au nom de Monsieur Roger Glass, Parlement européen, BAK 4/28, L-2929 Luxembourg.

Anne Proenza

Inkatha se radicalise en Afrique du Sud

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays.

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe, leader de l'Inkatha Freedom Party, a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays. Il a déclaré que son parti n'était pas une organisation raciale, mais une organisation nationale. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation religieuse, mais une organisation culturelle. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays. Il a déclaré que son parti n'était pas une organisation raciale, mais une organisation nationale. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation religieuse, mais une organisation culturelle. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays. Il a déclaré que son parti n'était pas une organisation raciale, mais une organisation nationale. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation religieuse, mais une organisation culturelle. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays. Il a déclaré que son parti n'était pas une organisation raciale, mais une organisation nationale. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation religieuse, mais une organisation culturelle. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

Le chef Zoulu Mangosuthu Buthe a choisi le camp des libéraux pour affermir son emprise sur le pays. Il a déclaré que son parti n'était pas une organisation raciale, mais une organisation nationale. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation religieuse, mais une organisation culturelle. Il a également déclaré que son parti n'était pas une organisation politique, mais une organisation sociale.

M. de Charette : Paris n'a pas à intervenir dans les affaires algériennes

PARIS. Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a rejeté, lundi 27 janvier, l'appel au dialogue en Algérie lancé par le Parti socialiste. « L'Algérie est un pays indépendant et, pour le moment, nous estimons qu'il est de la responsabilité du peuple algérien, des dirigeants algériens, de trouver les solutions à leurs problèmes », a déclaré M. de Charette à l'issue d'une visite au Danemark. De son côté, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé qu'il convoquerait prochainement une réunion extraordinaire de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, afin de connaître « l'appréciation » du gouvernement sur l'intensification de la violence en Algérie.

Les autorités péruviennes relâchent la pression sur les preneurs d'otages

LIMA. Les autorités péruviennes ont relâché quelque peu la pression, lundi 27 janvier au soir à Lima, en annonçant que toutes les conditions « logistiques » étaient prêtes pour « l'éventuel début des discussions » avec le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui détient toujours soixante-douze otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon. Quelques instants auparavant elles avaient fléchi l'incident dans leur guerre psychologique contre les preneurs d'otages qui ont ouvert le feu sur un « défilé » militaire organisé par les autorités devant la porte de l'ambassade. Le gouvernement a également annoncé la mise en place d'une commission composée de membres de l'Eglise catholique chargée d'examiner la situation des militants du MRTA détenus dans différentes prisons du pays. - (AFP)

Washington accuse Bonn de « discrimination » envers les scientologues

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a confirmé, lundi 27 janvier, qu'il considérait que les membres de l'Eglise de scientologie étaient victimes de « discrimination » en Allemagne et que cette critique figurerait dans le rapport annuel du département sur les droits de l'homme, qui doit être publié jeudi. Interrogé sur les accusations lancées dans plusieurs pays contre l'Eglise de scientologie, accusée d'être une secte et de faire pression sur ses membres, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a répondu que le gouvernement américain « ne pouvait pas se livrer à une évaluation des religions ». Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a estimé pour sa part que les reproches américains étaient « obsolètes et injustifiés ». Le département d'Etat s'est saisi de cette affaire parce que des Américains membres de l'Eglise, dont le musicien Chick Corea et l'acteur de cinéma Tom Cruise, ont fait l'objet de discrimination en Allemagne. - (AFP)

Journée du souvenir des victimes du nazisme en Allemagne

BERLIN. Un artiste allemand a projeté des images de l'entrée du camp d'extermination d'Auschwitz sur la porte de Brandebourg, symbole de l'unité allemande, lundi 27 janvier à Berlin (date à laquelle le camp d'Auschwitz a été libéré en 1945), à l'occasion de la journée du souvenir des victimes du nazisme en Allemagne. A la nuit tombée, la devise du camp « Arbeit macht frei » (le travail rend libre) s'est détachée sur le fronton de la porte de Brandebourg située non loin du futur mémorial aux victimes de l'Holocauste. « Les Allemands ont deux portes : la porte de Brandebourg comme symbole de leur identité nationale et la porte d'Auschwitz, qui a marqué une rupture dans l'histoire allemande », a expliqué l'artiste Horst Hoheisel, 51 ans, à l'origine du projet. Les plus hauts responsables de l'Etat allemand leur ont rendu hommage lors d'une cérémonie au Bundestag, lundi après-midi à Bonn. - (AFP)

EUROPE ■ SERBIE : la victoire de l'opposition aux élections municipales de Belgrade, qui avait été reconnue par la commission électorale, a été de nouveau annulée par un tribunal, lundi 27 janvier. En revanche la passation de pouvoir à une équipe de l'opposition a eu lieu à Nis, deuxième ville du pays. D'autre part, la police serbe a procédé dimanche à une série d'arrestations d'Albanais soupçonnés de « terrorisme » dans la province du Kosovo. - (AFP) ■ BULGARIE : le président Petar Stojanov a proposé, lundi 27 janvier, au Parti socialiste (PSB, ex-communiste) et à l'opposition d'organiser des élections législatives anticipées en mai (la fin de la législature est prévue en décembre 1998). Le PSB, majoritaire au Parlement, qui accepte d'avancer les élections à la fin 1997 et l'opposition qui propose fin mars, ont jusqu'à mardi pour donner leur réponse à M. Stojanov. - (AFP)

■ ALBANIE : les autorités albanaises ont pris, lundi 27 janvier, deux mesures d'apaisement en annulant un rassemblement contre les ex-communistes et en excluant toute mesure d'exception pour rétablir le calme après les troubles qui ont fait près d'une centaine de blessés ces derniers jours. - (AFP) ■ GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement conservateur de John Major a subi, lundi 27 janvier, un revers embarrassant lors d'un vote aux Communes sur un amendement à sa loi sur l'éducation. Cette défaite par une seule voix - 273 voix contre 272 - remet en relief la position fragile du gouvernement aux Communes, où les Tories sont à égalité de voix avec le Labour. Le cabinet conservateur s'était réuni le même jour pour discuter de son programme électoral pour les prochaines élections. Le premier ministre a confirmé à cette occasion que le 1^{er} mai restait sa date préférée pour le scrutin. - (AFP)

■ La croissance s'est accélérée au quatrième trimestre de 1996 pour atteindre 2,6 % en rythme annuel, contre 2,4 % au trimestre précédent, selon les chiffres provisoires publiés lundi 27 janvier par l'Office des statistiques nationales (ONS). Sur l'ensemble de 1996, la croissance est estimée à 2,3 % contre 2,5 % en 1995. Elle est inférieure aux prévisions initiales du gouvernement, qui avait tablé pour l'année sur un taux de 3 %. - (AFP)

AFRIQUE ■ MAROC : un tribunal de Casablanca a condamné, lundi 27 janvier, vingt-cinq étudiants fondamentalistes à des peines de trois mois de prison et une amende de 2 500 dirhams (1 400 francs environ) chacun pour avoir troublé l'ordre public et endommagé des biens de l'Etat. La cour devait rendre son verdict mardi dans un autre procès impliquant trois étudiants poursuivis pour des délits similaires. - (Reuters)

ASIE ■ CORÉE DU SUD : le syndicat KCTU a annoncé, mardi 28 janvier, jusqu'à nouvel ordre les grèves hebdomadaires contre la nouvelle loi sur le travail en menaçant toutefois de reprendre le mouvement si le gouvernement devait tarder à procéder à la révision promise de la loi contestée. - (AFP)

Le premier ministre israélien nomme un nouveau conseiller juridique pour désamorcer l'affaire Bar-On

M. Nétanyahou est toujours accusé de « marchandage »

Le premier ministre israélien, mis en cause par la première chaîne de télévision, a tenté de reprendre l'initiative en nommant au poste de

conseiller juridique du gouvernement une personnalité unanimement reconnue. La télévision israélienne accuse M. Nétanyahou d'avoir nom-

mé en janvier un proche d'un dirigeant mis en cause pour corruption et prêt à soutenir le premier ministre en échange d'un arrangement.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Accusé par des journalistes de la télévision publique d'avoir nommé le 10 janvier un obscur avocat au poste de conseiller juridique du gouvernement en échange d'un marchandage politique, Benyamin Nétanyahou, qui dément toute implication dans cette affaire, a tenté de corriger le tir en annonçant lundi soir 27 janvier la nomination au poste convoité d'un candidat qui emporte l'unanimité de la classe politique. Sauf nouveau coup de théâtre, la fonction capitale de conseiller juridique, abandonnée par le premier ministre moins de quarante-huit heures après sa nomination (Le Monde du 14 janvier), sera attribuée mercredi en conseil des ministres à Elyakim Rubinstein.

Unaniment considéré comme un grand juriste doublé d'un homme d'honneur, M. Rubinstein, cinquante ans, a eu le rare privilège de servir comme secrétaire général du gouvernement nationaliste Likoud d'Itzhak Shamir puis, au même poste et à la demande

d'Itzhak Rabin, pour l'administration travailliste. Sa nouvelle nomination, qui ne sera effective que d'ici quelques semaines, est applaudie à droite comme à gauche de l'arène politique.

Sa affiliation politique connue, le magistrat, juge de district au tribunal de Jérusalem, fut jadis conseiller de Moshe Dayan, ministre travailliste de la défense, avant de participer, en 1978, aux négociations de Camp David, qui allaient aboutir à la paix entre Israël et l'Egypte. M. Rubinstein, qui porte en toutes circonstances la calotte des juifs observants, fut également l'un des organisateurs et négociateurs à la première grande conférence israélo-arabe de novembre 1991 à Madrid.

DES « PREUVES TANGIBLES »

Roni Bar-On, son éphémère prédécesseur, demeure quant à lui sur la sellette. Ancien membre du comité central du Likoud jusqu'à sa récente démission, l'avocat continue de démentir les informations de la première chaîne de télévision nationale selon lesquelles

il aurait été nommé le 10 janvier par M. Nétanyahou en échange d'une promesse d'abandon des poursuites pour corruption engagées il y a cinq ans contre un allié politique du premier ministre. Cet homme, le rabbin Aryeh Déri, ancien ministre de l'intérieur et chef politique du grand parti religieux sépharade, le Shass, dément également s'être engagé à soutenir l'accord israélo-palestinien sur Hébron en échange de la nomination de M. Bar-On.

Officiellement ouverte dimanche sur instruction du procureur général de l'Etat, Edna Arbel, l'enquête de police sur cette affaire s'est poursuivie lundi par l'audition de la jeune journaliste d'investigation, Ayala Hasson, qui a révélé le scandale à la télévision. Soutenue par sa hiérarchie, la journaliste continue d'affirmer détenir les « preuves tangibles » de la responsabilité, au moins indirecte, du premier ministre.

Depuis une semaine, le scandale figure quotidiennement à la « une » de tous les journaux et fait l'objet de débats incessants sur les

médias audiovisuels et dans la classe politique. Entendu par la commission des lois réunie lundi à la Knesset pour examiner les éventuelles conséquences constitutionnelles de l'affaire, le procureur général a espéré que l'enquête pourrait être bouclée d'ici deux ou trois semaines. M. Arbel a ajouté qu'elle n'édigerait la levée du droit au secret des sources de la journaliste que si cela se révélait absolument nécessaire à l'établissement de la vérité.

Patrice Claude

■ Le directeur général du cabinet du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, va quitter son poste fin janvier. David Agmon a démissionné pour des « raisons personnelles », a indiqué le bureau du premier ministre. Mais, selon la radio israélienne, M. Agmon avait exprimé, à plusieurs reprises, sa frustration d'être tenu à l'écart des affaires. M. Agmon est le deuxième directeur de cabinet du premier ministre à quitter son poste. - (AFP)

LES 7 D'OR

1 9 9 6

SUR ARTE, LES BELLES HISTOIRES ÇA VAUT DE L'OR

16 NOMINATIONS

4 7 D'OR

- 7 MEILLEUR FILM DE TELEVISION
L'AGE DES POSSIBLES
de Pascale Ferran
- 7 MEILLEUR AUTEUR OU SCENARISTE DE FICTION
HENRI DE TURENNE et MICHEL DEUTSCH
pour Les Alsaciens
- 7 MEILLEUR REALISATEUR DE FICTION
PASCALE FERRAN
pour L'âge des possibles
- 7 MEILLEUR MAGAZINE DE SPORT
LA LEGENDE DU SPORT

arte

051 7 11 47

صلى الله عليه وسلم

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

RÉFORME L'Assemblée nationale devait entamer, mardi 28 janvier, l'examen en première lecture du projet de loi sur le nouveau service national, qui se substituera au

système en place depuis 1965 et mettra fin à la conscription en vigueur depuis le début du siècle. Un rendez-vous citoyen réunira cependant les jeunes garçons et filles

entre dix-huit et vingt ans, et un volontariat, militaire ou civil, leur sera proposé. ● LA DURÉE ET LA VOCATION du rendez-vous citoyen sont encore l'objet de discussions dans la

majorité, tandis que la gauche rejette l'abandon de la conscription. ● LE SERVICE CIVIL, tel qu'il est conçu dans le projet de loi, inquiète les actuels bénéficiaires des formes

civiles du service national, notamment les associations, qui craignent d'être privées de l'aide que leur apportaient jusqu'à maintenant les appelés optant pour ces formules.

Le nouveau service national ne fait pas l'unanimité à droite

Le projet de rendez-vous citoyen, forgé à partir de propositions des députés, et le volontariat, auquel seront invités les jeunes hommes, puis les jeunes femmes, sont considérés par certains comme des formules encore floues

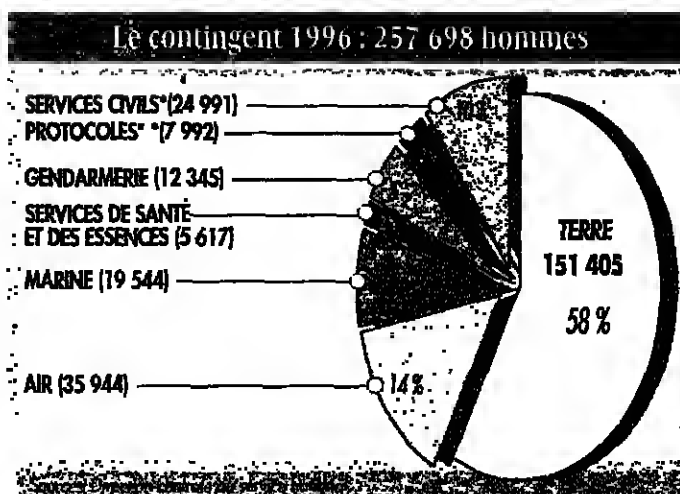
AVANT FÉVRIER 1996, date à laquelle le chef de l'Etat a rendu publique sa réforme des armées à la télévision, les groupes de travail chargés de réfléchir à la nouvelle organisation de la défense avaient plutôt imaginé un concept d'armée de métier - d'où était exclue, dans la pratique, la perspective de restaurer tout ou partie d'un service national - à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays alliés de la France. C'était une orientation pure et dure en faveur d'une armée de métier, composée de cadres d'active et d'engagés sous contrats à durée indéterminée.

Des spécialistes, tels l'ancien premier ministre de Georges Pompidou (et ministre des armées du général de Gaulle) Pierre Messmer et l'ancien expert du RPR pour la défense (et ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace d'Alain Juppé) François Fillon, triomphant, auprès de Jacques Chirac, sur les partisans d'un service.

Cette suppression du service militaire et de ses annexes civiles - dont le fonctionnement remonte en fait à juillet 1965, même si la notion d'un service militaire obligatoire date du début du siècle - aboutissait à une rupture majeure dans l'évolution du système de défense en France et dans la conception des rapports entre les jeunes et la nation. Si bien que le parti de ceux pour qui la conscription demeure une garantie, face à des agressions difficiles à anticiper, a progressivement repris des forces

au nom d'une orthodoxie fondée sur l'appel des citoyens sous les drapeaux. Le ministre de la défense, Charles Millon, a, de lui-même, émis l'idée d'un service à vocation « civile », même si cette expression est alors apparue maladroite en raison des souvenirs laissés par les Chantiers de jeunesse de Vichy. Ensuite, plusieurs élus - et non des moindres avec Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, ou Xavier de Villepin (UDF), président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense -, à travers des missions parlementaires ad hoc, ont conclu à la nécessité de ne pas rendre irréversible l'abandon de toute activité civique à finalité militaire.

UNE FORMULE INÉDITE Des réunions publiques, à l'initiative d'élus locaux, ont démontré, enfin, que le service national a encore des adeptes parmi les responsables d'associations et parmi les jeunes. Du moins, un service dont la vocation est de permettre une « remontée en puissance » des armées - fussent-elles de métier - si jamais l'urgence en était avérée. Progressivement, l'idée d'une armée professionnelle, formée de cadres d'active et d'engagés, mais aussi de volontaires, et celle d'un service civil nouveau, à caractère humanitaire et social, ont fait leur chemin. A l'armée de métier s'est peu à peu substituée une armée professionnelle, avec ses person-



On compte d'autre part 17 218 dispenses (pour raisons sociales) et 62 072 réformes (pour raisons médicales).

nels majoritairement sous contrat à durée déterminée, côtoyant des formules civiles qui font appel à la générosité de la jeunesse envers de grandes causes. Si bien qu'il a fallu innover. Outre le volontariat, qui, par un engagement personnel des jeunes, ouvre la voie à des besoins identifiés (défense, sécurité et prévention ; cohésion sociale et solidarité ; aide humanitaire et coopération internationale) de la collectivité, il a été créé une formule inédite : le rendez-vous ci-

toyen obligatoire. Au cours de ces cinq jours devraient être pratiqués des examens de santé, des bilans scolaires ou professionnels. Des informations civiques et une présentation des formules de volontariat ultérieures seraient présentées aux jeunes. « Démarche originale et sans précédent », prédit Jacques Boyon, président (RPR) de la commission de la défense au Palais-Bourbon, quand certains, au contraire, continuent de s'interroger sur le bien-fondé réel d'un dispositif qui, au

début, en a laissé perplexe plus d'un, y compris M. Boyon lui-même. Au mieux, c'est un symbole de citoyenneté qu'on mettra progressivement à l'essai, l'été prochain, dans trois centres du service national (Macon, Nîmes-Tarascon, Compiègne-Cambrai), pour l'étendre après 1998 à sept autres centres. La difficulté vient du fait que peu d'administrations et d'associations civiles, à ce jour, se sont senties directement impliquées par cette réforme. A la notable exception, sans doute, du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, qui s'est dit prêt à fournir des moniteurs (notamment des « médiateurs citoyens » à l'écoute des jeunes les plus en difficulté) et à accueillir des volontaires parmi les quarante mille susceptibles, de son point de vue, d'œuvrer au service de la cohésion sociale et de la solidarité.

POSITIONS DE PRINCIPLE

Ce faible engagement - pour ne pas dire qu'il a été quasi inexistant - des organismes civils envers le rendez-vous citoyen est à l'origine d'une intervention du chef de l'Etat au conseil des ministres, le 22 janvier, pour leur demander de se montrer plus déterminés dans la réussite d'une réforme qui, en réalité, les concerne totalement.

A l'Assemblée même, le ton a assez sensiblement évolué au sein de la majorité. Les critiques, souvent véhémentes au début, se sont faites moins virulentes au fil des

mois. Certes, au RPR, on maugrée sur le flou du système proposé et sur l'impression que le gouvernement a donné d'avoir bouclé le projet, avant même le débat au Parlement, dès la présentation de la loi de programmation militaire au printemps 1996. Le rapporteur de la mission Séguin, Olivier Darmon (UDF-PR), est à coup sûr l'un des rares députés qui n'aient pas encore rendu les armes sur le sujet, ayant déposé à lui seul quelque cinquante amendements dont certains, de pure forme, ont été retenus par la commission de la défense, qui souhaite surtout rappeler, dans la loi, la notion selon laquelle le service national n'est pas abandonné, mais mis entre parenthèses, de façon à ce que la France puisse roubliser si une menace grave l'imposait.

La gauche a préféré rester sur ses positions de principe, à savoir le maintien d'un service national obligatoire aussi universel et égalitaire qu'il est possible sans augmentation des crédits actuels de la défense. Sauf au PCF, c'est sur la durée d'un tel service que les avis sont partagés, notamment au PS. Ni les communistes ni les socialistes ne voteront la réforme. Quant aux chefs militaires, ils estiment que la crise de l'emploi peut leur amener des volontaires. Leur seule crainte est que le budget et l'encadrement du rendez-vous citoyen ne soient à la charge des armées.

Jacques Isnard

Les jeunes vont se préoccuper plus tôt de trouver un emploi

LA SUPPRESSION du service militaire va-t-elle entraîner un surcroît de chômage parmi les jeunes ? Bien qu'aucune étude officielle n'ait été publiée sur le sujet depuis l'annonce, en avril 1996, de la fin programmée de la conscription, le gouvernement a tenté d'évaluer les retombées de cette décision sur l'emploi. Cette question est d'autant plus fondée que, fin novembre 1996, 625 000 jeunes étaient inscrits à l'ANPE, selon les statistiques du ministère du travail.

« La réduction des effectifs du contingent pourrait avoir des effets sur l'évolution du chômage », estimait simplement l'Insee, en décembre, dans sa note de conjoncture sur l'économie française au premier semestre 1997. Si l'Institut national de la statistique ne s'est livré à aucune « étude d'impact », les services du ministère du travail ont évalué, à la demande de Jacques Barrot, à environ 240 000 le nombre d'emplois à trouver

de 1997 à 2002, pour compenser cette suppression du service militaire (soit 40 000 emplois par an). Toutefois, les experts du ministère estiment que ce chiffre devrait être ramené à environ 140 000 emplois à trouver, l'armée professionnalisée ayant besoin d'embaucher environ 100 000 personnes pour de nouvelles tâches ou pour des missions jusqu'à présent exercées par des appelés du contingent.

IMPACT DIFFICILE À ÉVALUER

Les premiers incorporables étant des jeunes le plus souvent peu qualifiés, il est probable qu'ils poursuivront leur formation. Au ministère de l'économie, on rappelle que 220 000 contrats d'apprentissage (en augmentation de 10 % par rapport à 1996) et 130 000 contrats de qualification (+ 4 %) ont été budgétés dans la loi de finances pour 1997. Ces quelque 300 000 contrats supplémentaires pourraient, en partie, béné-

ficier à des jeunes qui, dans l'ancien système, seraient partis sous les drapeaux. Un expert de la direction de la prévision juge que le choc sera absorbé progressivement. Il est probable, aussi, que les jeunes qui mènent des études plus longues resteront, pour certains, un an de plus sur les bancs de l'université.

Les experts de l'emploi reconnaissent qu'il est très difficile de préjuger des comportements et de mesurer l'impact macroéconomique de leur modification. Jusqu'à présent, de nombreux jeunes reportaient certaines décisions après leur service militaire : quitter le domicile des parents, vivre en couple, se marier, etc. Ce rite de passage de la jeunesse à l'âge adulte étant supprimé, ils pourraient appréhender leur rôle économique différemment et, par exemple, se mettre plus tôt à la recherche d'un logement.

Jean-Michel Bezat

Trois étapes majeures

● **Recensement.** Tous les Français, y compris les filles, seront soumis, à l'âge de seize ans, à un recensement en mairie (ou au consulat, à l'étranger). Un certificat sera délivré, dont la présentation sera exigible pour certaines démarches administratives. ● **Rendez-vous citoyen.** D'une durée de cinq jours, le rendez-vous citoyen sera obligatoire entre dix-huit et vingt ans, pour tous les jeunes hommes (nés après le 31 décembre 1978) et pour toutes les jeunes femmes (nées après le 31 décembre 1984) à partir de 2003. Il donnera lieu à un brevet, préalable pour formuler diverses demandes (inscriptions aux

examens, accès à des aides à l'emploi, etc.).

● **Volontariat.** D'une durée de neuf à vingt-quatre mois, le volontariat pourra être accompli entre dix-huit et trente ans dans les domaines de la défense, de la sécurité, de la prévention ; de la cohésion sociale et de la solidarité ; de l'aide humanitaire et de la coopération internationale. Sa durée pourra être fractionnée, et il donnera lieu à une indemnité mensuelle uniforme (environ 2 000 francs). Les hommes et les femmes pourront être volontaires dès l'entrée en vigueur de la loi. ● **Mesures transitoires.** Jusqu'au 31 décembre 2002, le service national actuel (dix mois) s'appliquera aux hommes nés avant le 1^{er} janvier 1979.

Les associations critiquent le volontariat civil

DE TOUTES les formes civiles de volontariat prévues, celle qui a trait à la solidarité et à l'aide humanitaire, en France et à l'étranger, est sans doute celle qui pose le plus de problèmes dans son application. Des associations, par exemple le Comité de liaison des organisations non gouvernementales (Clong) de volontariat ou, encore, le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnaiejep), l'ont fait savoir dans des courriers adressés aux députés. Au point que, sur la proposition de deux socialistes, Charles Josselin et Paul Quilès, appuyés par plusieurs élus de la majorité, la commission de la défense de l'Assemblée nationale va demander au gouvernement de modifier le projet de loi.

Dans leurs lettres, la plupart des associations concernées par cette forme civile du volontariat relèvent que les dispositions imaginées - même si « les intentions sont louables » - vont, dans la pratique, apparaître « soit incohérentes, soit injustifiées et, de toute manière, inacceptables ».

« UN EMPLOI SOUS-PAYÉ »

Pour le service de cohésion sociale et de solidarité, les associations constatent que le projet de loi, en réalité, est loin d'être suffisamment structuré et que les moyens budgétaires restent indéterminés. Ce service pourrait, selon une estimation du secrétaire d'Etat à l'aide humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, attirer quelque quarante mille volontaires.

Outre qu'il laisse aux associations concernées la charge financière de l'accueil des candidats (gîte, nourriture, couverture sociale, etc.), le texte, selon les associations qui le critiquent, transforme le volontariat en « un emploi sous-payé, sortant du cadre de la législation du travail et de la formation professionnelle », avec

toutes les inégalités que cette imprecision du statut risque d'instaurer parmi les jeunes intéressés.

D'une manière générale, les associations constatent, pour le regretter, que, seul, le volontariat « défense-sécurité-prévention » - le volet du projet de loi qui s'adresse aux trois armées, à la gendarmerie, à la police, à la sécurité civile, à la protection de l'environnement et aux douanes - « est relativement structuré, avec des budgets prévus ».

Adopté par la commission de la défense de l'Assemblée, l'amendement présenté par le Parti socialiste contraint l'Etat à prendre en charge les cotisations de protection sociale lorsque les organismes d'accueil des volontaires sont des associations agréées. De même, un second amendement, rédigé par le président de la commission, Jacques Boyon (RPR), a été retenu. Il ne revient pas sur le principe de l'uniformité de l'indemnité versée à tous les volontaires (environ 2 000 francs mensuels), mais il admet que, pour ne pas pénaliser les associations, une indemnité représentative des prestations en nature (logement, nourriture, transport) puisse être allouée, notamment, à ceux qui exercent leur volontariat à l'étranger.

J. I.

L'armée de l'air décentralise son recrutement

LES COLONELS qui commandent des bases de l'armée de l'air seront désormais chargés du recrutement et de la reconversion d'une nouvelle catégorie de personnels, les militaires techniques de l'air (MTA) destinés à former un corps de 11 000 hommes. Ces MTA seront embauchés localement, dans l'environnement proche de la base aérienne, à partir de candidats ayant, selon la spécialité retenue, le niveau minimal de la troisième d'un lycée ou d'un collège et jusqu'aux CAP, BEP ou bac professionnel. Cette décentralisation du recrutement, explique-t-on à l'état-major, se veut l'une des conséquences de la réforme de l'Etat. D'ici à 2002, l'armée de l'air va perdre 300 postes d'officiers, 4 400 de sous-officiers et l'ensemble de ses 33 000 appelés, pour tomber à un total de ses effectifs de l'ordre de 71 000 professionnels selon des évaluations du général Yves Gloaguen, son directeur du personnel militaire. Pour compenser une partie de ces pertes, il est prévu de recruter, à partir de 1997, quelque 1 800 civils supplémentaires, 2 225 appelés volontaires (pour un service d'une durée de neuf à vingt-quatre mois, avec une indemnité mensuelle de 2 000 francs) et 11 000 MTA. L'armée de l'air, contrairement aux deux autres armées, ne prévoit

pas de lancer de campagne nationale de promotion dans les médias pour attirer des candidats à la fonction de MTA. Ce sera de la responsabilité des colonels, commandant les bases aériennes, de recruter localement, d'employer et de tenter de reconverter localement les MTA au terme de leurs contrats.

Les militaires techniques de l'air seront embauchés localement, dans l'environnement proche de la base aérienne

Il est proposé un contrat de quatre ans, renouvelable une seule fois, sans que les personnels en question puissent espérer dépasser onze ans dans le cas de spécialités exceptionnelles. Leur première solde mensuelle sera à peine supérieure à 6 000 francs. C'est la première fois qu'un colonel à la tête de sa formation est tenu pour responsable - et qu'il sera nommé en conséquence pour son

avancement éventuel - de ces recrutements et de ces reconversions, dits de « proximité », pour des personnels engagés. Selon le général Gloaguen, « c'est, entre autres raisons, parce que les MTA feront des carrières courtes que l'armée de l'air a choisi d'adopter ce mode d'embauche locale ». L'administration centrale n'interviendra que si des postes ne sont pas localement honorés.

Une autre innovation de l'armée de l'air consiste à avertir les futurs MTA - l'équivalent de grades ou d'hommes du rang engagés dans l'armée de terre - qu'ils ne sont pas voués à devenir forcément des sous-officiers, corporation d'avant-garde dont le recrutement demeure national. Ce système est fondé, de la sorte, sur le modèle d'organisation et de fonctionnement des armées de métier américaine ou britannique. Les MTA seront des professionnels répartis dans quelque vingt-trois spécialités différentes - soutien, logistique, défense et protection -, nécessaires à la marche d'une base aérienne. L'état-major envisage, cependant, que les meilleurs d'entre eux, après avoir été sélectionnés par concours internes, puissent devenir sous-officiers à la cinquième année de leur contrat.

J. I.

que la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

civiles du
ment les
d'être privi-
étaient
appelés

animité à droite

(CSE-ES)

certains comme des form...

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

... de la gauche re-
de la construction
CSE, tel qu'il est
né de la loi, ingé-
re des formes

Moins d'un CIE sur cinq correspond à une création d'emploi

INSTAURÉ EN AOÛT 1995, mesure phare du programme présidentiel de Jacques Chirac, le contrat initiative-emploi (CIE) n'a été que très marginalement utilisé par les entreprises pour pourvoir de nouveaux postes, selon une étude du ministère du travail, publiée lundi 27 janvier. Moins d'une embauche sur cinq (16 %), effectuée en 1995 sous ce dispositif, a permis une création nette d'emploi, indique l'étude. Ce qui signifie que l'effet d'aubaine a surtout joué, les entreprises utilisant ce dispositif avant tout pour pourvoir, à moindre coût, des postes qui l'auraient été de toute façon. Le CIE permet aux entreprises embauchant un chômeur de longue durée de bénéficier d'exonérations de charges et d'une prime d'Etat. L'étude estime ainsi que, dans 56 % des cas, le CIE a constitué pour l'employeur un pur « effet d'aubaine ». Toutefois, souligne l'étude, le CIE a favorisé l'insertion de personnes en difficulté. Réformé en août 1996 dans un sens plus restrictif en raison de son coût pour le budget de l'Etat, le CIE a bénéficié à 300 000 personnes durant sa première année d'application.

M. Chirac lance sa « croisade » pour l'emploi des jeunes

EN VISITANT L'ESPACE CYBER JEUNES de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), lundi 27 janvier, le chef de l'Etat a appelé à la « mobilisation » de tous, « dans tous les domaines » pour lancer « une croisade » en faveur de l'emploi des jeunes. « Tous les moyens doivent être mobilisés, l'Etat, les services de l'emploi, les collectivités locales qui doivent avoir un rôle essentiel, les partenaires sociaux, patronat et syndicats, les associations. (...) Chacun doit apporter l'effort de son imagination, de sa réflexion, de son action », a-t-il ajouté, en citant l'exemple de cette mission locale de Boulogne, qui met à la disposition des jeunes ou recherche d'emploi des outils informatiques et multimédia (Internet). « Il n'y a pas une solution. Il y en a beaucoup », a poursuivi M. Chirac, en invitant les jeunes Français à « ne pas avoir peur de l'expatrier » pour travailler à l'étranger.

DÉPÊCHES

■ **EMPLOI** : le Parti socialiste a dénoncé, lundi 27 janvier, la « politique virtuelle » de Jacques Chirac en matière de lutte pour l'emploi. Le porte-parole du PS, François Hollande, a évoqué la visite du chef de l'Etat à la mission locale pour l'emploi de Boulogne-Billancourt, baptisée « Espace cyber jeunes ». « Je crois que le symbole est bien trouvé : on est dans la politique virtuelle », a dit M. Hollande. « On fait comme s'il existait un plan pour les jeunes, comme s'il y avait des mesures concrètes, alors qu'il n'y a rien, sinon toujours des incantations, des promesses et des mots ».

■ **DROIT DES SOCIÉTÉS** : rédigé sous la double autorité du ministère de la Justice et du ministère de l'Économie, un avant-projet de loi, examiné actuellement à l'hôtel Matignon, propose un toilettage des articles de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales. Le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) avait remis, en septembre 1996, un rapport sur ce thème.

■ **ENTREPRISE CITOYENNE** : Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a affirmé, lundi 27 janvier, que « l'entreprise n'était pas comptable vis-à-vis de la collectivité nationale en termes d'emplois, mais en termes de richesses produites ». « Comment s'émanciper dès lors de tous ces raisonnements sur la prétendue mauvaise volonté des patrons à honorer leurs engagements, à faire leur devoir, à apporter les justes contreparties aux efforts de la puissance publique ? », a poursuivi M. Séguin, qui s'exprimait à l'hôtel de Lassay à l'occasion de la remise du Prix de l'audace créatrice.

■ **MONNAIE UNIQUE** : Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé, lundi 27 janvier, au sujet de la monnaie unique qu'en 1998 « la bonne solution sera de demander à la nouvelle Assemblée nationale, élue largement autour de ce thème, de dire oui ou non » à l'euro. Réaffirmant au micro d'Europe 1 qu'il est « favorable à l'euro, mais à certaines conditions », M. Fabius a souhaité « un euro de croissance et pas un euro de chômage et de récession ». Le PCF et le Mouvement des citoyens demandent un référendum sur la monnaie unique. Jeudi, le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, avait réaffirmé que cette question constituait un « obstacle important » dans les rapports de sa formation avec le PS.

■ **DROITE** : en « congé de parti » pour protester contre l'alliance entre le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) d'Olivier d'Ormesson, interviewé samedi 25 janvier, Jean-Antoine Gansily, ancien président du CNIP, a écrit, lundi 27, aux membres du comité directeur de ce mouvement pour appeler les élus du CNIP à refuser « l'absorption » par le MPF.

■ **ÉCOLOGISTES** : l'Alternative rouge et verte (AREV), réunie le 26 janvier, souhaite la formation d'un « pôle alternatif autogestionnaire et écologiste » lors des élections législatives et régionales, et engage dans cet esprit des contacts avec la Convention pour une alternative progressiste (CAP), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), et les écologistes de gauche « qui ne se retrouvent pas dans l'accord Verts-PS ».

■ **FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, recevra de nouveau les fédérations de fonctionnaires pour des discussions bilatérales sur les salaires, mardi 4 février. Il devrait alors annoncer s'il ouvre ou non une négociation. Les sept fédérations de fonctionnaires ont par ailleurs demandé, lundi 27 janvier, au gouvernement l'ouverture d'une négociation « sur les moyens nécessaires à l'action sociale en direction des agents de l'Etat ».

■ **VALMY** : la promotion 1996-1998 de l'ENA a choisi Valmy pour nom de baptême, dans la nuit du 24 au 25 janvier, à Ventron (Vosges). Selon les élèves, Valmy « symbolise la naissance de l'Etat républicain à travers une bataille ». Après l'examen de 250 noms, ce dernier l'a emporté de peu sur celui de Jacques Cartier.

■ **LÉGISLATIVES** : le petit parti d'extrême droite de Jean-François Touzé, le Parti national républicain, estime « qu'il existe un espace de plus en plus large pour une formation se situant résolument à droite de l'échiquier politique mais refusant tout autant la radicalisation, le jusqu'ubouisme et l'enfermement du Front national que l'immobilisme de la majorité » et a rendu publique une liste de 50 candidats sur les 150 qu'il espère présenter aux élections législatives de 1998.

■ **FN** : le secrétaire général du RPR Jean-François Mancel a affirmé, mardi 28 janvier, qu'« en tant que gaullistes tout nous sépare » du Front national « en ce qui concerne la fois l'idée que nous nous faisons de l'homme, et l'idée que nous nous faisons de la République ». « Nous le dirons très clairement » au cours de la campagne électorale des législatives, a-t-il déclaré à RMC. Le RPR, selon M. Mancel, va dans cette campagne se « battre très fortement contre le Parti socialiste » et le FN.

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

La gestion de Marignane au cœur de la bataille électorale pour la mairie de Vitrolles

La politique de M. Simonpiéri, maire FN de la municipalité voisine, sert d'exemple ou de repoussoir

Lionel Jospin a apporté, lundi 27 janvier, dans un communiqué, son soutien à Jean-Jacques Anglade, candidat PS d'union de la gauche à l'élec-

tion municipale partielle de Vitrolles des 2 et 9 février. Le candidat UDF-RPR, Roger Guichard, désormais plus présent dans la campagne, a por-

té plainte auprès du tribunal d'Aix-en-Provence contre la liste du FN pour « volonté de tromper l'électeur » à propos du statut de Bruno Mégret.

MARSEILLE

de notre correspondant
La bibliothèque municipale Jean-d'Ormesson de Marignane (Bouches-du-Rhône) présente, depuis vendredi 17 janvier, ses dernières acquisitions. Sur une table,

REPORTAGE

Marignane, la plus « sage », jusqu'à présent, des trois villes détenues par le FN

le Rapport d'enquête sur le budget européen, de Jean-Yves Le Gallou, conseiller régional Front national d'Ile-de-France, Racket sur l'écologie et Voyage autour de la femme, de Jacques Bompard, maire d'extrême droite d'Orange. Une âme pour la France, de Bruno Gollnisch, secrétaire général du FN, côtoient des ouvrages à caractère social, Le Mythe des acquis sociaux, Privatiser la Sécurité sociale, ou des romans de Robert Brasillach.

Dans une lettre ouverte à Jean d'Ormesson, la présidente du groupe Provence-Alpes-Côte d'Azur de l'Association des bibliothécaires français interpelle l'académicien : « La municipalité de Marignane dénie aux bibliothécaires la

responsabilité des acquisitions, met en place un comité de censure, et impose ses choix d'ouvrages aux lecteurs. Ne pensez-vous pas que, en agissant ainsi, elle soit votre nom ? » La municipalité d'extrême droite argue, elle, du « respect d'un authentique pluralisme ».

L'affaire de la bibliothèque, et plus généralement la politique municipale marignanaise, alimentent la campagne pour l'élection municipale partielle des 2 et 9 février à Vitrolles. Chaque candidat puise ses arguments dans le travail de la municipalité FN voisine. A l'extrême droite : « Regardez, à Marignane, les impôts locaux et le prix de l'eau ont baissé. » A gauche : « Voyez, à Marignane, le Front national rayonne les associations, organise les Restas du cœur et censure la culture. » « Que l'exemple marignanaise serve à l'équipe de Catherine Mégret, ce serait notre fierté de militants », affirme Daniel Simonpiéri, maire de Marignane, et les élus de sa majorité, en participant à la campagne de M^{me} Mégret, tête de liste FN à Vitrolles.

M. Simonpiéri joue, depuis son élection, la carte de l'enfant du pays, de l'employé de banque devenu « maire de tous les Marignanaise ». « Le problème, c'est qu'il est gentil, observe Jean Montagnac

(UDF-PR), chef de file de l'opposition municipale. Il fait la bise à tout le monde, et s'invite aux mariages des Moghrébins. » La bonhomie de M. Simonpiéri, l'indifférence apparente des Marignanaise, un champ politique déserté par les partis traditionnels et par les déchirements internes, tout cela fait que Marignane apparaît jusqu'à présent comme la plus « sage » des trois villes Front national. Jouant un rôle de test, la manifestation du 14 décembre 1996 contre la venue de Jean-Marie Le Pen a mobilisé tout juste quatre cents personnes.

« LEPÉNISME LAÏQUE » Les deux cents militants d'Alarme citoyens, l'association née, au lendemain de l'élection de M. Simonpiéri, du désespoir d'un petit groupe de personnes, analysent ce « lepénisme laïque » comme un frein à une plus large mobilisation des Marignanaise. « Pour l'instant, Simonpiéri a mené une politique plutôt front bas, mais si Vitrolles tombe aux mains du FN, il va se déchaîner », redoute une militante. L'association, qui va bientôt ouvrir un local dans le centre-ville, joue la carte juridique. A chaque décision de la municipalité portant l'empreinte du FN, le tribunal administratif est saisi. La dernière ac-

tion en cours vise à annuler la note du premier adjoint recensant les publications auxquelles doit être abonnée la bibliothèque municipale.

« Première victoire » de l'association, le tribunal administratif de Marseille a ordonné, le 27 octobre 1996, le sursis à exécution d'une délibération du conseil municipal du 24 juin, qui réformait le règlement des cantines scolaires. Alléguant d'indispensables économies, la municipalité avait décidé de réserver l'accès des cantines aux enfants dont les deux parents pouvaient prouver qu'ils travaillaient (Le Monde du 3 décembre 1996). Selon la PCPE, à l'origine de cette procédure, cela entraînait « l'exclusion des enfants de chômeurs, des enfants de pauvres, ceux qui ont le plus besoin d'un repas équilibré et complet par jour ».

Directeur du service des sports jusqu'à sa démission en janvier 1996, Joseph Mahmoud, vice-champion olympique du 3 000 mètres steeple à Los Angeles en 1984, déplore la « casse » du jogging international de Marignane (JIM), un des clubs d'athlétisme les plus prestigieux de France. Au lendemain de l'élection de la nouvelle majorité, Jean-Christian Tarelli, premier adjoint au maire, déclarait que la dizaine d'athlètes du JIM embauchés comme employés municipaux, mais partiellement détachés pour suivre leur entraînement, ne seraient « plus payés pour courir, mais pour travailler 37 h 30 par semaine ». Abdellah Behar, Hallel Taguilmint, Abdel Zouad, autant d'athlètes d'élite, ont déserté les pistes de Marignane pour rejoindre d'autres clubs. « Je n'ose pas imaginer que la consonance moghrébine de ces grands noms de l'athlétisme français a poussé la municipalité à casser le JIM », déplore M. Mahmoud. La municipalité FN s'est focalisée sur le sport, qui représente 4 000 licenciés, en pensant qu'il s'agissait d'un vivier d'opposants. « L'ancien directeur, premier responsable de la gobegie et de la très mauvaise ambiance qui régnait le club, dut démissionner, non sans avoir tenté de politiser ses malheurs », assure, de son côté, le journal municipal.

Jean-Claude Barreau quitte le ministère de l'intérieur

CONSEILLER TECHNIQUE chargé de l'immigration au cabinet de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, Jean-Claude Barreau a remis sa démission et sortira, le 3 février, de l'organigramme de la place Beauvau. Le même jour sera publié son nouveau livre, La France va-t-elle disparaître ? (Grasset), dans lequel il s'en prend violemment à « la ringardisation de la nation », en affirmant que « l'importance du Front national est à la mesure de la démission des classes dirigeantes ». C'est un livre « anti-maoïstique » et « antimondariste », peu en phase avec le discours gouvernemental. « Il fallait être cohérent », explique-t-il.

Une fois n'est pas coutume, M. Barreau entend divorcer dans le calme. C'est une « première » pour cet homme volontiers provocateur, dont la vie n'a pas manqué de rebondissements. En 1971, premier scandale : le curé à moto, célèbre pour ses actions auprès des loubards de Pigalle, annonce son mariage. Après s'être reconverti dans l'édition parisienne, il retrouve l'anonymat en partant à Alger comme conseiller culturel, mais la célébrité le rattrape en 1983 : chargé de mission à l'Élysée, il est nommé, au tour extérieur,

inspecteur général de l'éducation nationale, l'institution tempête, mais il triomphe.

Président de l'Office des migrations internationales (OMI) depuis 1989, il publie en 1991 un livre sur l'islam qui déclenche une violente polémique. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, lui demande alors de quitter son poste. Il s'exécute, mais rumine déjà sa revanche. En 1993, elle est consommée avec éclat, puisque M. Barreau revient au pouvoir dans les malles de l'ennemi : conseiller chargé de l'immigration auprès de Charles Pasqua, il défend les lois sur la nationalité et sur l'entrée et le séjour des étrangers. Il conserve le même poste auprès de M. Debré.

Depuis quelques mois, cependant, M. Barreau semblait marginalisé au ministère et ne cachait pas ses critiques. L'affaire des sans-papiers de Saint-Bernard l'avait laissé mélancolique. Difficile, donc, de ne pas donner un sens politique à son départ, qui sera officiel la veille du jour - le 4 février - où commencera, au Sénat, l'examen du projet de loi de M. Debré sur l'immigration.

Nathaniel Herzberg

Luc Leroux



JUSQU'AU 1^{ER} FEVRIER

COUP DE BALAI
-20%*
sur tous les soldes,
c'est maintenant ou jamais !
Les 29, 30, 31 janvier et 1^{er} février.
*Sauf points rouges.

PRINTEMPS
HAUSSMANN • ITALIE
NATION • PARLY • VÉLIZY

051 71141

ÉDUCATION Présentée mardi 28 janvier, une étude du ministère de l'éducation nationale apporte de nouveaux éléments sur les taux de réussite des étudiants à l'université.

Pour la première fois, a été établie, établissement par établissement, la proportion d'étudiants qui accèdent à un deuxième cycle. 51 60 % d'entre eux réussissent à entrer en

deuxième cycle, cette moyenne nationale cache de fortes disparités locales. Surtout, un étudiant sur quatre seulement parvient à avoir un DEUG en deux ans, durée nor-

male du cursus. Pour certains, ce parcours peut prendre cinq ans. CETTE ÉVALUATION des performances des différentes facultés provoque les réserves de certains pré-

sidents d'université. Elle intervient néanmoins au moment où François Bayrou s'apprête à rendre publiques ses premières propositions sur la réforme de l'enseignement supérieur.

Les taux de réussite des étudiants varient fortement selon les universités

Pour la première fois, une étude du ministère de l'éducation établit, faculté par faculté, la proportion de ceux qui accèdent à un deuxième cycle. 60 % d'entre eux y parviennent, mais leurs chances de succès sont inégales et un quart seulement obtiennent le DEUG en deux ans

A L'ISSUE du baccalauréat, les étudiants bénéficient-ils des mêmes conditions de formation et des mêmes chances de réussite selon l'université dans laquelle ils sont inscrits ? A l'automne 1995, l'un des plus longs mouvements de protestation étudiante - il avait duré près de deux mois - s'était déclenché à partir du constat accablant d'une profonde inégalité de traitement entre les établissements, tant en personnel d'encadrement qu'en moyens financiers.

Une preuve supplémentaire de la diversité des 84 universités du territoire, mono ou pluridisciplinaires, est fournie dans l'étude réalisée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, sur les conditions d'accès en second cycle, université par université et selon la nature des formations. A quelques jours de l'annonce du rapport d'étape sur la réforme de l'Université engagée par François Bayrou, cette « photographie » du « rendement » des établissements relance le débat sur la lutte contre l'échec en premier cycle, une des priorités affichées par le président de la République et le gouvernement.

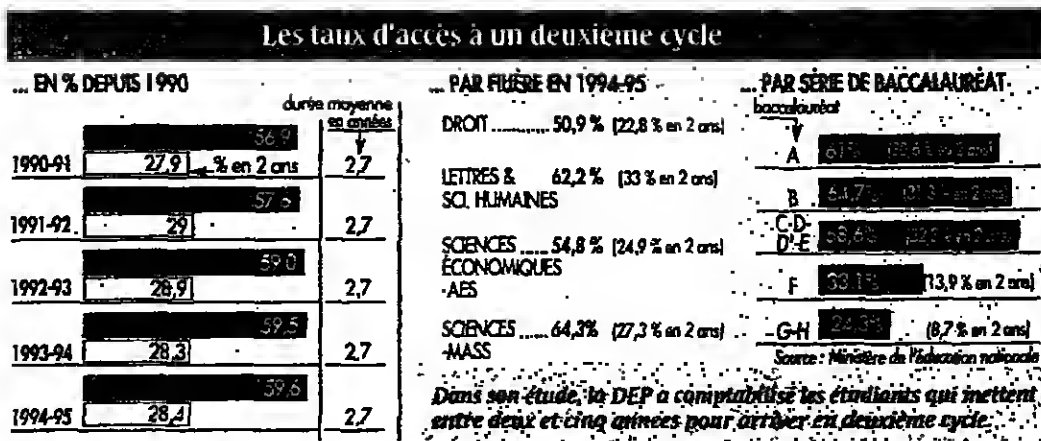
Faute de pouvoir disposer d'informations fiables, la DEP s'était jusqu'alors contentée d'une approche générale. La plupart des rapports récents sur les premiers cycles en ont repris les données essentielles. A l'issue d'une période

de deux à cinq ans, 59,6 % des bacheliers accèdent à un deuxième cycle universitaire. Ce taux n'a cessé de s'améliorer depuis 1990 (56,9 %). Parmi eux, 28,4 %, soit à peine plus d'un étudiant sur quatre, y parviennent selon le parcours « normal », en deux ans. Si la durée d'obtention d'un DEUG se situe autour de 2,7 ans, cette moyenne cache des disparités : en droit, le taux d'accès, en baisse depuis 1992, est de 50,9 % ; en sciences, il atteint le meilleur résultat avec 64,2 %, avant les lettres et sciences humaines (62,2 %) et les sciences économiques (54,8 %), chiffre également en baisse.

ÉCARTS CONSIDÉRABLES

L'abandon des études initiales à l'issue de la première année restait important en 1993 : 20 % en sciences ; 35 % en droit. Il ne signifie pas pour autant un échec total. La DEP considère que « sept bacheliers sur huit environ obtiennent un diplôme de niveau ou moins égal à bac + 2 après être entrés à l'université ». Aux 60 % de succès en DEUG s'ajouteraient ainsi 25 % de réussite hors de l'université à l'issue de formations dans les formations technologiques courtes (BTS ou IUT) ou les écoles spécialisées dans le paramédical, le commercial.

La nouvelle étude de la DEP, dont les résultats ont été présentés mardi 28 janvier, ne confirme pas cette donnée essentielle qui ten-



draît à relativiser le niveau d'échec total en premier cycle pour le ramener à un taux de 15 %. Pour la première fois, en revanche, la DEP fournit le résultat des taux d'accès en deuxième cycle, par établissement, dans les quatre blocs de disciplines générales : sciences, lettres et sciences humaines, droit, économie et administration économique et sociale (AES). En regard de la réalité, elle a établi une comparaison entre l'accès en deuxième cycle et un taux de « simulation » attendu, qui tient compte de la diversité des bacheliers accueillis à l'université, selon leur série d'origine et l'âge d'obtention du diplôme.

Au vu des résultats globaux, les universités se répartissent équitablement : 38 établissements sur 74

réalisent une « performance » supérieure au taux attendu d'accès en deuxième cycle (seules Paris-VIII Saint-Denis, Paris-X-Nanterre, Lyon-II, Lyon-III, les universités du Pacifique et de La Rochelle ont échappé à l'examen). Les écarts entre établissements sont toutefois considérables. Avec 36,2 %, le taux de passage le plus faible est enregistré par Paris-VI (Pierre-et-Marie-Curie), précédée de Lille-II (39,4 %), Montpellier-I (41,5 %), Lille-III (44,2 %), Montpellier-II (45,7 %) et Paris-IV (46,4 %). Les meilleurs « scores » sont obtenus par Paris-IX Dauphine avec 95,6 %, qui, comme l'université technologique de Compiègne (86,5 %), pratique une sélection des dossiers à l'entrée, avant Aix-Marseille-II (78,1 %), Bordeaux-III (77,6 %), Per-

pignan (73,1 %), Paris-XIII Villetaneuse (70,5 %), Brest (69,6 %) et Toulouse-II (69,4 %). Trente-six établissements - ce ne sont pas forcément les mêmes - dépassent la référence nationale des 59,6 % de taux d'accès en second cycle. Quarante et un d'entre eux conduisent leurs étudiants en deux ans au-delà des 28,4 % de la moyenne, avec, parmi les meilleures, Paris-IX (73,3 %), Compiègne (62,5 %), Rennes-II (42 %), Grenoble-III (40,4 %), Paris-V Descartes (40 %), Toulouse-II (39,5 %), Nice (38,7 %), Paris-XIII (35,8 %), Aix-Marseille-II (35,6 %), Clermont-II (35,4 %), Brest (35,3 %). La différence varie du simple au double avec Lille-II et Paris-VI (15,5 %), Montpellier-I (17,5 %) ou les Antilles (17,7 %).

Pour la DEP, ces chiffres méritent d'être relativisés. D'excellents résultats peuvent traduire une politique active de soutien aux étudiants comme un certain « laxisme » dans la délivrance des diplômes. A l'inverse, les « mauvais » scores peuvent révéler des « dysfonctionnements » internes comme une volonté délibérée de pratiquer une sélection draconienne.

La présentation de cette étude devant la Conférence des présidents d'université, le 23 janvier, n'a pas manqué de susciter des réactions mitigées (lire ci-dessous). Face à la méfiance exprimée à l'égard de toute forme de classement ou de palmarès, Claude Thélot, directeur de la DEP a multiplié les précautions. Il a précisé que, « à partir de ces quelques observations (...), on ne peut prétendre évaluer les seuls premiers cycles. Ces indicateurs ne sauraient être les seuls ni servir à classer les universités ». Si cette recherche n'en est encore qu'à ses balbutiements, elle révèle néanmoins l'extrême diversité de situations que des mesures nationales paraissent bien en peine de corriger.

M. D.

★ De l'entrée à l'université au deuxième cycle : taux d'accès réel et simulé. Les *Dossiers de l'éducation* n° 78. Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale. 95 F.

La nécessaire adaptation de l'enseignement supérieur

POUR la première fois, les universités, comme les lycées avant elles, sont soumises à des tests de « performance » et de « rendement » de leurs enseignements. Pre-

ANALYSE

Le manque de moyens et de volonté politique empêche souvent la transparence

mière étape d'une évaluation générale annoncée dans la préparation de la réforme, l'étude réalisée par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) passe au crible l'ensemble des formations de chaque établissement (lire ci-dessus). La méthode, encore imparfaite, mérite d'être approfondie. Il manque un outil fiable pour connaître avec précision les taux de réussite réels en premier cycle et suivre, pas à pas, les étudiants qui se réorientent ou abandonnent en cours d'études.

Cette étude fournit néanmoins des éléments intéressants dans la connaissance du fonctionnement de l'enseignement supérieur. Par manque de moyens souvent, les universités peinent à jouer le jeu de la transparence. Tout en affirmant leur autonomie, elles rechignent à communiquer leurs résultats, comme s'il s'agissait d'une atteinte à la liberté pédagogique revendiquée par les enseignants. Retenues dans leurs prérogatives, trop de départements de formations refusent de s'intégrer dans une politique d'établissement mieux à même de conduire les évolutions.

LA CRAINTE DU PALMARÈS

Malgré la crainte que peut susciter l'apparition de palmarès et autres classements, la nécessité d'une évaluation des résultats des universités est aujourd'hui évidente. Si l'on en croit les résultats publiés par la DEP, 60 % des étudiants inscrits en premier cycle accèdent en second cycle après avoir obtenu leur DEUG. Parmi ceux-là, un sur quatre seulement réussit le parcours normal de deux ans, alors que la moyenne est d'un peu plus de

deux ans et demi et que beaucoup n'y parviennent qu'après trois, quatre, voire cinq années d'errance à travers les filières de réorientation. C'est un enseignement lourd de conséquences au moment où se prépare une nouvelle réforme des premiers cycles fondée sur la mise en place de semestres.

Sans apporter sa caution à cette donnée essentielle, la DEP note que sept bacheliers sur huit, soit 85 à 87 % des entrants à l'université, finissent par obtenir un diplôme au moins égal à bac +2. Si elle se trouvait confirmée, cette indication serait de nature à relativiser les discours alarmistes sur les taux d'échecs massifs et répétés en premier cycle. Mais à quel prix ? La totalité des études consacrées à l'évaluation de ces premiers cycles, du rapport Laurent à la commission Fauroux, ont mis en évidence les difficultés rencontrées dans les universités pour accueillir et « absorber » les nouveaux publics d'étudiants, moins préparés que leurs aînés à intégrer un système qui reste, malgré tout, fondé sur des règles anciennes et traditionnelles.

Inappliquée dans les filières juridiques, la plus sélective de toutes, la réforme des DEUG de 1992 est pourtant loin d'avoir produit ses effets. Au vu des scores obtenus dans certaines universités (Rennes-II ou Toulouse-II) qui l'ont assortie de solides dispositifs de soutien et d'encadrement, ses résultats sont loin d'être négligeables. En revanche, elle s'est rapidement essouffée dans d'autres établissements, comme à Lille-III.

Ferme attachée au caractère national des diplômes, les universités doivent se rendre à l'évidence. L'importance des écarts constatés d'un établissement à l'autre justifie une prise en compte urgente des nouvelles réalités. Elle suppose sans doute des solutions diversifiées pour répondre aux attentes des étudiants et de leurs familles. Contrairement à la crise de l'automne 1995, les dotations budgétaires ne suffiront pas, cette fois, à combler les écarts et à réduire des situations d'inégalité par trop flagrantes.

Michel Delberghe

Les réserves des présidents d'établissement face à l'évaluation

CONFRONTÉS pour la première fois à une évaluation, les présidents d'université ont surmonté ce choc culturel sans brandir aussitôt l'étendard de leur autonomie. Ils ont disséqué chaque statistique et déployé une singulière énergie pour expliquer les chiffres ou les contestes. S'ils possèdent les résultats concernant leur propre établissement depuis le 23 janvier, ils n'ont pu découvrir l'ensemble des données qu'au moment de la présentation officielle du document, mardi 28.

C'est bien cette possibilité de comparaison qui suscite chez eux une crainte majeure. Les présidents d'université redoutent, pour tout dire, qu'un média ne transforme cette austère somme statistique en « hit parade » des universités, sur des critères pas toujours fiables. Il est vrai que les erreurs de lecture guettent au détour de chaque courbe. Ainsi pourrait-on faire observer à l'université du Havre qu'elle n'a guère fait d'efforts pour ses bacheliers G et H, qui ne sont que 2,3 % à passer en second cycle, alors que le taux de passage attendu est de 25,5 %. Mais ces bacheliers se trouvent surtout dans les Instituts universitaires de technologie (IUT), non comptabilisés dans l'étude, ce qui rend les statistiques peu significatives.

Les réserves portent également sur la pertinence du modèle pour les universités de taille modeste et de création récente. « Dans une petite université comme la nôtre, souligne Charles-Henri Frédoeur, premier vice-président au Havre, beaucoup de filières sont en démarrage. Elles n'ont pas leurs effectifs de croisière ». Par exemple, en sciences économiques et administration économique et sociale (AES), les chiffres se sont inversés lorsqu'une licence et une maîtrise de sciences économiques ont été créées, permettant aux étudiants du DEUG d'économie de poursuivre dans leur filière au lieu de bifurquer vers AES, comme ils le faisaient auparavant.

JUGER LA DURÉE

Plus souvent encore, les présidents opposent aux chiffres de la DEP leurs propres statistiques. Daniel Bloch, président de Grenoble-I, s'il trouve l'initiative intéressante, fait observer qu'il y manque le « suivi de cohorte » pour analyser le parcours des étudiants. Ses propres tableaux de bord lui permettent de constater un écart de près de 15 points dans les taux de réussite, s'il ne comptabilise pas les étudiants de classe préparatoire qui ont pris à l'université une « inscription de précaution ».

Au-delà de ces critiques, les présidents peuvent tout de même trouver dans cette photographie de l'université française de quoi juger leur politique. Claude Oytana, président de l'université de Besançon, explique les « bons » résultats de l'établissement par l'efficacité du tutorat et de la « formation générale scientifique », chargée de remettre à niveau les entrants en DEUG de sciences. « Les étudiants sont conscients qu'il y a une étape à la fin du premier trimestre et ils fournissent tout de suite un effort », précise-t-il. Au vu des chiffres, Gérard Losfeld, président de Lille-III, juge quant à lui sévèrement les dispositifs de soutien mis en place ces dernières années. « Ils n'ont souvent servi qu'à faire du soutien mécanique en rajoutant des heures de service », commente-t-il.

Quoi qu'il en soit, les présidents n'ont guère les moyens de refuser cet outil mis à leur disposition. Il arrive de toute façon sur un terrain déjà préparé à une culture d'évaluation si l'on en croit la multiplication ces dernières années d'observatoires régionaux. Mais, comme le souligne Daniel Bloch, « tout cela n'a d'intérêt que si le processus s'inscrit dans la durée ».

Béatrice Gurrey

La chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes épingle M. Noir

LYON

de notre correspondant régional
Le périphérique nord de Lyon, un « grand chantier » lancé en 1989, tout de suite après l'élection de Michel Noir à la mairie et à la présidence de la Communauté urbaine, et dont l'ouverture est prévue dans les mois à venir, a été épinglé, lundi 27 janvier, par la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes. Dans un relevé d'observations définitives de quinze pages, les magistrats sont particulièrement sévères, estimant que ce projet mené avec « un contrôle minimum des assemblées délibérantes » a donné lieu à « une consultation limitée à deux sociétés et biaisée dès le départ ». Initialement fixé à 3,9 milliards de francs, avec une participation du concessionnaire à hauteur de 77 %, le coût de cet ouvrage est aujourd'hui estimé à 6 milliards de francs. Les collectivités locales supportent 52 % de cet investissement.

Selon les magistrats, la construction du périphérique « a été déviée et conduite par un cercle restreint, qui a privilégié la rapidité plutôt que la régularité des procédures ». Animé par Michel Noir et

Michel Mercier, président (UDF-FD) du conseil général, ce cercle était composé d'élus, de fonctionnaires et d'un comité d'experts. Il aurait, selon la chambre, « joué un rôle primordial », arrêtant « les choix principaux et les décisions majeures » lors de réunions qui « se sont déroulées dans la stricte confidentialité et n'ont fait l'objet d'aucun procès-verbal ».

Deux sociétés avaient été consultées : Bouygues et Dumez. « Les dossiers produits par les deux groupes conduisent la chambre à s'interroger sur la réalité de la mise en compétition des offres présentées », notent les magistrats. « En

fait, poursuivent-ils, dès le jour même où le groupe mûre avait pris la décision de confier au groupement conduit par la société Bouygues la concession, les présidents de la Communauté urbaine et du conseil général du Rhône avaient invité les deux groupements initialement concurrents à se rapprocher. » Bouygues détient ainsi 36 % du capital de la société concessionnaire, et Dumez 12 %. Le successeur de Michel Noir, Raymond Barre, a annoncé que ces observations définitives seraient discutées le 6 mars par les élus de la Communauté urbaine de Lyon. « Il appartient à la chambre régionale des comptes

d'apprécier l'importance de ses observations et, le cas échéant, si elle estime avoir décelé des irrégularités, d'en saisir l'autorité judiciaire », a-t-il poursuivi.

Bouygues et Dumez, les deux groupes du BTP mentionnés par la chambre régionale, sont impliqués dans l'« affaire des comptes suisses » de Pierre Botton, instruite par le juge Philippe Courroye. 6 millions de francs auraient ainsi alimenté les comptes que M. Botton a déclaré avoir ouverts à la demande de son beau-père, M. Noir, alors ministre du commerce extérieur. Pour sa part, Martin Bouygues, mis en examen pour « abus de biens sociaux », a reconnu, lors de sa garde à vue, que les virements effectués par son groupe via des sociétés écrans - près de 2 millions de francs - constituaient un financement des activités politiques de l'ancien maire de Lyon. Dans une correspondance publiée le 23 décembre par *Le Monde*, Michel Noir affirmait que ces versements ne constituaient pas l'éventuelle contrepartie occulte de la concession du périphérique.

Bruno Caussé

Une décision attendue de la Cour de cassation

La chambre criminelle de la Cour de cassation devait examiner, mardi 28 janvier, les pourvois de Michel Noir, Michel Mouillot, Patrick Poivre d'Arnav, Marc Bathier et Serge Crasnianski, tous condamnés en appel dans l'affaire Botton. Le dernier mandat de M. Noir - celui de député (non-inscrit) du Rhône - est suspendu à cette décision puisqu'il est menacé de cinq ans d'inéligibilité. La décision de la Cour de cassation est vitale pour l'avenir des « affaires » en cours : à travers l'affaire Botton, elle doit en effet définir la jurisprudence sur la prescription du recel d'abus de biens sociaux, une infraction qui concerne notamment les élus bénéficiant de commissions en contrepartie de marchés.

L'affaire Isola 2000, qui implique la belle-fille de M. Toubon, embarrasse la chancellerie

Le ministre de la justice dément « être jamais intervenu » dans ce dossier

Saisi par les enquêteurs, des carnets personnels de Dominique Bouillon, ancien dirigeant de fait d'Isola 2000 - dont la société d'aménagement

était présidée par la belle-fille de Jacques Toubon -, comportant des mentions laissant penser que M. Bouillon était en relation avec la garde

des sceaux à quelques semaines de sa mise en examen. Le ministre dément « être jamais intervenu » dans cette affaire.

LA PERQUISITION a été discrète, mais l'inventaire des documents saisis a promptement remonté le cours de la hiérarchie policière et judiciaire. Le 19 décembre 1996, à Paris, dans un appartement du boulevard Malesherbes, les enquêteurs de la brigade financière ont saisi un agenda et un carnet personnels du promoteur Dominique Bouillon, ancien dirigeant de fait de la station de sports d'hiver Isola 2000 (Alpes-Maritimes), dont la société d'aménagement, la Sapsi, était présidée par Sophie Deniau, belle-fille de Jacques Toubon. Assigné à résidence après sa mise en examen, la veille, par le juge d'instruction Eva Joly, M. Bouillon avait déposé deux émissaires à cette adresse jusqu'alors inconnue. Les policiers les ont surpris au moment où ils s'apprêtaient à quitter l'appartement en emportant une serviette remplie de documents.

Outre les notes du promoteur et une disquette informatique, figurent parmi ces pièces des carnets ayant appartenu à Sophie Deniau, mise en examen pour « abus de biens sociaux, complicité d'abus de biens sociaux et complicité d'abus de confiance » (Le Monde du 19 décembre 1996). Étrangement, les enquêteurs ont renoncé à placer sous scellés l'un des cahiers de M. Bouillon, après avoir pris connaissance de son contenu. Parmi les notes saisies, ils ont en tout cas relevé la présence du nom de l'actuel garde des sceaux, ainsi que de plusieurs annotations susceptibles de le désigner. « Note Toubon », avait ainsi inscrit le promoteur à la date du 18 novembre 1996, dans son cahier à spirale. Le 2 décembre, M. Bouillon avait écrit : « Note J. ». A la date du 13 novembre, figurait cette autre mention : « Appeler Jacques qui voit le président du tribunal de commerce de Nice, qui dit "ne pas être satisfait de la solution" ».

Ces inscriptions permettent-elles de penser que Dominique Bouillon était encore en relation avec le ministre de la justice à quelques semaines de sa mise en examen, qu'il savait inéluctable, dans l'instruction sur la déconquête d'Isola 2000 ? L'agenda du promoteur pour 1996 comporte, en outre, la trace de plusieurs rendez-vous

avec un certain « Jacques », dont le nom n'est pas mentionné : cette annotation figure ainsi à la date du 12 mai, puis à celle du 12 juin. Entre-temps, du 20 au 24 mai, la brigade financière a conduit, à Isola 2000, une série d'auditions et de perquisitions.

Interrogé par Le Monde, lundi 27 janvier, M. Toubon a affirmé n'avoir « reçu aucune note de qui que ce soit sur cette affaire » et n'être « jamais intervenu » sur le cours de l'instruction, précisant - à juste titre - que l'information judiciaire visant sa belle-fille a été ouverte par le parquet de Paris le 19 juillet 1995, alors qu'il dirigeait déjà la chancellerie. Assurant en outre qu'il « ne connaît pas le président du tribunal de commerce de Nice », M. Toubon nous a déclaré : « M. Bouillon peut écrire ce qu'il veut dans ses carnets, cela ne me regarde pas. Je n'ai plus eu aucune relation avec lui depuis dix-huit mois ».

crutée par M. Bouillon « pour [son] carnet d'adresses » et ses « bonnes relations avec les banques ».

C'est pourtant une banque, la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, en interrompant les crédits consentis à la Sapsi, qui a entraîné le placement en redressement judiciaire de la société en avril 1995. Et c'est aussi une plainte de la même banque, déposée un mois plus tôt, qui a conduit les enquêteurs sur les hauteurs d'Isola 2000, où quelque 300 millions de francs s'étaient évaporés en à peine trois ans (Le Monde du 1^{er} février 1996). Coefficient du soupçon des banquiers, les enquêteurs estiment désormais qu'environ 36 millions de francs ont été distraits de la comptabilité de la Sapsi au profit de M. Bouillon et de son entourage direct, grâce à un entrelacs de mouvements financiers dont la géographie reste à dessiner. Près de 20 millions de francs auraient

restés dans les mains d'un ou plusieurs actionnaires non identifiés.

Questionnée il y a un an à propos de ces titres, M^{me} Deniau avait répondu au Monde qu'elle « ne les avait plus ». Saisie par les policiers dans l'appartement du boulevard Malesherbes, une procuration destinée à un avocat luxembourgeois et datée du 9 juillet 1996 atteste pourtant bien la détention par Sophie Deniau des parts de la Sapsi, la holding au profit de laquelle furent détournés les millions de la SBO. En outre, M. Bouillon a confié sur procès-verbal avoir fait don à la belle-fille de M. Toubon des parts de deux autres holdings luxembourgeoises - dont le nom comporte ses initiales, SD2B et SD Participations, qui coiffent une partie des activités immobilières du « groupe Bouillon ».

Un autre document découvert par les policiers, enfin, a conduit le juge Joly à notifier à M. Bouillon, le 6 janvier, de nouvelles mesures de contrôle judiciaire, imposant au promoteur le paiement, avant la fin de ce mois, d'une caution de 3 millions de francs. Il s'agit d'un « avis d'imposition » pour l'année 1996 délivré au promoteur par le service des contributions du canton du Valais, en Suisse, qui indique que M. Bouillon disposerait de « titres et capitaux » valorisés à 1,5 million de francs suisses (5,8 millions de francs). Les avocats de M. Bouillon, M^{me} Olivier Schnerb et Pascal Winter, ont fait appel de ce contrôle judiciaire, affirmant au juge que le bien visé par ce document était en fait un chalet en Suisse, actuellement sous hypothèque. Mais la mise au jour d'éventuels avoirs à l'étranger pourrait, si elle était confirmée, entraîner l'ouverture de nouvelles poursuites à l'encontre du promoteur pour « détournement d'actifs ».

Outre l'information confiée au juge Eva Joly, M. Bouillon fait déjà l'objet d'une procédure de liquidation à titre personnel et d'une enquête préliminaire ouverte le 16 octobre 1996 par le parquet de Paris sur certains mouvements de fonds entre les sociétés de son groupe.

Hervé Gattegno

Georges Mendaille nie être lié aux activités terroristes des GAL

Il est jugé par la cour d'assises spéciale de Pau

PAU
de notre envoyé spécial
Ce qui pourrait être le dernier procès en France des Groupes armés de libération (GAL) s'est ouvert, lundi 27 janvier, à Pau. Devant la cour d'assises spéciale, réduite à sept magistrats professionnels

puisque'il s'agit d'une affaire de terrorisme, Georges Mendaille comparait, jusqu'au mercredi 29, il est accusé de complicité, voire d'être l'instigateur de plusieurs attentats commis en Pays basque français en 1985 contre des réfugiés basques espagnols.

De ces trois journées d'audience, beaucoup espèrent qu'un peu du voile qui recouvre les mystères du GAL sera levé : alors que cette affaire a, en Espagne, provoqué scandale sur scandale ces dernières années, impliquant jusqu'à des ministres, en France elle s'est toujours cantonnée à des aspects et à des individus relativement secondaires. Pourtant, c'est bien sur le sol français que, de 1983 à 1987, vingt-huit personnes ont été assassinées par des tueurs au cours d'actions pour la plupart revendiquées ensuite par les GAL (Le Monde du 28 janvier).

PERSONNE PROTÉGÉE

Dans le box des accusés, Georges Mendaille, ce lundi, a nié être en quel que soit concerné par ces faits. Interrogé méticuleusement par le président Dominique Riboulleau, il rejette d'emblée les accusations de « complicité de crimes, tentatives d'assassinats par remise d'argent et instructions pour commettre les crimes ». Revendiquant ses états de service, « pendant plus de vingt années », dans l'armée, il campe l'élément dévoué qui devait s'insérer dans le milieu sur demande, dit-il, tant de la douane ou de la DST que de la police espagnole. Ce Toulousain d'origine, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, portant un léger embonpoint et un catogan, entend se défendre pied à pied, lui qui est apparu comme « une personne protégée » en Espagne : un

temps, la police espagnole, à sa recherche, ne réussissait même pas à le trouver à son adresse.

Volontaire en Indochine puis en Algérie, il a travaillé dans la sécurité nucléaire et vivait chichement d'une petite pension versée par l'armée et de quelques revenus de location. Sans compter quelques primes que lui aurait octroyées la police espagnole en échange d'informations sur des trafics. Georges Mendaille résidait en effet en Catalogne avant d'être extradé, le 24 mai 1994, vers la France.

HAUTE SURVEILLANCE

Pour lui, les choses sont limpides : gouaille et faconde à l'appui, il veut démontrer qu'il n'était qu'un informateur éventuel sur l'ETA : « Si des fois tu entends quelque chose, pense à moi », lui aurait glissé un commandant de la garde civile. Esquivant les recoupements avec un apparent bon sens, il souligne « avoir été obligé de côtoyer certaines personnes dans des bords à Marseille pour glaner des renseignements ». De là à être le commanditaire de quatre individus qui ont tué, sur la côte basque, en 1985, George Mendaille admet juste en connaître un, ami de longue date. Quant aux autres, il assure n'avoir fait avec eux qu'un voyage de Marseille à Narbonne, l'occasion d'annoter des photos de réfugiés basques en leur possession, juste pour gagner leur confiance, précise-t-il.

La cour n'aurait donc en face d'elle qu'un auditeur étranger aux GAL, dans un palais sous haute surveillance où des policiers du groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) veillent, dans la salle d'audience même. Les dépositions à venir des petits truands marseillais condamnés pour assassinats comme celles du commissaire Cathala ou du juge Seys, un temps en poste à Bayonne, devraient permettre, sinon d'en apprendre plus sur les GAL, du moins de savoir laquelle des deux faces de Janus est celle de Georges Mendaille.

Michel Garicola

Le MRAP appelle au boycottage du journal « Le Reverbère »

LE MOUVEMENT contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a appelé, lundi 27 janvier, au boycottage du Reverbère, dont le directeur, Georges Mathis, s'est livré « à de nouveaux dérapages racistes ». Condamné en novembre dernier pour injure raciale visant la communauté juive et injures publiques envers les francs-maçons (Le Monde du 21 novembre 1996), M. Mathis récidive dans les dernières éditions de sa publication, vendue par des sans-abri. Dans l'édition du numéro 99, il écrit notamment que la justice « est bien dans la dépendance maçonne et juive » et que le ministre de l'Intérieur « est presque toujours sous tutelle maçonnique ». Dans le numéro 100, qui vient d'être mis en vente, M. Mathis consacre une page aux « films faits par les juifs à la gloire des juifs ». Dans la rubrique « Source poubelle », il réitère ses attaques racistes et xénophobes.

DÉPÊCHES

■ TERRORISME : trois hommes soupçonnés d'avoir participé à un réseau de fourniture en armes des maquis islamistes algériens ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et écroués, lundi 27 janvier à Paris, par le juge d'instruction Jean-Louis Brugière. Ils avaient été interpellés à Nice et à Marseille lors d'une opération policière lancée en France et en Allemagne qui avait déjà conduit trois autres islamistes en prison, le 25 janvier (Le Monde du 28 janvier).

■ JUSTICE : le tribunal correctionnel de Paris a condamné, lundi 27 janvier, à une amende de 10 000 francs un homme d'origine chinoise qui organisait des combats de pithuils dans son appartement du quartier de Belleville, à Paris.

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE (71880) CHATENAY-LE-ROYAL

L'arrêté du Maire, du 9 janvier 1997, met en œuvre la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols.

Cet arrêté peut être consulté en mairie.

■ ÉDUCATION : l'une des deux enseignantes maîtres-auxiliaires sans affectation, en grève de la faim depuis le 13 janvier à Toulouse, a été hospitalisée, « dans un état de grande faiblesse », lundi 27 janvier. La jeune femme avait déjà observé une grève de la faim de vingt et un jours en décembre.

■ SANTÉ : plusieurs centaines de masseurs-kinésithérapeutes ont manifesté pour une revalorisation de leurs honoraires et contre la concurrence des centres de rééducation, lundi 27 janvier, notamment à Libourne (Gironde) et à Nice (Alpes-Maritimes).

SALON RÉSERVÉ AUX PROFESSIONNELLS DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

UNE POPULATION VIEILLISSANTE

Aujourd'hui, en France, 11,6 millions de personnes sont âgées de plus de 60 ans. 3,5 millions ont plus de 75 ans ; elles seront 6 millions en 2020. La PSD (Présentation Spécifique Dépendance) permettra-t-elle à cette population de mieux vivre son grand âge ?

DÉPENDANCE PHYSIQUE ET TROUBLES MENTAUX

50 % des personnes de plus de 65 ans vivant en institution présentent une forte dépendance physique. 40 % souffrent de troubles mentaux. 200 000 personnes âgées cumulent détérioration intellectuelle et dépendance physique lourde.

Dans le cadre de Geront'Expo 97, les III^{es} Assises Nationales du Secteur Social et Médico-Social en faveur des Personnes Âgées sont organisées pour permettre à l'ensemble des professionnels concernés : les gestionnaires ou soignants dans les établissements, les médecins et infirmières de ville, les élus, les associations et leurs personnels, les industriels... de réfléchir ensemble au problème de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Au programme de ce colloque, le financement de cette prise en charge, l'aménagement des espaces de vie, les relations famille-soignants-patients, la citoyenneté et la dignité des personnes âgées, la conception de

matériels ergonomiques adaptés... mais aussi la formation des personnels et la gestion de la qualité dans les établissements, la restauration, les infections nosocomiales...

Le Salon Geront'Expo 97, c'est aussi un panorama complet de tous les matériels et services adaptés aux personnes âgées, à domicile ou en institution : les soins, la pharmacie, la lutte contre l'incontinence, la prévention de l'escarre, l'hygiène, le mobilier, les aides techniques, la restauration, les vêtements et le traitement du linge... mais aussi l'animation et les activités intellectuelles proposées par les établissements d'hébergement.

III^{es} ASSISES NATIONALES DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES

GERONT'EXPO 97

3-5 FÉVRIER 1997 - PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS - PORTE DE VERSAILLES

صلى الله عليه وسلم

10

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

INFRASTRUCTURES Corinne Lepage, ministre de l'environnement, s'est rendue à Orléans, lundi 27 janvier, pour faire le point sur le déroulement du plan d'aménagement

de la Loire. Elle a déclaré que « la Loire pourrait être le symbole d'une action commune entre patrimoine naturel et patrimoine culturel », à l'occasion des Journées du

patrimoine de 1997, dont le thème sera « nature-culture ». ● LE PLAN LOIRE est appliqué avec des fortunes diverses : la construction du barrage de Chambonchard sur le Cher, à la li-

mite des départements de l'Allier et de la Creuse, vient de recevoir le feu vert, mais son utilité est contestée. ● À L'INVERSE, CERTAINS ÉLUS, notamment de la majorité, s'opposent

à la destruction du barrage de Maisons-Rouges, au confluent de la Vienne et de la Creuse. M^{me} Lepage a souhaité que se dégage, à ce sujet, une solution de consensus.

L'aménagement de la Loire achoppe sur la question des barrages

Faut-il construire Chambonchard et détruire Maisons-Rouges, comme le prévoit le plan Barnier ? En visite à Orléans, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, s'est déclarée peu « fana » du premier et n'a pas confirmé l'arasement du second, auquel s'opposent des élus UDF

CHAMBONCHARD

de notre envoyé spécial
Chambonchard est déjà un village fantôme : il ne reste plus que six habitants autour de la petite église romane. Seul le Cher, où on venait, jadis, taquiner la truite depuis Montluçon, caillou, guilleret, au milieu des hameaux abandonnés. Le projet de barrage a fait se vider la vallée, avant même que la construction ne soit décidée. « Il nous le faut vite, ce barrage. C'est une question de survie », lance Gérard Roufflet, maire et agriculteur. A la mairie, un photomontage présente déjà la vallée sous les eaux. Le site du nouveau village vient d'être choisi et l'église classée, avec le monument aux morts, devrait être remontée « pierre par pierre ».

Une trentaine de maisons, quatre hameaux, 370 hectares de coteaux abrupts, mais aussi de bonnes prairies où les « chorolaises se plaisaient bien », vont être englouties. De l'autre côté du pont, chez les Duchier, des agriculteurs qui ont toujours vécu là - on s'accroche sans se plaindre, on résiste du regard dans la dignité. Leur restaurant, le seul commerce encore ouvert, sert de refuge aux opposants de la Petite-Marche : la plus touchée des cinq communes, résolument hostile au projet, mairie en tête. « Ça fait dix ans que l'Epala [établissement public d'aménagement de la Loire] fait partir les gens, en achetant les terrains à des prix faramineux », proteste Jean-Pierre Duchier.

Depuis le début du siècle, la

cuvette de Chambonchard excite la convoitise des aménageurs. Au début des années 80, le site fait partie

des cinq grands barrages-réservoirs inscrits au programme de l'Epala, que vient de créer le maire de Tours. Un an après le retour de la droite au pouvoir, le ministre de l'environnement, Michel Barnier, dans son « Plan Loire » de 1994, confirme la construction de Chambonchard et l'abandon de Serre-de-la-Fare.

MARCHANDAGE PARLEMENTAIRE

Chambonchard refait alors surface à la demande de Pierre Bérégovoy, devenu premier ministre en 1992. Il se murmure que Matignon a « lâché » le barrage aux communistes, partisans des ouvrages sur la Loire, en échange de leur soutien lors d'une motion de censure à l'Assemblée qui aurait mis en péril le gouvernement socialiste. Dans le même temps, on a fait une décou-

verte : les rejets d'arsenic de l'ancienne mine d'or du Châtelet risquent de polluer la Tardes. Exit donc le projet de surélévation de Rochebut. Un an après le retour de la droite au pouvoir, le ministre de l'environnement, Michel Barnier, dans son « Plan Loire » de 1994, confirme la construction de Chambonchard et l'abandon de Serre-de-la-Fare.

Mais aujourd'hui, les dimensions ont changé. Michel Barnier avait engagé l'Etat pour un ouvrage à 50 millions de mètres cubes ; l'Epala a porté sa capacité à 83 millions, sous la pression des élus riverains, désireux de profiter de l'occasion pour redynamiser l'économie locale. Au soutien d'étiage (4 mètres cubes/seconde à Montluçon), on a ajouté une vocation touristique. L'ouvrage est estimé à 600 millions de francs (valeur 1994). L'Etat (70 millions), l'Agence de l'eau (190 millions), et surtout l'Epala (340 millions), régleront la facture. Mais ce sont les collectivités qui supporteront les trois quarts des 100 millions de l'ambitieux programme d'équipements touristiques (base de loisirs, « maisons flottantes », etc.). C'est un monstre qu'il va falloir gérer.

La justification prioritaire du soutien d'étiage n'apparaît plus aussi évidente. C'est du moins ce qui ressort de l'étude d'impact, incluse dans le dossier d'enquête publique, qui prévoit une augmentation « réduite » des besoins en eau potable dans le val de Cher pour les vingt ans à venir, sur la base de l'évolution actuelle de la population. L'étude reconnaît aussi que l'extension de l'irrigation n'est plus une priorité pour les agriculteurs,

qu'ils vont se battre. Autour de la commune de la Petite-Marche, qui préfère miser sur un autre type de développement rural, une dizaine d'associations se sont regroupées. Ensemble, elles vont déposer deux recours contre la déclaration d'utilité publique. Des parcelles de terre inondables ont été rachetées par les opposants. France Nature Environnement et Nature Centre four-

bissent leurs dossiers. « Il y a une

Points « délicats » et « solution consensuelle »

Le « plan Loire », signé en 1994 pour dix ans, « avance bien », a déclaré Corinne Lepage, ministre de l'environnement, lundi 27 janvier à Orléans. Elle a toutefois admis l'existence de points « délicats » : le sort du barrage de Maisons-Rouges (lire ci-contre) est toujours en suspens. « Il y a un problème économique qui est posé par les collectivités locales », a expliqué M^{me} Lepage. La « concertation » continue pourtant afin d'arriver à une « solution consensuelle ».

A propos du barrage de Chambonchard, dont la déclaration d'utilité publique a été prise le 12 décembre, M^{me} Lepage a indiqué que « le ministère de l'environnement n'est jamais un « fana » des barrages ». C'est, d'ailleurs, le ministère de l'Agriculture qui réglera la part (70 millions de francs) de l'Etat. Dernier dossier non « en train pratiquement pas avancé », a reconnu le ministre : l'estuaire de la Loire. La décision de M. Juppé de faire remblayer des zones humides au Carnet, où une nouvelle manifestation a eu lieu samedi, entraînera des mesures financières compensatoires - environ 50 millions de francs - qui vont permettre de reconstituer des roseières, a affirmé M^{me} Lepage.

édifiée au début des années 80 en amont de Roanne, est aujourd'hui complètement entropisée, et le fiasco touristique est total, ainsi que le rappellent les écologistes de France Nature Environnement.

Pierre Goldberg (PC), maire de Montluçon, se réjouit pourtant du feu vert. « Pour nous, les élus, c'est un succès. La contestation est très limitée. » Les écologistes annoncent

Régis Guyotot

Le Port de Paris saisi par la politique

LES TRACTATIONS et les comptages vont bon train dans les milieux politiques et fluviaux. La présidence du Port autonome de Paris va devenir vacante mercredi 29 janvier quand Jacques Trorial, ancien ministre, ex-député gaulliste, président de l'Association pour le développement des ports français, qui a atteint la limite d'âge, abandonnera un mandat qu'il détient depuis 1970.

Deux candidats se sont officiellement déclarés. Jean-François Dalaise, président du Comité des armateurs fluviaux, est poussé par les milieux professionnels. Dans la quasi-totalité des grands ports, si le directeur - ingénieur des ponts et chaussées - est nommé par décret, le poste de président élu par le conseil d'administration revient à un chef d'entreprise solidement implanté dans la région concernée.

L'autre prétendant s'appelle Jean-François Legaret, adjoint (RPR) au maire de Paris, premier vice-président du Port autonome depuis 1994. Soutenu par Jean Tiberi et par l'Epala, il bénéficie aussi de l'appui de Bernard Pons, ministre des transports et élu du 17^e arrondissement de la capitale. Un trisaïen homme à, quelque temps, cru qu'il avait ses chances : Claude Leroi, président de la Fédération française des commissionnaires de transport, apprécié au cabinet de Bernard Pons pour le rôle d'intermédiaire efficace qu'il a joué fin novembre dans le dénouement du conflit des routiers.

Mais ce barrière a le handicap de ne pas faire partie des trente-deux membres du conseil d'administration,

désignés selon des critères et dosages subtils, et d'être conseiller municipal (UDF) de Neuilly, la ville que dirige Nicolas Sarkozy. Bernard Pons, qui veut que le port soit présidé par une personnalité politique, n'avait en outre aucune raison de contester, fût-ce indirectement, les balladuriers. Le ministre manœuvre donc, même s'il sait que les représentants des départements périphériques d'Ile-de-France vont crier à l'« impérialisme parisien » pour que Jean-François Legaret l'emporte.

Avec un trafic de 20 millions de tonnes par an, un patrimoine foncier de 1 000 hectares, le Port de Paris est puissant. Le terminal à conteneurs de Gennevilliers, relié au Havre et à l'étranger par des caboteurs fluvio-maritimes, fournit 6 000 emplois. Le maire (PC) de la ville, Jacques Brunhes, siège au conseil d'administration.

Le Port convoite, ou a déjà acquis, des terrains sur les sites de Bonneuil (Val-de-Marne), Limay (Yvelines) et Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne). Des terres rares en Ile-de-France, de telles superficies font l'objet de négociations complexes et pas toujours limpides. On se souvient de la vente en 1993 de 103 hectares à Vigneux (Essonne), appartenant à la belle-famille de Jacques Chirac, qui avait soulevé des polémiques. Il s'agit de faire de Vigneux, en amont de la Seine, une gigantesque plate-forme qui devrait être pour l'est parisien l'équivalent du complexe de Gennevilliers.

François Grosrichard

La remontée des saumons s'arrête au Bec-des-deux-Eaux

TOURS

de notre envoyé spécial

Grif, sans âme, le vieux barrage se dresse au milieu des eaux. Un groupe de cormorans s'est installé sur un bosquet au milieu de la rivière. Au loin, les voitures défilent sur l'autoroute. Si ce n'étaient les trois maisons du hameau de Maisons-Rouges, le lieu semble oublié des hommes. A compter de vendredi 31 janvier, date de la fin de la concession d'EDF, la petite centrale électrique demeurera muette et le barrage aura cessé toute activité. Promis à la destruction dans le plan Loire, le barrage de Maisons-Rouges, connu sous le nom de Bec-des-deux-Eaux, au confluent de la Vienne et de la Creuse, attend son heure.

L'annonce de sa disparition avait pourtant réjoui tout ce que la région compte de pêcheurs et d'amoureux des poissons. Premier obstacle sur la route des poissons migrateurs, l'ouvrage empêche en effet le repeuplement des rivières du bassin de la Loire. Avant sa construction en 1923, les grands migrateurs pullulaient dans les eaux de la Vienne et de la Creuse. Saumons, truites, aloses, lamproies et anguilles, remontaient les rivières jusqu'aux contreforts du Massif Central pour trouver les eaux claires, rapides, à fond de gravier, et se reproduire.

GEL DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Malgré les quatre passes à poissons successives, qui se sont révélées inefficaces, Maisons-Rouges est un véritable « verrou migratoire ». « Hormis ce barrage, il n'y a aucun obstacle entre la mer et les frayères [zones de reproduction] », explique un technicien du conseil supérieur de la pêche. L'objectif de sa destruction visait justement à faciliter le retour du saumon.

C'était sans compter avec les réactions des élus locaux. La décision annoncée en janvier 1994 par Michel Barnier, à l'époque ministre de l'environnement, a déclenché l'ire des maires des petites communes voisines du barrage, très vite relayés par les notables UDF, ravis de trouver l'occasion

de dénoncer l'« interventionnisme parisien ». Un comité de défense du barrage, mené par Gérard Dubosson, maire de Port-de-Piles, s'oppose systématiquement à toute discussion sur les procédures dites « d'effacement », malgré un plan de développement local prévoyant 14,3 millions de mesures compensatoires.

Hervé Novelli, député (UDF-PR), Jean Royer, député (RL) d'Indre et Loire, Jean Delaneau, président (UDF-PR) du conseil général, Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME et président (UDF-PPDF) du conseil régional de Poitou-Charentes, se liguent pour défendre ce malheureux édifice, seul soutien de l'économie locale avec son plan d'eau et ses six bateaux à moteur, son camping et son restaurant. Quant à René Monory, président (UDF-FD) du conseil général de la Vienne, il prend fait et cause pour « ses » maires.

Soudieusement l'apaisé la fronde des élus de sa majorité, le premier ministre a décidé, il y a un an, le

« gel » de la procédure d'enquête publique et chargé Eric Dollé, député (RPR) du Loiret et président de l'Epala (établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents), d'un rapport sur les solutions alternatives à la destruction. Les opposants veulent en effet croire à la possibilité de maintenir le barrage en équipant de nouvelles passes à poissons. Une étude chiffre à 48 millions de francs le coût de remise en état du barrage contre 28 millions si on l'arase. Eric Dollé estime les deux solutions « faisables ». Reste à savoir « si les collectivités locales sont prêtes à prendre en charge le surcoût », s'interroge-t-il. « Le plan Loire était un consensus sur l'omnipotence du fleuve. Si on renonce à l'arasement, ce sera la guerre », prévient Josette Delespaigne, responsable de l'association TOS Val de Loire. Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, doit maintenant trancher mais hésite toujours.

Sylvia Zappi

Vous avez moins de 25 ans, participez au 3^e concours mémoire migrations

Les oiseaux migrateurs que sont les hommes se déplacent parfois seuls, parfois en famille, parfois en groupe mais toujours à la recherche d'un eldorado ou de meilleures conditions de vie.

A travers le concours qu'elle organise, la FONDATION POUR L'INTEGRATION REPUBLICAINE vous propose de remonter le temps, de raconter seul ou à plusieurs, sous la forme que vous paraîtra la plus adaptée (nouvelle, scénario, pièce de théâtre, B.D., affiche, film vidéo, montage diapos, émission de radio...) le parcours migratoire sur plusieurs générations de votre famille ou celui d'un personnage public de votre choix.

Des prix de 1 000 F à 20 000 F

Vos travaux doivent parvenir avant le 1^{er} juin 1997

Pour recevoir un bulletin de participation, écrivez ou téléphonez à : FONDATION POUR L'INTEGRATION - 62, boulevard Garibaldi - 75015 Paris - Tél. : 01 43 06 91 03 - Fax : 01 43 06 91 04

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 29 mars 1993

HORIZONS

ENQUÊTE



Gatti, l'homme-opéra

Résistant, dramaturge, journaliste, metteur en scène, porte-parole des opprimés, ce « missionnaire laïque » n'a jamais quitté les maquis.

Chacune de ses expériences est un appel à renverser le monde par le verbe

France. « Et c'est le général de Gaulle qui le dit », insiste-t-il de puis qu'un contradictoire communiste lui a opposé le Vercors.

Il a dix-huit ans à l'acte I, lorsqu'il débarque à la gare de Bugeat dans la chemise rouge, gariboldienne, du père, en lavalère, le cheveu jusqu'à la nuque (les maquis se portent aux épaules). « Man entrée dans la Résistance était un peu folle. La poésie absolue. » La police fait ouvrir la valise de ce suspect d'évidence et y découvre l'incompréhensible : cinq livres (Bohr, Gramsci, Rimbaud, Zhuangzi et Michaux – son « maître »). Un vademecum scientifique, philosophique, poétique et politique assez consistant pour nourrir la rébellion. Cinq armes non répertoriées comme telles par Vichy et qu'il continue d'affûter soigneusement aujourd'hui.

« Comment ça va, le poire à l'ovement ? Celui qui vous a dénoncé en o pris douze ! » C'est ainsi que Gatti est accueilli l'été dernier dans la région par d'anciens compagnons. Sans rien y comprendre. Et puis, ça lui revient. « J'avais pris le poire à l'ovement (deux doigts tendus sur le coude à l'horizontale, il mime un braquage), et j'ai fait le poste de Meymac. 2 millions de l'époque. Puis la banque de Guéret. 9 millions. Là-bas c'est une légende. Etre dans la Résistance, c'est donner la parole aux mots et pas se servir d'une arme. Je trouve l'arme stupide. Sans prétexte que quelqu'un ne pense pas comme moi, je vais me servir d'une arme ? Comment concilier cela avec la Résistance ? »

Et il cite un poème de Mao, engageant sa Longue Marche contre le Koumintang : « Je n'avais pas d'arme, rien que mon parapluie. »

Ainsi va Gatti. Pour qui chaque récit fait campagne. Fort d'extraire de toute existence une poésie qu'il s'empresse de rendre à son auteur en le faisant entrer en scène. Lui qui choisit la digression des vies

communes pour aller plus droit au sujet, pour lui donner consistance, pour l'élever. Lui qui va chercher jusqu'au cœur de la matière les instruments de la représentation. Pour un théâtre héroïque, dont les acteurs approcheraient l'universel et son unique héros : le Vivant. Avec majuscule. Comme la Résistance, acte fondateur et engagement ultime. Comme le camp, dont Gatti s'élèvera mais ne sortira jamais.

Capturé et condamné à mort en 1943, il est gracié en raison de son âge et déporté en Allemagne. Second acte. Ses maquis s'enflamment : « Quand je suis arrivé, j'ai été choqué par ces gens qui étaient heureux à heures fixes. Etre en joie dans un camp me paraissait monstrueux un tel mépris de l'homme ! En même temps, j'étais ébloui par l'idée qu'ils aient un saint dans le temps alors que nous n'en avions que dans l'espace. Ils le recevaient pour shabbat. Puis j'ai pensé qu'il y avait là de l'héroïsme. Etre heureux devenait résistance à partir du moment où ils avaient décidé de l'être ce jour-là. J'ai découvert le judaïsme comme Calamb découvre l'Amérique. »

En 1966, il répondra à un magazine qui l'a désigné « Homme de l'année » après qu'il a monté Chont public devant deux choses électriques au TNP : « Je ne suis pas un juif, je suis LE juif. »

Les trois rabbins du camp font découvrir à Gatti le théâtre. Ils présentent leur « pièce », conjuguant le verbe être au présent, au passé et au futur. « J'ai mis quarante ans à comprendre qu'ils parlaient de Dieu ! J'ai vu la force de l'humour juif. Celui qui dit « Je suis » l'exprime avec les mots de tous les jours. Il faisait ressortir notre médiocrité lorsqu'on saluait. Et j'ai vu sourire les déportés, parce que c'était à notre détriment. L'humour était plus fort que le camp. Et

ce n'était qu'un petit camp à 200 mètres sous la mer Baltique. Si c'était plus fort que le camp, tout espoir était permis. » « Espoir » : ce mot ne passera pas sans que Gatti s'y arrête. Et tant pis pour la chronologie. Sa vie se meurt du temps commun. Elle est le temps qui unit ses textes et l'Histoire. Elle est sa manière de nous entretenir d'un « Je suis, j'étais, je serai. »

Nous sommes en décembre 1968. Le quatrième acte touche à sa fin. Malraux entre en scène. La Passion du général Franco est co-réalisée depuis quatre mois au TNP. Le Caudillo exige son interdiction. Malraux et Gatti sont côte-à-côte, fixant le même lointain. Le ministre lui dit : « Nous sommes deux à appeler certain événement d'un même nom : l'Espoir. » Et il se fait fort de trouver un financement pour monter La Passion sur une scène privée. Avant que de Gaulle, à qui il a confié le texte de la pièce, se le secoue au milieu de la nuit : « Qu'est-ce que c'est que ce poète surchauffé ? » Malraux comprend que la parité est perdue.

Le troisième acte est consacré au journaliste. Une dépêche de l'AFP en date du 18 mai 1954 annonce qu'il vient d'obtenir le prix Albert-Londres pour son reportage « Dans la cage aux fauves »,

son matraquage par les CRS durant une grève à Saint-Nazaire, dont il fait récit sous le titre « L'envie de tuer » dans L'Express d'alors. Du journalisme, il retient d'abord ce qui l'a fait sortir.

Le volé au Guatemala (où il croise une première fois le Che) face à un autre génocide : celui des Indiens. « Ils ne se posaient pas la question des armes. Ils n'en avaient pas. C'étaient des peuples à l'infini. » Son ami Felipe lui fait remarquer : « On ne parle pas des mêmes choses : vous, vous les dites, nous on les fait exister. »

GATTI traduit, comme une leçon : « Dans chaque mot il fallait qu'il y ait la vie. » Lorsque la guérilla est éteinte, le reporter est acclamé comme « le vainqueur de la guerre » par ses confrères sur place. Devant l'obscurité, il fait le serment « de suivre désormais le même Felipe assassiné » et s'attache à l'idée indienne « de devenir passeur des paroles de l'homme ».

Il écrit Le Crapaud-buffle. Sa mise en scène par Vilas ouvre le quatrième acte de sa vie. Malgré l'échec critique, le fondateur du TNP le convainc de poursuivre. Une décennie glorieuse suit, avec La Vie imaginaire de l'éboueur Auguste G., La Seconde Existence du

seulement le tribunal n'interdit pas La Passion, mais il le recommande à tous. » L'acte V, qui va courir maintenant sur plus d'un quart de siècle, se cherche. Il sera celui de La Parole errante. Un constat, un engagement, une tribu. Plus que jamais, Gatti est l'Enigme. Espagnol et républicain en Belgique, juif en Allemagne, indien aux États-Unis et français toujours. En exil de tout autre territoire que celui de la langue, il n'appartient pas à un pays mais à un camp. Celui de la réalité poétique : « La réalité historique, c'est du vent. Une grossière falsification des choses. »

L'intrigue prend forme en Belgique. Elle est le contraire d'une machination. Gatti devient le nom d'un carrefour où se croisent des hommes justement dits de la rue, des savants, des philosophes et des poètes, leurs histoires, leurs analyses, leurs danses et leurs images. Il écrit et réalise leurs créations collectives, dans des lieux hors normes, comme ses « troupes ». Lo Calanne LAD joue à l'usine Rasquin à Bruxelles ouvre la voie. Puis c'est L'Arche d'Adelin (dans le Brabant wallon) ; Le Lion, le Cage et ses Ailes, sept vidéos, une par nationalité, avec des ouvriers immigrés à Montbéliard.

Chaque pièce devient un coup de main associé à des stades de réinsertion. Aux « exclus » qui lui apportent leurs mots il redonne un corps. A ses « loulous » de Toulouse, Fleury-Mérogis, Marseille, Strasbourg et Sarcelles aujourd'hui, où il rend hommage au mathématicien Jean Cavallès, assassiné par les nazis, il demande de devenir des résistants. Ses maquis tracent deux colonnes verticales en l'air : « Vous le savez dans la mesure où vous êtes des créateurs. Alors vous allez combattre pour le long et vous mettez dans la situation d'être des résistants aujourd'hui ! »

Plus que jamais, il se situe à l'opposé du marché du cœur, à l'opposé de la pseudo-culture populaire. Gatti est un missionnaire laïque. Au grand soir, il préfère le grand matin. Celui de l'éveil. Il est un artisan de la pièce unique – un chef-d'œuvre parfois – avec des compagnons d'atelier toujours nouveaux, et des fidèles qui préparent et relaient. Qui affrontent avec lui le siècle depuis qu'il l'a pris au revers et secoué jusqu'à ce qu'il lâche un peu de ses vérités, parfois difficiles à saisir, tant elles sont loin des réalités fardées. Chaque expérience est un appel à renverser le monde par le verbe. Où l'on commencerait par payer les spectateurs. Où l'on écrirait pour les acteurs de la réalité. Où l'on n'appellerait pas cela utopie, mais l'Espoir.

Jean-Louis Perrier
Dessin : Guillaume Dégé

051 7 11 41

Maladies « orphelines » : l'exclusion silencieuse

par Jean-François Cordier

TOUTE maladie porte atteinte à l'intégrité physique de l'être humain. Mais toutes les formes d'exclusion des soins portent également atteinte à sa dignité et au droit légitime à l'égalité devant la maladie. La principale cause d'exclusion des soins est la pauvreté. Chacun le sait. Même si les efforts pour favoriser l'accès aux soins des plus démunis sont encore insuffisants, des mesures pour mieux les informer et les aider ont été mises en place. Les médias ont largement contribué à faire prendre conscience de l'injustice de leur accès inégal à la santé.

Mais il est une autre forme d'exclusion des soins, dont les causes et les caractères sont bien différents. Elle est d'autant plus pénible qu'elle n'est pas, ou mal, connue. Cette exclusion silencieuse est celle des malades atteints de maladie dite « orpheline ».

Les maladies orphelines, dans notre pays, sont des maladies rares, souvent complexes dans leur diagnostic et leur traitement. Pourquoi « orphelines » ? Elles n'ont pas de « parents » reconnus. Le faible nombre de personnes atteintes ne justifie pas d'actions de santé publique, du moins le croit-on. Les médecins en sont peu informés : leur formation a privilégié, ce qui est normal après tout, la reconnaissance et le traitement des maladies fréquentes.

La recherche thérapeutique concernant ces maladies ne motive guère les firmes pharmaceutiques : le marché que représente un nombre limité de patients n'est pas rentable. Enfin, les médias s'en désintéressent et n'en parlent guère, si ce n'est occasionnellement, pour les plus spectaculaires. Les particularités visibles ou cachées de leur maladie transforment parfois les malades en « bêtes curieuses ».

Joseph Merrick, l'homme-éléphant atteint de maladie de Recklinghausen, a récapitulé les déresses de certains de ces malades (il faut revoir le film *Elephant Man* de David Lynch, qui lui a été consacré !). Comment, dans ces conditions, les malades ne se sentent-ils pas des orphelins et des exclus de la santé ? Si le nombre de personnes atteintes d'une maladie rare donnée est faible, le nombre des maladies rares est élevé. Certaines sont d'origine génétique et héréditaire ; d'autres sont acquises et se révèlent au cours de la vie. Beaucoup sont gravement invalidantes ; certaines sont mortelles.

On admet qu'il y a environ 5 000 maladies rares. Le nombre global de patients atteints est donc finalement beaucoup plus élevé qu'on l'imaginait et représente, en termes de population atteinte, un réel problème de santé publique. A ce titre déjà, l'attention des pouvoirs publics est devenue nécessaire. L'information des médecins sur les maladies orphelines est insuffisante. Cela conduit à des retards de diagnostic, toujours préjudiciables aux patients. Ces derniers le disent tous : leurs symptômes, souvent spécifiques même s'ils sont invalidants, les conduisent de médecin en médecin jusqu'à un diagnostic trop tardif, lorsque la maladie évoluée est devenue plus facile à identifier.

Le nombre et la complexité des maladies orphelines ne permettent pas – soyons réalistes – à tout généraliste de bien connaître chacune d'entre elles. Mais il est nécessaire que tous les généralistes et tous les spécialistes aient aujourd'hui accès à des informations fiables sur ces maladies, sans être obligés d'errer dans des circuits d'informations sans issues. L'information existe. Les spécialistes compétents aussi. La dispersion et le morcellement de l'information et des compétences sont des obstacles auxquels il est possible de remédier. Il faut pour cela favoriser la mise en place de centres d'information organisés en réseau accessible à tous les médecins.

Les moyens consacrés à la recherche, aussi bien clinique que biologique, sur les maladies orphelines sont insuffisants. S'il est impossible de dégarer des moyens pour étudier chaque maladie or-

pheline isolément, il est possible d'entreprendre des travaux sur des groupes de maladies qui partagent des caractéristiques identiques. Cette recherche sur des maladies rares a aussi des implications pour les maladies fréquentes. Au XVIII^e siècle déjà, Harvey (qui découvrit la circulation sanguine) pensait que l'on pouvait avancer dans la « découverte des lois communes de la nature par une investigation soignée des cas de maladies rares ». C'est encore vrai aujourd'hui.

Le faible nombre de personnes atteintes ne justifie pas d'actions de santé publique, du moins le croit-on

L'observation et l'analyse des maladies rares (à la fois clinique et biopathologique), pour peu que l'on y consacre un peu plus de moyens et beaucoup de volonté, pourraient sans doute apporter au progrès médical autant que la recherche expérimentale. Claude Bernard n'avait compris que la moitié du problème de la recherche médicale parce qu'il lui manquait la compétence et la pratique des soins aux malades. Il n'y a pas de progrès thérapeutiques sans compréhension, d'abord, des mécanismes des maladies.

La recherche thérapeutique actuelle est largement inspirée et financée par les firmes pharmaceutiques. Elle s'adresse avant tout à des maladies fréquentes comme l'asthme. La découverte de nou-

veaux médicaments permet de rentabiliser la recherche lorsqu'ils sont commercialisés pour un grand nombre de malades. Pour pallier l'insuffisance de rentabilité de médicaments indispensables seulement à un petit nombre de patients, un statut de médicament « orphelin » a été élaboré pour inciter à la fabrication de ces médicaments par les firmes pharmaceutiques, moyennant certaines compensations.

Cette législation incitative, qui a vu le jour d'abord aux Etats-Unis (Orphan Drugs Act de 1983), fait maintenant l'objet d'un développement en Europe, auquel la France prend une part très active. Mais nombre de maladies orphelines n'ont pas encore de médicament connu et toutes ne nécessitent pas de médicaments propres. Certaines se traitent avec des médicaments disponibles pour traiter d'autres affections mais selon des schémas et des posologies mal établis, justifiant donc des recherches approfondies pour lesquelles les moyens manquent. Faut-il d'ailleurs préciser que cette recherche thérapeutique sur les maladies orphelines ne reçoit aucun soutien public, à l'inverse de celle qui est consacrée aux maladies fréquentes conduisant à des traitements médicamenteux ?

Derrière toutes ces questions, subsistent la maladie et la forme d'exclusion qui résulte de sa rareté, le malade. Erreur diagnostique et thérapeutique pendant plusieurs mois, voire des années. Difficulté pour trouver des médecins ayant l'expérience concrète des maladies rares. Anxiété vis-à-vis de traitements souvent mal précisés ou expérimentaux, quête de traitements nouveaux que l'on espère pour un avenir proche, tracasseries administratives pour bénéficier de traitements parfois coûteux dans des

centres souvent éloignés. Mais aussi et surtout solitude.

Parler d'autrui de sa maladie, à son entourage proche ou plus éloigné, partager sa souffrance et ses angoisses, c'est ce qu'a besoin de faire tout malade. Si vous êtes atteint de maladie de Wegener ou de syndrome de Churg et Strauss, qui vous entendra et vous comprendra ?

Le dialogue tournera court. Vous serez seul. Cette exclusion sournoise et silencieuse a amené aux Etats-Unis les malades à s'unir en groupes d'information et de pression : la National Organization for Rare Disorders accomplit un travail remarquable en fédérant les associations de patients atteints de maladies orphelines.

De telles associations existent dans notre pays pour certaines maladies. C'est grâce à elles que des maladies naguère orphelines sont maintenant connues du grand public et peuvent bénéficier de soutiens à la recherche et à l'information des patients : les myopathies, la mucopolysaccharidose, en sont des exemples. Mais pour des centaines d'autres maladies, concernant de plus faibles nombres de patients qui n'ont pas accès aux médias, tout ou presque tout reste à faire. Une démarche de prise en charge globale des patients atteints de maladie orpheline, pour eux, mais aussi avec eux, est devenue une obligation urgente.

Sortir d'abord du silence le concept de maladie orpheline : voilà le premier pas qu'attendent aujourd'hui des dizaines de milliers de malades isolés.

Jean-François Cordier est professeur de médecine (pneumologie) à l'hôpital Louis-Pradel de Lyon.

Mobilisons-nous pour la paix en Algérie !

par Patrick Baudouin et Henri Leclerc

INACTIVE et impuissante, la communauté internationale va-t-elle longtemps encore assister à un drame aussi révoltant, aussi écoeurant, que celui qui se déroule en Algérie ? La France, au premier chef concernée, se dit « préoccupée et choquée par la vague de violence qui frappe de façon aveugle et sauvage la population algérienne », selon les termes employés par le Quai d'Orsay le 21 janvier. La belle affaire ! L'émotion mesurée ainsi manifestée par les autorités françaises est tardive, indécente et hypocrite.

Tardive : alors que la violence constitue le quotidien des Algériens depuis cinq ans, le nombre de morts doit dépasser un certain seuil – et les médias français en tenent, pendant quelques jours, une comptabilité macabre et simpliste – pour susciter cette compassion ?

Indécente : de la part d'un gouvernement qui, privilégiant des intérêts financiers, a constitué et constitue toujours le principal soutien politique, moral et économique du régime en place, cautionnant en fait la politique de la terre brûlée, la répression la plus terrible, la corruption de la classe dirigeante, et finalement la décomposition totale du pays.

Hypocrite : comment parler de « vague » de violence quand celle-ci n'a connu aucun répit ces dernières années, relevant du cycle infernal de l'engrenage de deux terreur ? Il faut pourtant réaffirmer clairement que si le terrorisme des intégristes extrémistes est bien entendu condamnable, la réponse appropriée ne saurait être le terrorisme d'Etat en vigueur. Seule la volonté de renouer le dialogue et de reconstruire un Etat de droit, respectueux des libertés, sera de

nature à endiguer, puis marginaliser les partisans de la haine et de l'exclusion.

Hypocrite encore, quand on sait le message que les autorités françaises adressent en réalité au peuple algérien, en refusant de recevoir en France, pour un simple séjour, les Algériennes et les Algériens, démocrates, journalistes, simples citoyens, qui souhaitent s'extraire quelques moments d'un climat de folie meurtrière. Sans parler des demandeurs de statut de réfugiés politiques, victimes de l'arbitraire d'Etat ou de l'obscurantisme fondamentaliste, auxquels la France, terre dite d'asile, a préféré fermer complètement ses portes. Amies algériennes, amis algériens, restez chez vous, débrouillez-vous tous seuls, et soyez assurés qu'à l'heure de la prochaine « vague » de violence, tels ou tels responsables autorisés vous diront leur « émotion ».

La paix ne peut s'obtenir que par un seul moyen : le dialogue, que certains, en Algérie même, ont eu le courage de proposer

Eh bien, nous disons : non ! Nous le disons et nous souhaitons surtout que vous, citoyens et citoyens d'Algérie, constituant l'immense majorité de ce pays, victimes d'affrontements des pôles extrémistes dont vous n'êtes en rien responsables, connaissiez notre totale condamnation non seulement de cette politique de la terreur, de la haine et de l'arbitraire, avec ses cortèges de massacres et d'exactions de part et d'autre, mais aussi de la politique de la France et d'autres pays occidentaux, lâche, complice et inacceptable.

Nous voulons que vous sachiez notre révolte et notre dégoût face à ce mur du silence, de l'indifférence, du cynisme, de la désinformation, contre lequel nous avons jusqu'à présent vainement tenté, pendant toutes ces années d'alter, de mobiliser, de faire changer le cours de ce qui ne saurait être considéré comme inévitable.

Nous voulons plus encore que vous sachiez notre détermination, intacte, totale, à agir et à vaincre avec vous les obstacles pour qu'enfin les forces de vie et de lumière l'emportent sur les œuvres de mort et de régression.

Un seul objectif s'impose : la paix. Et la paix ne peut s'obtenir que par un seul moyen : le dialogue, que certains, en Algérie même, ont eu le courage de proposer. Le dialogue suppose la parole. C'est pourquoi la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française des droits de l'homme (LDH) souhaitent organiser sans délai toutes rencontres utiles pour la paix en Algérie, donnant l'occasion de prendre cette parole interdite, et de promouvoir ce dialogue.

Nous appelons aujourd'hui, en France, en Europe et ailleurs, toutes celles et tous ceux qui, comme nous, veulent aider l'Algérie à enfin connaître la paix à nous rejoindre. Pour qu'enfin nos amis de la société civile algérienne, victimes de la violence d'aujourd'hui, sachent qu'à travers le monde des citoyens d'autres pays se trouvent à leur côté pour voir l'homme triompher d'une barbarie stupide et sans issue.

Patrick Baudouin est avocat et président de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme). Henri Leclerc est avocat et président de la LDH (Ligue française des droits de l'homme).

Il faut aider Adriano Sofri

par Jacqueline Risset

La condamnation définitive d'Adriano Sofri, ex-leader de Lotta continua, et de Giorgio Pierantoni et Giovanni Bompresini, à vingt-deux ans de prison pour un délit d'il y a vingt-cinq ans par la Cour de cassation italienne (Le Monde du 28 janvier), après un procès qui dure depuis 1988 (sept sentences successives jusqu'à la dernière, inattendue, féroce, de mercredi dernier), équivaut pratiquement, étant donné l'âge des accusés (plus de cinquante ans), à une condamnation à perpétuité.

Il ne s'agit pas dans ce cas d'une histoire « italo-italienne », mais d'une mise en question extrêmement grave de l'histoire de plus d'un quart de siècle (depuis mai 68), et du problème de la justice tel qu'il se pose aujourd'hui dans plusieurs pays. Il s'agit aussi, probablement, d'une condamnation d'innocents qui ont tous trois choisi de se présenter à la justice (Pierantoni, qui vit à Paris, aurait pu bénéficier de la prescription prévue par la loi française).

Adriano Sofri se considère comme « séquestré », et tous trois refusent de demander la grâce, ce qui serait pour eux admettre leur culpabilité. Mais déjà un large mouvement d'opinion se dessine, en vue de la grâce ou d'une révision du procès. Avec un élément extraordinaire : l'un des juges de la Cour de cassation qui a émis le dernier verdict, Alfonso Malinconico, a déclaré hier que les condamnés devraient être graciés : « Le cas de Sofri et des autres est un cas particulier qui devrait être examiné avec beaucoup d'attention, et situé socialement et historiquement dans une vision qui n'ait rien à voir avec la vision des magistrats ».

En décembre 1969, un groupe d'extrême droite appartenant aux services secrets « déviés » plaçait une bombe à la Banque de l'Agriculture à Milan, faisant seize victimes. La police décida alors d'attribuer l'attentat aux anarchistes. L'un d'eux, Giuseppe Pinelli, meurt en tombant de la fenêtre du bureau du commissaire

Le premier à saisir l'alliance entre fascistes, services secrets et ministère de l'intérieur

Enquête obscure et embrouillée. On arrête, puis relâche, à deux reprises, trois personnages d'extrême droite. En 1988, un vendeur de crêpes « repent » qui avait appartenu à Lotta continua décide, semble-t-il, de faire des aveux spontanés : il aurait été le chauffeur du crime, qui aurait été ordonné et ourdi par Adriano Sofri. Mais il apparaît vite – les carabinieri eux-mêmes le déclarent – que les aveux spontanés avaient été provoqués et élaborés pendant quinze jours dans une caserne, en présence d'un officier des services secrets.

Les témoignages de ce Leonardo Marino sont contradictoires. Adriano Sofri se défend patiemment, décide de défaire par le raisonnement et la démonstration claire cet édifice – braaolant – construit pour l'accabler. Hormis les contradictions et le caractère non fiable de Marino, tous les corps du délit ont mystérieusement disparu (les projectiles, la voiture des assassins, les vêtements de Calabresi).

Calabresi, où il était interrogé, au quatrième étage. Enquête obscure et embrouillée (la police soutiendra un temps que Pinelli aurait sauté tout à coup, « d'un bond jellin »). Indignation de la gauche, en particulier du journal de Lotta continua, dirigé par un jeune normalien de Pise, Adriano Sofri, qui lance (il n'est pas le seul) une violente campagne contre le commissaire Calabresi. Lequel porte plainte. Enquête, le commissaire est abouss. En mai 1972, il est assassiné devant sa porte à Milan.

Les historiens Nicola Tranfaglia rappelle ces jours-ci, pour comprendre les événements du début des années 70, il est nécessaire de connaître le contexte. Contexte alors peu connu, et soigneusement dissimulé, mais qui n'a cessé, depuis, d'émerger de façon de plus en plus claire et indéniable : la classe dirigeante au gouvernement pratiquait une « stratégie de la tension » avec la complicité des services secrets, des extrémistes de droite et de pouvoirs occultes d'origines diverses, avec des alliances internationales secrètes.

La lutte interne avait donc lieu entre ceux qui avaient juré fidélité à la Constitution et qui la trahissaient quotidiennement, et les nouvelles générations, convaincues de pouvoir susciter une révolution de la rue. Il n'existait pas alors d'Etat neutre, mais un « gouvernement invisible » (selon l'expression de Norberto Bobbio)

AU COURRIER DU « MONDE »

LE CINQUANTE ET UNIÈME ETAT DES ETATS-UNIS

J'aimerais appeler votre attention sur ce qui me semble être à l'origine d'un excès de vertu. Lorsque nous participons à un appel d'offres dans nos services publics, les membres des commissions sont tellement terrorisés à l'idée qu'ils pourraient être accusés de copinage ou de prévarication qu'ils choisissent en toute conscience les produits ou les investissements les moins chers. Personne n'ose plus acheter français, quand des multinationales étrangères cassent les prix pour éliminer les entreprises les moins ro-

plus fort que le gouvernement officiel.

Adriano Sofri a sans doute été le premier à saisir alors l'alliance entre fascistes, services secrets et ministère de l'intérieur. Après la dissolution de Lotta continua, cet intellectuel remarquable, lucide et passionné, à la grande limpidité de style et d'être, a dirigé le Journal Reporter. Récemment, ses correspondances de Sarajevo dans L'Unité impressionnaient par l'intelligence politique et la générosité humaine. Actuellement, ses amis de Tchétchénie préparent une intervention en sa faveur.

Daniel Cohn-Bendit organise une mobilisation internationale. L'historien Carlo Ginzburg a déjà publié dans son livre *Le Juge et l'Historien* (Einaudi, 1991) ses observations sur les actes du procès « inquisitorial » Sofri alors en cours, où il retrouvait les méthodes appliquées un temps dans les procès contre les sorcières.

Aujourd'hui, une intervention des intellectuels français apparaît urgente.

Jacqueline Risset est professeur de littérature française à l'université de Rome, écrivain et traductrice.

bustes, même si elles sont de grande qualité. Les données économiques ne veulent plus rien dire quand on voit des fabricants de films radiographiques faire des réductions de 75 % ou même 82 %. La morale d'aujourd'hui est le moindre coût rapport qualité-prix. Rien ne permet de dire que la morale de nos enfants ne sera pas la défense de nos entreprises françaises, et qu'ils ne nous reprocheront pas ce que nous avons fait. A moins, bien sûr, que devant la réalité mondiale on ne décide de devenir le cinquante et unième Etat des Etats-Unis, ou une colonie d'une multinationale asiatique.

Alain Boudou, Lorient

STRATÉGIE Après avoir cédé, en 1996, la Banque Indosuez au Crédit agricole et pris le contrôle majoritaire, via la Société générale de Belgique, du groupe belge Tractebel, la

compagnie de Suez a annoncé, lundi 27 janvier, une nouvelle étape de son recentrage avec la cession d'un portefeuille immobilier de 4 milliards de francs à l'américain Gold-

man Sachs. ● LE GROUPE devrait avoir dégagé en 1996 un bénéfice net consolidé de l'ordre de 800 millions de francs, contre des pertes de 3,959 milliards en 1995 et de 4,7 mil-

liards en 1994. ● LE COÛT TOTAL de la crise de l'immobilier pour Suez aura été d'environ 27,5 milliards de francs depuis le début des années 1990. ● UN RAPPROCHEMENT avec

la Lyonnaise des eaux serait à nouveau étudié, selon Le Figaro du mardi 28 janvier. Un projet de fusion avait été rejeté en 1995 par les actionnaires de Suez.

Allégé de son fardeau immobilier, Suez doit poursuivre son recentrage

Le groupe a totalement abandonné ses activités de banquier des professionnels de l'immobilier et de promoteur. Un rapprochement avec la Lyonnaise des eaux, déjà rejeté par les actionnaires en 1995, serait à nouveau à l'étude

« NOUS AVIONS DÉMARRÉ l'année 1996 en tant que groupe bancaire, nous l'avons terminé en tant que groupe à dominante industrielle ». Le président de Suez, Gérard Mestrallet, résumait par cette formule, lundi 27 janvier, au cours d'une conférence de presse, le chemin parcouru depuis qu'il a pris, il y a dix-huit mois, la tête de la Compagnie. Suez a vendu depuis pour 11,9 milliards de francs sa filiale bancaire Indosuez au Crédit agricole, a pris le contrôle majoritaire, via sa filiale la Société générale de Belgique, du groupe belge Tractebel, spécialisé dans la production et la distribution d'électricité et de gaz et a soldé la quasi-

groupe aura été d'environ 27,5 milliards de francs depuis le début des années 1990. Pour la seule année 1996, l'immobilier aura encore pesé pour 2,5 milliards de francs sur les comptes de Suez, contre 5 milliards en 1995 et 7,5 en 1994. Le changement de Suez est considérable, mais il est loin d'être arrivé à son terme. Il se pourrait même que le projet de rapprochement avec la Lyonnaise des eaux, avancé au début de l'année 1995 par l'ancien président, Gérard Worms, mais rejeté alors par les actionnaires, ressurgisse dans les prochains mois. C'est en tout cas ce que laisse entendre le Figaro du

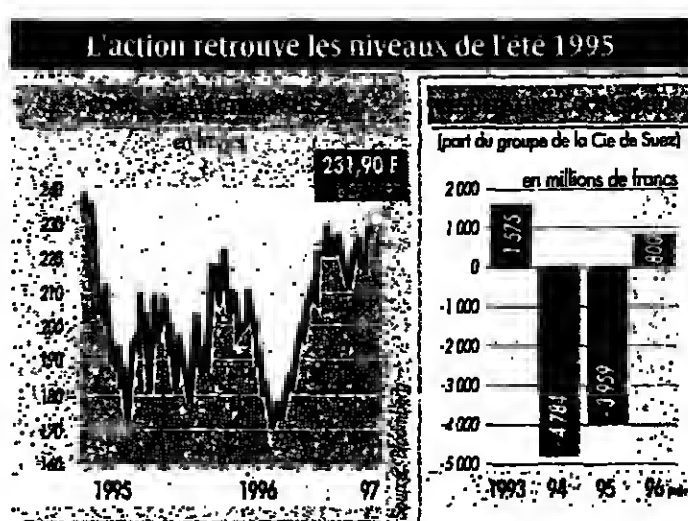
sa part à moins de 12 % au moment de la fusion en 1990 entre la Lyonnaise et Dumez, Suez en contrôle aujourd'hui 17 % du capital et plus de 20 % des droits de vote. Sur le papier, l'idée est tentante. Suez deviendrait le premier groupe européen de services aux collectivités, présent dans deux domaines majeurs - eau et électricité - et très actif sur les marchés internationaux. De plus, la succession du patron historique de la Lyonnaise, Jérôme Monod, approche. Officiellement, Guy de Panafieu, vice-président, apparaît comme le dauphin désigné pour lui succéder en 1998. Pourtant, peu de personnes croient à ce schéma de relève tranquille.

Du côté des actionnaires de Suez, opposés à un tel rapprochement en 1995, bien des choses ont changé. La révolte des grands actionnaires, mécontents des pertes récurrentes et de l'absence de stratégie, n'est plus qu'un souvenir. Suez n'est plus le maillon faible du capitalisme à la française. L'UAP, la BNP et Elf, qui avaient mené l'attaque contre le groupe et ses dirigeants, se sont presque tous effacés : seule, la BNP, non représentée au conseil d'administration, a conservé la totalité de ses actions, mais se retrouve dans une position marginale.

A l'occasion du rachat d'Indosuez, le Crédit agricole, nouvel actionnaire par ailleurs de la Lyonnaise des eaux, a augmenté sa participation à 6 % du capital de Suez. Le financier belge Albert Frère, très proche de Gérard Mestrallet, a racheté les actions vendues par Elf et une partie de celles cédées par l'UAP. Il détient désormais plus de 5 % des droits de vote et devrait siéger au conseil d'administration en remplacement de M. Jaffré.

En juillet 1995, M. Mestrallet reconnaissait devoir faire face à cinq difficultés majeures : sortir de l'immobilier, donner un avenir à la banque Indosuez, réduire l'endettement, redresser la rentabilité du groupe et définir une stratégie de long terme susceptible de convaincre les actionnaires et la Bourse. Il a aujourd'hui réglé les trois premiers problèmes, et il lui reste à maîtriser les deux autres. Sur le plan financier, la situation de Suez s'est assainie. L'endettement de 5 milliards en 1995 s'est transformé en un excédent de 5 milliards de trésorerie à la fin de 1996. Par ailleurs, le groupe va renouer, toujours en 1996, avec les bénéfices. Il devrait afficher un résultat net consolidé de l'ordre de 800 millions de francs, à comparer à des pertes de 3,9 milliards en 1995 et de 4,7 milliards en 1994. Pour la plupart des analystes, les profits de Suez devraient « mécaniquement » atteindre deux milliards de francs en 1997 et approcher trois milliards en 1998.

A leurs yeux, la stratégie a le mérite d'être enfin devenue compréhensible. Elle s'articule, selon les propres termes de M. Mestrallet, autour du « développement de deux axes stratégiques : les services aux collectivités et infrastructures publiques et les services financiers aux particuliers ». « Nous devons nous concentrer sur quel-



Gérard Mestrallet a pris la tête de Suez le 28 juillet 1995 et a transformé ce qui était un groupe à dominante bancaire et immobilière en un groupe industriel et de services.

AXA, déjà présent au tour de table, va détenir, à la suite de sa fusion avec l'UAP, près de 7,5 % des actions. Saint-Gobain, qui avait rallié les frondeurs en 1995 et détient 7 % de Suez, dit aujourd'hui « soutenir pleinement la stratégie menée par Gérard Mestrallet ».

CONVAINCRE LA BOURSE

En juillet 1995, M. Mestrallet reconnaissait devoir faire face à cinq difficultés majeures : sortir de l'immobilier, donner un avenir à la banque Indosuez, réduire l'endettement, redresser la rentabilité du groupe et définir une stratégie de long terme susceptible de convaincre les actionnaires et la Bourse. Il a aujourd'hui réglé les trois premiers problèmes, et il lui reste à maîtriser les deux autres. Sur le plan financier, la situation de Suez s'est assainie. L'endettement de 5 milliards en 1995 s'est transformé en un excédent de 5 milliards de trésorerie à la fin de 1996. Par ailleurs, le groupe va renouer, toujours en 1996, avec les bénéfices. Il devrait afficher un résultat net consolidé de l'ordre de 800 millions de francs, à comparer à des pertes de 3,9 milliards en 1995 et de 4,7 milliards en 1994. Pour la plupart des analystes, les profits de Suez devraient « mécaniquement » atteindre deux milliards de francs en 1997 et approcher trois milliards en 1998.

A leurs yeux, la stratégie a le mérite d'être enfin devenue compréhensible. Elle s'articule, selon les propres termes de M. Mestrallet, autour du « développement de deux axes stratégiques : les services aux collectivités et infrastructures publiques et les services financiers aux particuliers ». « Nous devons nous concentrer sur quel-

Babette Stern

ques grandes participations dans un nombre limité de secteurs », expliquait M. Mestrallet le 19 juillet 1996 au Monde.

L'acquisition, en septembre 1996, via la Société générale de Belgique (SGB) pour huit milliards de francs, de 24,47 % de Tractebel faisant passer la participation de la SGB dans le capital du groupe à 64 %, entre clairement dans cette logique. « Tractebel est la colonne vertébrale qui manquait à Suez », assure M. Mestrallet.

SYNERGIES

Tractebel représente aujourd'hui 42,5 % de l'ensemble du portefeuille de la Générale de Belgique. En y ajoutant les participations dans les deux groupes bancaires et financiers, Générale de banque et Fortis, on obtient 82,5 % des actifs de la SGB. A l'étage supérieur, la Compagnie de Suez, qui détient 62,6 % de la Générale de Belgique, a par ailleurs comme principales participations 100 % de Sofinco, spécialisée dans le crédit à la consommation, et 17 % de la Lyonnaise des eaux.

Il reste à M. Mestrallet à développer de réelles synergies entre les groupes financiers et de services aux collectivités qu'il contrôle afin de démontrer que Suez n'est pas une collection de participations mais valorise et développe ses filiales.

La Bourse est loin aujourd'hui d'en être convaincue. Depuis sa privatisation à 317 francs en 1997, le titre s'est révélé un investissement particulièrement décevant. L'évolution boursière se traduit par une baisse de 30 % en neuf ans contre 120 % de hausse pour l'indice CAC 40 dans le même temps. Cela aussi, il faudra le changer.

Eric Leser et Martine Orange

Une moins-value de 1 milliard de francs

La cession d'un portefeuille immobilier de 4 milliards de francs au fonds américain Whitehall Partnership VII, animé par Goldman Sachs, permet de réduire les engagements nets de Suez dans l'immobilier à 5 milliards fin 1996 contre une trentaine fin 1993. L'opération, annoncée fin 1996 (Le Monde du 16 novembre 1996), se traduira par une moins-value de 1 milliard de francs. Le paiement sera immédiat. Les garanties sur les actifs cédés sont limitées à 200 millions de francs et à deux ans maximum.

Suez a annoncé la création d'une société foncière regroupant des actifs immobiliers loués à 90 % et d'une valeur de 3,1 milliards de francs. Le désengagement immobilier total en 1996 s'est élevé à 9 milliards. Resteront 4,9 milliards d'actifs immobiliers à céder d'ici à l'an 2001.

totalité de ses engagements dans l'immobilier.

Le groupe a conclu, lundi 27 janvier, la vente d'un portefeuille immobilier d'une valeur de quatre milliards de francs au fonds américain Whitehall Partnership VII, géré par la banque américaine Goldman Sachs. Cette opération permet à Suez d'abandonner totalement ses activités de banquier des professionnels de l'immobilier et de promoteur. Le coût total de la crise de l'immobilier pour le

28 janvier. Suez et la Lyonnaise des eaux nient officiellement toute intention de fusion. « C'est une rumeur récurrente que nous refusons de commenter », déclarent les deux groupes. Si aucune banque n'a été mandatée pour l'instant pour étudier un montage précis, l'idée, cependant, semble bien à l'étude.

Suez n'a cessé, au cours des dernières années, de renforcer sa présence dans le capital de la compagnie d'eau. Après avoir vu tomber

Le comportement des salariés du Crédit foncier fait école

LES QUARANTE-SIX organisations syndicales des quatorze entreprises du secteur semi-public économique et financier devaient se rassembler, mardi 28 janvier, devant le siège du Crédit foncier pour soutenir leurs collègues. Ces entreprises connaissent toutes, à des degrés divers, des mutations profondes qui, dans bien des cas, appellent des restructurations : l'évolution ou la disparition de leurs missions de service public et le passage à des activités privées. C'est sur ce thème que les salariés du Foncier ont décidé de mobiliser leurs collègues en milieu de journée et ont organisé une réunion sur la situation dans l'ensemble des établissements du secteur semi-public (80 000 personnes) qui, « du fait de

lo politique gouvernementale, voient remettre en cause d'une manière inéluctable leurs missions d'intérêt général et leurs emplois ». Cette réunion pourrait déboucher, selon l'intersyndicale, sur l'organisation d'une grande initiative nationale d'action dans les prochains semaines.

La Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations, le Ceyme-Sofaris, le Comptoir des entrepreneurs, les Caisse d'épargne, le Crédit national (baptisé Natexis depuis sa fusion avec la BFCF), le Crédit local de France, l'Anvar, le Centre français du commerce extérieur ou la Caisse française de développement font partie de ces établissements « hybrides » qui résistent à une modification de

leurs statuts. La stratégie musclée de l'intersyndicale du Crédit foncier vis-à-vis du gouvernement fait des émules. Une centaine de salariés de la Caisse nationale de prévoyance, filiale de la Caisse des dépôts, ont investi lundi la salle du conseil de surveillance de l'établissement à Paris pour réclamer l'ouverture de négociations. Au bout d'une heure, la direction et le représentant de l'Etat ont proposé une réunion le 3 février.

Ces opérations « coups de poing » peuvent-elles renverser le cours des choses ? La séquestration des dirigeants du Foncier a, certes, fait monter le dossier d'un étage : c'est le cabinet d'Alain Juppé qui est aujourd'hui à la manœuvre. Elle a également permis la nomination

d'un médiateur, Philippe Rouvillois, que l'intersyndicale a tenté de convaincre lundi, pendant trois heures, de la viabilité de l'institution. Elle met, en revanche, totalement en porte-à-faux le gouverneur, Jérôme Meyssonnier, qui s'est pour l'instant effacé devant M. Rouvillois. Enfin, elle risque de décourager des repreneurs éventuels. Un établissement allemand, qui étudiait un plan de reprise en association avec une banque française, se serait retiré du jeu en découvrant à la télévision les images du happening de la place Vendôme. L'intersyndicale devait décider mardi si elle poursuivait l'occupation des locaux.

Babette Stern

Le dollar reprend son ascension malgré la fébrilité de Wall Street

APRÈS AVOIR MARQUÉ une pause de quelques jours, le dollar a repris, lundi 28 janvier dans la soirée, son ascension. Il s'échangeait, mardi matin, à 1,6560 mark et 5,5825 francs, ses cours les plus élevés depuis trente et un mois face à ces deux devises. Il cotait par ailleurs 120,45 yens, son niveau le plus haut depuis quatre ans.

Cette hausse du billet vert est intervenue malgré un recul des actifs financiers américains. Wall Street a de nouveau cédé du terrain, lundi. L'indice Dow Jones des valeurs boursières a abandonné 0,53 % pour s'inscrire en clôture à 6 660,69 points, soit sa quatrième séance consécutive de baisse. De son côté, le marché obligataire américain s'est rebé. Le taux de l'emprunt d'Etat à 30 ans est remonté - les rendements progressent quand le cours des titres se déprécie -, passant de 6,88 % à 6,93 %.

Les analystes avaient pourtant cru déceler une étroite corrélation entre l'évolution des cours du dollar et celle des actifs financiers américains. Selon cette loi, tout repli de Wall Street - traduisant des sorties de capitaux hors des Etats-Unis - s'accompagnait d'une baisse du billet vert. Réciproquement, toute hausse de la Bourse de New York provoquait une progression parallèle de la devise américaine. Cette règle ne semble plus aujourd'hui se vérifier.

Pour tenter d'expliquer le rebond du dollar observé lundi soir et mardi matin, les experts mettent en avant les nouvelles inquiétudes concernant l'état de santé de Boris Eltsine, qui a dit annuler une visite aux Pays-Bas : le billet vert a retrouvé à cette occasion son statut de valeur refuge. Les déclarations de plusieurs responsables économiques et monétaires européens, réaffirmant

leur soutien à la hausse du dollar, ont également dopé le billet vert.

Dans un entretien accordé au quotidien allemand Handelsblatt, le vice-président de la Bundesbank, Johann Wilhelm Gaddum, a noté que la « poussée exceptionnelle » du dollar ne présente pas « de danger inflationniste grave » pour l'Allemagne. Le secrétaire d'Etat allemand aux finances, Jürgen Stark, de son côté, réputé pour son intransigeance monétaire et son attachement à un deutschemark fort, a affirmé que la hausse récente du dollar représente une correction de la force du deutschemark observée en 1995, d'autant qu'un signe de faiblesse de la monnaie allemande. Enfin, le ministre suisse des finances, Kaspar Villiger, s'est déclaré « soulagé » par la faiblesse actuelle du franc suisse.

TOLÉRANCE EUROPÉENNE

Toutes ces déclarations laissent supposer que les banques centrales européennes - au premier rang desquelles la Bundesbank - ne chercheront pas à s'opposer à une appréciation supplémentaire de la monnaie américaine. Cette tolérance constitue un élément nouveau et déterminant dans le paysage monétaire international. En juin 1996, quand le dollar avait atteint le cours de 1,54 mark, la Bundesbank s'était empressée d'affirmer que la surévaluation du deutschemark était entièrement corrigée, une déclaration qui avait stoppé net le mouvement de hausse du dollar. Rien de tel aujourd'hui. Les opérateurs peuvent donc acheter librement des dollars, sans avoir à craindre une intervention concertée des grandes banques centrales sur le marché des changes.

Pierre-Antoine Delhommais

Un haut fonctionnaire du Trésor engage un recours contre M. Arthuis

UN MINISTRE de la République peut-il prendre une sanction contre un haut fonctionnaire qui, selon lui, manqué aux règles déontologiques, mais qui n'a pas convenue à la loi ? Voilà, en résumé, la question posée à laquelle va devoir répondre le conseil d'Etat.

Par lettre en date du 23 décembre 1996, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a notifié à un membre de la direction du Trésor, Patrice Chevallier, la sanction suivante : « J'ai décidé de suspendre le versement de votre rémunération au ministère de l'économie et des finances à compter du 1^{er} novembre dernier. Cette décision est justifiée par le contexte particulier lié à la situation du groupe Crédit foncier de France, à l'action que vous y avez menée et aux conditions dans lesquelles vous l'avez menée ».

Dans son courrier, M. Arthuis n'apporte pas plus de précisions au haut fonctionnaire sur les fautes qu'il lui reproche. Il faut donc lire la lettre entre les lignes. Ancien directeur du cabinet de Roger Quilliot puis de Paul Quilès, M. Chevallier a été PDG du Crédit logement (1987-1995) et de la Compagnie foncière de crédit (1990-1994) - deux filiales du Crédit foncier - avant de retourner à la direc-

tion du Trésor. Lors de son éviction du Crédit logement, il a obtenu une indemnité de département de 2,15 millions de francs. Estimant qu'il n'était pas éthiquement admissible qu'un haut fonctionnaire reçoive une telle somme avant de revenir dans son administration d'origine, M. Arthuis a donc décidé, dès avant le début du conflit social au Crédit foncier, de prendre une sanction, tout en sachant qu'elle n'est sans doute pas juridiquement fondée (Le Monde du 24 janvier).

RECOURS DEVANT LE CONSEIL D'ETAT

L'intéressé ne l'entend pas de cette oreille. Son avocat, M^{re} Frédéric Thiriez, a introduit un recours devant le Conseil d'Etat, jeudi 23 janvier. Dans sa requête, il observe que « l'erreur de droit est d'autant plus grossière que le ministre n'a pas craint de faire rétroagir la suspension de traitement ». Il relève, outre, que « le contexte particulier » invoqué « par le ministre n'est en rien précis et ses relations avec une privation de rémunération de l'intéressé pas davantage expliquées ». Enfin, il souligne qu'il « n'appartient certainement pas » au ministre de prendre une sanction à propos d'un contrat de travail qui regarde son client et le Crédit logement.

En urgence, l'avocat demande donc au Conseil d'Etat de constater la nullité de la décision, d'ordonner le suris à exécution et d'enjoindre le ministre des finances de verser à M. Chevallier sa rémunération.

Obtiendra-t-il gain de cause ? Dans un arrêt en date du 20 décembre 1996, la Cour de cassation vient de donner raison à un enseignant détaché pendant vingt ans auprès de l'Alliance française auquel cet organisme refusait de verser des indemnités de licenciement. M. Chevallier semble donc avoir la jurisprudence de son côté.

M. Arthuis ne semble d'ailleurs lui-même guère se faire d'illusions : il devine que sa décision risque d'être cassée mais souhaite néanmoins faire un exemple. « Je m'adresse à la haute fonction publique et l'invite à une réflexion sur la déontologie », explique M. Arthuis. Pour lui, il faut veiller à ne pas apporter de l'eau au moulin de ceux qui voudraient instruire « le procès de l'élite ». L'affaire pourrait donc se conclure sur une énigme : s'il est convaincu que la loi est mal faite, pourquoi le ministre a-t-il préféré en faire la démonstration par l'absurde plutôt que de la réformer ?

Laurent Mauduit

La loi Robien, victime de son succès, est remise en cause par une partie de la majorité

Chez Moulinex, cinq syndicats approuvent le plan de la direction

Après le Crédit lyonnais, GIAT Industries... Moulinex vient d'utiliser la loi Robien pour diminuer les suppressions d'emplois. Paradoxalement, la

loi est victime de son succès. Le ministre du travail n'entend pas en faire bénéficier les transports publics. En outre, il souhaite n'en faire profiter que les bas salaires. Gilles de Robien estime que « la crédibilité des pouvoirs publics est en cause ».

LE 18 JUIN 1996, Pierre Blayau, nouveau président du directoire de Moulinex, choquait l'opinion publique en annonçant la suppression de 2 600 emplois, dont

ANALYSE
L'utilisation défensive du dispositif a permis de sauvegarder de très nombreux emplois

2 100 en France. Sept mois plus tard, le 26 janvier, son plan social recevait l'approbation de cinq organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC, Sydis, CGC) sur six, représentant 75 % des salariés. Pourtant, entre-temps, Pierre Blayau n'a renoncé à aucun de ses objectifs industriels. Simplement, comme la loi l'y incite fortement, la direction de Moulinex a inclus dans son plan social une réduction du temps de travail de 15 % qui permet d'éviter 750 licenciements.

Cet exemple n'est pas le premier. Au Crédit lyonnais, l'utilisation de la loi Robien permet d'éviter 1 100 suppressions d'emplois sur 5 000 prévues. Chez GIAT Industries, la réduction de la durée du travail de 10 % permet de sauvegarder 700 emplois. Les services du ministère du travail recensent plus d'une centaine d'accords signés depuis la parution de la circulaire relative à la loi Robien en octobre 1996, dont environ la moitié d'accords dits « défensifs » pour préserver l'emploi. Chez Alcatel, Thomson-CSF, Pirelli, Renault-Durillo, Bouyger, Pechiney Emballage, aux Travaux du Midi, chez Eminence, GE Medical Systems, Delsey et dans de nombreuses entreprises, l'utilisation défensive du dispositif a d'ores et

déjà permis de sauvegarder de très nombreux emplois. Vraisemblablement plusieurs milliers. Outre ses effets sur l'emploi, la loi Robien favorise le dialogue social dans des entreprises dont la situation se prête davantage au conflit. Au moment où le patronat brandit à nouveau l'étendard de la flexibilité externe, la mise en œuvre de la loi Robien invite les directions et les représentants des salariés à envisager conjointement une réorganisation du travail et donc à favoriser la flexibi-

lité interne. « Il ne faut pas considérer la loi Robien comme une subvention à la réduction du temps de travail mais comme un outil permettant de transformer l'organisation du travail », estime Pierre Blayau. Autre conséquence non négligeable de cette loi qui exige un accord d'entreprise pour entrer en application : pouvant exercer une réelle influence sur ce volet du plan social, les syndicats ne cherchent plus à en retarder l'application en multipliant les procé-

Tous les syndicats signataires, sauf la CGT

Pierre Blayau, président du directoire de Moulinex, ne cachait pas, lundi 28 janvier, sa satisfaction : tous les syndicats, à l'exception de la CGT, qui représente le quart des salariés, ont signé l'accord d'entreprise prévoyant la réduction du temps de travail de 15 % (Le Monde du 28 janvier). La CFDT, longtemps indécise, a finalement signé l'accord, qui permettra de sauver 750 emplois et ouvre la voie à 718 départs en préretraite.

« Le diagnostic que nous avons effectué sur l'entreprise le 18 juin 1996 a pu paraître brutal. Mais nous avons eu pour souci constant de dialoguer sur les conditions d'application de ce plan industriel. L'entreprise ne s'est pas démunie, et le dialogue social n'a jamais été rompu », a déclaré M. Blayau. « Le plus dur reste à faire », a-t-il précisé. La réduction du temps de travail implique une remise en ordre complète des conditions de travail et de production dans l'entreprise, et passe par la fermeture des sites industriels de Marnes (Sarthe) et Argentan (Orne).

alors que la circulaire d'application en réserve le bénéfice au secteur concurrentiel. Cette divergence entre la loi, d'origine parlementaire, et la circulaire, d'origine ministérielle, a amené la CFDT à déposer un recours devant le conseil d'Etat contre la circulaire. Ce recours ayant toutes les chances d'aboutir, la majorité envisage de modifier la loi. Même Gilles de Robien (UDF, Somme) et Jean-Yves Charnat (RPR, Vienne), député à l'origine d'un premier texte parlementaire sur la

réduction du temps de travail, estiment que l'application de la loi Robien doit être réservée au secteur privé. Mais une partie de la majorité voudrait la rendre encore plus restrictive. Le ministre du travail, Jacques Barrot, estime, dans un entretien au Parisien du 27 janvier, que la loi « est faite pour éviter de demander aux salariés les moins bien rémunérés (sauf pour la Smic) des pertes de salaire trop significatives » alors que « des petits salaires profitent de l'abattement de 40 % », en particulier pour des salariés qui ont des rémunérations élevées. De son côté, Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, voudrait « recadrer la loi sur l'industrie et les salaires modestes ». Il a confié à deux cabinets, Bernard Brunhes Consultants et le BIPE, le soin d'évaluer le coût de cette loi.

Ces critiques ne font pas l'unanimité. Dans un communiqué, M. Chamard estime qu'il faut certes « mieux répartir la dépense entre l'Etat et les organismes de protection sociale », mais qu'il ne faudrait pas « détruire, pour des raisons hélas trop souvent idéologiques une des premières méthodes réellement efficaces pour lutter contre le chômage ». De son côté, M. de Robien, qui devait rencontrer M. Barrot, mardi 28 janvier, a été introduit dans la proposition de loi par M. Barrot et que « c'est la crédibilité des pouvoirs publics qui est en cause et c'est aussi la signature de l'Etat ».

Frédéric Lemaître

Le PDG de Volvo démissionne

MOUVEMENT DE CHAISES MUSICALES ENTRE TROIS des plus importants groupes industriels suédois. Sören Gyll, cinquante-six ans, le PDG du constructeur automobile Volvo, a créé la surprise, lundi 27 janvier, en annonçant qu'il céderait, fin avril, son siège à Leif Johansson, quarante-six ans, actuel patron du groupe électroménager Electrolux. M. Johansson sera lui-même remplacé à la tête du géant de l'électroménager par le patron d'Atlas-Copco, Michael Teschow (cinquante-trois ans). Les trois groupes gravitent dans l'orbite de la puissante famille Wallenberg. M. Gyll restera dans l'histoire de Volvo comme l'homme qui a fait échouer la fusion avec Renault, en décembre 1993, et qui a évité le patron charismatique du groupe suédois, Petr Gyllenhammar. Il a recentré Volvo sur ses métiers de base, l'automobile et le camion. « Depuis 1994, j'ai procédé à la vente de participations d'un montant de 35 milliards de couronnes (27 milliards de francs). Volvo est entré dans la deuxième phase de ses changements structurels, et il est important que celui qui s'en charge dispose d'une perspective de cinq ans ou plus devant lui, ce qui n'est pas mon cas », a commenté M. Gyll pour expliquer son départ. (Corresp.)

REPÈRES

■ **CAP GEMINI** : Paul Hermelin, quarante-quatre ans, a été nommé PDG de Cap Gemini France, filiale du groupe français d'informatique Cap Gemini. M. Hermelin a rejoint cette entreprise en mai 1993 après avoir été, en 1991, directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.
■ **CASTORAMA** : le groupe québécois Rénoparc (renovation, bricolage) a confirmé, lundi 27 janvier, que ses principaux actionnaires pourraient vendre leur participation de 90,2 % au groupe français Castorama, sous réserve que le groupe américain Home Depot n'exerce pas son droit de préemption sur Rénoparc.
■ **COSMETIQUES** : les laboratoires Valdor, distributeurs de la marque de produits de maquillage Arancini, ont été vendus par le groupe britannique Schöhl à leur PDG Patrice Crocun associé à quelques cadres.
■ **GENERAL MOTORS** : le groupe américain va relever son dividende trimestriel de 25 %, pour le porter de 40 à 50 cents, et va procéder cette année à un rachat de ses actions pour un montant de 2,5 milliards de dollars, soit environ 5 % du capital ordinaire.
■ **AUTOMOBILE** : Lucas Varity va céder sa filiale française Sasic, spécialisée dans les pièces de mécanique automobile adaptables. L'équipementier anglo-américain va par ailleurs finaliser, en vue d'une cession rapide, sa filiale d'aéronautique de défense Lucas Aerospace FMS, basée à Asnières.
■ **MOBIL** : la hausse des prix du pétrole et du gaz a fait exploser les profits du groupe pétrolier américain, en 1996, à 16,3 milliards de francs (+24,7 %).
■ **COMPENSATION** : GIAT Industrie a créé une compagnie de transport maritime à Abou Dhabi avec un groupe norvégien et trois sociétés locales, dans le cadre du programme de compensation industrielle (offset) lié à la vente de chars Leclerc aux Emirats arabes unis en 1993.
■ **AIRBUS** : la compagnie aérienne nationale croate Croatia Airlines a signé, lundi 27 janvier à Zagreb, une commande de six Airbus A319 pour un montant global de plus de 200 millions de dollars.
■ **AMERICAN EXPRESS** : le groupe américain va supprimer environ 3 300 emplois en 1997 dans sa division cartes et voyages (Travel Related Services), a-t-il révélé lundi 27 janvier.
■ **CARTE A POCHE** : le groupe François-Charles Oberthur a annoncé, lundi 27 janvier, qu'il reprendrait le département « systèmes d'exploitation carte » de Syseco, filiale de Thomson-CSF spécialisée dans les services informatiques.

REPRODUCTION INTERDITE

La grève persiste dans les bus toulousains

TOULOUSE

de notre correspondant

Après la Journée nationale d'action du vendredi 25 janvier pour l'application de la semaine de trente-cinq heures et de la retraite à cinquante-cinq ans dans les transports urbains, un bus sur quatre circulait lundi 27 janvier à Toulouse, mais la situation était redevenue quasiment normale en fin d'après-midi. Un nouveau préavis de grève a été déposé pour mardi 28 janvier, et les piquets de grève bloquaient les deux dépôts de la Semat en début de matinée. Lundi matin, les forces de l'ordre sont intervenues pour débloquent le dépôt principal de Lalande. Quatre grévistes ont été blessés, selon les syndicats, et l'un d'entre eux a dû être hospitalisé. Selon la direction, 40 % des conducteurs souhaitent reprendre le travail.

Ces incidents sont survenus alors que direction et syndicats devaient reprendre les négociations sur les modalités d'application de l'accord signé le

17 décembre. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO avait obtenu la semaine de trente-cinq heures et une sixième semaine de congés payés, après huit jours de conflit. « Il est inadmissible que les habitants de l'agglomération toulousaine soient pris en otage après l'octroi d'avantages sociaux d'une telle ampleur », a fait savoir, lundi soir, la direction. Les discussions sont également rendues difficiles par l'incertitude concernant l'application de la loi Robien au secteur des transports en commun. Cette mesure, qui permettrait de subventionner la création de cent cinquante emplois en abaissant la durée du travail, est la clé de voûte de l'accord signé en décembre, mais n'y est pas explicitement mentionnée. La direction en espère 20 millions de francs d'aides.

Stéphane Thépot

Hilton lance une OPA sur Sheraton

LUNDI 27 JANVIER, la chaîne hôtelière Hilton a créé la surprise en annonçant le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) hostile sur ITT Corp., propriétaire de la chaîne Sheraton, pour un montant de 10,5 milliards de dollars (5,7 milliards de francs). Ce prix comprend une offre minimum de 55 dollars par titre, soit une plus-value de 28 % par rapport au dernier cours de clôture. Hilton se réservant le droit de remonter le niveau de son offre après consultation des comptes d'ITT-Sheraton. Il comporte aussi une reprise des dettes de ce dernier, pour un montant de 4 milliards de dollars. Deux semaines plus tôt, Hilton, dont les hôtels étaient possédés par deux actionnaires concurrents, avait annoncé sa réunification après trente-deux ans de séparation (Le Monde du 15 janvier). L'an dernier, le raid boursier du groupe de loisirs Granada sur Forte a inauguré un vaste mouvement de restructuration dans l'hôtellerie, secteur qui a peu évolué ces dix dernières années. Le groupe britannique de loisirs a pris le contrôle du septième groupe hôtelier mondial pour 30 milliards de francs (Le Monde du 25 janvier 1996).

Si l'OPA lancée par Hilton réussit, la nouvelle entité deviendra, de loin, le plus grand groupe d'hôtels et de casinos du monde, ITT ayant cédé l'an dernier ses intérêts industriels et financiers pour se concentrer sur l'hôtellerie de luxe, les casinos, les médias et les sports. Hilton prévoit à son tour de céder les activités loisirs d'ITT, qui comprennent notamment le Madison Square Garden, l'équipe de basket de New York, les Knicks, et celle de hockey sur glace, les Rangers.

COURSE AU GIGANTISME

Côté hôtellerie, ITT possède ou gère 130 000 chambres, soit 415 hôtels qui représentent 75 % de la marge brute d'auto-financement du groupe, et compte quatre casinos à Las Vegas, Atlantic City et ailleurs. Hilton détient pour sa part 240 hôtels (100 000 chambres) et seize casinos. Quand la réunification de la chaîne sera effective, le patrimoine hôtelier d'Hilton comptera 360 hôtels (270 000 chambres), 775 hôtels (270 000 chambres), 775 devant Holiday Inn, Marriott ou Hospitality Franchise System. Selon Hilton, cette union per-

mettrait de réaliser une économie annuelle de plus de 100 millions de dollars, par réduction de coûts. Sa récente fusion avec Bally Entertainment Corp. engendrerait déjà une économie de quelque 60 millions de dollars par an, indique le groupe. Cette fusion permettrait en outre de se passer d'une grande partie du programme d'investissement de 3 milliards de dollars récemment décidé par ITT. D'après un spécialiste, le secteur hôtelier est en train de vivre une course au gigantisme dans le but de réaliser des économies d'échelle, notamment sur ses coûts de fonctionnement et ses réseaux de réservation. Tous ceux qui n'y prendront pas part seront tôt ou tard dépassés.

Ces grandes restructurations, pour l'instant, n'ont guère touché l'Europe, mis à part le Royaume-Uni. Les Américains, qui dominent le secteur, n'ont pas engagé les grandes manœuvres sur le Vieux Continent. Avec ce qu'Hilton prévoit de dépenser pour racheter Sheraton, il aurait pu s'offrir deux fois le français Accor, premier groupe hôtelier en Europe.

François Bostnavaton

OFFRES		DEMANDES	
<p>GROUPE DE PRESSE PROFESSIONNELLE recherche RÉDACTEUR/TRICE TRILINGUE Formation BAC + 4 ou grande école. Expérience de 2 ans minimum. La poste requiert mobilité et disponibilité. Mardi d'env. CV, photo et prêt à : MEREAU - BP 189 93208 Saint-Denis Cedex</p>	<p>Organisation de consommateurs cherche pour son secteur logement (locatif, copropriété, accession) UNE PERSONNE qui aura en charge : • le conseil aux responsables de ses unions locales, • la rédaction d'articles techniques et de vulgarisation pour ses publications, et devra participer au fonctionnement du secteur. Ce poste requiert une formation juridique, des capacités d'analyse, d'organisation, d'autonomie et de travail en équipe. Disponible immédiatement. Salaire offert : de 140 KF à 180 KF. Env. CV au Monde Publiaté sous n° 9064 133, av. des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08</p>	<p>J.F. 35 a. exp. culture gén. all., angl., it. rech. poste sect. culturel internat. Tél. : 01-46-27-77-67</p>	<p>J.H. 30 ans BTS électronique 5 a. expérience, mesures TESTS BF et HF réalisation de cartes (avec CADSTAR, câblage et montage) install. et programmation des PARX 4100-4100 VS, 4210-4220, 920 et 920 VS. Réalisation de banc mesures et contrôle moteurs pas à pas. Bne connais. H&S. cherch. emploi Paris et rég. parisi. Tél. : 01-45-28-01-74</p>
<p>La Galerie nationale du Jeu de paume, lieu d'exposition d'art contemporain, recherche son RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION ET DU MÉCENAT Ce poste requiert de sérieuses connaissances de l'art contemporain et une pratique confirmée en mécénat culturel. Adm. cand. manuscrites + CV, photo, présentations à Galerie nationale du Jeu de paume, 1, pl. de la Concorde 75008 Paris</p>	<p>URGENT. Famille française, très exigeante, résidente en Afrique, cherche COUPLE avec références, expér. probante, sens des responsab., pour s'occuper d'un petit domaine. Ces personnes devront être très disponibles lors des séjours en France. Permis de conduire indisp. avec voiture si possible. Tél. : 06-07-02-48-50</p>	<p>Société recherche TECHNICIEN contrats, ossaire et PPH exigée. Adresseur C.V. à : SARL PRECITOL 26, rue F-Mauriac 13010 Marseille</p>	<p>Je recherche missions ponctuelles, trav. en free-lance, traitements statistiques sur ordinateur. Tél. : 05-56-36-31-33</p>
<p>ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT INFORMATIONS POLITIQUES RÉDACTEUR avec sérieuse formation politique et expérience du fonctionnement institutions parlementaires et organisations politiques. Susceptible d'animer petite équipe rédactionnelle. Adm. CV + photo au MONDE PUBLICITÉ SOUS N° 9068 133, av. des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08</p>	<p>Diplômée en So-Po et en droit international public réalise des dossiers de synthèse en relations internationales à partir de bases de données des grands centres européens. Mise en forme WORD 6.0. CDD ou CDI. Tél. : 01-44-07-07-05</p>	<p>Je recherche missions ponctuelles, trav. en free-lance, traitements statistiques sur ordinateur. Tél. : 05-56-36-31-33</p>	<p>Dame dynamique, et cultivée cherche emploi dame de compagnie 01-39-64-64-37</p>

Pour vos annonces contactez le

01 44 43 76 03
Fax 01 44 43 77 27

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé, mardi 28 janvier, en forte hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a terminé la séance en progression de 2,66 %, à 17 796,57 points.

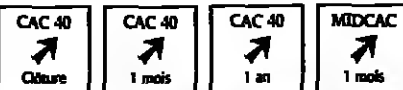
■ LE DOLLAR s'inscrivait en forte hausse, mardi matin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,6560 mark, 5,58 francs et 120,45 yens.

■ L'OR a ouvert en hausse, mardi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'inscrivait à 355,40-355,70 dollars, contre 353,00-353,30 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a cédé du terrain, lundi 27 janvier, affectée par la baisse du marché obligataire. Le Dow Jones a perdu 35,79 points (-0,53 %) pour s'établir à 6 660,69 points.

■ LE PRIX du cuivre s'est raffermi, sur le marché londonien des métaux (LME). Le prix de référence (livraison dans trois mois) a progressé d'un dollar, à 2 254 dollars la tonne.

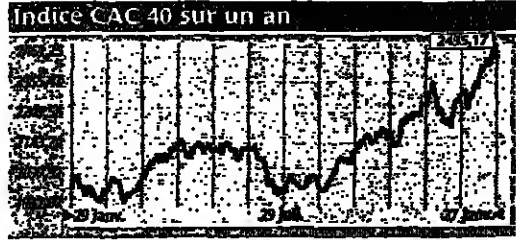
LES PLACES BOURSINIÈRES



Nouvelle hausse à Paris

APRÈS UN BREF REPLI, la Bourse de Paris s'est orientée à la hausse mardi en dépit d'une nouvelle dépréciation du marché obligataire due indirectement à la fermeture du dollar. En baisse de 0,14 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,17 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises s'appréciaient de 0,28 % à 2 441,95 points. Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,8 milliards de francs.

La fermeté du dollar qui est favorable pour l'économie française et notamment pour les entreprises, pèse sur le marché obligataire. En effet, ces perspectives d'amélioration de la situation économique, dissipent les perspectives de réduction des taux d'intérêt en Europe, soulignent les gestionnaires. Lundi, le marché boursier américain a encore été nerveux dans l'attente de la publication mardi d'un indice économique jugé important, celui du coût de l'emploi au quatrième trimestre. Alan Greenspan, pré-



sident de la Fed, avait indiqué la semaine dernière, dans un témoignage devant la Commission budgétaire du Sénat, que la banque centrale prêtait une attention particulière à cette statistique pour décider de l'orientation de sa politique monétaire. Les analystes s'attendent à une progression de 0,9 % de cet indice.

Rhône-Poulenc, valeur du jour

L'ACTION du groupe pharmaceutique et chimique Rhône-Poulenc s'est appréciée de 4,7 % lundi 27 janvier, atteignant un plus haut de l'année à 184,60 francs. Cette progression est intervenue après la publication des résultats de sa filiale à 68 % Rhône-Poulenc Rorer. Ce laboratoire franco-américain a enregistré en 1996 une hausse de 25,5 % de son bénéfice net à 428,7 millions de dollars. La firme table sur une progression de son résultat comprise entre 15 % et

20 % en 1997, le retrait en octobre des produits plasmatiques de sa filiale Centeon aura encore un impact négatif sur les comptes.

Rhône-Poulenc sur 1 mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 28/01	Var. %	Var. %
Mécatronic	140,80	+2,66	+2,66
UHP	487,80	+15,18	+15,18
Elfège	257,50	+25,60	+25,60
Rea	1788	+12,25	+12,25
OTM-Entrepose	288	+2,30	+2,30
Coir	150	+1,91	+1,91
Vieco	356	+14,57	+14,57
ACF-Aus. Can. France	172,30	+2,30	+2,30
Serati	366	+9,64	+9,64
Lyonnais Eaux	354	+14,72	+14,72

BAISSES, 12h30	Cours au 28/01	Var. %	Var. %
Saint-Louis	1379	-6,28	-6,28
Synthelabo	385	-0,27	-0,27
Ingenico	107,10	-2,91	-2,91
Eurotunnel	7,30	-6,56	-6,56
Scania	275	-2,57	-2,57
Sigra	860	-2,62	-2,62
Société Générale	607	+8,19	+8,19
Primaparc	575	-5,80	-5,80
Selexion	78,40	+7,39	+7,39
Interactif	1015	+30,36	+30,36

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	28/01	28/01	Capitulation en %
Lyonnais Eaux	457,68	240,915,69	
Suez	581,25	140,915,69	
Total	248,67	136,971,13	
Schneider SA	491,04	131,175,30	
Société Générale	271,04	131,911,05	
ER Aquitaine	125,74	100,281,00	
Eaux (Cie des)	140,975	94,723,07	
Santel	141,360	78,963,30	
Carrefour	239,45	78,189,64	
Rhône-Poulenc A	420,45	77,334,43	

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

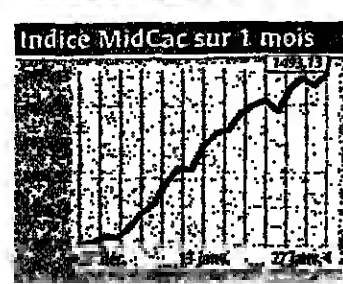
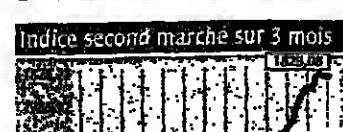
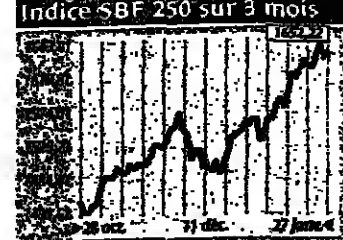
HAUSSES, 12h30	Cours au 28/01	Var. %	Var. %
Inter Parfums.com	62,80	+25,76	+25,76
Comp-Financ SA	179	+10,50	+10,50
C.E.E.	181	+2,16	+2,16
APEM	250	+18,72	+18,72
Sopra	480	+22,44	+22,44

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 28/01	Var. %	Var. %
Maxi-Livres-Profit	150	-12,33	-12,33
Pier Imp (Londres)	31,30	-2,71	-2,71
Dakar Saint Louis	132	+6,55	+6,55
ION	397	+10	+10
ICC	115,30	+6,66	+6,66

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gén. SBF 120	1705,70	+0,37	+0,37
Ind. gén. SBF 250	1692,25	+0,33	+0,33
Ind. Second Marché	1823,00	+0,02	+0,02
Indice MidCAC	1493,13	+0,63	+0,63



Fragile rebond à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo s'est redressée mardi, terminant en hausse pour la première fois depuis quatre séances. L'indice Nikkei a gagné 461,67 points, soit 2,66 %, à 17 796,57 points, son plus haut niveau de séance. Les opérateurs doutent toutefois de la solidité de ce mouvement de reprise. Selon eux, la récente baisse du marché a seulement provoqué quelques achats à bon compte.

La veille, Wall Street avait terminé en baisse dans le sillage du marché obligataire, qui attend la publication mardi de l'indice du coût de l'emploi au quatrième trimestre. L'indice Dow Jones a perdu 35,79 points (-0,53 %) à 6 660,69 points. Selon Ed La Varnway, analyste chez First Albany, l'indice du coût de l'emploi sera non seulement en baisse - +0,9 % selon le consensus des ex-

perts -, mais il pourrait bien être encore plus élevé que prévu.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en légère baisse, influencée par l'ouverture morose à Wall Street. L'indice FT 100 a fini en baisse de 0,16 % à 4 212 points. La Bourse de Francfort a également baissé, perdant 0,12 %, l'indice DAX des trente valeurs vedettes affichant 2 994,53 points à la clôture.

INDICES MONOIAUX

Cours au 28/01	Cours au 28/01	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2441,95	+0,28	+0,28
New-York DJ Ind.	6660,69	-0,53	-0,53
Tokyo Nikkei	17349,57	+2,66	+2,66
Londres FT 100	4210,40	-0,16	-0,16
Francfort DAX	2994,53	-0,12	-0,12
Frankfurt Commer.	189,43	-0,28	-0,28
Boursier 120	2445,50	+0,37	+0,37
Boursier 250	2445,50	+0,33	+0,33
Boursier DAX	2994,53	-0,12	-0,12
Amsterdam AEX	462,80	+0,50	+0,50
Madrid IBEX 35	457,71	+1,41	+1,41
Londres FTSE 100	4210,40	-0,16	-0,16
Londres FTSE 100	4210,40	-0,16	-0,16
Hong Kong Hang S.	12524,50	+0,64	+0,64
Singapore Straits	2225,35	+0,78	+0,78

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

28/01	28/01
Alcoa	65,72 67,75
Allied Signal	69,50 69,50
American Express	59,37 61
AT & T	38,87 38,50
Bethlehem	8,62 8,62
Boeing Co	109,50 109,87
Caterpillar Inc.	75,87 75,90
Chenier Corp.	66,37 66,25
Coca-Cola Co	56,25 57
Disney Corp.	71,62 71,25
Du Pont Nemours & Co	103,50 102,62
Eastman Kodak Co	85,12 85,62
Exxon Corp.	103,50 103,75
Gen. Motors Corp.	61,67 62,50
Gen. Electric Co	100,37 101,87
Goodyear T & Rubber	53,62 54,25
IBM	145,37 150,62
Intl Paper	41,25 42
J.P. Morgan Co	102,87 102,25
Kellogg Chemical	75,87 75,90
Merck & Co Inc.	84,50 85,62
Minnesota Mining & Mfg	82,12 81
Philip Morris	116,12 115,87
Procter & Gamble Co	107,62 109
Sears Roebuck & Co	47,62 48,62
Tesaco	106,50 107,25
Union Carb.	44,12 44,12
Unit Technol.	69 69,62
Westingh. Electric	19,12 19,37
Woodworth	20,37 20,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

28/01	28/01
Allied Lyons	2,80 4,18
Barclays Bank	11,45 11,42
B.A.T. Industries	4,89 5
British Aerospace	12,90 12,89
British Airways	3,98 3,97
British Gas	2,24 2,24
British Petroleum	2,17 2,17
British Telecom	4,23 4,23
B.T.R.	2,60 2,91
Cadbury Schweppes	4,81 4,88
Eurotunnel	0,83 0,83
Fort	— —
Glan Wellcome	9,57 9,54
Granada Group Plc	4,60 4,67
Grand Metropolitan	4,54 4,66
Guinness	4,46 4,41
Hanson Plc	0,94 0,91
Great	6,12 6,20
H.S.B.C.	14,02 14,09
Imperial Chemical	7,58 7,62
Leys & Goss. Grp	3,76 3,78
Marks & Spencer	4,76 4,80
National Westminster	7,72 7,81
Peninsular Orienta	6,25 6,23
Reuters	6,73 6,82
Satchi and Satchi	1,03 1,02
Shell Transport	10,48 10,50
Tate and Lyle	4,40 4,38
Unilever Ltd	13,75 13,64
Zeneca	16,92 16,85

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

28/01	28/01
Allianz Holding N	281,7 281,4
Basf AG	59 59,44
Bayer AG	61,33 61,40
Bay HypoWechsobk	53,45 53,80
Bayer Vereinsbank	62,70 63,10
BMW	102,2 102,8
Commerzbank	43,80 43,55
Daimler-Benz AG	113,70 114,10
Deutsche Bank AG	85,15 84,35
Deutsche Telekom	30,52 30,27
Dresdner Bank AG	53,30 53,15
Herthel BK	81,50 83,70
Hochst AG	69,20 69,95
Karstadt AG	496 500
Linde AG	1036 1034
MTL Lufthansa AG	22,15 23
Man AG	406,50 410
Mannesmann AG	644,50 638
Metro	127 128,40
Munich Rue N	3650 3680
Preussag AG	380 379
Rwe	66,50 67,11
Sap VZ	234,80 233,80
Schering AG	134,70 133,85
Siemens AG	78,58 77,18
Versen	29,50 29,45
Vita AG	90,53 90,25
Vita	659 658
Volkswagen VZ	586 599,50

New York, Dow Jones sur 3 mois

Londres, FT100 sur 3 mois

Francfort, Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

Net repli du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en forte baisse, mardi matin 28 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 36 centimes, à 129,78 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,66 %, soit 0,18 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé

la séance en baisse, les opérateurs s'inquiétant de la publication de l'indice du coût de travail aux Etats-Unis au quatrième trimestre. Une hausse supérieure aux prévisions des analystes (+0,8 %) pourrait inciter la Réserve fédérale à relever ses taux directeurs. Le rendement de l'emprunt d'Etat à 30 ans était remonté de 6,83 % à 6,93 %. La Banque de France a laissé inchangé, mardi, à 3,25 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
28/01	28/01	28/01	28/01
1 mois	3,25	3,25	3,25
3 mois	3,25	3,25	3,25
6 mois	3,25	3,25	3,25
1 an	3,25	3,25	3,25
PIBOR FRANCS	3,25	3,25	3,25
Pibor France 1 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor France 3 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor France 6 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor France 9 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor France 12 mois	3,25	3,25	3,25
PIBOR ECU	3,25	3,25	3,25
Pibor Ecu 3 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor Ecu 6 mois	3,25	3,25	3,25
Pibor Ecu 12 mois	3,25	3,25	3,25

MATIF

Échéances 27/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	61683	130,14	130,38	130,32	130,32
Jun 97	25	129,88	129,96	129,80	129,86
Sep 97	2	129,58	129,58	129,58	129,58
Dec 97	2912	129,58	129,58	129,58	129,58
PIBOR 3 MOIS					
Mars 97	16197	96,30	96,75	96,30	96,72
Jun 97	378	96,75	96,75	96,72	96,72
Sep 97	383	96,75	96,75	96,72	96,72
Dec 97	2912	96,75	96,75	96,72	96,72
ECU LONG TERME					
Mars 97	830	96,66	96,75	96,65	96,75

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

Échéances 27/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Janvier 97	17663	2441,95	2441,95	2441,95	2441,95
Février 97	3777	2441,95	2441,95	2441,95	2441,95
Mars 97	1289	2441,95	2441,95	2441,95	2441,95
Jun 97	3	2441,95	2441,95	2441,95	2441,95

LES MONNAIES

Nouvelle avancée du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait en forte hausse, mardi matin 28 janvier, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,6560 mark et 5,58 francs, ses cours les plus élevés depuis 31 mois face à ces deux devises. Il cotait 120,45 yens, son niveau le plus haut depuis quatre ans. Cette hausse du dollar vert est intervenue malgré un recul, lundi, des marchés d'actions et d'obligations amé-

ricaines. Le dollar des Etats-Unis avait bénéficié en revanche des déclarations du vice-président de la Bundesbank, Johann Wilhelm Gaddum, selon qui la « poussée exceptionnelle » du dollar ne présente pas « de danger inflationniste grave » pour l'Allemagne.

Le franc gagnait du terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 5,58 francs pour un deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 28/01	28/01	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,2000	+0,00	325	349
Autriche (100 S)	3,5000	+0,00	325	349
Belgique (100 F)	163,5500	+0,00	15,8200	16,3500
Canada (100 C)	300,1700	+0,00	—	—
Italie (100 L)	3,4620	+0,00	3,2100	3,5100
Danemark (100 kr)	88,4400	+0,00	82,2500	94,6300
Irlande (100 £)	8,8115	+0,00	8,2000	9,4200
Grèce (100 dr)	8,9550	+0,00	8,5800	9,3300
Suède (100 kr)	2,1520	+0,00	1,8500	2,4500
Suisse (100 S)	990,4700	+0,00	375	1069
Norvège (100 N)	84,8000	+0,00	79	1489
Espagne (100 P)	47,8500	+0,00	44,5000	50,2000
Portugal (100 esc)	4,0075	+0,00	3,7000	4,3000
Canada 1 dollar ca	4,1005	+0,		

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 28 JANVIER
Liquidation : 21 février
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12h30

CAC 40

PARIS

+0,32 %
CAC 40 :
2442,93

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +/-	Montant coupon (1)
B.N.P.	931	965	+1,47	94,22
C.Lyonnais(T.P.)	952	964	+0,23	91,99
Renault(T.P.)	1.539	1.539	-	100,00
Rhone-Poulenc(T.P.)	1.950	1.950	-	100,01
Saint Gobain(T.P.)	1.246	1.268	+1,71	85,21
Thomson S.A.(T.P.)	990	1.009	+1,91	51,64
Accor	699	705	+0,87	92,50
ACF-Asa-Gen-Force	165,80	172,25	+3,86	75,35
Air Liquide	837	848	+1,31	14
Alcatel	435,50	446	+1,21	8
Asa-UPA	355	354,00	-0,05	6,50
Bois	722	715	-0,95	10,00
Bnl Investis.	789	785	-0,25	71,50
Banque (Cie.)	674	674	-	10
Bazar Htg. Vite	490	500	+2,04	16
22nd Faur.	494	500	+1,21	10
BIC	879	885	+0,69	5
BIS	485,50	490	+1,03	8
B.N.P.	22,20	22,30	+0,45	3,66
BPI	61	61,5	+0,82	10
Bongrain	267,80	265,5	-1,24	61
Boygones	51	50,5	-0,98	17
Boygones Off.	149,50	149	-0,33	17
CEP	122	122,5	+0,41	16
Cap Gemini	270,50	280	+3,47	7
Carbone Lorraine	1.090	1.085	-0,45	18
Carrefour	391	398	+1,79	82
Carrefour	329	336	+2,13	82
Castrol	299	298,50	-0,17	42
Celco Gold-Ado	195	194,50	-0,25	42
Castorama (D. U.)	956	956	-	11
C.C.F.	251	248,30	-1,07	51
CECMAX/COMAQ Ly	636	636	-	10
CECMAX/COMAQ	673	659	-2,04	20
CEP Communication	400	400	-	19
Comp. Euro-Beun	137,50	138,50	+0,73	10
Cedem	1.010	1.022	+1,19	10
CEP	1.510	1.510	-	3,57
Chargers Int.	300	297,50	-0,83	51
Christian Dior	906	910	+0,44	51
Ciments Ph. Priv.	171	175	+2,34	117
Cie. P. France	710	710	-	10
Clarif	790	792	+0,25	7
CLF-Delta France	496,60	492	-0,92	13
Clif Mediterranean	362,70	364	+0,30	43
Colson	813	813	-	25
Comp. Euro-Beun	10,50	10,50	-	2,85

Comptel Modem	2875	2865	-0.34	22	LYNCH	1900	1915	+0.94	15.83	UIC	498	496.60	-0.45	15.83
CompuLink	449	470.60	+0.55	29	OMNI-Most Vastum	1487	1475	-0.80	5.90	UIF	500	500	0.00	15.83
Cred/Pro-Net	67.20	67	-0.29	20	Yonhine Aard	535	594	+1.25	11.50	UJF	150	150	0.00	15.83
Credit Lyonnais CA	1.63	1.64	+0.06	10	Lamarie Wendel	529	542	+0.25	11.50	Uniqtel	16	16	0.00	15.83
Comptel Modem	353.20	353.50	+0.07	13.59	Michael	14.25	14.20	-0.35	1.35	Union Assur Fdai	1	1	0.00	15.83
CS SigmaNet (CSB)	246.60	247	+0.15	9	Microscope Inter	311.50	307.50	-1.28	2.75	Unisor Sactel	1	1	0.00	15.83
Cybernet	440	440.5	+0.11	7	Moufren	131.40	142.80	+8.67	4	Valmore	1	1	0.00	15.83
Danmark	791	794	+0.37	16	Nord-Est	145.80	143.60	-2.67	5.55	Via Sonnet	1	1	0.00	15.83
Danmark-Aviation	1306	1331	+1.91	6.30	NORD-EX	45	49.5	+4.5	5.55	Waltres	1	1	0.00	15.83
Dassault Electron	540	542	+0.37	4.30	ORPION (Nv)	727	790	+1.78	5.60	Waltres & Cie	1	1	0.00	15.83
Dassault Systems	516	512	-0.78	1.34	Paribas	79.30	80	+0.23	1.40	Zachae et al divid	1	1	0.00	15.83
De Planck	239	239	0.00	1.66	Pathe	365.80	367	+0.52	1.2	ZF Cabon	1	1	0.00	15.83
Degremont	421	428	+1.68	9	Pestilly	1355	1357	+0.38	25.32					
Deu/Jan-CA/LLi	44.10	44.50	+0.50	0.50	Piedmont-Alizard	229.10	226.30	-1.26	4					
DMC (Dabius IM)	151.40	152	+1.21	4	Promades	563	565	+0.35	1.30					
DYNAMIC	125.10	124	-0.24	11.25	Placid-Prim-Ly	2392	2385	-0.59	25.32					
DSI (CS tel)	672	673.0	+0.14	20.38	Placid-Com-Ly	587	575	-0.24	7.50					
Eiffage	245.50	257.50	+8.48	1.48	Promades	1438	1454	+1.11	1.2					
El Aquitaine	513	520	+1.75	13	Promades	1438	1454	+1.11	1.2					
Esatim	286	292	+2.44	6.60	Promades	1438	1454	+1.11	1.2					
Esatim Belgium	812	808	-0.48	1.40	Promades	1438	1454	+1.11	1.2					
Esatim	1610	1614	+0.24	13.30	Remy Coltraneau	139.90	136.50	-3.47	4.60					
Esatim Int ADP	1482	1484	+0.13	8.10	Renaux	117.20	117.20	0.00	1.50					
Esor	650	640	-1.53	8	Renaux	1690	1768	+4.61	35.50					
Eurofinance	2340	2348	+0.67	8.68	Rochette La A	18.60	18.50	-1.13	3					
Europe	10.45	10.50	+0.47	0.58	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Europe	1310	1315	+0.38	19	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Eurotelnet	1250	1250	0.00	2.66	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
FIPCCS Belgium	1200	1200	0.00	1.60	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
FIPCCS Belgium	485	485.50	+0.50	1.60	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Fimel	9820	9530	-2.69	4.25	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Fives-Lille	48.80	49.00	+1.09	1.4	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Framagies Bel	434	438	+0.91	1.50	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Framagies Bel	2110	2140	+1.94	11	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gan	100.60	101	+0.39	4	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gascogne	463.10	465	+0.41	11	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gascogne I	434	438	+0.91	1.50	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gaz	2270	2290	+0.88	53	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Geographic	400	407	+1.75	8	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Geographic	497.10	498	+0.59	16.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Grande Andre S.A.	462	462	0.00	8	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Grande Andre S.A.	119.50	123	+2.92	2	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
GTI-Entreprise	276	283	+4.4	8	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gulfbert	1000	1003	+0.30	12	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
General Gascogne	2871	2865	-0.65	7	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Havas	390.20	389.50	-0.70	1.50	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Havas Advertising	598	590	-1.33	11.85	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Imetal	814	830	+1.56	23	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Intercontinental France	814	830	+1.56	23	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Informages Entre	714	707	-0.98	8	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Ingenico	110.70	107.10	-3.25	5	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Interball	232.4	234.80	+2.40	10.5	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Interball	1055	1015	-3.99	15.60	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Jan LeFebvre	290	385	+1.72	18	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Gleptere	738	735	-0.68	26.67	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Labinal	1228	1228	0.00	10	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Labinal	1227.80	1227.90	-0.03	10	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lagardere	135.80	154.80	+0.65	3	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lapeyre	326	320.67	-0.42	9	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	185	186	+0.55	12	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20	7.20					
Lebon	605	604	-0.22	4.30	Rochette La A	25.60	25.80	+0.20						

[illegible]

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 28 JANVIER

OBLIGATIONS

Observations	du nom.	du coupou
BFCE 91-97-02		21,02
CEPME 8,5% 88-97CA	102,01	3,96
CEPME 9,8% 88-99 CA	112,24	3,96
CEPME 9,7% 97-06 T5R		3,96
CFD 9,7% 90-05 CB	123,35	3,96
CFD 8,6% 92-05 CB	139,20	4,38
CFP 10% 88-98 CA	110,05	4,38
CFP 9% 88-97 CA	103,44	4,38
CLF 10,25% 90-01 CB	120,11	4,38
CLF 8,9% 88-97 CA	113,37	4,38
CLF 91/88-99/98 CA	105,38	4,38
CNA 9% 4/97-07 CB	117,71	4,38
CRF 6,5% 92/97-05 CB	109,51	4,38
CRF 6,5% 98-99 CB	112,87	4,38
EDF 8,6% 97-04 CB	118,96	4,38
Emp. Etat 7/89-97 CB	101,17	4,38
Emp. Etat 7/89-97 CB	122,90	4,38

Franchises	116,50	0,00	ACTIONS	Cours	Derniers	Forcées	485
Franchises	225	5,100	FRANÇAISES	précéd.	cours	FRANÇAISES	254
Franchises	250	5,170				France L.A.R.D.	1.006
Franchises	101,72	0,00		74,95	24,95	France S.A.	1.350
Franchises	101,72	0,00	Arbel	510	510	Frans. Paul-Retard	2020
Franchises	101,72	0,00	Bazaray (N)	509	510	G.T. (Grosport)	952
Franchises	101,72	0,00	Bains C. Monabati	155	248	Immoval	102
Franchises	101,72	0,00	Bique Transoban	110	218	Immobilisation	630
Franchises	101,72	0,00	B.N.P. Monaco	7,60	7,60	Immocoban (Ly)	478
Franchises	101,72	0,00	Biderman Int	390	390	Immo	58
Franchises	101,72	0,00	B.T.P. (Cie)	333	333	Monoprix	210
Franchises	101,72	0,00	Centenaire Bligny	2121	2121	Multi Display	375,10
Franchises	101,72	0,00	Champer (N)	242	242	Mors	8,40
Franchises	101,72	0,00	C.I.T. Euro-CP	2121	2121	Neigigants (Nle)	182
Franchises	101,72	0,00	C.I.T.A.R.A.M. (B)	268,00	268,00	Opers	291,00
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	415	415	Paluel-Marmont	1005
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	796	796	Esc. Calotte (N)	225
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	3850	3850	Parfumes	1020
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	112	112	Pier Orleans	262
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	1509	1509	Piper Heidsieck	1720
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	68	68	Pratendres (CP)	1020
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	35,50	35,50	P.S. Industries Ly	351,90
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	360	360	Rouger R	298
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	346	346,50	Sains	113
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	591	591	Salut du Midi	218,00
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	247	247	S.L.P.H.	607
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion	656	656	Sofal	182,10
Franchises	101,72	0,00	Comptex Ass Rion				37

Songis	1011	1822	ÉTRANGÈRES		précéd.	cours
Talmering	244,90	244	Bayen-Vereins Bank	208	250	
Vicar	395	424	Commerzbank A.G.	142,10	143,76	
Financ	435	400	Flac. Ord.	11	18,80	
Callard (M.)	1.608	1.620	Gebr.	369,20	369,50	
Givaudan-Lavigne	1.025	1.025	Kuerten	125,10	130,10	
Ord. Bazar Lyon (Ly.)	1830	1.857	Kold Fields South	21,95	21,95	
Ord. Mosa-Serchimb	1830	1.850	Libbia Corp.	10,05	10,05	
Ord. Invenal Lyon (Ly.)	465,10	465,10	Montedison act. p.	10,65	10,65	
L. Bouillot (Ly.)	320	320	Optique Optical	45	45	
Lloyd Commercial	7080	7080	Robeco	452	457,80	
Londres (Pn.)	145	147	Rodmans N.V.	164,90	164	
Mag. Lyon (Ct. Ly.)	145	148	Rolfino	472,00	473,10	
Mattoussier Financ.	70	71,80	Sena Group Plc	97,50	97,50	
Monney Finance	2680	2680	Sofy S.A.	3750	3750	
M.E.M. (N.)	1.621	1.622,10				
Par-Dieu (Fey) (Ly.)	1110,10	1118,10				
Pellet	478,20	480				
Sabot (Ly.)	737	740				
Schneider (Ly.)	628	628				
Schicklin (N.)	1053	1026				
Tannerres Fe (N.)	288,40	285,40				
Union Glac Nord (Ly.)	192,50	192,50				

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h
MARDI 28 JANVIER

VALEURS

Acial (Nis) #	40.90	40.90
AFF #	453	453
Aigle #	129.50	129.50
Albert S.A (Nis)	1825	1825
Ahran Techno. #	2009	1985
Almontaigne P.Cest.	435	435
Assysen #	605	605
Baque Picardie (Lb.)	259.90	260
Baque Tarnaud (Bp.)	162.50	166
Baque Vernes	635	635
Benevol #	63.50	63.50
B I M P	707	707
Boiron (Ly)	294.10	294
Boissac (Lyon)	348	348
Bur S.A.	836	836
Cardif #		

CEE *	174	181	Go2com	68.50	66.50	P.C. Way *	19
Comex (Ly)	370.30	350.90	GFI Industries *	385	524	Pell Boy *	370
CEPI *	330	338	Gandot (Ly)	25	27.25	Phylo-Lyon *	130
Change Bourso (M)	270.10	275	Grand Prix *	285	285	Pouchet *	960
Cher-Dalme *	208	213.50	Graphic Photo *	850	850	Poupart Et (Ns)	21.90
CHM C.A.	208	213.50	Gpe Guillin & Ly	178	177.50	Radiol *	234.50
Cochard *	305	305	Kimby *	147.90	147	Radiol (Cathod) Ly	237
Comp.Euro.Tele-CEI	439	439	Landex *	287	287	Robert *	1066
Compagnie S.A.	256	256	Hermes Interim *	1611	1636	Roussel-Guthard *	340
C.A. Hians Normand	319	319.50	Hurd Dubois *	600	598	Securite *	600
C.A. Paris DIF	785	785	ICBI Groupe *	120	115.20	Smolty (Ly) *	83.50
CAULIE & Vialme	190.70	190.70	ICOM Informatique *	289	288	Sofite (Ly)	44.50
CAUTIONNE (Ns)	534	534	Idiliane *	68	162	Sofites *	366
CAJIN Nord (Ly)	534	534	Int. Computer *	107	107	Sogepac *	153.80
C.A. Oise CCI	280.90	280.90	IPBM *	66.10	66	Sofra *	670
Crooks *	40	41.75	M- Metropolitan Ly	506	504	Steph.Kellin *	464.10
Danway *	40	40	Manitex *	684	694	Stylo *	96
Deconex (Ly)	534	534	Mantour *	594	593	Telcofin-France *	116.50
Ducros Sorey-Rapide	60.10	60.10	Maurant *	1011	1000	TFI *	302
Adecco Trn.Ten.Ly	430	430	Miles Brind *	161	160	Thermador Mok(Ly)	202
Equipe-Estec (Ly)	430	430	Max-Livest.Profr.	29.40	29.30	Troxy Carvin *	125
Equidax *	402	402	Mexcel (Ly) *	23	23	Unilog *	555
Factoren *	317	317	MGCC *	88	88.05	Union Fin.France *	136.90
Fairey *	75.50	75.50	Monrest Joint Ly *	38	38	Vie Et Cie *	373
Fleuser *	573	574	Nat-Nat *	62	61.50	Vilmarin Et Cie *	462
Finilino *	612	612	NSC Schum. Nys *	992	994	Virtac *	600
Franchise *	235.40	235.40	One *	201.50	199		
Gaudier France *			Paul Product *				

NOUVEAU MARCHÉ			HORS-COTE		
Cours relevés à 12h30			Une sélection. Cours relevés à 12h30		
MARDI 28 JANVIER			MARDI 28 JANVIER		
VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appigène Océor	70	72	Edislab-Béghin □	750	750
Coli	10,20	105,38	Elfisat Gén.Ind.	21,10	21,10
Electronique D2	580	578	Générale Occidentale	85,50	85,50
FDI Pharma n.	204,70	204,70	Mumm	1400	1400
Garect	250,90	250,90	St lecture du Monde	165,10	165,10
High Co.	180	186,50			
Intelco	129,50	129,50			
Joulez-Royol	86,10	86,50			
Millie Armo	116,50	116,50			
Percepia	227,90	228,50			
Providis	23	23			
Stelzar	4,50	4,70			

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 27 janvier

VALEURS	Émission	Frais ind
---------	----------	-----------

BANQUES POPULAIRES	
Valors	2.598,09
BANQUE TRANSATLANTIQUE	
Arbitr. Court Terme	9628,66
Arbitr. Première	9653,24
Arbitr. Seconde	17652,61
BNP	
Antiquaire Trésorerie	5781,52
Natio Court Terme	14027
Natio Court Terme	380337
Natio Espagne	2270,76
Natio Ep. Capital C/D	16193,44
Natio Ep. Croissance	231,25
Natio Ep. Obligations	152,37
Natio Europe Nouvelle	11122,65
Natio Europe Trust	621,89
Natio Espagne Valuef	1306,00
Natio France Index	1342,36
Natio Immobilier	2015,76
Natio Immo	5423,28
Natio Internationale C/D	180,04
Natio Opportunités	1340,02
Natio Perennite	1340,02

Natio Perspectives	140,215	73,696	Eur. Trésorerie C/D	317,22	317,22
Natio Placements C/D	778,714	778,714	Eur. Trésorerie D	205,60	205,60
Natio Réseaux	1130,98	919,78	Eur. Trésorerie D	199,32	199,32
Natio Sécurité	1132,63	1132,63	Eparcrom-Sicav D	1240,37	1240,37
Natio Valeurs	1212,62	1181,83	Glopin E	1195,52	1195,52
			Horizon C	190,49	190,49
			Prévoyance Ecur. D.	105,73	105,73
			Fonds communs de placements	1163,22	1163,22
			Eur. Capépénem C	1189,53	1189,53
			Eur. Ségarprenem C	1281,74	1281,74
			Eur. Sansépénem C	1281,74	1281,74
			ONCA		
			Ampis	11623,95	11623,95
			Amor Americo	141,05	151,52
			Amor Ate	95,91	97,08
			Amor Fatur C	705,84	698,62
			Amor Fatur D	644,48	698,62
			Coeils	198,94	198,94
			Dilach	97,825,05	97,825,05
			Egarpe-Lyon	190,07	169,43
			Eurofin	215,10	215,10
			Indicia	1496,53	1499,76
			Mond C	11825,85	11825,85
			Mond J D	11449,90	11449,90
			Oblitator	335,48	325,30
			Oracion	180,73	176,57
			Rover-Vent	122,44	119,67
			S&G	115,42	110,65
			Synthesis	17956,37	17212,19
			Unit Franco	1366,39	1339,04
			Unit France	767,83	719,10
			Unit Garantie C	181,80	181,27
			Unit Garantie D	1416,33	1399,92
			Unit Garantie D	1689,74	1640,59
			Unit Mixte	306,31	306,31
			Univer C	300,49	300,49
			Univer D	208,63	208,63
			Univers Actone		
			OC BANQUES		
			Francis	659,39	659,39
			Francis Pierre	127,36	127,36
			Francis Régions	1836,45	1836,45
			OC PARIS		
			Clanotte	1457,23	1457,23
			Convertec	377,14	377,14
			Ecoac	1607,63	1607,63
			Offide Mondial	3946,95	3946,95
			Offide Régions	1206,12	1206,12
			Rematoc	170,01	170,01
			CREDIT MULTI-PROMOTEURS		
			Euro Solvarek	1360,50	1360,50
			Lion 2000 D	16995,51	16995,51
			Lion 2000 D	16995,51	16995,51
			Lion Association	10937,26	10937,26
			Lion Plus	1525,37	1525,37
			Lion Trison	2306,40	2306,40
			Ogilian	2001,03	2001,03
			Sicav Snow	610,58	610,58
			Silvifrance	1114,84	1114,84
			Silvifrance	530,04	530,04
			Silvifrance	222,76	222,76
			Silvifrance	660,83	660,83
			Tilion	5301,78	5301,78
			Credit & Mutual		
			Avenir Altes	2263,30	2263,30
			Crédit Mutuel AGA P.P.	157,42	157,42
			Crédit Mutuel AGA P.P.	925,59	925,59
			Crédit Mutuel Ind. C	122,99	122,99

[illegible]

LES PREMIERES

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

3615 LEMONDE

5015 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : 01 44 43 70 41

ÉGYPTOLOGIE Akhetetep vivait en Égypte il y a près de quatre mille cinq cents ans. Ce courtisan du pharaon Niouseré nous serait resté inconnu si sa chapelle funéraire n'était

arrivée au Louvre un peu par hasard. ● **ACHETÉE** à bas prix en 1903 et expédiée à Paris, elle y fait, depuis, l'admiration des visiteurs du département des antiquités égyptiennes. ● **LE LIEU**

EXACT où l'archéologue Georges Bénédicte la préleva à Saqqara, sur le site de la nécropole de Memphis, restait cependant ignoré. Six ans de fouilles franco-égyptiennes ont permis

de lever le mystère. ● **UN IMMENSE** MASTABA (complexe funéraire) en calcaire blanc entourait la chapelle maintenant exposée au Louvre. Bien conservé sur une hauteur de 5 mètres,

il comporte plusieurs salles contenant encore des statues et des restes d'offrandes. ● **DES VESTIGES** de l'époque chrétienne (VII^e-IX^e siècle apr. J.-C.) ont aussi été mis au jour à proximité.

Le berceau de la chapelle d'Akhetetep conservée au Louvre a été localisé

Six ans de fouilles ont permis de mettre au jour l'ensemble funéraire qui entourait, à Saqqara, l'une des plus belles pièces du département des antiquités égyptiennes du musée français, acquise en mars 1903 par un de ses délégués, Georges Bénédicte

LES TOMBEAUX. Ce n'est pas ce qui manque à Saqqara. Au cœur de ce qui fut la nécropole de Memphis, capitale de l'Ancien Empire égyptien, ils constituent même le pain quotidien des archéologues. Celui qui vient de découvrir une équipe d'égyptologues français est-il plus grandiose, plus exceptionnel que beaucoup d'autres ? Sans doute pas. Mais il lève, pour le Musée du Louvre, un mystère qui perdurait depuis près d'un siècle : celui du mastaba d'Akhetetep, mis au jour il y a quelques mois après six ans de fouilles.

Akhetetep ? Ce haut fonctionnaire nous serait sans doute resté inconnu si sa chapelle funéraire, acquise par le Louvre en 1903, ne constituait l'une des œuvres majeures du département des antiquités égyptiennes. On savait que cette œuvre, merveilleusement décorée, s'inscrivait probablement dans un complexe funéraire plus important.

Tandis qu'aux pauvres de l'Égypte ancienne revenait une simple fosse creusée dans le sable, les proches des pharaons avaient en effet le privilège de se faire enterrer, auprès de leur roi mort et divinisé, dans des tombes de pierre ou de maçonnerie capables de préserver leur corps de la destruction. Ces mastabas (dont la forme extérieure, trapézoïdale, rappelle celle d'une banquette : *mastaba* en arabe moderne), maisons d'éternité où les héros gardaient leur jeunesse, prirent au fil des siècles des proportions de plus en plus impressionnantes. Dans un premier temps agrémenté d'une simple chapelle dans laquelle la famille déposait les offrandes, leur caveau se vit progressivement entouré d'une véritable maison funéraire, constituée de plusieurs salles aux murs richement décorés.

OFFRANDES ET PAPYRUS

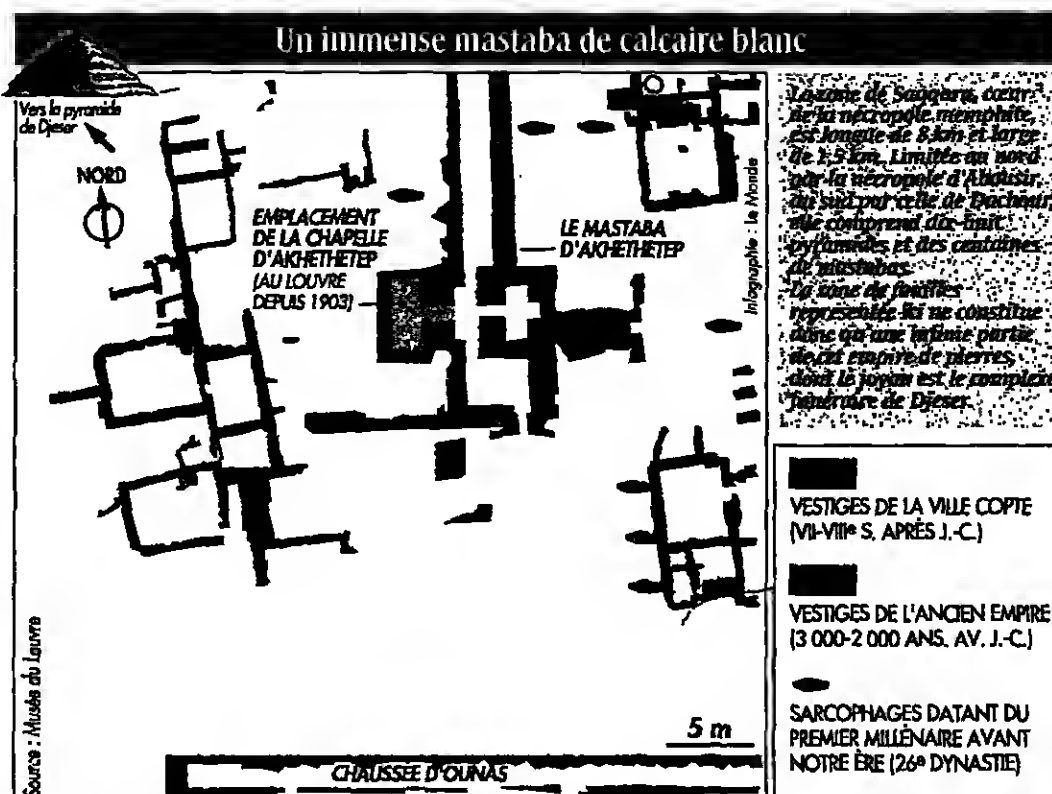
Haut fonctionnaire bénéficiant de l'autorisation royale, Akhetetep avait donc pu édifier son tombeau à proximité des pyramides de Saqqara. Mais sur la nature, la forme et l'emplacement exact de celui-ci, Saqqara était restée muette. Six ans de fouilles ont permis de lever le mystère. « Le complexe architectural qui entourait le monument du Louvre est un immense mastaba », peut aujourd'hui préciser Christiane Ziegler, chef de la mission et conservateur en chef du département des antiquités égyptiennes du Louvre. « Conservé sur une hauteur de 5 mètres, fait d'assises régulières d'un beau calcaire blanc et lisse, il se compose de plusieurs salles, dont certaines

contenaient encore les dépôts d'offrandes destinées au culte funéraire d'Akhetetep. » Dans l'une de ces pièces, à l'apprent muraux extrêmement soignés, un fragment de papyrus gisait au sol. Celui-ci porte le cartouche du pharaon Isési (cinquième dynastie, 2400-2350 av. J.-C.), prédécesseur du grand Ounas, dont la célèbre pyramide décorée se trouve non loin du chantier.

Ainsi était donc le mastaba d'Akhetetep. Aussi riche, aussi somptueux et plus gigantesque encore que ce qu'espéraient les archéologues. De quoi confirmer ce que laissait déjà entendre, par la richesse de son iconographie et des inscriptions qui ornent ses murs, la chapelle du Louvre : Akhetetep, qui vivait sous le règne de Niouseré (2450 av. J.-C.) et dont les titres ont rapport à la médecine et à la magie, était assurément un courtisan très en vue du pharaon.

Mais pourquoi, se demandera-t-on, fallut-il tant de temps pour en découvrir tout le faste ? C'est que les méthodes de l'archéologie, au début du siècle, différaient singulièrement de celles que l'on pratique aujourd'hui. Et que l'empire de pierres de Saqqara, lorsque la chapelle arriva au Louvre, n'était encore qu'un immense chantier sauvage.

Son découvreur, l'archéologue français Auguste Mariette, n'avait commencé à faire renaître la nécropole memphite qu'en 1850. Dans ce désert de sable situé à 30 kilomètres au sud du Caire, les fouilles clandestines allaient encore bon train. Les chapelles funéraires, dont le nombre et l'accès difficile empêchaient toute protection efficace, constituaient une des cibles privilégiées des voleurs. Pour les y soustraire, des concessions furent alors accordées aux principaux musées, leur permet-



tant d'acquiescer à bas prix certains de ces tombeaux.

Ainsi le Louvre hérita-t-il, presque par hasard, de la chapelle d'Akhetetep. Le 13 mars 1903, un de ses délégués, Georges Bénédicte, débarqua au Caire. Le 31 mars, après quelques jours passés à Saqqara, il écrivait à ses collègues parisiens : « Je tiens enfin le tombeau rêvé. C'est le quatrième de ceux que j'ai fait déblayer, et devant un si remarquable spécimen j'ai fait arrêter les recherches. Il est typique par la forme, le style et les représentations et prend

place parmi les plus beaux monuments connus (...). La grande affaire va maintenant être de l'extraire, de le déblayer « en tranches » et de l'emballer de la façon la plus minutieuse, et je n'épargnerai rien pour cela. » Le 3 mai, Bénédicte rentrait à Paris, sa mission accomplie.

STATUES EXCEPTIONNELLES

Ce sauvetage exemplaire était toutefois assorti d'une grave lacune : aucun document ne fut jamais retrouvé concernant l'emplacement exact du tombeau d'Akhetetep.

Les enjeux de l'affaire des remparts de Rodez

RODEZ

de notre correspondant

L'affaire des remparts de Rodez touchés par une opération immobilière est à la source de nombreuses protestations émises par les professionnels de l'archéologie. Ceux de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), notamment, ont trouvé à mettre à de légitimes revendications (Le Monde du 22 janvier). Alors que le calvaire est revenu dans le chef-lieu du département, c'est l'Association pour la sauvegarde du patrimoine archéologique aveyronnais (ASPAA) qui intervient, en quête du passé ruthénois, sur le projet porté par le Crédit immobilier.

Pour Philippe Guat, archéologue et animateur de l'ASPAA, l'affaire a pris un tour politique, et s'il est

d'accord sur le fond avec ses collègues de l'AFAN, il l'est moins sur la forme. Comme eux, il milite en faveur du toilettage d'une loi dont les lacunes ont été mises en lumière par le chantier de Rodez. « Cette loi précise les peines encourues en cas de débordement, mais il n'y a rien qui impose un financement par qui que ce soit », assure, sur le « Pamarcet », le promoteur refusé de payer le travail de l'AFAN, trop gourmande à ses yeux.

Le chantier a également mis en évidence une archéologie à deux vitesses : « Celle des grands travaux, dont l'AFAN avait le monopole, et celle des travaux à trois francs six sous, attribués à l'archéologie rurale », s'indigne Philippe Guat : « on nous reconnaît les compétences lorsque nous fouillons la campagne, mais on ne nous les reconnaît plus à la ville. Nous n'avons

jusqu'à présent le droit de fouiller qu'aux endroits où il n'y avait pas d'argent à prendre ». L'association aveyronnaise étant mieux-disante — elle a présenté un devis de 600 000 francs —, c'est avec elle, finalement, que le Crédit immobilier a bien voulu coopérer et à elle qu'il a accepté de payer les fouilles archéologiques. L'Etat y contribuera à hauteur de 50 %.

Sur le chantier, dès cette semaine, trois archéologues de terrain, dirigés par Philippe Guat, devaient être opérationnels, ainsi que deux personnes en contrat emploi solidaire et des bénévoles. Les professionnels de l'AFAN, fervents défenseurs de leurs statuts, estiment ces emplois précaires fort mal venus.

Eliane Da Silva

Les vestiges

d'une ville copte

Les six missions effectuées depuis 1991 à Saqqara par les archéologues du Louvre ont également permis la mise au jour d'importants vestiges de l'époque chrétienne (VII^e-IX^e siècle apr. J.-C.), témoignage de l'existence, non loin du monastère de Saint-Jérôme, d'une ville copte. Plusieurs maisons ont été dégagées, parfois dans un état de conservation étonnant. Dans l'une d'elles furent retrouvés un silo à grains, une cuisine avec des reliefs de nourriture et de multiples céramiques. Si modestes soient-elles, ces trouvailles sont d'autant plus instructives que les vestiges de la période copte, encadrée par les deux civilisations pharaonique et musulmane, n'ont été longtemps négligés — sinon détruits — par les archéologues. A un niveau plus profond, plusieurs sépultures égyptiennes du premier millénaire avant notre ère ont également été exhumées.

fallut attendre la sixième année (à raison d'un mois de fouilles par an, menées par une dizaine de spécialistes français et plus de cent ouvriers égyptiens) pour que soit enfin dégagé, à une vingtaine de mètres du site initialement présumé, le mastaba d'Akhetetep. Avec un lot de découvertes qui aura largement récompensé la patience des archéologues.

Sculptées dans un calcaire polychrome, trois statues ont également été retrouvées, dont l'exécution, du moins pour deux d'entre elles, « est tout à fait exceptionnelle ». Comme le veut la coutume, elles représentent le propriétaire du mastaba, et complètent ainsi le portrait physique et social d'Akhetetep que nous avait déjà transmis sa chapelle. Christiane Ziegler espère que ces trois pièces rares seront prêtées au Louvre par les autorités du Caire pour la réouverture du département des antiquités égyptiennes, prévue cette année après deux ans de travaux.

Catherine Vincent

* Le Mastaba d'Akhetetep, une chapelle funéraire de l'Ancien Empire, de Christiane Ziegler. Mémoires des musées nationaux, 1993, 235 p., 295 F.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE

Comme Léonard de Vinci, c'est grâce à une double formation que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien ou titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...), vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2^e année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du management.

Informations clés :
● cursus personnalisé à votre initiative,
● formation en alternance possible,
● date limite de candidature pour la session d'admission 1997 : le 15/02/97.

Contactez Chantal
Tél. : 01 34 43 31 26
Fax : 01 34 43 31 11
E-mail : dhalluin@edu.essec.fr
ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105
95021 Cergy Pontoise cedex

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du leader visionnaire



Nous aurions volontiers recruté Léonard de Vinci s'il s'était présenté à l'ESSEC.

Le premier « laser à atomes » est mis au point aux Etats-Unis

« SUPERBE : une expérience de livre de cours ! » Jean Dalibard, chercheur à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris, ne cache pas son admiration pour l'expérience que vient de réussir son collègue américain du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Wolfgang Ketterle. Avec son équipe, ce dernier vient de mettre en œuvre le premier « laser à atomes », confirmant ainsi les promesses d'une discipline encore balbutiante : l'optique atomique.

« Nous avons bouclé la boucle », se réjouissait Wolfgang Ketterle, commentant, dimanche, ses travaux qu'il publie dans deux articles publiés respectivement par les revues scientifiques *Physical Review Letters*, lundi 27 janvier, et *Science*, vendredi 31 janvier. Une boucle théorique esquissée voilà quelque soixante-dix ans par Louis de Broglie, d'une part, Albert Einstein et le physicien indien Satyendra Nath Bose, d'autre part.

Le physicien français (Prix Nobel 1929), avait établi, en 1924, que chaque particule en mouvement peut être associée à une onde. Cette théorie dite de la « mécanique ondulatoire » se vérifie parfaitement avec les photons qui constituent la lumière. Elle se met également en évidence, plus difficilement, avec des particules matérielles. Ce qui manquait à l'appel pour ces der-

nières, était l'équivalent du laser, dans lequel les photons se comportent tous d'une manière identique. Albert Einstein et Satyendra Nath Bose calculèrent néanmoins que certaines d'entre elles devraient, à très basse température, se comporter à la manière des photons d'un laser et se mettre tous dans le même état ondulatoire.

COURSE DE VITESSE

Pendant très longtemps, personne n'a pu vérifier l'existence du fameux « condensat de Bose-Einstein ». Pour atteindre cette nouvelle « transition de phase » au-delà de laquelle les atomes changent de comportement (comme quand l'eau se vaporise ou gèle), il faut, en effet, s'approcher du zéro absolu (-273,15 degrés centigrades) ou zéro degré Kelvin.

On ne parvenait guère à descendre au-dessous de la température de l'hélium liquide (4,2° K ou -269° C), et le problème paraissait insoluble, jusqu'à ce que des chercheurs imaginent de ralentir l'agitation des atomes en les « piégeant » à l'aide de champs magnétiques et de rayons laser (Le Monde du 30 juin 1995).

Très vite, une course de vitesse s'engagea alors entre les équipes de physiciens les plus prestigieuses

dont, en France, celle de Claude Cohen-Tannoudji à l'ENS (dont fait partie Jean Dalibard). A partir de fin 1990, les records tombèrent les uns après les autres. Passés en tête fugitivement avec 0,2 millionième de degré K en juin 1995, les Français de l'ENS se sont finalement fait coiffer au poteau par l'équipe de l'Américain Eric Cornell de l'université du Colorado à Boulder, la première à obtenir un condensat de Bose-Einstein, suivie de près par celle de Wolfgang Ketterle au MIT, en décembre 1995, puis par un laboratoire de l'université de Rice (Texas). « Depuis un an, une trentaine d'équipes dans le monde — dont la nôtre — essaient de les rattraper, raconte Jean Dalibard. Mais la réalisation d'un condensat de Bose-Einstein exige un savoir-faire dont les tenants se gardent bien de divulguer tous les secrets. »

Pendant que leurs concurrents s'efforcent de rattraper leur retard, les trois équipes américaines, elles, « jouent » avec le nouveau milieu auquel elles ont donné vie. C'est ainsi que Ketterle et son équipe ont pu observer la formation de « franges d'interférence » — manifestation de la superposition de deux ondes cohérentes — quand deux condensats de Bose-Einstein proches se rencontrent. Mieux : en

irradiant un condensat avec une onde radio, ils sont parvenus à faire s'échapper un filet d'atomes se comportant comme le jet de photons d'un laser. Le premier laser d'atomes !

Les applications potentielles sont multiples, même si la nécessité de refroidissement proche de zéro K en limitera la diffusion. Les lasers atomiques pourraient accroître considérablement la sensibilité des appareils de mesure utilisant déjà les lasers et l'interférométrie, comme les détecteurs de gravitation des prospecteurs pétroliers et des géologues. A plus long terme, ils pourraient améliorer la précision des horloges atomiques (déjà de l'ordre d'une seconde pour 30 millions d'années !), ou être employés pour la lithographie de circuits électroniques extrêmement petits. « Ils ne mettent en jeu, pour l'instant, qu'un nombre « réduit » d'atomes (quelques millions) et ne rivalisent pas avec les lasers optiques », souligne néanmoins Jean Dalibard. Restent les emplois encore insoupçonnés : quand le laser optique fut inventé en 1960, personne n'imaginait qu'il servirait à lire la musique des disques compacts.

Jean-Paul Dufour

L'expédition franco-chinoise dans l'Everest suscite de vives critiques

Le projet lourd et médiatique du guide chamoniard Serge Koenig est contesté par nombre de ses pairs pour des raisons politiques et écologiques

En marge de la réunion annuelle du Comité de l'Himalaya et des expéditions lointaines de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME), a été examinée, samedi 25 janvier à Chamonix, l'opportunité de l'ex-

pédition « Alliance 8848 ». Serge Koenig entend mener une équipe de six guides français et six guides chinois dans la face nord de l'Everest, accessible par le Tibet. Les Chinois ont promis d'inclure deux Tibétains dans le

projet. Mais de nombreux spécialistes craignent qu'« Alliance 8848 » ne cautionne la présence chinoise au Tibet. Qui plus est, cette entreprise lourde nécessitera la pose de kilomètres de corde fixe sur la voie choisie.

Même si Serge Koenig a dit vouloir alléger le dispositif, d'éminents himalayistes estiment que ce type d'expédition est d'un autre âge. Christophe Profit explique au Monde comment il envisage l'avenir de sa discipline.

CHAMONIX

de notre envoyé spécial
« Silence total ». Telle semble être désormais la consigne du promoteur de l'expédition « Alliance 8848 », Serge Koenig, qui souhaite escalader, au printemps, avec un groupe d'alpinistes français et chinois, le versant tibétain de l'Everest (Le Monde du 7 décembre 1996). Le guide n'a pas participé, samedi 25 janvier à Chamonix, à la réunion annuelle du Comité de l'Himalaya et des expéditions lointaines de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME), qui réunit les amateurs de grandes ascensions sur les montagnes du monde.

Pressé par le temps, pris de vitesse par les réactions de plus en plus vives contre son projet, Serge Koenig s'était envolé quelques

jours plus tôt pour Pékin, où il tente d'obtenir les autorisations nécessaires à son expédition. Il souhaite ouvrir une voie nouvelle et directe dans la face nord de l'Everest, qui domine le plateau tibétain. Il y a un mois, il espérait emmener avec lui une douzaine de grimpeurs, dont six guides français et six alpinistes chinois. A la suite de longues négociations, Pékin avait finalement proposé d'inclure dans son équipe deux ressortissants tibétains.

Le projet, jugé « démesuré » et « hors du temps » par un grand nombre de guides et d'alpinistes français, en raison des kilomètres de cordes fixes qui doivent équiper la voie, mais aussi de son extrême médiatisation, a été revu à la baisse. Dans une lettre qu'il vient d'adresser à ses compagnons, les

guides Michel Fauquet, Christophe Moulin, David Ravel, Eric Brun et Gérard Vionnet, Serge Koenig annonce que son expédition se déroulera, « selon une version plus légère », au cours des mois d'avril et mai.

« OPPRESSION SANS LIMITE »

Si l'objectif sportif reste le même, le promoteur a considérablement réduit ses ambitions télévisées. Les retransmissions en direct depuis le Toit du monde ne semblent plus aujourd'hui d'actualité, ni la mobilisation de plusieurs hélicoptères et d'un satellite pour couvrir la progression des cordes.

Toutefois, pour attirer des financiers et l'aider dans son entreprise, le chef de l'expédition espère fermement faire coïncider la poignée

de main franco-chinoise au sommet de l'Everest, but de ses « manœuvres himalayennes », avec la Foire commerciale de Shanghai, qui doit avoir lieu du 17 au 21 mai et que devrait visiter M. Chirac.

Mais l'entreprise semble hautement risquée, en raison des incertitudes météorologiques en haute altitude et du prix à payer pour un tel exploit — une dizaine de millions de francs. Enfin, M. Koenig précise dans sa lettre qu'il annulera le 15 février le départ de son expédition ou son report à 1998.

En l'absence de Serge Koenig, et donc « faute de combattants », selon Jean-Claude Marmier, nouveau président du comité himalayen de la FFME, celui-ci s'est abstenu d'intervenir, en public, un débat sur l'opportunité d'une telle expédition. Plusieurs alpinistes,

notamment Eric Escoffier, Jean-Christophe Lafaille ou Christophe Profit, ont exprimé, en coulisses, leur hostilité au projet. Elu il y a dix jours à la tête de la FFME, Robert Paragot a indiqué que sa fédération s'est « désengagée » du projet. Nous ne soutenons que l'objectif : une voie nouvelle sur l'Everest. (...) Quant à la coopération avec la Chine, on ne peut pas y échapper. »

Le Club alpin français, pour sa part, tente de mobiliser autour d'une pétition ses quatre-vingt mille membres, afin d'obtenir l'abandon du projet « Alliance 8848 » à l'Everest. Le CAF stigmatise le fait que « la prouesse technique que constituerait le succès de l'expédition, déjà déformée par la débâche de moyens, serait détournée et servirait d'autres ambitions, économiques et politiques : une poignée de main franco-chinoise au sommet du monde, symbole largement médiatisé, faciliterait l'ouverture des marchés asiatiques à des intérêts français. Simultanément, ce qui est inacceptable, elle légitimerait toutes les revendications chinoises relatives au Tibet, contribuant à faire oublier l'appression sans limite qui s'y exerce. »

C. F.

Christophe Profit, himalayiste

« Il faut accepter à un moment de ne plus avoir de chemin de retour »

CHAMONIX

de notre envoyé spécial
« Pourquoi ne souhaitez-vous pas participer à l'expédition qu'organise Serge Koenig à l'Everest ? »

— Je n'ai pas été invité. Ses promoteurs connaissent à l'avance ma réputation. J'estime que ce projet est maladroite et malvenu. Il va brouiller l'image de l'alpinisme pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le sport. On va faire beaucoup de mal à cette discipline. L'himalayisme tel qu'il est déjà pratiqué depuis quelques années est à l'opposé de ce que veut tenter l'expédition franco-chinoise à l'Everest. Le type d'expédition qu'il monte est beaucoup trop lourd. On pouvait y avoir recours il y a quelques années lorsque les alpinistes n'avaient pas encore une bonne connaissance de la haute altitude.

— L'installation de cordes fixes sur une paroi de plus de 8 000 mètres ne vous paraît donc plus nécessaire ?

— L'alpinisme ne peut pas se concevoir sans engagement. Nous évoluons dans un milieu très voisin de celui des marins, qui, comme nous, s'engagent corps et âme dans des défis exceptionnels. Si l'on suppose cette outillage, on prive notre sport d'une large partie de son intérêt.

— Je ne condamne pas a priori

les cordes fixes, les échelles ou l'utilisation de l'oxygène. Ils sont nécessaires pour des expéditions commerciales où, comme à l'Everest, des gens paient 200 000 francs dans l'espoir d'atteindre ce sommet. Mais si l'on se place au niveau des performances, si l'on veut faire évoluer notre discipline, alors, oui, tout ce matériel est vraiment dénué.

— Des voies très techniques restent à ouvrir sur des sommets de plus de 8 000 mètres dans l'Himalaya, notamment dans le versant nord-ouest du K2, au Nanga Parbat ou au Lhotse. Pourquoi ne vous y engagez-vous pas ?

— Je pense que nous ne sommes pas encore prêts pour les réaliser en technique alpine. Aux quatre coins du monde, il y a encore plein de belles choses à faire dans les vingt ou trente ans à venir. Il faut accepter de les aborder progressivement. Je trouve dommage d'installer trois mille mètres de corde fixe sur la face nord de l'Everest. C'est comme si, lors de l'épopée des Grandes Jorasses, dans le massif du Mout-Blanc, on avait placé un filin de haut en bas de la voie. En 1938, Riccardo Cassin et ses amis n'auraient pas eu le même enthousiasme pour s'engager dans l'éperon Walker.

— An mois de décembre, vous vous êtes rendu au Népal,



CHRISTOPHE PROFIT

avec cinq autres guides, pour gravir le piler sud du Pumori (7168 mètres), qui fut vaincu en 1972 par une expédition française. Pourquoi avoir choisi cet objectif situé en dessous de 8 000 mètres ?

— L'itinéraire, conquis il y a vingt-cinq ans, est très beau et très esthétique. Après une brève acclimatation sur la voie normale, nous avons gravi ce piler de grande convergence, de 1 500 mètres de haut, en quatre jours, sans poser un seul centimètre de corde fixe. Il faut accepter à un moment de ne plus avoir de chemin de retour, de fil d'Ariane, de se sentir fragilisés. C'est ce que j'appelle l'engagement.

— Si l'on sait que des cordes fixes existent, le jeu n'est plus le même, puisque quelques heures suffisent pour évacuer la face, qui, dans le cas contraire, peut vous retenir prisonnier.

— Pourquoi n'avez-vous pas ouvert une nouvelle voie dans ce piler ?

— Nous pouvions en effet laisser nos noms — Sam Beauguy, Olivier Besson, Jean Blanchard, André Pierre Rheim, Jérôme Ruby et moi-même — sur un itinéraire voisin, situé à quelques dizaines de mètres de la voie française. Celle qui fut tracée en 1972 est vraiment exceptionnelle. Elle nous faisait vraiment envie. Il ne faut pas ouvrir des voies partout et tous les mètres, dans le seul but de remporter une victoire, de laisser son empreinte sur les montagnes du monde. Au Pumori, nous voulions seulement réaliser quelque chose de très technique. Nous avons réussi ce piler d'une belle manière après seulement trois bivouacs.

— Comment concevez-vous l'himalayisme de demain ?

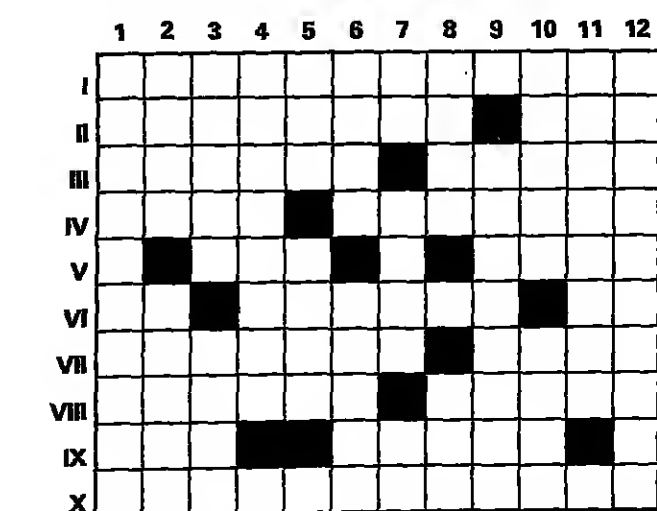
— Déjà l'alpinisme de haut niveau se pratique aussi sur des sommets de 6 000 ou 7 000 mètres. Certains sont aussi engagés que des 8 000 mètres. S'il y a un pèlerin, les secours ne sont pas possibles. Ce que nous allons vivre désormais dans l'Himalaya, c'est ce que faisaient nos prédécesseurs dans les Alpes il y a un demi-siècle : arriver sous une voie et la gravir aussitôt, comme le firent les conquérants des itinéraires les plus prestigieux des Alpes.

Propos recueillis par Claude Francillon

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97008

3615 LEMONDE, (après SOS 2,23 Fmin).



HORizontalement

I. Comme des châteaux mis en caves. — II. La chaise de M. Séguin. Coup de froid à New York. — III. Gros rongeur des forêts américaines. La musique de Dizzie Gillespie et du « Bird ». — IV. Ses vois sont de plus en plus sèches et rapides. Répondant aux lois de Newton. — V. Son cours descend toujours et peut subir des chutes importantes. La même définition que la précédente, en plus poétique. — VI. Réaction enfantine. Dans son milieu naturel. Seul et en tête. —

VII. Une tendance au stockage et un problème de distribution. L'Irlande en poésie. — VIII. Prendra en considération. Protégera en douceur. — IX. Supprime de façon définitive. Difficile à porter et à supporter. — X. Sans être dissolue, leur vie n'est plus régulière.

VERTICALEMENT

1. Juppé les pousse maintenant à casser leur tirelire et à consommer. — 2. Avec lui, il n'y a que des millionnaires. En représentation à la cour. — 3. Déprime quand il est avec le noir. Un écrit bien mal

écrit. — 4. Son témoin peut tout raconter puisqu'il a tout vu. — 5. Traité comme du lait en briques. Préparer la force. — 6. La première couverture sociale. Lieu mythique où l'on entend des voix. — 7. Dans l'oreille. Fine si l'on a une bonne oreille. Celui qui en trouve a bonne mine. — 8. Missile sol-sol de portée moyenne. Marque l'accord. — 9. Se chargent des décharges. — 10. Renaît de ses cendres dans l'oubli du moment. Ouverture sur le grand large, mais gare à la panne si l'on y reste. — 11. Comme un soupirant repoussé par sa belle. — 12. Fort au minimum quatorze.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97007

HORizontalement
1. Croustillant. — II. Hallier. Brio. — III. Acétates. Tel. — IV. Pl. RMiste. Ce. — V. Enta. Enfer. — VI. Liasses. NASA. — VII. Le. Ou. Eaux. — VIII. Enoncent. — IX. Raux. Erg. Erié. — X. Séparées. Ans.

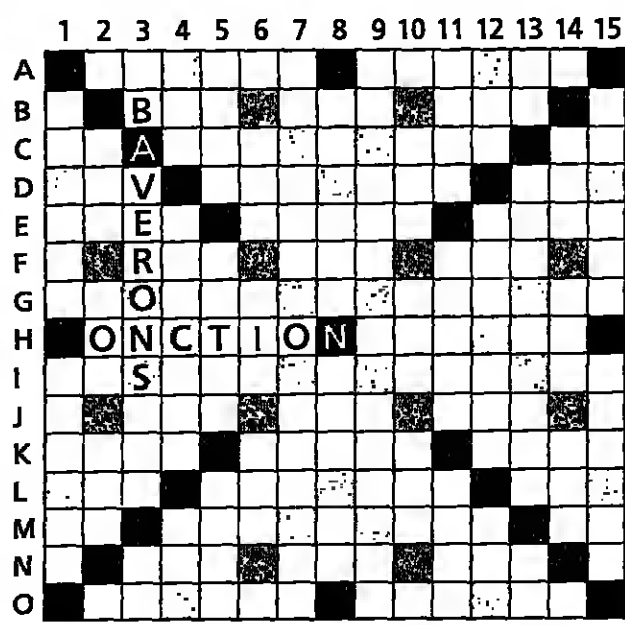
VERTICALEMENT

1. Chapeliers. — 2. Racineuse. — 3. Olé. Ta. OLP. — 4. Ultrason. — 5. Siam. Sucer. — 6. Tétine. Ere. — 7. Ires. Serge. — 8. Ste. Aa. — 9. Lb. Ennuie. — 10. Art. Faxera. — 11. Nièces. Nin. — 12. Tolérantes.

SCRABBLE

PROBLÈME N° 2

Le troisième mot



Le tirage a été A I L N P T U.
1) Trouvez et placez un mot de sept lettres. Avec A I L N P T U, trois placements sont possibles, dont l'un permet de dépasser les 100 points.
2) Trouver quatre mots de huit lettres en utilisant quatre lettres différentes de l'un ou de l'autre des deux mots placés sur la grille.

Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.
Premier tirage : A E L O R R U.
Trouver trois sept-lettres.
Deuxième tirage : A C E E L M X.
En utilisant deux lettres du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres.

Solution dans Le Monde du 5 février.

Solution du problème de la semaine précédente.
a) BERCEAY, 9 C ou 9 G, 88 (faisant NYMPHÉE ou NYMPHÉE).
b) TUBÉACÉ, en forme de truffe, 0 6, 95 - BARBEUCÉ, M 6, 86 - ÉBAUCHER, K 1, 80 - RUBIACÉE, plante, type gardénia, L 3, 80 - ÉCOBUERA, brûlera la végétation pour fertiliser le sol, J 4, 64.
c) ONCTION.
d) BAVERONS, OBSERVERAI ou l'anagramme OBVIÉRAS, OBSERVAT.

Michel Charlemagne

localisé

restes

la vie capte

Les photographes professionnels de l'AFP à l'échelle mondiale ont été les premiers à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône. Les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône ont été les premières à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône.

Les photographes professionnels de l'AFP à l'échelle mondiale ont été les premiers à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône. Les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône ont été les premières à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône.

Les photographes professionnels de l'AFP à l'échelle mondiale ont été les premiers à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône. Les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône ont été les premières à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône.

Etats-Unis

Les photographes professionnels de l'AFP à l'échelle mondiale ont été les premiers à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône. Les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône ont été les premières à capturer les images de la catastrophe du train de la ligne de la vallée de la Saône.

051 7 11 47

Vœux gourmands

Quelques jours de vagabondage à Paris, en suivant les surprises du courrier

C'EST LE FACTEUR, la semaine dernière, qui allait nous faire passer à table. De sa sacoche tombait un fort reliquat de cartes de Nouvel An, rallongé d'informations plus ou moins piquantes, mais qui méritaient attention et valaient certainement chronique. L'affaire se réglait en marchant.

Première lettre ouverte, premier choisis, Christian Constant, qui annonçait son installation, rue Saint-Dominique, dans un restaurant, Le Violon d'Ingres, dont il était devenu patron et responsable à part entière. Après vingt-quatre années de bons et loyaux services sur les navires de haut bord de la capitale - Ledoyen, Le Ritz, Le Crillon, - il engageait désormais seul sa course au large; exemple unique d'indépendance tardive pour un deux-étoiles Michelin qui les abandonnait à ses derniers employeurs de la place de la Concorde, en se promettant de les reconquérir sans tarder pour son propre compte.

A quarante-cinq ans, cet homme de Montauban peut dire qu'il est toujours resté fidèle à ses origines et sûrement se flatter d'avoir su finement composer entre l'esprit de création et le bagage patrimonial dont il se s'est jamais séparé. C'était sans doute l'avis de Bernard Loiseau, le condottiere de Sautieu, qui venait ce jour-là souhaiter bon vent et bonne chance à son pote, en le prévenant qu'avec un menu à 240 francs il était en train de leur casser gentiment la baraque, à eux les étoiles surarmées, tout-puissants et pourtant très fragiles.

Evidemment, ils ne sont que six, ici aux fourneaux, à réaliser, sous la férule du pro qui se relance, une cuisine redoutablement achevée, héritage légitime du savoir-faire d'un artisan reconnu par tous. Car d'agneau rôti sous la cendre, risotto d'allergènes de volailles, salade de saint-jacques à la truffe fraîche, marinade de moules en papillote... Six jours seulement après son ouverture, la maison tournait déjà très fort.

Au courrier encore, une réédition, chez Arthaud, d'un *Venise* broché par Fernand Braudel, avec Folco Quilici aux images. Texte d'ici ancien et d'une époque où il se s'agissait pas encore de dire trop de mal de la Sérénissime, cité qui était toujours dangereusement malmenée par sa lagune. Temps du carnaval, nous y sommes, et cette anecdote sur celui de 1789, qui voit mourir un doge en pleines festivités, nouvelle considérable,

mais tenue secrète « pour qu'aucune goutte de joie ne soit perdue ». loli.

A Paris, si l'on veut faire le Vénitien, il faudra fréquenter La Bauta, boulevard du Montparnasse, le restaurant le moins et le plus italien de la capitale. Endroit étroit et confidentiel où rien ne bouge selon les agitations traditionnelles de la Péninsule. Une sorte de godole à oappes blanches, démodée et confortable, gaie et recueillie. Goldoni pas loin. On y sert, flanquée d'une polenta, une friture de soles, de langoustines, d'éperlans et de calamars à faire rougir de plaisir n'importe quelle jolie femme un peu gourmande. Un coup de toscane rouge par là-dessus et le moment est gagné. Garanti. Au point qu'on se demande s'il faut donner l'adresse.

URBAIN PROFOND
Mals voilà, toujours expédié par la poste, un communiqué lancé de la brasserie Gallopin, place de la Bourse: « Dans un décor riche et victorien, qui n'a presque pas changé depuis 1876, la brasserie Gallopin propose, à des prix raisonnables, une cuisine traditionnelle synonyme de qualité, préparée à partir de produits frais de saison, pour la plus grande joie des palais. » C'est beau,

la réclame à l'ancienne. Vite, chez Gallopin!

L'avis à la population prévenait aussi de l'ouverture du bistrot Gallopin, mais l'odeur de peinture y était encore un peu forte pour ne pas préférer aller s'installer chez le grand frère, dans la salle où siège le bar, un mouvement majuscule taillé à vif, un jour de liesse, dans de l'acajou de Cuba. On parle souvent avec émotion de la France profonde. Territoire lointain et indéterminé à laisser le plus longtemps possible dans son état ou à partir secourir d'urgence, on ne sait pas. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il y a aussi un urbain profond. La cravate en soie remplace ici le boudoir, la transaction les palabres, le déjeuner d'affaires le tapage-là.

Cette brasserie est un temple. Aucun mot plus haut que l'autre, aucune extravagance, aucune tricherie d'attitude. On bosse à la française: à table, entre gens de bonne compagnie. C'est impressionnant d'entente, de concorde, de courtoisie. Le service est entièrement monté sur roulement à billes et le pied de porc servi avec du cresson du jour. A visiter.

Autre endroit à fréquenter, Marly-le-Roi, dont une consœur allemande nous demandait, par courrier, quelles étaient les beures de visite du château. Le drapeau, chère Ursula, c'est qu'il n'y a plus de château. La dernière résidence secondaire du Louis Soleil est partie au feu des enchères de la Révolu-

tion et il n'en reste rien. Du tout. Sinon une copie des fameux chevaux - les originaux sont dans leurs nouvelles écuries du Grand Louvre - et un très classe balcon de fer forgé récemment réinstallé au-dessus de l'abreuvoir. Bel effort tout de même, un musée-promenade - il fallait trouver le terme - retrace l'histoire de l'ultime inconscience d'un prince jamais fatigué de vivre, toujours amoureux des bosquets.

C'est ou, c'est beau. Ursula, si une fois vous attrapez après tout ce grand bol d'air, toute cette ovation dans le vide, peut-on vous conseiller La Tempête? Un restaurant façon clipper, avec passage du Horn sous couverture chauffante et long-drink avec paille. Les huîtres, arrivées par Chronoposte accéléré de Riec-sur-Belton, y sont assez fameuses.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Violon d'Ingres, 135, rue Saint-Dominique 75007 Paris. Tél.: 01-45-55-15-05. Menu-carte: 240 F à midi, 290 F le soir.
★ La Bauta, 129, boulevard du Montparnasse 75006 Paris. Tél.: 01-43-22-52-35. Menus: de 105 à 200 F.
★ Gallopin, 40, rue Notre-Dame-des-Victoires 75002. Tél.: 01-42-36-45-38. Menus: 220 et 250 F.
★ La Tempête, place de l'Abreuvoir 78160 Marly-le-Roi. Tél.: 01-39-58-42-21. Menu-carte à 187 F.



Le panini

Que faut-il pour faire la cuisine? Une casserole, un fait-tout, une poêle? Vous n'y êtes pas. D'après Vivagel, le « repas rapide et sympa » se concocte désormais en huit minutes chrono et au seul moyen d'un grille-pain. Pour vivre cette expérience, il suffit de glisser dans l'appareil un « panini » comme ceux que commercialise depuis quelques mois ce fabricant de surgelés.

Entre « panifier » et « paniquer », le mot a fait son apparition cette année à la fois dans le Dictionnaire encyclopédique Hachette, le Petit Larousse et le Robert. Cette intronisation conjointe, digne d'un phénomène de société, porte à la connaissance du public, à en croire ces ouvrages, un sandwich chaud italien. Depuis quelques années s'est en effet répandu en France sous ce vocable un objet n'importe quel d'une pâte à pain très blanche, garni de divers aliments, le tout mis à griller dans une presse semblable à celle qui servait autrefois à marquer les steaks.

Que ce sandwich chaud, aplati et balayé, existe, c'est un fait. Qu'il soit un produit transalpin, cela est une autre affaire. Personne ne conteste le rôle de

John Montagu, quatrième comte de Sandwich. Celui-ci, puisqu'il ne pouvait s'arracher à sa table de jeu, demanda à son cuisinier de créer à son intention de quoi satisfaire une petite faim sans couverts ni assiette. Popularisée sous son nom, cette fantaisie culinaire fait toujours l'orgueil des Anglais, qui ont ainsi répandu dans le monde le patronyme de l'un des leurs. Ce n'est pas le cas des Italiens, qui sont au contraire nombreux à refuser la paternité du panini. Pour Leda Vigliardi Paravia, présidente de l'association pour la diffusion de la gastronomie italienne, cela relèverait même de l'imposture la plus totale. « En Italie, un panini est un sandwich, mais uniquement un sandwich chaud - nous n'en consommons presque jamais - et certainement pas de cette forme ou avec une pâte de ce genre. La ciabatta milanaise, la

cirinola ou la rossetta romaine, voilà d'authentiques sandwichs italiens. » Créé ex nihilo, le panini est pourtant vendu aujourd'hui comme un grand classique latin. Au pseudo-terroir de ses débuts, huile d'olive, tomate et mozzarella, se sont ajoutés aujourd'hui substituts des recettes les plus exotiques. Le « Toscana », le panini vedette de la société Relais frais (qui en a vendu chez nous plus d'un demi-million dans 600 points de vente l'an dernier), est à base de lardons rissolés. Quant à Vivagel, l'un de ses « petits pains fourrés originaux d'Italie » contient, comme élément principal de sa garniture, du ketchup... une sauce qui doit être particulièrement italienne, puisque ce panini en renferme presque deux fois plus qu'il ne contient de viande. Seul rival à de telles « créations », le sandwich que, selon François Truffaut, Orson Welles avait inventé. Dans un pain entier coupé en deux et tartiné sur une face de beurre et sur l'autre de beurre de cacahouète, il glissait des spaghetti grillés, surmontés d'une omelette baveuse et d'une vingtaine de rondelles de truffes.

Guillaume Crouzet

BOUTEILLES

Côtes-du-roussillon

DOMAINE PIQUEMAL

■ Cypres, oliviers et pins ajoutent à la variété des paysages du Roussillon - vignes, vergers d'abricots et de cerisiers en amphithéâtre de verdure face à la mer, des Corbières aux confins des monts Albères, dominés par le Canigou. Un microcosme enchevêtré de vignes, qui se donne aux yeux éblouis par la lumière. Le long de la rivière l'Agly, en amont de Rivesaltes, des terrains argileux et calcaires et des schistes en terrasse nourrissent le grenache noir, le carignan, de vieilles vignes, le mourvèdre et la syrah du Domaine Piquemal. En 1995, les deux premiers cépages ont bénéficié d'une vinification longue (par macération carbonique), les deux autres ont été traités de façon traditionnelle, et tous assemblés en parts égales. Aujourd'hui, ce vin présente un bel équilibre. On y décèle, parmi des arômes de fruits, le nez à peine fumé de la syrah, quelques tanins discrets et une évolution rapide qui doit inciter à la décantation. C'est un vin d'été, à boire d'avril à septembre, l'accompagnement idéal du plat pascal régional.

★ Pierre et Franck Piquemal. AOC côtes-du-roussillon 1995: 32 F la bouteille (prix départ), en vente à Paris à l'Énothèque (20, rue Saint-Lazare, 75009).

Domaine Piquemal, 1, rue Pierre-LeFranc, 66600 Espira-de-l'Agly. Tél.: 04-68-64-09-14. Télécopie: 04-68-38-52-94.

J.-C. R.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

CÔTÉ GRIZZLY

■ Deux niveaux entièrement rénovés d'un hôtel du XVIII^e siècle, aux tonalités chaudes, « Plein Sud » et « Grand Midi ». C'est un nouvel espace entièrement voué à la Méditerranée, où l'accueil de Claudine Ponsard est des plus charmants. Agréable préparation que cette soupe de poissons de roche et « favouilles » (étilles) servie avec la rouille, ou bien la gardienne de taureau aux olives, plat abondant et de tradition avec les petits légumes frais. Au grill, de belles viandes et des poissons: dos de saumon, espadon basquaise, et brochettes de saint-jacques aux épices douces. La Méditerranée y perd quelque peu son latin, mais les assiettes sont copieuses et le vacuérisme bautes-terres (90 F) bien bon. Menu: 98 F. A la carte, compter 150 F.

★ Paris, 1-3, rue Saint-Hyacinthe (75001). Tél.: 01-55-35-30-25. Tous les jours (nouveau parking: place du Marché-Saint-Innocent).

LOULOU DE BASTILLE

■ La cuisine, c'est celle du patron, un enfant de la baie qui aime l'accordéon. Loulou, c'est un ancien photographe de mode, fin connaisseur en petits vins, pour un public parisien, plutôt « décalé » et bon enfant. Voici les plats du jour: sauté d'agneau avec lingots, tripoux d'Auvergne, andouillettes, au choix, de chez Hardouin à Vouvray ou de la Maison Soulié à Cbablis. Le persillé de Bourgogne avec les grattons du Gers, tout cela ne fait-il pas un peu désordre? Ce n'est que prétexte pour déguster quelque grande bouteille de petits vins épatants. Formule 79 F. A la carte, compter de 130 F à 150 F.

★ Paris, 11, rue Richard-Lenoir (75011). Tél.: 01-40-09-03-31. Fermé samedi, dimanche et lundi.

LE VERT GALANT

■ Jacques Mégéan et son épouse progressent, avec la même maîtrise souriante, sur la voie de l'excellence. Le menu, au déjeuner, reste d'un rapport qualité-prix imbattable. L'hommage saisonnier rendu à la truffe sauvage du Ventoux, outre les fameux légumes de Provence infusés à la truffe fraîche écrasée, comporte cette année, parmi plusieurs entrées, un velouté de topinambour aux huîtres décoré de lamelles de truffe en canapé et de quelques chips de topinambour; une merveille d'équilibre propre à exalter quelque cépage roussien et marseillais. A ce menu s'ajoutent la brandade de morue truffée mêlée de céleri et - truffée elle aussi - la purée à la décoration de ciboulette qui escorte la canette rôtie. Menu 130 F (déjeuner). Carte menu: 198 F. Menu truffe (jusqu'à la fin février): 298 F.

★ Carpentras, 12, rue Clapiès (84200). Tél.: 04-90-67-15-50. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasseries

BERNARD MORILLON

■ On peut, à Beaune - même lors de la Saint-Vincent tournante -, par le biais d'un petit menu, avoir accès à une table réputée, bénéficier d'un service impeccable, jouer d'un cadre et d'une belle table fleurie. Avec, en plus, l'accueil souriant de Martine Morillon. Amuse-bouche variés, pour commencer, avec une délicieuse crème de moules. Au choix, en entrée, la terrine chaude de rascasse ou bien la tourte d'escargots à la crème d'ail et jus de persil. Le cœur de charolais sauce Foyot est la touche de classicisme qui caractérise la cuisine de Bernard Morillon, ou bien les remarquables cuisses et râble de lapereau à l'agréable, dont l'accord gourmand se fait sur un choré-lès-beaune au prix sage (160 F), choisi dans une opulente carte. Voici le plateau de fromages, avec le délicieux cîteaux. Le fondant au chocolat, glace vanille bourbon, conclut ce bel ensemble, qui augure bien des plaisirs, par ailleurs, de la grande carte. Menu: 180 F. A la carte, compter 450 F.

★ Beaune, 31, rue Maufoux (21200). Tél.: 03-80-24-19-06. Fermé lundi et mardi midi.

Gastronomie

LE RÉGENCE

■ Après l'arrivée d'Alain Ducasse, la réouverture de Jamin et celle de l'Astor, l'installation de Pierre Gagnaire, les changements de chef au Bristol et plus récemment au Crillon, c'est une bonne partie du paysage culinaire parisien qui a changé depuis l'automne. Auparavant, plus discrètement, c'est à Eric Briffard que la direction du Plaza, l'un des plus raffinés grands hôtels parisiens, avait confié le soin de rénover la cuisine. La vision exigeante et moderne de ce chef, dont l'enthousiasme se lit dans l'assiette, s'exprime dès la gelée d'oursins en coque au fondant de fenouil et mouillettes aux herbes. Une entrée étonnante de saveurs lodées, à l'assaisonnement précis, un travail invisible de haute simplicité. Eric Briffard excelle à trouver le juste équilibre, même avec un bar de ligne à la nage au caviar. On en jugera encore avec la tourte feuilletée de canard en civet au foie gras et chichorée en salade, ou bien avec le ris de veau au beurre salé au citron confit et salsifis au jus. Il s'agit là de relever par l'amertume la suavité d'abats riches, parfaitement cuits et apprêtés. Les desserts répondent au même souci de mariages subtils entre la millefeuille à la vanille, la pulpe d'orange amère et le sorbet au cacao. La cave ne manque pas de ressources - comme la clientèle, puisque le menu dégustation coûte 585 F. Au déjeuner, en semaine, en revanche, excellent menu à 310 F. Somptueuse salle à manger, service silencieux et courtois. A la carte, compter environ 550 F.

★ Paris, hôtel Plaza Athénée, 25, avenue Montaigne (75008). Tél.: 01-53-67-65-00. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 1^{er}

AU DIABLE DES LOMBARDS
VOTRE RESTAURANT AUX HALLES
Tous les jours de 11h à 14h et de 18h à 21h
BRUNCH 25 F
DE 10h à 17h
FORMULE A 40 F
EN SEMAINE JUSQU'À 21h
Tél: 01 42 35 81 84
64 rue des Lombards 75001 Paris

PARIS 6^e

Yugany
"... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde"
La Monde 1/1994
A midi de Delhi-Express 130 F
Carte copieuse 180 F à 190 F
14, rue Dauphine - 01-43-26-44-91
Fermé lundi midi

PARIS 15^e

CASA ALCALDE
ODETTE ET PHILIPPE
Spécialités Basques - Espagnoles
"L'accueil est ici une seconde nature, un moment de détente dépayssant"
Jean-Claude RIBAUT "LE MONDE"
117, bd de Grenelle - 75015 Paris
O.T.L.J. 01.47.83.39.71

La GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces contactez le : 01.44.43.77.36 (Fax: 01.44.43.77.30)

صحنه من العمل

22

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

ANNIVERSAIRE En 1969, le président de la République, Georges Pompidou, avait décidé la création, à Paris, d'un centre d'art contemporain, où toutes les expressions artis-

tiques auraient leur place, doublé d'une bibliothèque publique. Inauguré le 31 janvier 1977, le Centre Georges-Pompidou fête ses vingt ans d'existence. ● TRAVERSÉ par bien

des interrogations sur sa fonction et ses missions, le Centre a été régulièrement - quels qu'aient été ses présidents et directeurs de département - confronté aux problèmes du trop-

plein de visiteurs et du manque d'espace pour ses activités. ● L'ACTUEL président, Jean-Jacques Aillagon, s'explique sur ses aspirations et sur la politique qu'il entend mener à la

tête du Centre. L'architecte du Centre, Renzo Piano, va s'attaquer à d'importantes transformations du site et des espaces d'un bâtiment qu'il a créé avec Richard Rogers.

Les vingt ans du Centre Georges-Pompidou

D'importants travaux de rénovation du « vaisseau culturel » parisien vont être entrepris durant une période de dix-huit mois. Si l'essentiel de ses activités sera réparti hors les murs, des espaces resteront accessibles au public dans le bâtiment. Trois journées « portes ouvertes » sont organisées

VINGT ans après son ouverture, le Centre Georges-Pompidou se pratique de bien des façons. On y va pour lire, voir, écouter, travailler, se distraire, flâner, se mettre à l'abri, accomplir le rituel de la grimpelette offrant Paris d'en haut, et même pour vénérer des œuvres d'art. C'est, dit-on, l'un des monuments les plus visités au monde, ce qui n'était évidemment pas prévu au départ.

Le « vaisseau culturel » conçu pour traverser les océans, soutenir les tempêtes et conduire vers des rives nouvelles les voyageurs de notre temps, annonçait poétiquement Robert Bordaz, l'un des premiers artisans du Centre, et son premier capitaine, quand le sens commun, prosaïquement, y voyait l'usine, la raffinerie, ou une église consacrée à Notre-Dame-des-Tuyaux, n'a pas cessé de souffrir de son trop-plein de lecteurs et de promeneurs, de son succès public. Un bâtiment conçu pour recevoir cinq mille visiteurs par jour et qui en reçoit vingt-cinq mille ne peut que vieillir prématurément. D'où ses liftings fréquents, ses réaménagements et les nécessaires reformulations des termes de l'accessibilité et de l'ouverture du Centre. Qu'à sacrifier un peu du projet initial. Qui ne se posait pas, alors, en termes de rentabilité, mais d'entreprise généreuse et humaniste.

Décidé en 1969, des l'arrivée de Georges Pompidou à la tête de l'Etat, le Centre était un produit post-soixante-huitard, qui n'illustrait pas vraiment un nouvel art de bâtir, ni de concevoir la culture. C'était un mélange tonnant, détonnant, qui étonna dans le paysage français, au cœur de Paris, il courait après une utopie moderniste, débattue cinquante ans plus tôt, notamment au Bauhaus de Gropius,

pour sa forme comme pour son contenu, mais revue et corrigée à travers les lunettes d'André Malraux et son idée de musée du XX^e siècle.

Pensé comme « lieu total », où toutes les expressions artistiques seraient en place, il réunissait dans une même enveloppe des activités jusque-là séparées : les arts plastiques, la lecture, le design et la musique. Il devait véhiculer toutes les pulsions de la culture, et l'ouvrir au plus grand nombre, être à la fois musée enregistrant l'histoire culturelle du siècle et fabrique de talents. Devaient s'y croiser des gens de toutes conditions et des créateurs de toutes les disciplines en phase avec l'époque. Il était fondé sur le décloisonnement, l'ouverture, la transparence. Il fut fait sans murs, avec beaucoup de cloisons mobiles et des ouvertures aux quatre points cardinaux.

GLISSEMENTS

A un moment où les notions d'art, de culture, de musée étaient pour le moins remises en question, où le musée permanent était, disait-on, condamné, où il n'était plus question de concessions à perpétuité, mais d'un lieu expérimental fait pour des interventions et créations éphémères, le fait du prince n'instaurait pas une politique culturelle, mais lançait une nouvelle pratique culturelle menant à une société du spectacle, déjà dénoncée à l'époque. Quel glissement !

D'autres glissements se sont opérés au sein du Centre, où les forces en présence ont organisé leur résistance. Sous un bâtiment léger et transparent, la structure du Centre s'est alourdie. Des portes se sont fermées, les espaces intérieurs se sont rigidifiés, le musée-rue de Pontus Hulten, premier directeur du Musée national d'art moderne au Centre, qui avait des talents d'animateur incomparables, était repoussé par son successeur, Dominique Bozo, fort soucieux des collections. Les murs ont fait leur apparition, ne serait-ce que pour



Le portrait de Georges Pompidou par Vasarely, dans l'entrée du Forum.

endiguer le flot piétonnier, et protéger les œuvres. C'est une chose que de réunir quatre grands départements : Musée national d'art moderne (MNAM), Centre de création industrielle (CCI), Bibliothèque publique d'information (BPI) et Institut de recherche et de coordination

acoustique-musique (Ircam) d'emblée à l'écart, et enfoui en sous-sol. Une autre de les amener à coopérer entre eux, à penser des programmes communs, à orchestrer des manifestations pluridisciplinaires.

LE MALAISE DU MUSÉE

Les institutions du Centre, dont les acteurs vivaient mal au sein de bureaux paysagers, n'ont pas tardé à vouloir se protéger de la transparence, à orchestrer leur reclotissement, à se refermer sur leur spécificité, à marquer leur territoire. Obéissant à des logiques propres, les équipes et départements sont entrés dans une confrontation qui a compliqué la programmation. Qui s'est mise à l'ouvrage. Les manifestations pluridisciplinaires ont été arrêtées, jusqu'à ces dernières années, où elles ont été relancées pour le « passage du siècle » - la première du genre, « L'art et la ville », était particulièrement ratée.

Pendant vingt ans la charge du vaisseau a tout naturellement été ballottée au gré des aspirations et des personnalités contraires, présidents et directeurs des départements censés harmoniser les publics, marier les disciplines, gérer des collections toujours plus importantes et accueillir la création en train de se faire. Tous confrontés aux mêmes problèmes : le trop-plein de visiteurs et le manque d'espaces pour des activités grandissantes dans des disciplines non prévues au départ, comme la photographie et la vidéo ; et pour le musée, dont les besoins nouveaux sont apparus dès le début des années 80.

Le succès public, les grandes manifestations, ont masqué les problèmes du Centre, les masquent

toujours. En particulier le malaise profond du musée, département-phare qui n'a jamais trouvé l'espace adéquat pour ses collections. Celles-ci n'ont cessé de s'emmêler, non seulement parce qu'en abandonnant la tutelle de la direction des Musées de France, le MNAM disposait enfin d'un budget d'acquisitions autonome, mais aussi en raison d'une cascade de legs et donations. Riche aujourd'hui de quelque quarante mille œuvres, la collection a fait plus que tripler depuis son départ du palais de Tokyo, alors que la surface dont il dispose n'est guère plus grande. Gagner de la place pour le musée, qu'on n'arrive pas, pour le moment, à imaginer ailleurs, ni coupé, est l'une des raisons du chantier actuel. Il y gagnera 5 000 mètres carrés et déploiera sa collection sur la totalité des quatrième et troisième étages du bâtiment.

Pendant deux ans, le Centre Georges-Pompidou va être démantibulé et ses activités vont être redistribuées dans de nouveaux lieux. Cet éclatement provisoire n'est peut-être pas catastrophique. Il devrait permettre au musée de sortir de sa crise de croissance. Il pourrait aussi inspirer une réflexion sur le Centre et ses missions. Son image a vieilli. On peut en effet lui reprocher de ne plus être assez proche de l'actualité et de la création très contemporaine. La poursuite des activités hors les murs pourrait inspirer de nouvelles pratiques de partenariat et de mobilité, de nouveaux types d'expositions dans des lieux moins publics et plus conviviaux, et justifier servir mieux la jeune création, qui a besoin de structures plus légères, moins spectaculaires, moins médiatiques.

Geneviève Breerette

Jean-Jacques Aillagon, président du Centre

« La rénovation « physique » doit s'accompagner d'une refondation culturelle »

« Quels sont les enjeux des travaux qui débiteront à la fin de l'année ?

— Après la rénovation des façades du bâtiment, le réaménagement des abords et la construction de l'Atelier Brancusi, qui s'achèvent pour son vingtième anniversaire, le Centre abordera à la fin 1997, sous la direction de Renzo Piano et Jean-François Bodin, la phase de son réaménagement intérieur. L'enjeu en est considérable, puisqu'il permettra d'étendre - le gain sera de plus de 9 000 mètres carrés -, de redistribuer et de requalifier les espaces que le Centre affecte à son activité culturelle. L'établissement disposera, au terme de ces travaux, fin 1999, d'un outil plus adapté à la diversité de ses fonctions.

« Le souhaite que cette rénovation « physique » s'accompagne d'une refondation culturelle, qui permette au Centre de réaffirmer et de développer ses missions : mission de diffusion auprès du plus large public des références majeures de la culture moderne, mission d'exploration des formes les plus contemporaines de la création, mission de croisement des spécialités et des approches dans un projet pluridisciplinaire...

— Vous avez dit pluridisciplinaire, la cohabitation de plusieurs départements au sein de l'établissement n'est-elle pas difficile ?

— Elle peut l'être, parfois. Mais elle constitue aussi un objectif qui fait la richesse, la singularité, et la logique même du Centre Pompidou. Cela dit, la finalité du Centre, c'est d'abord l'affirmation d'un projet culturel cohérent et lisible, dont le président - qui ne saurait être un simple gestionnaire des moyens communs - est le garant. Il doit jouer à cet égard un rôle fédérateur, à la fois volontaire et respectueux de la personnalité propre

de chacune des composantes de l'établissement. Le Centre Pompidou n'est pas, ne saurait être, le simple collage de départements développant chacun son programme sans souci de l'ensemble, le suis, à ce titre, notamment attaché à ce que la BPI et l'Ircam, sans rien abdiquer de leurs situations particulières, affirment de manière plus marquée leur participation au destin collectif de l'établissement.

« Dans le même esprit, j'ai souhaité renforcer certaines fonctions centrales de l'établissement, notamment pour ce qui concerne la production des expositions, qui bénéficie d'une part considérable des moyens budgétaires que le Centre affecte à son activité culturelle. Elle se développe désormais dans le cadre d'une direction de la production que j'ai confiée à Sophie Aurand, jusqu'alors directrice de Paris-Musées. J'ai, parallèlement, confié à Bernard Blistène une mission permanente de réflexion, d'évaluation et de conseil sur la programmation de l'établissement, avec pour objectif de combattre la dispersion, l'atomisation des initiatives, et de tendre vers plus de cohérence et de lisibilité. Il faut, je le répète, rendre à cette maison le sens du projet global, le souhaite que l'échéance de l'an 2000 nous permette d'être exemplaires à cet égard. Enfin, cette dynamique de renforcement des fonctions centrales doit beaucoup à la compétence du directeur général de l'établissement, Guillaume Cerutti.

— Parmi les problèmes que vous avez à résoudre, le plus important ne concerne-t-il pas l'avenir du Musée national d'art moderne ?

— Depuis 1975, le destin du Musée national d'art moderne est lié à celui du Centre. C'est au sein du Centre que le MNAM a affirmé son identité, et a trouvé les

moyens de son rayonnement. Depuis 1992, le MNAM a été enrichi par l'adjonction du Centre de création industrielle, ce qui lui a notamment permis de développer sa collection dans les domaines de l'architecture, du design, du graphisme... Deux questions se posent aujourd'hui à son sujet. La première, c'est celle de la capacité d'une entité si vaste à remplir convenablement le très large champ des missions qui lui incombent. La seconde, c'est celle, souvent évoquée, d'une possible scission chronologique de cet ensemble, qui conduirait à sortir du cadre du Centre l'un des éléments issus de cette partition.

« Il faut renforcer et institutionnaliser cette fonction de tête de réseau »

— N'y a-t-il pas lieu, aussi, de s'interroger sur les orientations de sa collection, quand on sait que sur les quarante mille pièces qu'elle compte aujourd'hui, un millier à peine peuvent être présentées dans les espaces du musée ?

— Rappelons, d'abord, qu'aucune collection n'a vocation - en elle-même - à être intégralement présentée. Il faut toujours ménager une certaine mobilité pour permettre des prêts, des accrochages différents... Cela dit, il faut reconnaître que l'ampleur de la collection du MNAM pose le problème de sa présentation. Les travaux y répondront en partie, puisqu'ils permettront de consacrer aux collections la totalité des troisième et quatrième étages du Centre, soit 13 000 mètres carrés (à

comparer aux 8 000 mètres carrés dont dispose le MoMA de New York), sans compter les réserves où les expositions temporaires. Dans le même temps, le Centre procède à de très nombreux dépôts dans les institutions en région - ce fut le cas, au cours des derniers mois, à Nantes avec Kandinsky, à Toulouse, avec une partie de la donation Daniel Cordier, à Villeneuve-d'Ascq pour un ensemble de sculptures dont la Femme aux bras écartés de Picasso... J'ai la conviction qu'il faut renforcer et institutionnaliser cette fonction de tête de réseau, de « centrale de la décentralisation ».

« Liées au problème de la présentation de la collection, se posent également de nombreuses questions quant aux orientations à fixer à son développement, à son enrichissement. Comment mieux articuler la politique d'acquisition du Centre avec celle que mène l'Etat à travers le Fonds national d'art contemporain ? Quelle aire géographique lui fixer ? Doit-elle réaffirmer sa vocation internationale initiale, voire l'amplifier en l'étendant à toutes les parties du monde qu'elle ne couvre pas dans l'état actuel des choses ? N'a-t-elle pas, à l'inverse, vocation à se recentrer sur une aire géographique déterminée ? Ces questions sont loin d'être aujourd'hui résolues.

— Revenons à l'avenir du MNAM-CCI au sein du Centre Georges-Pompidou.

— L'idée, avancée par certains, de faire sortir aujourd'hui du Centre une partie des collections du MNAM-CCI pose de graves problèmes et dénote très souvent une réaction réactionnaire à l'égard de l'intégration du Musée au Centre Pompidou. J'estime, pour ma part, qu'il est pour le moment nécessaire de maintenir le principe de la présentation conjointe de « l'art historique du

XX^e siècle » et de sa postérité contemporaine dans un même parcours. Cette proximité a un effet pédagogique très convaincant. Elle permet de donner au plus grand nombre les clés de la compréhension et de l'amour de la création d'aujourd'hui. J'ajouterais que l'Etat a aujourd'hui d'autres priorités - le Grand Palais, le Musée du Trocadéro... - que d'envisager la construction, à Paris, d'un nouveau musée d'art moderne. C'est, à mon sens, dans une dizaine d'années, quand le XX^e siècle sera une réalité révolue qu'il conviendra de poser le problème.

— Quel doit être le rôle de la BPI ?

— Il est bon, je crois, de réaffir-

mer les missions fondatrices de cet exceptionnel outil de diffusion du savoir, toujours inégalé pour ce qui concerne l'ampleur de son offre et de son succès. Elle devait être un lieu de consultation, à vocation encyclopédique, tirant parti de médias très divers (le livre, les supports audiovisuels, le cinéma documentaire...) pour favoriser un contact direct entre le plus large public et la culture. Les contraintes du paysage parisien de la lecture publique et universitaire l'ont peu à peu conduite à devenir une « bibliothèque universitaire par défaut », majoritairement fréquen-

tée par les étudiants. Je souhaiterais qu'au cours des prochaines années l'évolution de ce paysage lui permette de se consacrer à nouveau pleinement à toute la diversité de ses missions et de ses publics, dans l'esprit pionnier qui la caractérise.

— A l'heure du vingtième anniversaire du Centre Georges-Pompidou, peut-on faire un bilan de son rôle ?

— Il a modifié profondément la vie culturelle de notre pays. Par son ouverture résolue au plus large public, sa vocation pluridisciplinaire, l'attention qu'il sut porter dès l'origine aux phénomènes les plus divers de la culture moderne - la culture urbaine, la culture quotidienne... - il fut, sinon révolutionnaire, du moins fondateur. Premier des grands travaux, il a désigné un nouvel horizon à la politique culturelle de l'Etat d'où naîtraient, plus tard, La Villette, Orsay, le Grand Louvre...

« Les maisons de la culture de Malraux peuvent, certes, être considérées comme une lointaine préfiguration du Centre, mais son ampleur, sa générosité, sa confiance à l'égard de la création vivante, sa disponibilité à l'égard de la modernité, son ouverture internationale, sa liberté à l'égard des conventions, son architecture, furent vraiment nouvelles... et le demeurèrent. Elles sont, depuis vingt ans, les ingrédients de son succès.

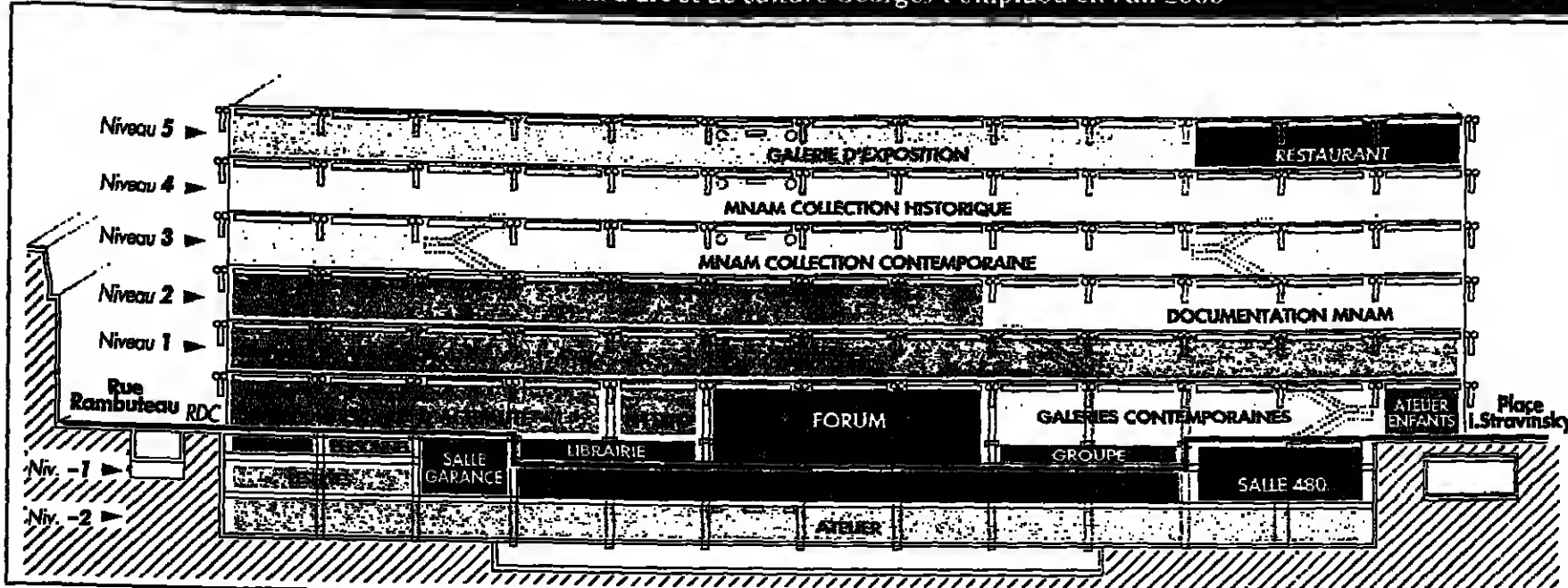
« Si je devais insister sur un point, ce serait sur cette capacité qu'a eue le Centre de réconcilier les Français avec la culture de leur temps. Le travail est, bien sûr, loin d'être achevé. Le sera-t-il jamais ? C'est, en tout cas, le plus passionnant des défis. »

Propos recueillis par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

JEAN-JACQUES AILLAGON

mer les missions fondatrices de cet exceptionnel outil de diffusion du savoir, toujours inégalé pour ce qui concerne l'ampleur de son offre et de son succès. Elle devait être un lieu de consultation, à vocation encyclopédique, tirant parti de médias très divers (le livre, les supports audiovisuels, le cinéma documentaire...) pour favoriser un contact direct entre le plus large public et la culture. Les contraintes du paysage parisien de la lecture publique et universitaire l'ont peu à peu conduite à devenir une « bibliothèque universitaire par défaut », majoritairement fréquen-

Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou en l'an 2000



Des espaces étendus et redistribués

En l'an 2000, tous les bureaux auront quitté le Centre Georges Pompidou à l'exception de ceux qui sont liés à la BPI. Le cinquième niveau restera voué aux expositions temporaires. Le MNAM s'étendra sur l'ensemble des quatrième et troisième niveaux. La documentation du MNAM sera accessible au public sur une partie du deuxième niveau, occupé pour le reste par la BPI, qui s'étend sur l'ensemble du premier niveau avec une salle d'actualité s'ouvrant au rez-de-chaussée, côté Rambuteau. L'atelier des enfants sera logé au rez-de-chaussée, côté place Stravinsky. Le forum et ses mezzanines seront entièrement refondus ainsi que le premier sous-sol, qui abritera toutes les salles consacrées au cinéma, au spectacle vivant et au débat.

Renzo Piano veille sur son monument fétiche

L'architecte italien a accompagné les évolutions de l'œuvre créée avec le Britannique Richard Rogers

DEPUIS son agence dans le Marais, l'architecte Renzo Piano veille sur le Centre Georges-Pompidou. Et cela depuis que le Centre existe, depuis vingt ans. Non que Richard Rogers, son alter ego du concours, s'en désintéresse. Mais les deux hommes, tout en restant amis, se sont séparés, chacun suivant sa voie. Piano était âgé de trente-deux ans lorsqu'il a été désigné comme lauréat avec son complice, âgé lui de trente-six ans : « Beaubourg, pour Rogers et moi, c'était une invitation magnifique à la désobéissance. Nous avons travaillé à l'instinct, comme des mauvais garçons plutôt que comme des théoriciens, quitte à se justifier a posteriori. Les commentateurs ont vu là une vision sociale utopique, le triomphe de la technologie. N'est-ce pas plutôt une parodie technologique ? »

Parodie ou non, le Centre Georges-Pompidou est un tournant. Pour Richard Rogers comme pour Renzo Piano : « Quand j'ai démoris le chantier, j'étais un constructeur. Lorsqu'il a été achevé, j'étais devenu un architecte. En poussant le caractère iconoclaste déjà présent dans le programme, et en injectant dans l'édifice lui-même une bonne dose de technologie, nous avons contribué à désacraliser un établissement culturel, intimidant par essence. On a comparé le Centre à une usine, à une raffinerie. Tant mieux. Cette comparaison a incité à la curiosité. »

Une fois achevée cette première et monumentale œuvre, l'architecte italien s'est trouvé déboussolé : trois années durant, il a erré parmi les mouvances écolos de l'architecture, comme pour s'arracher au rêve qu'aurait été Beaubourg, il a travaillé pour l'Unesco, fait « des projets invisibles ». Puis il a peu à peu trouvé sa voie, notamment avec le bâtiment qui abrite la collection De Menil, à Houston. Une clarté sobre où ce fils d'entrepreneur a progressivement réussi l'osmose du classicisme, du lyrisme et de l'inventivité technique. Pour sa part, Rogers a conservé une écriture davantage dans la lignée du Centre, une fantaisie paroxystique qui a donné

naissance, par exemple, au siège de la Lloyd's de Londres.

Beaubourg reste leur œuvre commune, toujours revendiquée comme telle. Mais Rogers laisse à Piano le soin de veiller au grain. Il n'y a guère d'autre exemple où un architecte soit conduit à monter la garde sur sa propre construction : vingt ans à veiller sa propre architecture, à suivre, fausement impassible, l'humour changeant des pouvoirs publics devant ce monument-surprise : « Le bâtiment reçoit vingt-cinq mille visiteurs par jour au lieu des cinq mille prévus au départ. En vingt ans, cent cin-

quante millions de personnes ont déjà ici depuis son ouverture. En tenant bon pour l'essentiel, et sans aucun accident grave, mais à l'évidence une redistribution des espaces publics s'imposait désormais. »

La deuxième étape va maintenant commencer par un nouvel éclairage du monument, conçu par l'architecte avec Jacques Rouvryrolis, et par... la quasi-fermeture du Centre. « Deux ondes de

En chantier jusqu'au 31 décembre 1999

Le Centre restera en chantier durant dix-huit mois. Le 30 septembre 1997, les travaux débuteront. La BPI fermera ses portes et s'installera en novembre rue Brantôme, dans le quartier de l'Horloge (6 000 mètres carrés, six cents places, soixante mille documents). De janvier 1998 à la mi-1999, les travaux se poursuivront. Néanmoins, certains espaces (1 500 mètres carrés) resteront ouverts pour des expositions ainsi que la documentation du MNAM-CCI. L'Ircam continuera sa programmation. Dès la mi-1999, la réinstallation des activités se fera progressivement. La réouverture totale du Centre est prévue le 31 décembre 1999.

Le budget du Centre a été, en 1996, de 587 millions de francs, dont 484 millions de francs de subventions de l'Etat. Le coût total des travaux, étalés sur cinq ans, s'élève à 750 millions de francs : 440 millions de francs pour le réaménagement intérieur du Centre, 150 millions de francs pour les abords (dont l'atelier Brancusi), 160 millions de francs pour la réhabilitation technique du bâtiment (entamée depuis 1992).

LE QUARTIER DÉVORÉ

Certes, depuis l'inauguration du bâtiment en 1977, Piano est intervenu à plusieurs reprises, mais plutôt que pour réparer, c'était pour modifier un élément du programme, ou encore pour ajouter une pièce : la Salle Garance, la tour de l'Ircam, signal de brèche que prolonge, depuis juin 1996, derrière les façades voisines, l'extension dessinée par l'atelier Canal.

Depuis longtemps, en effet, le Centre Pompidou ne cesse de dévorer le quartier qui l'entoure. Un défaut originel dû aux restrictions de crédit : les bureaux du Centre, initialement prévus à l'emplacement du quartier de l'Horloge, ont été installés dans les espaces mêmes du bâtiment de Piano et Rogers, de vastes plateaux de 7 mètres sous plafond que rien ne prédisposait à une telle fonction et qui vont d'ailleurs retrouver leur vocation culturelle et publique.

Car c'est aujourd'hui à une transformation beaucoup plus profonde que Piano s'attaque, après quelque six mois de travail avec l'équipe du Centre. Une première phase est d'ores et déjà achevée avec la « reconstruction » de l'atelier Brancusi, la rénovation des peintures de la façade sur la rue du Renard, la construction d'un parking pour les cars (apparemment encore inconnu des chauffeurs) et l'élargissement (superbe) de la Piazza, le fameux espace en pente douce qui descend de la rue Saint-Martin, et qui donne désormais tout son sens à la façade zébrée par le grand esca-

lier mécanique.

La reconstruction de l'atelier Brancusi a aussi permis la création d'un escalier qui fait communiquer l'extrémité nord de la Piazza avec le quartier de l'Horloge. A l'orée de ce dernier, une sculpture monumentale de Max Ernst - *Le Grand Assistant* - va, perchée sur un mince socle de granit, remplacer le Poète de Zadkine.

La tâche principale de Renzo Piano consiste à réadapter le Centre à un paysage qui a changé : « Beaubourg avait largement anticipé la mutation de ces établissements poussiéreux qu'étaient restés les musées à la fin des années 60. Mais, à son tour, l'institution doit repenser ses espaces, agrandir ses volumes muséaux, notamment en récupérant les surfaces affectées aux bureaux, restructurer le Forum, qui n'a véritablement trouvé son sens qu'à deux ou trois reprises, trouver un nouveau rapport avec le quartier. »

Un travail considérable pour lequel Piano aura comme partenaire l'architecte Jean-François Bodin, chargé du réaménagement du MNAM/CCI et de la BPI, ainsi que de tous les aspects liés à la muséographie.

Avec la disparition des bureaux et l'agrandissement du musée, les travaux les plus importants de cet

anniversaire en forme de congé sabbatique concerneront le foyer du Centre. « Vaste lieu de rencontre voué à la non-spécialisation, expression contemporaine de la tour de Babel », cette zone d'accueil polymorphe regroupera l'actuel rez-de-chaussée, qui retrouvera un plancher continu, ses mezzanines ainsi que le sous-sol où seront regroupés les salles de cinéma, de spectacles vivants et de conférences, mais aussi celles destinées à la vidéo.

Le sous-sol restera visible dès l'accès au Centre grâce à « un large fossé franchi par des passerelles » : l'architecte, dont l'origine italienne ne se dément pas, garde pour modèle les places des cités médiévales. Place publique à l'intérieur, le Forum se prolongera sur la rue, avec laquelle il retrouvera un véritable lien. Au sud, l'Atelier pour enfants, à côté des Galeries contemporaines, aura vue sur la fontaine de Tinguely et Niki de Saint-Phalle. Au nord, la Salle Garance, intégrée en sous-sol, les salles d'actualité de la BPI, étendues, permettront de rouvrir la façade sur la rue Rambuteau.

L'ATELIER BRANCUSI

Mais aujourd'hui, ce qui passionne Piano, c'est avant tout l'atelier Brancusi, « un projet minuscule mais extrêmement complexe ». L'atelier, ou plutôt le Musée Brancusi, appartient à la lignée d'édifices comme la De Menil Collection, aux Etats-Unis. L'architecte y privilégie l'espace et la lumière. Le problème à résoudre était de respecter dans l'esprit, sinon à la lettre, les conditions du legs fait par l'artiste : que son atelier soit présenté en l'état, avec ses œuvres (achevées ou non) et ses outils. L'Etat français avait déjà interprété la volonté de l'artiste en reconstituant tant bien que mal le bâtiment de l'Impasse Ronsin au Palais de Tokyo, puis sur le parvis du Centre Pompidou, à peu près fidèle à l'original, mais sérieusement allégé de ses œuvres pour laisser (mal) circuler le public. La densité des objets installés dans le pseudo-atelier avait finalement amené sa fermeture.

La solution retenue par Renzo Piano est d'aménager un musée autour de l'atelier, dont les volumes originaux ont été respectés, certains murs remplacés par des vitres, et autour duquel le public tournera pour observer les œuvres. « Le danger, indique l'architecte, c'est qu'il privilégie l'objet dans son contexte au risque de favoriser une anthropologie de l'homme Brancusi plutôt que d'insister sur son œuvre. Nous avons refusé l'anthropologie pour faire sciemment un musée d'art. En revanche, nous avons été d'une grande rigueur dans le calcul des proportions et de la lumière. »

Cette rationalisation des volumes n'est-elle pas une atteinte à l'esprit original du bâtiment ? « Nous avons réussi, je crois, à annuler ici le pourquoi - l'utopie - et le comment - la réalisation. Je ne pense pas trahir cette œuvre en introduisant dans le bâtiment un peu d'ordre pour qu'il marche encore mieux et reparte davantage à sa vocation. » Et ce qui vaut pour Brancusi vaut sans doute pour l'ensemble du Centre Georges-Pompidou.

Repères

- Les principales étapes du développement du Centre. 1969. Le président Pompidou décide de créer, à Paris, un centre d'art contemporain, doublé d'une bibliothèque, sur le plateau Beaubourg.
- 1970. Lancement du concours d'architecture pour la construction du centre. Les lauréats en seront Renzo Piano et Richard Rogers.
- 1971. Création de l'Etablissement public constructeur.
- 1972. Début des travaux. Préfiguration du Centre Beaubourg.
- 1974. Création, à l'instigation de Pierre Boulez, de l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (Ircam), qui deviendra le quatrième département du Centre.
- 1975. Loi portant création de l'Etablissement public national à vocation culturelle Georges Pompidou.
- 1976. Le Musée national d'art moderne (MNAM), palais de Tokyo, et le Centre de création industrielle (CCI), créé à l'Union des arts décoratifs, deviennent des départements de l'Etablissement, aux côtés d'une Bibliothèque publique d'information (BPI).
- 31 janvier 1977. Inauguration du Centre Georges-Pompidou par le président Giscard d'Estaing.
- M^{me} Claude Pompidou et Robert Bordaz, premier président du Centre. Il est ouvert au public le 2 février.
- 1978. Inauguration des locaux de l'Ircam.
- 1983. Installation de la fontaine Tinguely et Niki de Saint-Phalle.
- 1984. Ouverture de la salle de cinéma Garance.
- 1985. Extension des galeries contemporaines par Renzo Piano, remaniement d'une partie des cimaises du MNAM par Gae Aulenti.
- 1986. Création de la salle Jean-Renoir de la BPI.
- 1990. Inauguration de la première tranche des travaux d'extension de l'Ircam (tour Piano).
- 1992. Modification des statuts du Centre. Fusion du MNAM et du CCI. Création du département du développement culturel.
- 1995. Début des travaux de réaménagement du Centre (abords).
- 1996. Inauguration de la deuxième tranche des travaux de l'Ircam (école Jules-Ferry et bains-douches, par l'atelier Canal des frères Rubin).
- 28 janvier 1997. Inauguration du nouvel atelier Brancusi, conçu

par Renzo Piano. Fin du réaménagement des abords du Centre.

● Les grandes expositions du Centre.

1977. Paris-New-York.

1978. Paris-Berlin ; Le Temps des gares ; 20 000 lieues sous les mers.

1979. Paris-Moscou ; Dali ; Magritte ; La Kermesse héroïque.

1980. Les réalistes.

1981. Paris-Paris ; Man Ray.

1982. Pollock ; Braque ; Tanguy ; Eluard.

1983. Yves Klein ; Présences polonaises ; Balhaus ; Architecture et industrie ; Au temps de l'espace.

1984. Bonnard ; De Kooning ; Chagall.

1985. Les Immatériaux ; Matta ; Klee et la musique.

1986. Vienne, naissance d'un siècle ; Qu'est-ce que la sculpture moderne ? Leux ? de travail ; A table.

1987. L'époque, la mode, la morale, la passion ; Le Corbusier ; Hans Hollein.

1988. Le dernier Picasso ; Les années 50 ; Tinguely ; Design français ; Forum du reportage ; Châteaux Bordeaux.

1989. Les Magiciens de la Terre ; Bram Van Velde.

1990. Filonov ; Andy Warhol ; Art et publicité ; Raymond Loewy.

1991. André Breton ; Max Ernst.

1992. Rouault ; Arts d'Amérique latine ; Manifeste.

1993. Matisse ; Tadao Ando ; Malcolm Morley.

1994. La Ville ; Beuys ; Schwitters.

1995. Brancusi ; Féminin-Masculin ; Pathé ; Kabakov ; Gasparovsk.

1996. Photo américaine ; Gaetano Pesce ; L'Informel ; Francis Bacon.

● Les dix plus gros succès des expositions (entrées payantes).

« Dali », en 1979 (840 662 visiteurs sur 104 jours) ; « Matisse », en 1993 (734 896 visiteurs, 100 jours) ; « Bonnard », en 1984 (488 093 visiteurs, 77 jours) ; « Vienne », en 1986 (450 000 visiteurs, 70 jours) ; « Paris-Paris », en 1981 (473 103 visiteurs, 137 jours) ; Brancusi, en 1995 (431 764 visiteurs, 111 jours) ; « Paris-Moscou », en 1979 (425 013 visiteurs, 136 jours) ; « Paris-Berlin », en 1978 (407 524 visiteurs, 101 jours) ; « Magritte », en 1979 (386 313 visiteurs, 71 jours) ; « Francis Bacon », en 1996 (363 215 visiteurs, 95 jours).

● Fréquentation. En vingt ans, le Centre a reçu 146 millions de visiteurs, dont 80 millions pour la BPI et 21,5 millions pour le MNAM/CCI.

Le Monde EDITIONS

LE CINÉMA
VERS SON DEUXIÈME SIÈCLE
Sous la direction de Jean-Michel Frodon
Marc Nicolas et Serge Toubiana

(Colloque international de l'Odéon de mars 1995)
240 pages, photos NB, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

F. E. et E. de R.

سورة من القرآن

OPA rampante d'Hollywood sur le Festival de Sundance

Victime de son succès, la manifestation créée par Robert Redford est devenue un marché où les majors viennent chercher l'inspiration et recruter de nouveaux talents

Créé il y a douze ans à l'initiative de l'acteur Robert Redford, le Festival de Sundance, consacré au cinéma indépendant des grands studios hollywoodiens, n'a cessé de se développer. C'est ici, dans cette station hivernale

de Park City (Utah), qu'on découvre *Sexe, mensonges et vidéo*, de Richard Soderbergh, *Reservoir Dogs*, de Quentin Tarantino, ou *El Mariachi*, du Latino Robert Rodriguez, qui a prouvé qu'on pouvait faire un film à succès

pour 7 000 dollars. Paradoxalement, la manifestation créée contre la mainmise d'Hollywood sur le cinéma américain est devenue désormais un rendez-vous obligé de la grosse industrie cinématographique. Toutes

les majors y envoient leurs représentants pour faire leur marché, découvrir des talents prometteurs et de nouvelles sources d'inspiration au moment où le manque d'imagination se fait sentir à Hollywood.

PARK CITY

de nos envoyés spéciaux
Le Festival de Sundance, consacré au cinéma indépendant et qui se tient à Park City, dans l'Utah, depuis 1985, s'est imposé aujourd'hui comme la plus importante manifestation cinématographique aux États-Unis, l'équivalent du marché du film à Cannes, mais sous la neige. Si l'organisation en est restée artisanale - aller voir un film à Sundance relève du parcours du combattant, la recherche d'un billet est un défi quotidien - le festival n'a lui-même cessé de se professionnaliser. Ses principaux enjeux sont désormais commerciaux, comme l'atteste la présence de plus en plus massive des représentants des majors chargés des acquisitions, des départements art et essai de ces mêmes studios (Miramax, filiale de Disney, Fine Line, du groupe Time-Warner, Fox Searchlight...), des quatre grandes agences hollywoodiennes (CAA, ICM, William Morris, UTA) à la recherche de nouveaux talents, des investisseurs et des médias.

Même Roland Emmerich, le réalisateur du bien nommé *Independence Day*, était présent avec Dean Devlin, son partenaire, afin de recruter des réalisateurs pour sa nouvelle maison de production. « Le festival est devenu un monstre, mais un bon monstre », soutient Robert Redford, le fondateur de l'institut Sundance et du Festival. On est très loin de la vision romantique, écologique et esthétique du cinéma indépendant, telle que l'acteur la concevait initialement.

Parallèlement, la petite bourgeoisie minière de Park City n'a cessé de s'agrandir, et de se déguiser, en prévision des Jeux olympiques d'hiver de 2002. « Nous fournissons les films et la neige, le reste est l'affaire de Harvey Weinstein », dit Redford en ne plaisantant qu'à moitié, faisant allusion au président de Miramax, la compagnie indépendante la plus puissante d'Hollywood.

Redford, qui n'a curieusement jamais joué dans un film indépendant de toute sa carrière, n'est pas aussi passé qu'il cherche à le faire croire. Il exploite avec une efficacité rare la « marque » Sundance, dont le festival est une vitrine de luxe lui permettant même de promouvoir son catalogue de vente par correspondance : paillassons navajos, meubles de télévision comme seuls les Indiens savent encore les faire, bottes de cow-boys, mocassins séminoles, talismans et bibelots rustiques. Et depuis février 1996 Redford a créé, en association avec la chaîne câblée Showtime et Polygram, le Sundance Film Channel, une chaîne par câble et satellite entièrement consacrée au cinéma indépendant et qui compte 5 millions d'abonnés. Cette initiative permet

à des films américains et européens de trouver un débouché existant en salle, mais risque de créer un lien contractuel entre les cinéastes sélectionnés par le festival et les responsables de cette nouvelle chaîne.

Pour la première fois dans l'histoire du festival, les réalisateurs sélectionnés en compétition se sont vu interdire par les organisateurs de communiquer le budget de leur film. Cette intégration verticale (institut, festival, distribution) est un atout décisif pour le Sundance Channel face à la concurrence de The Independent Channel, l'autre chaîne « art et essai », parrainée par Martin Scorsese et Spike Lee.

En douze ans, Sundance a donné un coup de fouet à la production de films indépendants. Le nombre de films soumis au comité de sélection a crû de façon exponentielle, atteignant cette année le chiffre record de 600. Pour faire face à cet afflux, le festival a diversifié ses sélections, ajoutant à la traditionnelle compétition de fictions et de documentaires un panorama plus complet du cinéma indépendant (American Spectrum, Frontier, Park City at Midnight) et international (World Cinema), soit en tout 127 films. Cette diversification a permis à Sundance de devenir le pôle national et mondial du cinéma indépendant. Ce pôle est pourtant contesté. Depuis deux ans, Slamdance, une manifestation organisée en marge du festival, destinée à la concurrence en accueillant

les nombreux films refusés par son alné, montre qu'il est devenu impératif de se retrouver à Park City, que ce soit ou non avec l'estampille Sundance.

Pour encore mieux marquer son territoire, Slamdance s'est choisie cette année un parrain de poids en la personne de Steven Soder-

bergh, dont *Sexe, mensonges et vidéo*, primé ici même en 1988, avait contribué à asseoir la réputation de Sundance. A en croire les cinéastes présents, l'énorme succès du festival a légitimé l'ensemble de la production indépendante, et prouvé son potentiel commercial. Saint Clair Bourne, réalisateur d'un documentaire sur l'histoire du cinéma noir *John Henrik Clarke*, explique : « L'environnement de Sundance permet à la fois de rencontrer le public qui partage votre vision, et de faire votre business. L'âme que les deux aspects y coexistent sans conflit. »

Les succès-story qui ont contribué à la légende du festival - Steven Soderbergh, Robert Rodriguez, dont *Sexe, mensonges et vidéo*, primé ici même en 1988, avait contribué à asseoir la réputation de Sundance. A en croire les cinéastes présents, l'énorme succès du festival a légitimé l'ensemble de la production indépendante, et prouvé son potentiel commercial. Saint Clair Bourne, réalisateur d'un documentaire sur l'histoire du cinéma noir *John Henrik Clarke*, explique : « L'environnement de Sundance permet à la fois de rencontrer le public qui partage votre vision, et de faire votre business. L'âme que les deux aspects y coexistent sans conflit. »

En compétition cette année, *Strays*, de Vin Diesel, que son auteur n'hésite pas à décrire comme l'équivalent multiculturel de *La Fière du samedi soir*, mais sans la danse, a coté 47 000 dollars. Ce film, comme beaucoup d'autres, a toutes les chances de ne jamais trouver de distributeur. Cette réalité est obscurcie par la réussite de quelques élus dont les films se sont vendus pour des sommes considérables (*The House of Yes* a été acquis par Miramax pour 2 millions de dollars ; *Fast, Cheap and Out of Control*, par Sony Classics pour environ 500 000 dollars ; *Going All the Way*, du débutant Mark Pellington, enlevé par Gramercy et Polygram).

Le cru Sundance 97 s'étant révélé décevant, on n'a pas assisté à la frénésie d'achats qui avait prévalu en 1996. Fine Line avait acquis les droits de *The Spitfire Grill* pour 10 millions de dollars, tandis que *Shine*, l'histoire authentique d'un pianiste australien surd, avait été vendu pour 2,5 millions. Ce film de Scott Hicks est aujourd'hui bien placé dans la course aux Oscars, et ses recettes au box-office atteindront au moins 40 millions de dollars.

L'assurance de telles marges bénéficiaires est irrésistible pour les studios hollywoodiens, pris dans une spirale inflationniste qui rend les retombées financières de leurs blockbusters de plus en plus hypothétiques. « L'augmentation du nombre de films coûtant plus de 100 millions de dollars libère un espace pour les films indépendants dont le coût de production est minimal », affirme Joe Roth, président des studios Disney. « Le Festival de Sundance s'est transformé parce qu'il remplit une fonction très précise, renchérit Mark Uzman, vice-président de DDA, une grosse agence de relations publiques, Hollywood a compris qu'il y avait de l'argent à faire. »

Les studios qui n'ont pas encore de département art et essai s'empressent, comme Paramount, de créer le leur. Même si ses organisateurs refusent de l'admettre, le Festival de Sundance est devenu un marché du film, et la tête de pont de Hollywood.

S. Bd et C. M.

Des films menacés par une nouvelle forme de conformisme

PARK CITY

de nos envoyés spéciaux
La plupart des films présentés hors compétition cette année étaient réalisés par des habitués du festival. Parmi eux, *Fast, Cheap and Out of Control*, d'Errol Morris, un film essai offrant quatre versions modernes du mythe de Sisyphus racontée par des personnages excentriques, *Bar of Moonlight*, de Tom DiCillo (à l'heure de *Monument Man*), la rencontre d'un cadre moyen conformiste avec un marginal qui se prend pour Davy Crockett, *Nowhere*, de Gregg Araki, dont la vision « trash » d'une jeunesse sulfureuse commence à sérieusement tourner à vide.

Parmi les films attendus cette année à Park City, on a pu découvrir *Gridlock'd*, le premier film du réalisateur Vondie Curtis Hall, où l'on retrouve aux côtés de Tim Roth, Tupac Shakur, le rappeur disparu récemment. Ce film, le seul à se distinguer parmi les avant-premières, souligne la vitalité du cinéma noir américain encore trop mal distribué en France. Ruth et Shakur, sortent de Laurel et

Hardy drogués en quête d'une cure de désintoxication, sont excellents. *Gridlock'd* devait lancer la carrière dramatique de Tupac, qui possédait effectivement la présence à l'écran qui aurait fait de lui une star hollywoodienne.

LE PLUS ORIGINAL EST IGNORÉ

Les films présentés en compétition ont été décevants. *Sunday*, de Jonathan Nossiter, distingué à juste titre par le jury, ressemble à une journée particulière, d'Etienne Sciol, mettant aux prises un réalisateur de cinéma au chômage et sans domicile fixe avec une actrice

de théâtre qu'il rencontre par hasard dans la rue et qui semble être la seule à se souvenir de lui. *Eye of God* de Tim Blake Nelson, a été en revanche largement ignoré par le jury et la presse américaine. Il s'agit pourtant du film le plus original du festival, dont la construction étoilée donne une force particulière à une histoire qui aurait pu être écrite par Flannery O'Connor. Martha Pillington dans le rôle d'une jeune fille naïve épouse d'un ancien repris de justice qui va se révéler être un catholique fanatique doublé d'un tueur est remarquable.

Plusieurs films étaient centrés sur le malaise des adolescents apathiques ou délinquants (*Arresting Gena*, de Hannah Weyer, *All Over Me*, d'Alex Sichel, *Girls Like Us*, un documentaire de Jane Wagner), les familles dysfonctionnelles (*The Myth of Fingerprints*, de Bart Freundlich), le mal de vivre dans la société américaine (*Going All the Way*, de Mark Pellington). *Hurricane*, de Morgan J. Freeman sur une bande d'adolescents délinquants, *House of Yes*, de Mark Waters, sur une relation incestueuse entre un frère et une sœur qui remettent en scène l'assassinat du président Kennedy, sont caractéristiques de cette sélection : honorables, mais jamais originaux.

A force de vouloir trancher sur la production hollywoodienne, en abordant des questions que celle-ci évite, beaucoup de cinéastes américains indépendants tombent dans une autre forme de conformisme, persuadés qu'un sujet toru du suffit à masquer les faiblesses de leur mise en scène.

S. Bd et C. M.

Victor Nunez et Peter Fonda, deux indépendants face aux majors

PRÉSENTÉE en avant-première à Sundance, *Ulee's Gold*, l'histoire d'un apiculteur gérant péniblement sa production dans une petite ville de Floride, marque le retour de Victor Nunez, dont toute la carrière s'est déroulée sous la bannière du cinéma indépendant, et de Peter Fonda, dans son premier rôle constant depuis *Easy Rider* (1969), de Dennis Hopper. Ils répondent aux questions du Monde.

« Que représente Sundance pour vous ? »

Victor Nunez. - J'ai commencé par faire du cinéma expérimental, et avant *Ruby in Paradise*, mon avant-dernier film, je n'avais pas tourné pendant dix ans. J'ai fait quatre films en quinze ans, éprouvant à chaque fois les plus grosses difficultés à trouver de l'argent. Sundance a toujours été pour moi une épée à double tranchant : d'un

côté, la reconnaissance est merveilleuse, de l'autre, on est très vers Hollywood. Or, à chaque fois que je me suis rendu là-bas, rien ne s'est concrétisé. Un succès au Festival est une invitation à aller collaborer avec un studio, cette invitation ne m'intéresse plus.

Pourquoi vous êtes-vous cantonnés, tous les deux, au cinéma indépendant ?

Peter Fonda. - J'ai tendance à voler au secours du réalisateur lorsque les patrons des studios se pointent sur le plateau pour lui expliquer comment on doit tourner un film. Ce genre d'initiatives m'a valu une sale réputation à Hollywood. Plutôt que de me bagarrer avec eux, je préfère rester indépendant. Et disons la vérité, c'est aussi Hollywood qui ne veut pas de moi.

V.N. - Peter préfère le cinéma indépendant, car il lui offre la possibilité de jouer des personnages plus attachants.

R.F. - Mon rôle dans *Los Angeles 2013*, de John Carpenter, était très intéressant, bien que limité à huit minutes à l'écran, et il s'agissait là

d'un film hollywoodien. Mais il a toutes les caractéristiques d'un film indépendant.

Pourquoi avoir choisi Peter Fonda pour le personnage d'Ulee ?

V.N. - Je lui d'abord demandé ce qu'il avait tourné en vingt ans, car je n'avais rien vu. Il m'a donné une liste, je suis allé voir ses films, j'ai parlé avec Miguel Almeréya qui avait travaillé avec lui sur *Nadja*, et il m'a dit beaucoup de bien de Peter.

R.F. - Je savais que ma valeur au box-office était à son niveau le plus bas, j'étais en compétition avec d'autres acteurs plus cotés, j'avais encore les cheveux jusqu'au bas du dos, mais j'étais prêt à les couper si on me donnait un bon rôle. Après avoir lu le scénario, j'étais convaincu d'être le seul à pouvoir interpréter ce rôle. C'est ce que j'ai dit à Jonathan Demme quand il m'a parlé du film.

V.N. - Clinica Esthetica, la maison de production de Jonathan Demme, a aimé le scénario. Orion Pictures a été contacté, et a aussitôt

donné son feu vert au financement.

Pourquoi vos carrières n'ont-elles été si sporadiques ces dix dernières années ?

R.F. - Je vis dans le Montana, ce que Hollywood n'apprécie guère. Ma carrière vous semble peut-être sporadique, mais j'ai travaillé sans interruption. Depuis mes débuts en 1962, j'ai fait quarante-quatre films. Il n'y a que Dennis Hopper pour croire que j'ai disparu des écrans. Et je viens de mettre la touche finale à un livre de mémoires intitulé *Don't Tell Dad*, qui sortira à la rentrée.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld et Claudine Mulard

Les « ambitions » de M. Douste-Blazy pour l'art lyrique à Aix-en-Provence

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial
Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 27 janvier à la mairie d'Aix-en-Provence, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, Jean-François Picberal, maire de la ville (PS), Stéphane Lissner, directeur du Festival international d'art lyrique, et Jean-Marie Messier, PDG de la Compagnie générale des eaux et président de l'association chargée de l'organisation de l'édition 1998 de la manifestation aixoise, ont annoncé les grandes orientations de ce festival, dont la première édition remonte à 1948.

Dans un long exposé, M. Douste-Blazy a précisé qu'il avait « beaucoup d'ambitions pour le Festival d'Aix », rappelé qu'il le tenait pour « une composante essentielle de la vie lyrique française dont le rôle devait s'inscrire au côté de l'Opéra national de Paris en charge du répertoire, de l'Opéra-Comique, auquel une mission de création avait été demandée ainsi que la formation de jeunes chanteurs, des opéras de régions, dont certains recevront le label de national, et du Festival d'Orange, qui a un répertoire spécifique, mais qui subit les attaques de la municipalité ».

Quelques concerts seront organisés cet été, mais le Festival d'Aix ne retrouvera son lustre qu'en 1998. Trois représentants de l'Etat, quatre représentants des collectivités territoriales, cinq personnalités qualifiées et trois membres actifs désignés par l'assemblée générale formeront le conseil d'administration de l'association loi 1901 chargée de l'édition du cinquantenaire. Stéphane Lissner sera responsable devant ce CA de la programmation et de la gestion.

58 MILLIONS DE FRANCS

La structure de financement du festival s'est donnée pour but d'alléger les frais fixes et prévoit un budget de 58 millions de francs - dont 29 millions pour les dépenses artistiques. L'Etat apporte 15 millions, la ville 7, le département 3, la région 2, le casino 3 ; le reste proviendra des recettes et du mécénat - France Télécom apporte déjà 1 million.

L'intérêt du festival imaginé par Stéphane Lissner tient bien sûr dans sa programmation lyrique (*Don Juan* de Mozart, par Claudio Abbado et Peter Brook ; *Ariadne auf Naxos* de Strauss, par Christoph von Dohnanyi et Stéphane Braunschweig, *Le Châtenet de Barbe-Bleue* de Bela Bartok, par Pierre Boulez et Pina Bausch, et *L'Opéra de Claudio Monteverdi*, par René Jacobs et Trisha Brown), mais plus encore par les projets qui l'accompagnent. Est annoncée une Académie européenne de musique, qui rassemblera des jeunes artistes (chant, musiciens d'orchestre, direction de chant) pour des sessions de formation et la préparation de spectacles encadrés par David Stern, Christoph von Dohnanyi et Régine Crespin et des jeunes compositeurs guidés par Marc-André Dalbavie et Philippe Manory.

Le premier spectacle de l'académie sera *L'Infedeltà delusa*, de Joseph Haydn ; donné dix fois à Aix, il sera repris dans la région et en tournée. Une formation professionnelle aux métiers de constructeurs de décors et de fabrication de costumes doit être également mise en place en collaboration avec l'Institut supérieur des techniques du spectacle, installé à Avignon - si les financements suivent. En plus de l'opéra, concerts de musique de chambre, créations contemporaines, cours et répétitions publiques devraient décupler l'intérêt du festival et lui donner un rôle réel dans la vie locale.

Alain Lompech

DANSE THEATRE DE LA VILLE PARIS

DU 4 AU 7 FEV. 20H30

ALAIN PLATEL

LA TRISTEZA COMPLICE

création pour 14 danseurs, 10 accordéonistes et 1 chanteuse

- un cousin perturbateur de la "nouvelle vague flamande"
- quelque chose de l'art brut
- le social comme matière première

2 PL. DU CHATEAU 01 42 74 22 77

COMMUNE

"Un rare exploit scénique, passionnant" Michel Cournot, Le Monde

ernesto prim

Raymond Lepoutre
Aurélien Recoing
21 janvier au 16 février

01 48 34 67 67 à Aubervilliers

DISPARITIONS

■ JEAN-JACQUES GUERLAIN est mort, mardi 21 janvier. Né le 19 juin 1906, diplômé d'HEC, il fut gérant-associé de Guerlain, de 1959 à 1970, puis administrateur-directeur général de 1970 à 1980 de l'entreprise de parfumerie et de cosmétiques. Il laissera son nom attaché à la création de deux institutions : le Comité Colbert, chargé de la promotion de l'industrie française du luxe, fondé en 1954 avec le couturier Lucien Lelong, et dont il sera le président jusqu'en 1988, et l'Institut supérieur international du parfum, de la cosmétique et de l'armatiqne alimentaire, plus communément appelée « l'école des oez », fondée en 1984. Lui-même créateur de deux parfums dans les années 30, Jean-Jacques Guerlain est le père de Jean-Paul Guerlain, l'actuel « nez » de la prestigieuse maison, reprise par le groupe LVMH.

■ CLAUDE DOMINIQUE, productrice à Radio-France, est morte, jeudi 23 janvier, des suites d'un cancer. Née en Auvergne en 1929, Claude Dominique réussit en 1952 un concours d'animateur-présentateur. Elle débute alors au « Club d'essai » de Jean Tardieu et poursuivra toute sa carrière dans le service public et plus spécialement à France-Inter, où elle travaillera pour « L'Oreille en coin ». Parallèlement, elle écrit et interprète des sketches dans les cabarets, en compagnie de Boris Vian et Moustaki. Proche des surréalistes, Claude Dominique possédait un humour très particulier qu'elle a poussé à l'extrême dans « Le Slow de Pavlov, ou la mauvaise foi au service de l'impécuneté », une de ses meilleures émissions.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 22 janvier sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication des protocoles 1, 2 et 3 au traité sur la zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique sud (traité de Rarotonga) du 6 août 1985, adoptés à Suva le 8 août 1986, signés par la France à Suva le 25 mars 1996 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine relatif aux échanges de stagiaires professionnels, signé le 26 septembre 1995.

● **Masseurs** : un décret relatif à l'ordre national des masseurs-kinésithérapeutes ; un décret relatif aux modalités des élections aux différents conseils de l'ordre national des masseurs-kinésithérapeutes et au ressort territorial des conseils régionaux de cet ordre.

● **Police privée** : un décret relatif aux obligations de surveillance nu de gardiennage incombant à certains propriétaires, exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux ; un décret relatif aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires ou exploitants de garages nu de parcs de stationnement.

● **Secourisme** : un décret portant diverses mesures relatives au secourisme.

● **Réforme de l'Etat** : un arrêté relatif au contrôle financier déconcentré. A compter du 1^{er} janvier 1997, le contrôle financier est déconcentré dans les régions Alsace, Auvergne, Bretagne, Centre, Corse, Haute-Normandie, Ile-de-France, Limousin, Lorraine, Midi-

Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au *Journal officiel* du jeudi 23 janvier sont publiés :

● **Marchés** : une loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marché et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence, et la loi du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

● **Accords internationaux** : une loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part ; une loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part ; une loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part ; une loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part ; une loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part.

● **Tresor** : la situation résumée des opérations du Trésor au 30 novembre 1996.

Au *Journal officiel* du vendredi 24 janvier est publié :

● **Financement politique** : un décret pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en 1997 s'élève à 526,5 millions de francs.

Au *Journal officiel* du samedi 25 janvier sont publiés :

● **Dépendance** : une loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance (*Le Monde* du 30 novembre 1996) ; la saisine du Conseil constitutionnel par plus de soixante députés ; les observations du gouvernement à cette saisine ; la décision du Conseil constitutionnel jugeant les articles ayant fait l'objet d'une saisine non contraires à la Constitution.

Au *Journal officiel* du dimanche 26 janvier sont publiés :

● **Fonction publique** : un arrêté relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Cameroun, signé à Yaoundé le 31 mars 1994.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 22 janvier a approuvé les nominations suivantes dans les armées :

● **Terre**. Sont nommés : adjoint au directeur des systèmes de forces et de la prospective et chef du service d'architecture des systèmes de forces, le général de division Henri Marescaux ; adjoint au directeur des centres d'expertise et d'essais, le général de brigade Jean-Jacques Baudot.

● **Armement**. Sont nommés : chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général hors classe Jacques Vedel ; directeur du centre des hautes études de l'armement, l'ingénieur général hors classe Gérard La Rosa ; directeur des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général hors classe Michel Javelot ; directeur des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général hors classe Jean-Pierre Rabault ; adjoint au délégué général pour l'armement, l'ingénieur général hors classe Jean-Paul Gillybœuf ; directeur des ressources humaines, l'ingénieur général hors classe Jean Le Gad ; directeur des systèmes d'armes, l'ingénieur général hors classe Gérard Boissayon ; directeur des programmes, des méthodes d'acquisition et de la qualité, l'ingénieur général hors classe Daniel Reydellet.

Sont nommés : chargé de mission auprès du directeur des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de première classe Michel Collin de Verdère ; chef du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de première classe Yves Bertrand ; chargé de mission auprès du directeur du centre des hautes études de l'armement, l'ingénieur général de première classe Jacques Longueville ; directeur des relations internationales, l'ingénieur général de première classe Philippe Roger ; chef du service de la recherche et des études amont de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de première classe Daniel Estournet ; chef du service des programmes d'armement terrestre de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de première classe François Bée ; adjoint au directeur de la gestion et de l'organisation, chargé de la sous-direction des orientations et du budget, l'ingénieur général de première classe Bernard Luetand ; chef du service de la qualité de la direction des programmes, des méthodes d'acquisition et de la qualité, l'ingénieur général de première classe Xavier Duclaux ; adjoint au directeur des relations internationales, l'ingénieur général de première classe Bernard Laurent ; chef de l'échelon de Toulon du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de première classe Jean-Baptiste Dard ; chef du service des programmes navals de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de première classe Emmanuel Duval ; directeur de l'établissement technique central des systèmes terrestres, de la pyrotechnie et de la protection de la direction des centres d'expertise et d'essais, l'ingénieur général de première classe Jean-Lou Perrot.

(A suivre.)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patricia et Marc LESCARRET, ont la joie d'annoncer la naissance de Cécile, le 19 janvier 1997.

2, rue Brun, 92340 Bourg-la-Reine. Internet : www.darh.univ.fr/~cecile.

Anne-Marie LE GUÉVEL, Bertrand MOULY, ont la joie d'annoncer la naissance de Eve, le 23 janvier 1997.

7, rue Barbette, 75003 Paris.

Anniversaires de naissance

— Laure Allard et Jean Delabroy, longtemps distraits par l'accueil de leur fille.

Anouk, Léa, Victoire, font part en ce 28 janvier 1997 du premier anniversaire de sa naissance radieuse.

Un an de tendre compagne pour Pauline et Nathan.

« Ce baptême sacré par lequel les âmes s'unissent dans l'autre se connaissent sans intermédiaire, comme le père avec la mère dans la seconde de la conception. »

Décès

— Le conseil d'administration. Le personnel de la régie du port de plaisance de La Rochelle.

ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean COMPAGNON, président du conseil d'administration.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale le 27 janvier 1997.

— Nicole, Arnaud, Karine Douay. Et toute sa famille, ont la très grande tristesse de faire part du décès de Guy DOUAY, ingénieur Arts et Métiers, le 18 janvier 1997, à Amboise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une pensée pour Guy, qui a eu tant de courage et de dignité face à la maladie.

— Belbeuf (Seine-Maritime). Evreux (Eure).

Elisa Godefroy, son épouse, Thibault, Yael, Louis, ses enfants.

Les familles Godefroy et Picot, ont la tristesse de faire part du décès de Denis GODEFROY, artiste-peintre, survenu, à Rouen, à l'âge de quarante-sept ans.

Le service religieux sera célébré ce mardi 26 janvier 1997, à 15 heures, en l'église Saint-Taurin à Evreux.

Condolences sur registre.

— Les volontaires et les permanents de l'association AIDES Daphné-Savoie ont la grande tristesse de faire part du décès de

Olivier LORRIAUX, membre fondateur, et s'associent à la douleur de sa famille.

— M. et M^{me} Roland Manoury, M^{me} Michèle Manoury-Andrieux, M. Patrick Manoury, M. et M^{me} Philippe Manoury, M. et M^{me} Olivier Manoury-Erlendsson, M. et M^{me} François Lambert, M. et M^{me} Bernard Boleslowski, Elias, Chayana, Thomas, Ninon, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert MANOURY, ancien combattant 1939-1945, survenu à Tulle (Corrèze), le 26 janvier 1997.

Les obsèques religieuses ont lieu, en l'église de Chaurou (Corrèze), le mercredi 29 janvier 1997, à 10 h 30.

19800 Gimel-les-Cascades.

— Bruxelles. Avesnes-sur-Helpe (Nord).

Gérard Hooghe-Mudrack, son épouse, Jacqueline Hooghe-Macarez, sa belle-sœur, Georgette Hooghe-Debenex, sa tante,

ont le très grand chagrin de faire part du décès de

Christel MUDRACK-HOOGHE, le 21 janvier 1997, à Bruxelles, au terme d'un combat long et vaillant contre un mal incurable.

Après une cérémonie religieuse, selon la liturgie protestante, Christel a été inhumée au cimetière d'Avesnes-sur-Helpe, le vendredi 24 janvier.

« Sie kann nicht enden. » Goethe.

15, avenue du Petit-Rouge, 99440 Avesnes-sur-Helpe, 68, avenue d'Anderghem, B 1040 Bruxelles.

— Serge, Elena, José-Manuel, Paloma Tuñón de Lara, ses enfants.

Et leurs familles, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Manuel TUÑÓN DE LARA.

9, passage Cairen, 33800 Bordeaux, 87, rue de Pary, 75013 Paris.

— Le président de l'université de Pau et des pays de l'Adour, Les enseignants et les personnels de l'université,

ont la tristesse de faire part du décès du professeur Manuel TUÑÓN DE LARA, le 25 janvier 1997, à Léica (Espagne).

— M. et M^{me} Gilles Raphaël-Lévy, M^{me} Claude Raphaël-Lévy, M^{me} Jacques Raphaël-Lévy, ses frères et belles-sœurs, Céline Raphaël-Lévy, Renaud Raphaël, et Anne-Marie Mallard, Laurence Raphaël-Lévy, Romain et Geneviève Raphaël-Lévy, Blanche et Marc Denaret, Lucile et Bernard Borie, Anne et Xavier de Yurbe, Dorine et François Pluchet, Pascale Raphaël-Lévy et Michel Lefebvre, Agnès et Jean-Marie Brégonne, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise RAPHAËL-LÉVY, le 25 janvier 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu, le vendredi 31 janvier, à 11 heures, au cimetière Sainte-Catherine de Villeneuve-sur-Lot.

Le présent avis tient lieu de faire part.

— Chantal Turquet, sœur du Prado, Christian et Marie-Pierre Turquet, Bernard Turquet,

père de la Mission de France, Bruno et Marie-Martine Turquet, ses enfants,

François-Régis et Agnès Turquet, Florence et Bertrand de Vismes, Sabine et Patrick de Ponsins, Etienne et Bérengère Turquet, Pierre-Louis Turquet,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Alexandre VEXLIARD, professeur émérite de psychologie à l'université de Nice, officier des Palmes académiques, croix du combattant, médaille des évadés,

survenu le 20 janvier 1997, à Cannes.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 24 janvier.

Cet avis tient lieu de faire part.

Hommages

— Il y a quinze ans nous quitte

le professeur Robert FAURE, pionnier en recherche opérationnelle, diplômé de l'ENSET, ingénieur CNAM, conseiller chez Bull, puis à la RATP, professeur au CNAM (chaire de RO), à l'Ecole des Mines de Paris, à SUPÉLEC, à l'ENSET, au CEPIA et à l'Institut de programmation (Paris-VI),

ancien combattant de la 2^e DB.

Par son œuvre, sa pédagogie en RO, il reste présent pour nous et les nouvelles générations d'étudiants et d'ingénieurs.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Ghislaine Batardy, sa compagne, Jean-Claude, Elisabeth, Myriam, Martine, Sandrine, Laurence, ses enfants, Et leurs conjoints, T. Esn, Angélique, Aurélie, Pierre, Virginie, Adrien, Camille, Simon, Etienne et Bernard Lucas, ses petits-enfants, Ses amis et anciens compagnons de guerre,

ont le regret de faire part de la disparition de

Joseph VAN DAM, respecté des persécution nazies, Harelbeke (Pays-Bas) le 30 octobre 1921, Soignies (Belgique) le 16 janvier 1997.

La cérémonie d'adieu a eu lieu dans l'intimité, le lundi 20 janvier 1997.

Gardons-le vivant dans notre mémoire !

Cet avis tient lieu de faire part.

G. Batardy, 16, avenue d'Hazeubrouck, 7060 Soignies (Belgique), J.-C. Van Dam, 37, rue d'Arquiel, 77176 Nandy (France).

— Nice, Paris, Grenoble, Quimper.

M^{me} Marie-Thérèse Vexliard, son épouse, Hélène Vexliard, sa fille, Pierre Vexliard, son fils,

Julien, Claire, Louise et Anne, ses petits-enfants,

Les familles Pollack, Rubault et Le Grand, Ses proches, ses amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Alexandre VEXLIARD, professeur émérite de psychologie à l'université de Nice, officier des Palmes académiques, croix du combattant, médaille des évadés,

survenu le 20 janvier 1997, à Cannes.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 24 janvier.

Cet avis tient lieu de faire part.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

Messes anniversaires

— La messe paroissiale de 11 h 30, en l'église Saint-Romain de Sévres (Hauts-de-Seine), le 2 février 1997, sera dite à l'intention de

Eugène GÉRARD,

décédé le 2 février 1982.

A son souvenir sera associé celui de son épouse,

Jeanne FLASSARD († le 7 juillet 1987)

et de sa fille :

Françoise, († le 16 août 1978).

Anniversaires de décès

— Le 29 janvier 1972,

Laurence FOURNIAU

nous a quittés.

Charles et Paulette Fourniau, Mady et Jacques Méné, ses enfants, Ses petits-enfants,

demandent à tous ceux qu'elle a aimés de ne pas l'oublier et de penser aussi à

Paul FOURNIAU, son mari (1894-1983).

Mady et Jacques Méné, 191, boulevard de la République, 92210 Saint-Cloud, Charles et Paulette Fourniau, 9, avenue Mathurin-Morvan, 75019 Paris.

— Pour le douzième anniversaire de la disparition de

M. Joek KORN,

le 28 janvier 1985,

une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

« Tant que ceux qu'ils aiment restent présents dans leurs mémoires, il n'y a pas de mort. Le mort, c'est l'oubli. »

— Une pensée pour

Pierre MIFSUD, professeur à l'université Jean-Monnet, Saint-Etienne,

qui nous a quittés le 29 janvier 1992.

Merci à tous ceux qui l'ont aimé et gardent sa mémoire vivante.

Séminaires

— Le 30 janvier, de 18 heures à 20 heures, dans le cadre du séminaire sur les modèles d'intelligibilité de l'unité-sémitisme, dirigé par Pierre-André Tanguet, Paul Zawadzki et Guillaume Erner (CEPIC),

une table ronde est organisée sur « Les Allemands ordinaires et la Shoah, débats et controverses » (autour du livre de Daniel J. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, Le Seuil, Paris, 1997).

Avec Philippe Barria, Gilbert Merlio, Pierre Bourde et Michel Collin, à l'Institut d'études politiques de Paris (27, rue Saint-Guilhem, 7^e), salle 11.

Conférences

Conférence publique

Association d'amitié France-Chili

mardi 28 janvier, à 18 h 30.

M. Roger Frydman (directeur du CAESAR) : « Le libéralisme économique et l'économie de marché ».

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

Communications diverses

— M. Raymond AUBRA, résistant, auteur de *Où la mémoire s'arrête* (Ed. Odile Jacob), sera reçu au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 30 janvier, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-68-19.

— Le Chœur du Marais propose les cantates n^{os} 12, 131 et 150, de J.-S. Bach, le jeudi 30 janvier, à 20 h 45, à l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, 68 bis, rue de Turbigne, Paris-3^e. Direction : Y. Müller, D. Most, sop. : S. Dubut, alto : J.-F. Chénas, ténor : J.-L. Pagny, basse, 100 F et 80 F (tél. : 01-43-26-72-67 et FNAC).

HISTOIRE DU COMMERCE

L'Association pour l'histoire du commerce tiendra sa première assemblée générale jeudi 30 janvier à 17 heures, 8, place d'Éna, 75116 Paris, sous la direction de M. le professeur émérite Roger Bellet, vendredi 31 janvier 1997, à 14 heures, salle des Colloques de l'université Lumière-Lyon-II.

Soutenances de thèse

— Jean-Christophe ATTIAS présentera oralement ses travaux sur « Judas et l'humanité », en vue de l'obtention du diplôme d'habilitation à diriger des recherches devant un jury composé de M. Maurice Krieger, M. Michel Lévy, M. Aron Rodrigue, M^{me} Coline Sirat, M. Michel Tardieu et M. Pierre Vidal-Naquet, le jeudi 30 janvier 1997, à partir de 15 heures, à l'ÉHESS, 105, bd Raspail, 75006 Paris (salle 4).

— M^{me} Réda BENMANSOUR, épouse Balafré, soutiendra sa thèse de doctorat d'État de lettres, sur le sujet : « Jules Vallès : écrivain de portrait », sous la direction de M. le professeur émérite Roger Bellet, vendredi 31 janvier 1997, à 14 heures, salle des Colloques de l'université Lumière-Lyon-II.

— Jacques DELGUIDICE, inspecteur de l'éducation nationale à Nimès, a soutenu une thèse en sciences de l'éducation, intitulée : « Évaluation-régulation et apprentissage de transferts à l'école élémentaire », et a reçu le titre de docteur de l'université de Provence. Mention : Très honorable avec félicitations unanimes du jury, composé de J.-J. Bontol, S. Jolha (Aix-Marseille-II), J.-M. De Ketele (Louvain-la-Neuve) et Ph. Meirieu (Lyon-II).

— M^{me} Colette RIGAUD a soutenu le 21 janvier 1997, à l'université Paris-VII, sa thèse de doctorat d'État en lettres et sciences humaines sur « L'animal dans l'imaginaire infantile ».

Le jury, composé des professeurs P. Fédida, J. Lanouzière, C. Malandain, B. Marbouc-Clemons et Ph. Meset, lui a attribué la mention Très honorable avec ses félicitations du jury.

TÉLÉVISION La onzième cérémonie des 7 d'or, retransmise lundi 27 janvier par France 3, a récompensé les sept chaînes hertziennes françaises. ● TF 1, qui

avait été exclue du palmarès en 1995, a bénéficié cette année de la nouvelle réglementation, qui fait la part belle au vote du public. La chaîne privée a obtenu sept tro-

phées. ● LE SERVICE PUBLIC a remporté vingt des trente-trois 7 d'or. France 2 conservait la première place avec neuf récompenses. ● LA SOIRÉE a été perturbée à deux re-

prises par des intermittents du spectacle qui protestaient contre la modification de leurs régimes d'indemnisation du chômage et de retraite. ● L'ÉMISSION a été suivie

par près de cinq millions de téléspectateurs, soit 28 % de parts d'audience, avec une pointe à 50 % et six millions de téléspectateurs à 23 heures.

Les 7 d'or redonnent sa place à TF 1

La chaîne privée, qui avait été exclue des récompenses en 1995, a bénéficié, lundi 27 janvier lors de la onzième cérémonie, du nouveau règlement. Celui-ci tient largement compte du vote des téléspectateurs

TROIS HEURES et demie d'antenne, sur France 3. Une soirée entière de direct, avec ses hauts et ses bas, quelques séquences inattendues et beaucoup d'autres connues. Sans doute fallait-il au petit monde de la télévision cette longue cérémonie, en forme de pénitence collective, pour faire oublier la mascarade du 31 janvier 1995. Il y a deux ans, le palmarès des 7 d'or avait tourné à la farce, TF 1 — pour-

tant dominante de l'Audimat — n'avait arraché la moindre récompense. Grâce au système de vote, réservé aux professionnels de l'audiovisuel et des médias, le service public maintenait artificiellement son monopole. Une telle injustice avait été perçue comme une faute grave, un péché qui fallait être mortel à la manifestation elle-même.

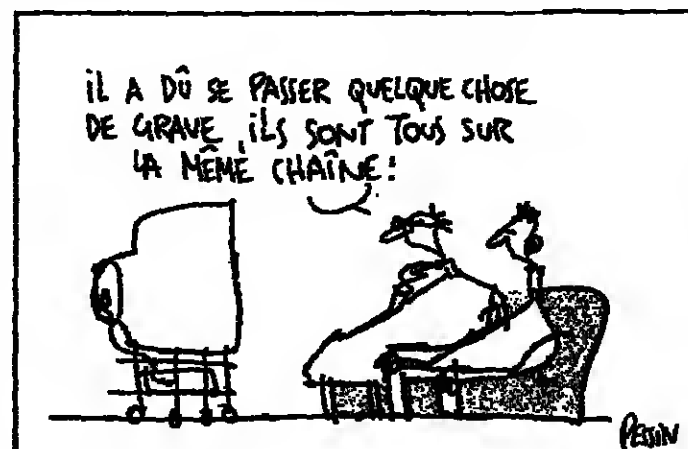
L'état-major de TF 1 avait mena-

cé de se retirer : ce sont les responsables des 7 d'or qui durent le faire. Après une année d'interruption, mise à profit par le comité d'organisation pour mettre au point une « charte » rassemblée par les sept chaînes hertziennes françaises, la onzième cérémonie des 7 d'or, co-produite par l'hebdomadaire *Télé 7 Jours* et France 3, a eu lieu, lundi 27 janvier, à la satisfaction générale.

LE POIDS DU PUBLIC

Si le service public reste vainqueur avec vingt 7 d'or (neuf à France 2, cinq à France 3, quatre à Arte et deux à La Cinquième), TF 1 retrouve un rang honorable avec sept récompenses et aucune chaîne n'a été oubliée (trois 7 d'or pour Canal Plus, deux pour M 6).

Cette année, le public avait été invité à voter. D'où la récompense du populaire Thierry Roland, élu pour la première fois meilleur journaliste sportif, alors que certains de ses écarts et ses idées proches de l'extrême droite (*Le Monde* du



17 janvier) lui valaient jusque là la défiance de ses pairs. D'où celle aussi de Pascal Brunner (*France 3*). En sacrant Jean-Pierre Pernaut meilleur présentateur de journal télévisé, les téléspectateurs ont évité l'écueil d'un vote favorable à Pa-

trick Poivre d'Arvor, à la veille de l'examen de son pourvoi devant la Cour de cassation dans l'affaire Botton-Noir, tout en célébrant les journaux de TF 1 qui caracolent en tête des sondages.

Dans ce palmarès 1997 que cha-

run s'accorde à trouver équilibré, TF 1 retrouve donc sa place. Ce retour sous les feux de la rampe est dû à la fois au vote du public et la stratégie définie par son vice-PDG, Étienne Mougeotte. Il y a presque un an, après l'ultime dérive de l'émission de Patrick Sébastien, « Osons », « Le temps de la provocation est terminé », avait-il déclaré (*Le Monde* du 25 avril 1996).

Les problèmes d'image de la Une, la baisse de sa part d'audience en 1996 (-1,9 %) et le tassement de ses recettes publicitaires enregistrées à l'automne dernier ont incité Étienne Mougeotte à faire reconnaître son mea culpa dans *Stratégies* du 17 janvier : « Nous nous sommes clairement laissés aller à un certain canifant. [...] Mais tout le monde est maintenant sur le pont. [...] L'objectif, qui est de conforter rapidement notre puissance et notre leadership, s'accompagne d'un effort particulier sur les cibles publicitaires, et d'abord sur les femmes et les jeunes. » Certains 7 d'or attribués à TF 1 (Jean-Pierre Pernaut, Véronique Genest, Corinne Touzet, Les Enfoirés 96, notamment) correspondent à la volonté de toucher ces deux cibles.

Mais la soirée sur France 3 ne fut pas qu'une longue séance d'auto-congratulation tranquille. Perturbée à deux reprises par des intermittents du spectacle — la première était imprévue et a débâillé les sept présentateurs de la cérémonie, alors que la seconde avait été préparée dès le week-end avec la direction de France 3 —, la soirée fut placée sous le signe de ce conflit que plusieurs lauréats eurent à cœur d'évoquer. « C'est complètement absurde en cette époque pas très décente où des listes circulent dans les chaînes, et où le CSA a décidé de bouter nos images », a déclaré la jeune réalisatrice Pascale Ferran.

Sylvie Kerviel
et Dorothee Trompent

Jean-Jacques Bozonnet

« Les gens ont pris trop de temps pour leurs remerciements »

DERNIER compte à rebours avant l'ouverture d'antenne. Il est 20 h 45. Derrière le rideau rouge, Catherine Matausch rajuste son décolleté et fait les cent pas en répétant les premières phrases de son texte. Peu de monde encore côté coulisses. Bruno Masure, lui, est déjà là. En habitué de ce type de cérémonies, il erre, col ouvert et coupe à la main, à la recherche d'un visage connu. Tandis qu'une voix au micro annonce « l'antenne dans trente secondes », des sifflets et des slogans parviennent de l'extérieur. Ce sont quelques centaines d'intermittents du spectacle, massés près des grilles d'entrée.

La cérémonie commence et, déjà, le premier incident. Un manifestant, vêtu d'une combinaison d'agent EDF et le visage en partie masqué par un bonnet, débarque sur

la scène. Assez excité, il demande à lire un communiqué. Des applaudissements fusent dans la salle. Sa lecture est longue et laborieuse. « Les gens vont changer de chaîne. Une intervention comme celle-ci, en début de soirée, c'est une catastrophe », s'inquiète Marlène Jobert, qui s'apprêtait à monter sur scène pour remettre le 7 d'or du meilleur animateur d'émission jeunesse.

L'épisode clos, l'émission reprend laborieusement son cours. Brigitte Fossey tire sur sa robe de satin noir et monte à son tour l'escalier. Les catégories s'enchaînent et déjà l'émission ronronne. Meilleur animateur de magazine de société, meilleur magazine d'évasion et d'aventure... Les remerciements s'étirent et se ressemblent. Bruno Masure bâille d'ennui. « Je serais mieux chez moi devant ma télé », ronchonne-t-il.

A deux pas de lui, Emmanuel Chain, une oreille collée à son téléphone portable, l'autre sur le 7 d'or qu'il vient de recevoir, hurle, hèle, la bonne nouvelle. Meilleur documentariste, meilleur comédien, bétisier sportif...

« DU MACCARTHYISME ÉCONOMIQUE »

Plusieurs observateurs s'accordent, en coulisse, à trouver la soirée « morne et longue » et « vraiment singulière ». Grincements de dents à l'annonce de la nomination de Thierry Roland. « Voilà maintenant qu'on couronne Le Pen-Roland », lance une voix, en référence à la récente interview accordée par le journaliste de TF 1 au quotidien d'extrême droite *Présent*. Après sa « sortie » sur scène, la jeune réalisatrice Pascale Ferran, primée pour son film *L'Age*

des possibles, continue à fulminer en coulisse : « Des listes de réalisateurs autorisés circulent à TF 1, France 2, France 3. Si vous n'y figurez pas, vous ne pouvez pas tourner. C'est du maccarthysme économique ! »

Plus de trois heures d'antenne déjà. Jean-Pierre Pernaut est le dernier couronné, il est minuit passé. La soirée s'achève avec une heure un quart de retard. Épuisé, Jean-Claude Brialy vient enfin se désaltérer, et s'empresse : « C'était trop long. Les gens ont pris trop de temps pour leurs remerciements. » Comment le maître de cérémonie juge-t-il la soirée ? « Quand on a trente-trois 7 d'or à distribuer, on ne peut pas vraiment rigoler ! »

Sylvie Kerviel
et Dorothee Trompent

Jean-Jacques Bozonnet

Le groupe Time Warner commande un million de décodeurs numériques

AVEC plusieurs années de retard sur les bouquets de programmes par satellite, les réseaux câblés américains se convertissent au numérique. Selon le quotidien britannique *The Times* du 27 janvier, Time Warner, géant américain de la communication, a passé commande d'un million de boîtiers numériques. A terme, Time Warner envisage d'équiper ses 12,2 millions de foyers abonnés répartis sur 37 États américains. L'objectif du groupe américain est de multiplier les capacités de transport de ses réseaux câblés pour offrir de la quasi-vidéo à la demande (near video on demand), des jeux, du téléachat, des programmes locaux et des services bancaires. Une palette de services testés depuis 1994 auprès de 4 000 foyers volontaires de la banlieue d'Orlando en Floride.

DÉPÊCHES

■ **NUMÉRIQUE** : Sogecable, contrôlée par Canal Plus Espagne et le groupe Prisa, Antena 3 et TV Catalogne, ont constitué, lundi 27 janvier, Sport S. L. pour exploiter en commun les droits de retransmission des matches de divisions 1 et 2 du championnat d'Espagne de football. Selon l'accord du 24 décembre, signé entre les trois partenaires, les chaînes régionales diffuseront une rencontre de première division le samedi, Canal Plus Espagne retransmettra deux matches le dimanche, et Antena 3 proposera un match chaque lundi.

■ **ALLEMAGNE** : Première, chaîne cryptée à péage, a été autorisée à tester ses futurs programmes numériques en Bavière. Dès le 15 février, la chaîne allemande, contrôlée par CLT-UGA (37,5 %), Canal Plus (37,5 %) et Kirch (25 %), pourra recruter des abonnés bavarois. 30 000 décodeurs numériques de type Mediabox, développé par Canal Plus, ont déjà trouvé acquéreur. 20 000 ont été réservés à la réception directe et 10 000 ont été attribués aux réseaux câblés.

■ **CINÉMA** : UGC DA, filiale à 97,6 % de Canal Plus, a annoncé, lundi 27 janvier, un chiffre d'affaires 1996 de 415,8 millions de francs, en hausse de 57 %. L'an dernier, le bénéfice net d'UGC DA a progressé de 99,3 % pour atteindre 88,9 millions de francs. Les résultats 1996 intègrent les chiffres du catalogue Lumière. Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, et Vincent Grimond ont été nommés respectivement président et directeur général d'UGC DA.

■ **PUBLICITÉ** : le chiffre d'affaires de la publicité sur Internet, qui s'élevait à 5 millions de francs en 1996 en France, devrait tripler cette année. Ce montant reste cependant modeste au regard des 36 milliards de francs de dépenses publicitaires en France. Principale raison invoquée : l'audience encore limitée et non certifiée par un organisme indépendant.

■ **PRESSE** : deux perquisitions ont été effectuées, lundi 27 janvier, au siège du quotidien régional *La Dépêche du Midi* et dans les locaux de l'hebdomadaire *La Gazette des tribunaux du Midi*. Le juge d'instruction, accompagné par des gendarmes du SRP de Toulouse, agissait dans le cadre d'un réquisitoire supplétoire pour « abus de biens sociaux » visant des dirigeants de l'hebdomadaire. Ces perquisitions font suite à une enquête financière menée depuis octobre 1996. Plusieurs membres de la famille Baylet, propriétaire des deux journaux, ont déjà été mis en examen (*Le Monde* du 15 octobre 1996).

Le contentieux entre Havas Advertising et ses banques n'est pas clos

LA CONDAMNATION d'Havas Advertising, premier groupe publicitaire français, va-t-elle mettre un terme au conflit juridique-financier qui l'oppose depuis plus d'un an à six établissements financiers parisiens parmi les plus cotés ? Par un jugement en date du 13 janvier, le tribunal de commerce de Paris a débouté de sa plainte le groupe publicitaire, filiale d'Havas, en l'obligeant à verser à six banques une « somme » de 85 millions de francs qu'elles étaient censées recevoir en tant qu'ex-actionnaires minoritaires de l'agence RSCG (*Le Monde* du 28 janvier).

Cette somme aurait dû leur être versée en vertu d'un pacte d'actionnaires signé en 1988 et qui les liait, selon elles, lors de la fusion de RSCG, trois ans après, à l'agence Eurocom. La fusion de 1991 avait donné naissance à Euro RSCG, rebaptisée ensuite Havas Advertising, en février 1996.

C'est en contrepartie de leur renoncement au bénéfice de ce pacte d'actionnaires que les banques se voyaient consentir un engagement de rachat de leurs actions à un prix convenu d'avance, ou, à défaut, le versement d'une indemnité évaluée à 85 millions de francs, payable à partir du 3 janvier 1996. L'affaire oppose depuis le 2 janvier 1996 — soit la veille du

Jour où il leur était possible de lever la promesse de vente faite quatre ans auparavant —, le « gratin » des banques françaises — Arjil (Lagarrière Groupe), la Banexi (BNP), la Financière Saint-Dominique (Crédit national), Francic (Sicav du CIC), Part'Com et la Caisse nationale de prévoyance (deux filiales de la Caisse des dépôts et consignations) — au premier groupe publicitaire français, dans deux procédures.

NÉGOCIATIONS EN VUE ?

En plus du jugement rendu par le tribunal de commerce, le litige devrait aussi venir devant le tribunal de grande instance de Nanterre. Une plainte pour « dénonciation calomnieuse », déposée en juin dernier (*Le Monde* du 21 juin 1996) à l'encontre d'Havas Advertising et de Rouseca (holding de RSCG) et de leurs présidents respectifs, Alain de Pouzilhac et Alain Camon, par les six banques fait en effet écho à celle déposée le 2 mai par le groupe publicitaire devant le tribunal correctionnel de Nanterre : Havas Advertising avait alors porté plainte contre X... pour escroquerie, tentative d'escroquerie, faux et usage de faux, et contre Bernard Roux, alors président de RSCG au moment de la négociation de la transaction entre l'agence et Eurocom.

Lors d'affaires ayant trait au même litige et menées devant deux juridictions — commerciale, donc civile, d'une part, correctionnelle d'autre part — un adage veut que le pénal tienne le civil en l'état. Autrement dit, les qualifications ou jugements rendus au pénal s'imposent aux juridictions civiles. Or, le tribunal de commerce stipule dans son jugement que « (...) la décision du juge qui aura à connaître des plaintes réciproques des parties n'aura pas d'incidence significative sur l'issue de la présente instance ». Ainsi, les procédures pénales en cours ne sauraient modifier le jugement rendu par le tribunal de commerce de Paris.

Havas Advertising dispose d'un délai d'un mois pour déposer un recours devant la cour d'appel, puis se présenter devant le tribunal de Nanterre. Interrogés, le groupe publicitaire et les six établissements bancaires s'abstiennent de tout commentaire. Surprenant de la part d'entreprises qui avaient abondamment communiqué lors de précédents épisodes, ce mutisme signifierait, selon certains observateurs, que des négociations pourraient s'engager entre les deux parties.

Florence Amalou

CORRESPONDANCE

Une lettre de syndicalistes de France 2

A la suite d'un article paru dans nos éditions du 9 janvier, intitulé « Des détournements de fonds mettent en cause des élus du comité d'entreprise de France 2 », François Chazaud et Gilles Julien, délégués syndicaux à France 2, respectivement de Force ouvrière (FO) et du Syndicat indépendant de la télévision et de la radio (SITR), nous écrivent :

1. Il est singulier et symptomatique de constater que le titre de l'article met en cause des élus du comité d'entreprise (CE) alors que le corps de l'article ne reprend pas cette affirmation.

2. Le 9 janvier, date de parution du *Monde*, ce n'était pas jour

d'élection d'un nouveau bureau du CE. C'était le premier tour des élections professionnelles pour les délégués du personnel et membres du CE, ce qui constitue un enjeu capital pour la représentativité syndicale dans l'entreprise. Si le quorum n'est pas atteint au premier tour, un second tour est nécessaire — ce qui est la plupart du temps le cas à France 2.

3. Il est affirmé que les syndicats CGC et CFOT ont engagé des poursuites contre leurs prédécesseurs FO-SITR à tort. Aucun vote n'a eu lieu en ce sens mandatant l'un des membres du CE à cet effet.

4. Il est affirmé qu'il y a un trou

de 2,5 millions de francs et que plus de 800 000 francs ont disparu. Si les investigations avaient été faites de façon objective, il eût été constaté que l'achat des appartements au Canada a été réalisé par acte notarié sur place, après vote du CE et avis favorable de la commission des activités sociales et culturelles. Aucune somme n'a disparu entre ce moment et l'enregistrement de la vente devant l'officier instrumental.

5. Bien que longuement reprises et citées, les accusations de Pascal Fournier ne sont, comme *Le Monde* l'indique d'ailleurs, corroborées par aucun document officiel.

Calculez vos impôts
3615 LEMONDE

Commandez vos livres par Minitel
36 15 LEMONDE

051 7 11 47

« Pourchassés par Mussolini, brisés par Staline »

Croyant trouver en URSS le paradis des travailleurs, de nombreux communistes italiens ont fini au Goulag. Début de la série « 1917 et après, variations soviétiques », sur Arte

Michel Tatu

★ « Les Mercredis de l'Histoire » : Pourchassés par Mussolini, brisés par Staline, Arte, mercredi 29 janvier à 20 h 50.

Radiation

France-Culture
20.30 Archipel médecine.
 La salle de garde, les carabins
21.32 La Pointe du Raz
 reconquise.
22.40 Nuits magnétiques.
 Eclats de fusée, images
 d'aujourd'hui, mémoires
 d'hier.
0.05 Ou jour au lendemain
 Jean-Pierre Oue. 0.48 Musique : Le
 cinglé du music-hall. 1.00 La

France-Musique
20.00 Concert. *Donné le 11 décembre 1996 au Centre Pompidou, par l'Ensemble Ar Nova, dir. Philippe Nakhon. Œuvres de Schumann, Moniz.*
22.30 Musique pluriel. *Œuvres de Schëdithorn.*
23.07 About choeur. *Œuvres de Balif.*
0.00 Œs notes sur la guitar. *Œuvres de Giuliani, Castel, novo-Tedesco, Pujol, Gershwin, D Sarasate, Brouwer. 1.00 Les Nuits de France-Musique.*

Radio-Classique

Le Monde

TARIFS HORS FRANCE			
Régions Proche-Orient Sud-Est		Autres pays d'Europe d'Amérique	
1 an	1 125 F	1 125 F	
2 ans	2 125 F	2 125 F	
3 ans	3 125 F	3 125 F	

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc
60648 Chantilly Cedex

Paris Première
20.00 et 23.55
20 h Paris Première.
Invité : Claude Sautet.
21.00 Nova (rediff.)
21.55 et 1.55 Le J.T.S.
22.25 Adieu blaureau ■
Film de Bob Decout
(1984, 90 min). 523691

Série Club
20.50 Les Champions.
 La traversée du désert.
21.40 et **1.30** Le Chevalier
 de Pardailhan.
22.30 Zéro un Londres.
 Les plaisirs du ciel.
23.00 La Famille cigale.
23.45 Chapeau melon et
 Bottes de cuir. Maitre à

22.00 *Système 1ev2.*
Environnement :
les transports verts (55 min).

Voyage

19.55 et **23.25** *Chronique*
de Jacques Lanzmann.
Partir.

20.00 et **23.30** *Suivez le guide*
Préserver la nature,
la Jordanie, l'Indonésie.

22.00 *En parcourant*
le monde.

Signification des symboles
 ► Signalé dans « Le Monde »
 ■ On peut voir.
 ■■ Ne pas manquer.

Le Journal de l'économie. 21.42
Cinéma. 21.42 Talk culturel. 22.50
Talk Média. 22.50 L'invité
l'économie 23.40 5 ports (30 min).

0-40 LE RETOUR DU SAINT.
Le choix impossible.

22.30 L'Heure de partir
(120 min).

13

sourds et les malentendants

mi, brisés par Staline

eurs de nombreux...
après variations...

SOCIALISME
NON, ARRÊTE



La presse régionale accorde une large place, dans ses éditions du 28 janvier, aux conclusions du rapport de la Cour des comptes sur les services de gestion de l'eau publiés la veille dans nos colonnes. Le Dauphiné Libéré proclame à la une: « Une gestion plutôt trouble ». Encore plus concis, Le Parisien annonce: « Le scandale de l'eau ». Le Télégramme de Brest titre pour sa part: « Gestion de l'eau pas assez claire » et Var-Matin, « Eaux claires et comptes troubles ».

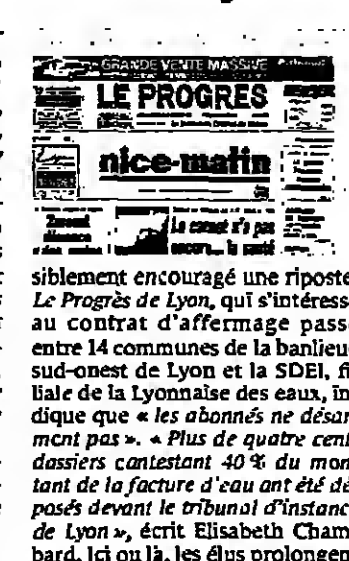
Ces manchettes sont à la hauteur des augmentations observées par les consommateurs. La plupart des quotidiens insistent sur la « culbute » des prix de l'ordre de 50 % entre 1990 et 1994. Infographie à l'appui, Le Parisien observe que « la palme de la cher-

Comptes et mécomptes de l'eau en France

Les quotidiens régionaux recensent à l'unisson les hausses de facturation et les divers abus des « majors ». Leurs manchettes font écho aux augmentations observées par les consommateurs

LA PRESSE RÉGIONALE accorde une large place, dans ses éditions du 28 janvier, aux conclusions du rapport de la Cour des comptes sur les services de gestion de l'eau publiés la veille dans nos colonnes. Le Dauphiné Libéré proclame à la une: « Une gestion plutôt trouble ». Encore plus concis, Le Parisien annonce: « Le scandale de l'eau ». Le Télégramme de Brest titre pour sa part: « Gestion de l'eau pas assez claire » et Var-Matin, « Eaux claires et comptes troubles ».

Ces manchettes sont à la hauteur des augmentations observées par les consommateurs. La plupart des quotidiens insistent sur la « culbute » des prix de l'ordre de 50 % entre 1990 et 1994. Infographie à l'appui, Le Parisien observe que « la palme de la cher-



la réaction des consommateurs. Le Dauphiné libéré signale qu'à Grenoble « le nouveau conseil municipal a voté, le 25 mars 1996, une diminution du prix du mètre cube de 1,59 F soit 12 F au lieu de 13,59 F, applicable de façon rétroactive à janvier 96 ».

Nice-Matin rappelle que « de nombreuses municipalités, toutes couleurs confondues, ont obtenu des réductions de contrat. D'autres ont changé de concessionnaire. La pression du client est une réalité commerciale, la concurrence existe ».

Le Progrès de Lyon souligne le rôle des « majors » en s'appuyant sur le rapport de la Cour des comptes: « La concurrence, dans un secteur aujourd'hui dominé par trois grands groupes, n'est pas vraiment sauvage. » La concentra-

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

■ **Alain Duhamel**
■ Devant l'explosion de violences algériennes, la France est à la fois indifférente et d'ingérence. La non-indifférence va de soi: après cent trente ans de vie commune tumultueuse, brutale et passionnée, rien de ce qui se passe en Algérie ne peut être étranger à la France, et réciproquement. La non-ingérence s'impose: outre qu'une prise de position française en faveur d'un des deux camps transformerait inévitable-

ment l'Hexagone en théâtre extérieur de la guerre civile, nous perdions sur tous les tableaux. La communauté internationale blâmerait un néo-colonialisme. En Algérie, ceux qui par hypothèse nous soutiendraient passeraient pour le « parti français », ce qui se retournerait contre eux. Quant à leurs adversaires, ils emploieraient une fois de plus le langage des attentats. En l'occurrence, il est urgent de s'abstenir.

■ **Michèle Cotta**
■ Peut-on vraiment accuser les musées français d'avoir délibé-

rément caché les merveilles artistiques volées pendant la guerre? Paut-il vraiment, s'il n'y avait qu'un coupable de la véritable razzia opérée sur les biens juifs entre 1940 et 1944, désigner la direction des musées de France? La réponse est non. Une fois de plus, la responsabilité est celle des hommes politiques qui n'ont pas voulu, ou cru qu'ils ne pouvaient pas, à la libération, réparer les effroyables dégâts de la guerre. Jacques Chirac est le premier à avoir reconnu la responsabilité de la France dans la persécution des juifs de France. En répondant à la demande du CRIF, en

acceptant l'ouverture d'une mission sur l'ampleur des spoliations dont ont été victimes les juifs français, Alain Juppé a fait plus que promettre une justice tardive. Il a accédé à une revendication plus morale que pénale, plus symbolique que matérielle. Et il a bien fait.

■ **La Croix**
■ Chaque année, depuis 1988, le sondage Sofres-La Croix-Télérama sur la « crédibilité des médias » donne des sursauts froids à la profession. Confiance en berne, palmarès décourageants (le public ne peut

TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série. La femme en vert.
17.10 Métrouze Place. Feuilleton. Pierre malgré lui.
18.05 R 2000. Série. Les bohémiens.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour.

20.45 FOOTBALL.
En direct de Lens. Quarts de finale de la Coupe de la ligue.
R.C. Lens - A.S. Monaco.
20.45 Coup d'envoi.
21.30 Métro, Métro.
21.45, 22.00, 22.15, 22.30, 22.45, 23.00, 23.15, 23.30, 23.45, 24.00, 24.15, 24.30, 24.45, 25.00, 25.15, 25.30, 25.45, 26.00, 26.15, 26.30, 26.45, 27.00, 27.15, 27.30, 27.45, 28.00, 28.15, 28.30, 28.45, 29.00, 29.15, 29.30, 29.45, 30.00, 30.15, 30.30, 30.45, 31.00, 31.15, 31.30, 31.45, 32.00, 32.15, 32.30, 32.45, 33.00, 33.15, 33.30, 33.45, 34.00, 34.15, 34.30, 34.45, 35.00, 35.15, 35.30, 35.45, 36.00, 36.15, 36.30, 36.45, 37.00, 37.15, 37.30, 37.45, 38.00, 38.15, 38.30, 38.45, 39.00, 39.15, 39.30, 39.45, 40.00, 40.15, 40.30, 40.45, 41.00, 41.15, 41.30, 41.45, 42.00, 42.15, 42.30, 42.45, 43.00, 43.15, 43.30, 43.45, 44.00, 44.15, 44.30, 44.45, 45.00, 45.15, 45.30, 45.45, 46.00, 46.15, 46.30, 46.45, 47.00, 47.15, 47.30, 47.45, 48.00, 48.15, 48.30, 48.45, 49.00, 49.15, 49.30, 49.45, 50.00, 50.15, 50.30, 50.45, 51.00, 51.15, 51.30, 51.45, 52.00, 52.15, 52.30, 52.45, 53.00, 53.15, 53.30, 53.45, 54.00, 54.15, 54.30, 54.45, 55.00, 55.15, 55.30, 55.45, 56.00, 56.15, 56.30, 56.45, 57.00, 57.15, 57.30, 57.45, 58.00, 58.15, 58.30, 58.45, 59.00, 59.15, 59.30, 59.45, 60.00, 60.15, 60.30, 60.45, 61.00, 61.15, 61.30, 61.45, 62.00, 62.15, 62.30, 62.45, 63.00, 63.15, 63.30, 63.45, 64.00, 64.15, 64.30, 64.45, 65.00, 65.15, 65.30, 65.45, 66.00, 66.15, 66.30, 66.45, 67.00, 67.15, 67.30, 67.45, 68.00, 68.15, 68.30, 68.45, 69.00, 69.15, 69.30, 69.45, 70.00, 70.15, 70.30, 70.45, 71.00, 71.15, 71.30, 71.45, 72.00, 72.15, 72.30, 72.45, 73.00, 73.15, 73.30, 73.45, 74.00, 74.15, 74.30, 74.45, 75.00, 75.15, 75.30, 75.45, 76.00, 76.15, 76.30, 76.45, 77.00, 77.15, 77.30, 77.45, 78.00, 78.15, 78.30, 78.45, 79.00, 79.15, 79.30, 79.45, 80.00, 80.15, 80.30, 80.45, 81.00, 81.15, 81.30, 81.45, 82.00, 82.15, 82.30, 82.45, 83.00, 83.15, 83.30, 83.45, 84.00, 84.15, 84.30, 84.45, 85.00, 85.15, 85.30, 85.45, 86.00, 86.15, 86.30, 86.45, 87.00, 87.15, 87.30, 87.45, 88.00, 88.15, 88.30, 88.45, 89.00, 89.15, 89.30, 89.45, 90.00, 90.15, 90.30, 90.45, 91.00, 91.15, 91.30, 91.45, 92.00, 92.15, 92.30, 92.45, 93.00, 93.15, 93.30, 93.45, 94.00, 94.15, 94.30, 94.45, 95.00, 95.15, 95.30, 95.45, 96.00, 96.15, 96.30, 96.45, 97.00, 97.15, 97.30, 97.45, 98.00, 98.15, 98.30, 98.45, 99.00, 99.15, 99.30, 99.45, 100.00, 100.15, 100.30, 100.45, 101.00, 101.15, 101.30, 101.45, 102.00, 102.15, 102.30, 102.45, 103.00, 103.15, 103.30, 103.45, 104.00, 104.15, 104.30, 104.45, 105.00, 105.15, 105.30, 105.45, 106.00, 106.15, 106.30, 106.45, 107.00, 107.15, 107.30, 107.45, 108.00, 108.15, 108.30, 108.45, 109.00, 109.15, 109.30, 109.45, 110.00, 110.15, 110.30, 110.45, 111.00, 111.15, 111.30, 111.45, 112.00, 112.15, 112.30, 112.45, 113.00, 113.15, 113.30, 113.45, 114.00, 114.15, 114.30, 114.45, 115.00, 115.15, 115.30, 115.45, 116.00, 116.15, 116.30, 116.45, 117.00, 117.15, 117.30, 117.45, 118.00, 118.15, 118.30, 118.45, 119.00, 119.15, 119.30, 119.45, 120.00, 120.15, 120.30, 120.45, 121.00, 121.15, 121.30, 121.45, 122.00, 122.15, 122.30, 122.45, 123.00, 123.15, 123.30, 123.45, 124.00, 124.15, 124.30, 124.45, 125.00, 125.15, 125.30, 125.45, 126.00, 126.15, 126.30, 126.45, 127.00, 127.15, 127.30, 127.45, 128.00, 128.15, 128.30, 128.45, 129.00, 129.15, 129.30, 129.45, 130.00, 130.15, 130.30, 130.45, 131.00, 131.15, 131.30, 131.45, 132.00, 132.15, 132.30, 132.45, 133.00, 133.15, 133.30, 133.45, 134.00, 134.15, 134.30, 134.45, 135.00, 135.15, 135.30, 135.45, 136.00, 136.15, 136.30, 136.45, 137.00, 137.15, 137.30, 137.45, 138.00, 138.15, 138.30, 138.45, 139.00, 139.15, 139.30, 139.45, 140.00, 140.15, 140.30, 140.45, 141.00, 141.15, 141.30, 141.45, 142.00, 142.15, 142.30, 142.45, 143.00, 143.15, 143.30, 143.45, 144.00, 144.15, 144.30, 144.45, 145.00, 145.15, 145.30, 145.45, 146.00, 146.15, 146.30, 146.45, 147.00, 147.15, 147.30, 147.45, 148.00, 148.15, 148.30, 148.45, 149.00, 149.15, 149.30, 149.45, 150.00, 150.15, 150.30, 150.45, 151.00, 151.15, 151.30, 151.45, 152.00, 152.15, 152.30, 152.45, 153.00, 153.15, 153.30, 153.45, 154.00, 154.15, 154.30, 154.45, 155.00, 155.15, 155.30, 155.45, 156.00, 156.15, 156.30, 156.45, 157.00, 157.15, 157.30, 157.45, 158.00, 158.15, 158.30, 158.45, 159.00, 159.15, 159.30, 159.45, 160.00, 160.15, 160.30, 160.45, 161.00, 161.15, 161.30, 161.45, 162.00, 162.15, 162.30, 162.45, 163.00, 163.15, 163.30, 163.45, 164.00, 164.15, 164.30, 164.45, 165.00, 165.15, 165.30, 165.45, 166.00, 166.15, 166.30, 166.45, 167.00, 167.15, 167.30, 167.45, 168.00, 168.15, 168.30, 168.45, 169.00, 169.15, 169.30, 169.45, 170.00, 170.15, 170.30, 170.45, 171.00, 171.15, 171.30, 171.45, 172.00, 172.15, 172.30, 172.45, 173.00, 173.15, 173.30, 173.45, 174.00, 174.15, 174.30, 174.45, 175.00, 175.15, 175.30, 175.45, 176.00, 176.15, 176.30, 176.45, 177.00, 177.15, 177.30, 177.45, 178.00, 178.15, 178.30, 178.45, 179.00, 179.15, 179.30, 179.45, 180.00, 180.15, 180.30, 180.45, 181.00, 181.15, 181.30, 181.45, 182.00, 182.15, 182.30, 182.45, 183.00, 183.15, 183.30, 183.45, 184.00, 184.15, 184.30, 184.45, 185.00, 185.15, 185.30, 185.45, 186.00, 186.15, 186.30, 186.45, 187.00, 187.15, 187.30, 187.45, 188.00, 188.15, 188.30, 188.45, 189.00, 189.15, 189.30, 189.45, 190.00, 190.15, 190.30, 190.45, 191.00, 191.15, 191.30, 191.45, 192.00, 192.15, 192.30, 192.45, 193.00, 193.15, 193.30, 193.45, 194.00, 194.15, 194.30, 194.45, 195.00, 195.15, 195.30, 195.45, 196.00, 196.15, 196.30, 196.45, 197.00, 197.15, 197.30, 197.45, 198.00, 198.15, 198.30, 198.45, 199.00, 199.15, 199.30, 199.45, 200.00, 200.15, 200.30, 200.45, 201.00, 201.15, 201.30, 201.45, 202.00, 202.15, 202.30, 202.45, 203.00, 203.15, 203.30, 203.45, 204.00, 204.15, 204.30, 204.45, 205.00, 205.15, 205.30, 205.45, 206.00, 206.15, 206.30, 206.45, 207.00, 207.15, 207.30, 207.45, 208.00, 208.15, 208.30, 208.45, 209.00, 209.15, 209.30, 209.45, 210.00, 210.15, 210.30, 210.45, 211.00, 211.15, 211.30, 211.45, 212.00, 212.15, 212.30, 212.45, 213.00, 213.15, 213.30, 213.45, 214.00, 214.15, 214.30, 214.45, 215.00, 215.15, 215.30, 215.45, 216.00, 216.15, 216.30, 216.45, 217.00, 217.15, 217.30, 217.45, 218.00, 218.15, 218.30, 218.45, 219.00, 219.15, 219.30, 219.45, 220.00, 220.15, 220.30, 220.45, 221.00, 221.15, 221.30, 221.45, 222.00, 222.15, 222.30, 222.45, 223.00, 223.15, 223.30, 223.45, 224.00, 224.15, 224.30, 224.45, 225.00, 225.15, 225.30, 225.45, 226.00, 226.15, 226.30, 226.45, 227.00, 227.15, 227.30, 227.45, 228.00, 228.15, 228.30, 228.45, 229.00, 229.15, 229.30, 229.45, 230.00, 230.15, 230.30, 230.45, 231.00, 231.15, 231.30, 231.45, 232.00, 232.15, 232.30, 232.45, 233.00, 233.15, 233.30, 233.45, 234.00, 234.15, 234.30, 234.45, 235.00, 235.15, 235.30, 235.45, 236.00, 236.15, 236.30, 236.45, 237.00, 237.15, 237.30, 237.45, 238.00, 238.15, 238.30, 238.45, 239.00, 239.15, 239.30, 239.45, 240.00, 240.15, 240.30, 240.45, 241.00, 241.15, 241.30, 241.45, 242.00, 242.15, 242.30, 242.45, 243.00, 243.15, 243.30, 243.45, 244.00, 244.15, 244.30, 244.45, 245.00, 245.15, 245.30, 245.45, 246.00, 246.15, 246.30, 246.45, 247.00, 247.15, 247.30, 247.45, 248.00, 248.15, 248.30, 248.45, 249.00, 249.15, 249.30, 249.45, 250.00, 250.15, 250.30, 250.45, 251.00, 251.15, 251.30, 251.45, 252.00, 252.15, 252.30, 252.45, 253.00, 253.15, 253.30, 253.45, 254.00, 254.15, 254.30, 254.45, 255.00, 255.15, 255.30, 255.45, 256.00, 256.15, 256.30, 256.45, 257.00, 257.15, 257.30, 257.45, 258.00, 258.15, 258.30, 258.45, 259.00, 259.15, 259.30, 259.45, 260.00, 260.15, 260.30, 260.45, 261.00, 261.15, 261.30, 261.45, 262.00, 262.15, 262.30, 262.45, 263.00, 263.15, 263.30, 263.45, 264.00, 264.15, 264.30, 264.45, 265.00, 265.15, 265.30, 265.45, 266.00, 266.15, 266.30, 266.45, 267.00, 267.15, 267.30, 267.45, 268.00, 268.15, 268.30, 268.45, 269.00, 269.15, 269.30, 269.45, 270.00, 270.15, 270.30, 270.45, 271.00, 271.15, 271.30, 271.45, 272.00, 272.15, 272.30, 272.45, 273.00, 273.15, 273.30, 273.45, 274.00, 274.15, 274.30, 274.45, 275.00, 275.15, 275.30, 275.45, 276.00, 276.15, 276.30, 276.45, 277.00, 277.15, 277.30, 277.45, 278.00, 278.15, 278.30, 278.45, 279.00, 279.15, 279.30, 279.45, 280.00, 280.15, 280.30, 280.45, 281.00, 281.15, 281.30, 281.45, 282.00, 282.15, 282.30, 282.45, 283.00, 283.15, 283.30, 283.45, 284.00, 284.15, 284.30, 284.45, 285.00, 285.15, 285.30, 285.45, 286.00, 286.15, 286.30, 286.45, 287.00, 287.15, 287.30, 287.45, 288.00, 288.15, 288.30, 288.45, 289.00, 289.15, 289.30, 289.45, 290.00, 290.15, 290.30, 290.45, 291.00, 291.15, 291.30, 291.45, 292.00, 292.15, 292.30, 292.45, 293.00, 293.15, 293.30, 293.45, 294.00, 294.15, 294.30, 294.45, 295.00, 295.15, 295.30, 295.45, 296.00, 296.15, 296.30, 296.45, 297.00, 297.15, 297.30, 297.45, 298.00, 298.15, 298.30, 298.45, 299.00, 299.15, 299.30, 299.45, 300.00, 300.15, 300.30, 300.45, 301.00, 301.15, 301.30, 301.45, 302.00, 302.15, 302.30, 302.45, 303.00, 303.15, 303.30, 303.45, 304.00, 304.15, 304.30, 304.45, 305.00, 305.15, 305.30, 305.45, 306.00, 306.15, 306.30, 306.45, 307.00, 307.15, 307.30, 307.45, 308.00, 308.15, 308.30, 308.45, 309.00, 309.15, 309.30, 309.45, 310.00, 310.15, 310.30, 310.45, 311.00, 311.15, 311.30, 311.45, 312.00, 312.15, 312.30, 312.45, 313.00, 313.15, 313.30, 313.45, 314.00, 314.15, 314.30, 314.45, 315.00, 315.15, 315.30, 315.45, 316.00, 316.15, 316.30, 316.45, 317.00, 317.15, 317.30, 317.45, 318.00, 318.15, 318.30, 318.45, 319.00, 319.15, 319.30, 319.45, 320.00, 320.15, 320.30, 320.45, 321.00, 321.15, 321.30, 321.45, 322.00, 322.15, 322.30, 322.45, 323.00, 323.15, 323.30, 323.45, 324.00, 324.15, 324.30, 324.45, 325.00, 325.15, 325.30, 325.45, 326.00, 326.15, 326.30, 326.45, 327.00, 327.15, 327.30, 327.45, 328.00, 328.15, 328.30, 328.45, 329.00, 329.15, 329.30, 329.45, 330.00, 330.15, 330.30, 330.45, 331.00, 331.15, 331.30, 331.45, 332.00, 332.15, 332.30, 332.45, 333.00, 333.15, 333.30, 333.45, 334.00, 334.15, 334.30, 334.45, 335.00, 335.15, 335.30, 335.45, 336.00, 336.15, 336.30, 336.45, 337.00, 337.15, 337.30, 337.45, 338.00, 338.15, 338.30, 338.45, 339.00, 339.15, 339.30, 339.45, 340.00, 340.15, 340.30, 340.45, 341.00, 341.15, 341.30, 341.45, 342.00, 342.15, 342.30, 342.45, 343.00, 343.15, 343.30, 343.45, 344.00, 344.15, 344.30, 344.45, 345.00, 345.15, 345.30, 345.45, 346.00, 346.15, 346.30, 346.45, 347.00, 347.15, 347.30, 347.45, 348.00, 348.15, 348.30

Pays rêvé, pays réel

par Pierre Georges

CURIEUX MOMENT ! La majorité vote une loi, la loi de Robien, sur la réduction du temps de travail subventionnée pour créer des emplois ou en sauver. Et trois mois après, devant le succès rencontré par cette initiative, elle s'en inquiète. Elle encourage un moment le partage du travail. Elle le déplore, l'autre. Elle fabrique une loi sociale. Elle en dénonce le côté anti-économique. Elle propose d'alléger les charges des entreprises et en découvre, subitement, le coût prohibitif.

Les aventures de la loi de Robien, cette logique à hue et à dia, faire et vouloir défaire, montrent bien combien la période est délicate et combien les têtes, avant même le pays, sont divisées sur les mesures à prendre face à ce fléau. le chômage.

Tout se passe en réalité comme s'il y avait pour ceux qui ont à charge de le gouverner deux pays : un pays idéal, celui des chiffres et des comptes ronds, des équilibres parfaits, un pays presque admirable sur le papier puisque obéissant aux canons de l'orthodoxie libérale, apurant ses déficits et élaguant les branches mortes. Et puis l'autre pays, le réel, beaucoup plus instable, bien moins disposé à subir les opérations chirurgicales, la réforme au bistouri, le pays des hommes et des salariés peu enclins à perdre leur emploi individuel au motif de sauver l'emploi en général. Il y

a ce pays social qui précisément ne rêve plus de lendemains meilleurs. Ou alors de la retraite prématurée comme d'un suprême remède à la précarité et au stress. Il y a ce pays en sourde révolte contre la raison économique, les hommes dressés contre les chiffres, le chômage contre les bilans.

Curieux moment d'un permanent double discours. Le pré-retraite est le remède qui conduit, de gré ou de force, des centaines de milliers de salariés à une cessation d'activité anticipée. La pré-retraite est un fléau qui grève les comptes sociaux et ceux de la nation. La retraite à cinquante-cinq ans est un juste dû au regard de la « péculiété » de certains métiers. La retraite à cinquante-cinq ans est une subvention économique et une allocation sociale collectif. La flexibilité, qui fait passer de la retraite à la panacée, l'instrument idéal de gestion des effectifs. La flexibilité est le masque le plus abouti d'une réduction des effectifs sans douleur ni scrupules.

Il y a ainsi sans cesse, dans les discours, l'étagé des grands principes. Et dans les faits, l'évidence des exceptions. Pays de rêve, pays de fait, les élus à deux têtes ne cessent d'osciller entre l'un et l'autre. Un député peut aussi bien souhaiter et voter la fermeture en général d'hôpitaux et de casernes et se décarcasser comme un beau diable pour sauver son hôpital et sa caserne. Il peut déplorer les effets de la loi de Robien et se battre, des jours entiers, pour qu'elle soit appliquée dans une entreprise de sa circonscription. Il peut, comme député, dénoncer les conséquences pernicieuses du temps partiel et de la retraite anticipée et, comme maire, encourager l'un et l'autre.

Pays rêvé, pays réel. Entre les deux, les convictions fluctuent, les discours et les actes divergent, le fossé se creuse. Tant il est vrai que nous pratiquons tous ce grand écart mental entre les grands principes et les actes, entre les chiffres et les hommes.

L'enquête sur les annexions de logements juifs au domaine privé parisien est à peine commencée

La vente de propriétés immobilières de la Ville reprend après deux mois d'interruption

INTERROMPUES depuis deux mois, les ventes de logements du domaine privé de la Ville de Paris reprennent à la Chambre des notaires, mardi 28 janvier. Vingt logements, situés dans les sixième et seizième arrondissements, devaient être mis aux enchères. Les nouvelles révélations sur la spoliation de biens juifs et l'annonce, par le premier ministre Alain Juppé d'une mission d'évaluation sur « la localisation actuelle de ces biens et leur situation juridique » rejettent sur le domaine privé et ses zones d'ombre.

Déjà, en octobre 1996, la publication d'un livre de Brigitte Vital-Durand, journaliste à *Libération* (*Domaine privé, First Documents*), a brutalement ouvert le dossier des biens juifs confisqués ou abêtés à bas prix pendant l'Occupation et tombés dans l'escarcelle de la Ville de Paris. Tout en dénonçant « un amalgame sulfureux et pitoyable », le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), avait été obligé de stopper net des ventes qui venaient juste de commencer.

L'ouvrage de Brigitte Vital Durand, surtout consacré au vieux quartier juif du Marais victime, pendant la guerre, d'un double mouvement « de rénovation et d'aryanisation », a eu l'effet d'une bombe (*Le Monde* daté 27-28 octobre 1996). Le 28 octobre 1996, M. Tiberi ouvrait la séance du conseil de Paris en déclarant: « Il faut être clair et sans ambiguïté. Il y a eu des spoliations de juifs. Cela est inacceptable, scandaleux et innomable ».

Le gel des ventes était alors décidé ainsi que le retrait de l'ordre de jour du conseil de deux délibérations de « congé pour vendre »

d'immeubles situés rue François-Miron, dans le Marais.

Le maire de Paris demandait également à ses services que l'origine de propriétés de chaque bien destiné à la vente fasse l'objet d'une étude historique. Cette tâche sera confiée, le 15 novembre 1996, au Conseil du patrimoine privé, créé en juin 1995 et présidé par le conseiller d'Etat Noël Châd-Nourai. La mission première de ce conseil était d'opérer le tri de ce qui, dans le domaine de

Ce que disait M. Tiberi

Le maire de Paris, Jean Tiberi, avait été saisi dès juillet 1995 par Georges Sarre, maire (PS) du onzième arrondissement, qui l'interrogeait sur l'annexion éventuelle de biens juifs au domaine privé de la Ville. M. Sarre s'appuyait sur des recherches effectuées par Serge Klarsfeld. Dans sa réponse écrite en date du 28 juillet, M. Tiberi tranche ainsi : « Les biens confisqués ont été gérés à l'époque par des administrateurs provisoires placés sous le contrôle des autorités occupantes et du Commissariat général aux questions juives. [...] Si, dans le cadre de ses opérations d'urbanisme, la Ville de Paris a pu, le cas échéant, être amenée à acquérir à titre onéreux des biens gérés par des administrateurs provisoires, les prix auraient été versés [...] aux administrateurs provisoires si qualité, ces acquisitions ne se différencient donc pas, dans leur principe, des autres achats effectués par la collectivité... »

la Ville, doit être vendu ou affecté au parc social. Depuis lors, toute la lumière a-t-elle faite sur les spoliations et acquisitions douteuses effectuées en 1940-1945 ? Les représentants des institutions juives que Jean Tiberi devait associer aux recherches ne l'ont, pour l'instant, pas été. Le Conseil du patrimoine privé travaille en solo et son président reconnaît que la tâche est tout juste entamée. Sans examiner en priorité les innombrables qui ont déjà fait l'objet d'une délibération au Conseil de Paris. Les ori-

gines de propriété des douze logements vendus les 2 et 9 juillet ont également été examinées, assure M. Chaïd-Nourai.

En trois mois, sur les 1 389 logements propriété de la Ville - dont la moitié environ est destinée à être vendue -, 130 ont fait l'objet d'une recherche. L'examen des actes notariés a montré que quatre immeubles avaient été acquis par le préfecture de la Seine entre 1942 et 1944, puis dévolus à la Ville. Ils sont situés, dans le

ligne M. Chaid-Nourai. On ne sait pas encore s'il y a eu ou non spoliation. Il faut chercher à qui ces biens ont été rachetés et à quel prix. Cela suppose, par exemple, de pouvoir évaluer le prix du marché à l'époque et s'il y a eu ou non, dans le cas d'un propriétaire juif, nomination d'un administrateur provisoire. Mais nous n'en sommes pas là. »

Pour le président du Conseil du patrimoine privé, enfin, le problème dépasse largement les limites de l'lot 16. Il résume, aussi, le terme de « pogrom administratif » employé par Brigitte Vidal-Durand à propos de ce quartier. « Il y avait un projet de résorption des logements insalubres dans ce quartier et la période o permit sans doute que les expropriations soient conduites de manière particulièrement conditionnée ».

L'auteur de *Damaine privé* montre pourtant, témoignages et documents à l'appel, comment la Préfecture de la Seine s'est acharnée, dès 1933, sur ce quartier. Comment, à partir de 1940, il a fait l'objet d'une sollicitude particulière de la part des services d'hygiène. Comment une loi a été promulguée par Vichy le 10 novembre 1940, qui invente la notion « d'expropriation globale » d'un quartier, sans enquête préalable et sans recours possible. 403 immeubles étaient alors concernés, dont 335 devaient être démolis. Des 25 000 habitants du quartier, il n'en restera que 5 000 à la Libération. La Ville de Paris est, encore aujourd'hui, propriétaire de 150 immeubles dans l'ancien Bô 16.

Christine Garin

Hépatite C : des experts préconisent un dépistage ciblé

L'ANDEM (Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale) a rendu publics, mardi 28 janvier, les conclusions d'une conférence de consensus consacrée au dépistage et au traitement de l'hépatite virale de type C, une affection qui touche entre 500 000 et 600 000 personnes en France. Les experts réunis sous l'égide de l'Andem se sont prononcés contre la mise en place d'un dépistage de masse appliqué à l'ensemble de la population. Ils recommandent en revanche l'organisation du dépistage de l'infection par le virus de l'hépatite C chez toutes les personnes qui ont été transfusées avant 1991, ainsi que chez les toxicomanes usagers de drogues par voie intraveineuse et par voie nasale. Les experts recommandent également le dépistage des personnes incarcérées, ainsi que la réalisation d'études qui permettraient de déterminer le risque encouru par les personnes ayant subi, avant 1996, des interventions médicales à but diagnostique ou thérapeutique.

Démission de l'ambassadeur de Suisse à Washington

LA SUISSE a réagi rapidement pour éviter une nouvelle détérioration de ses relations avec les organisations juives en annonçant, lundi soir 27 janvier, la démission de son ambassadeur à Washington, qui avait affirmé que le pays était « en guerre » contre des adversaires malhonnêtes. Le diplomate, Carlo Jäggi, estime « approprié de ne pas poursuivre son activité aux Etats-Unis » jusqu'au 31 juillet, date prévue de son départ en retraite.

de main de la publication dans un hebdomadaire suisse, *Sonntagszeitung*, d'un document confidentiel qui a fait rebondir la controverse opposant Berner et les banques suisses aux organisations juives. Dans ce télégramme, l'ambassadeur, selon le Journal, évoquait la controverse en ces termes: « Il s'agit d'une guerre que la Suisse doit faire et gagner sur les fronts extérieur et intérieur. (...) Nous ne pouvons pas faire confiance à la plupart de nos adversaires. »

clage d'or pillé par les armées de Hitler, les avoirs déposés en Suisse par des victimes de l'Holocauste et le refoulement par la Confédération de dizaines de milliers de réfugiés juifs fuyant les nazis. Il avait déjà filé deux semaines à l'ancien président de la Confédération, aujourd'hui ministre de l'économie, Jean-Pascal Delamuraz, pour retirer ses accusations de « chantage » et de tentative d'extorsion de fonds à l'encontre des organisations juives réclamant une

Œuvres d'art confisquées : la direction des musées se défend

LE RAPPORT de la Cour des comptes faisant état de la présence, dans les musées français, de quelque 2 000 œuvres d'art confisquées à des familles juives pendant la guerre et accusant l'Etat de ne pas avoir recherché avec assez d'application leurs propriétaires a provoqué la réaction de la directrice des musées de France, Françoise Cachin.

Elle a estimé, dans *Libération*, «*proprement scandaleux de laisser soupponner les musées d'avoir voulu à leur tour spolier les familles juives* ». Elle ajoute que la plupart de ces œuvres «*ne proviennent pas de biens spoliés aux juifs, mais des marchands* ». «*C'est triste à dire, ajoute-t-elle, mais le marché parisien ne s'est jamais aussi bien porté que sous l'Occupation. Les officiers allemands se faisaient leurs collections. Vous pensez bien que les marchands ne se sont pas manifestés.* »

À propos d'une collection de statuettes en bronze mise en vente forcée en 1944 par le Commissariat aux affaires juives et achetée par les musées, M^e Cachin explique que « la direction des musées l'avait achetée à l'époque pour la protéger, et, après la guerre, c'est le propriétaire lui-même qui a préféré en faire don au Musée de Saint-Germain-en-Laye ».

WAGRAM ANTIQUITES
Exposition Exceptionnelle
Du 6 au 31 Janv. 97
ART
CHINE JAPON
Jade - Céramique - Porcelaine - Objets d'Art
Chinois - Japonais - Coréens - Vietnamiens
Asiatiques - Objets d'Art - Objets d'Art
62, Av. de Wagram - 75017 Paris
Tel : 01.46.22.09.93

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 28 janvier, à 10 h 15 (Paris)


FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17334,90	-2	-6,08
Hong Kong Index	13254,50	-0,63	-3,16
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		
21 sept.	17334,90		
21 nov.	17334,90		
21 jan.	17334,90		
21 mars	17334,90		
21 mai	17334,90		
21 juil.	17334,90		

Tirage du Monde daté mardi 28 janvier 1997: 502 466 exemplaires

OISE

L'anglais à Oxford

Bristol • Cambridge • Dublin

 **Repos pour adultes et enfants**
Cours pour tous les niveaux
Un professeur, un élève, une session
Cours intensifs avec suivi individuel
Préparation aux examens
Logement en famille accueillante
Programme d'activités culturelles

Bordeaux 05 57 92 34 12
Lille 03 20 80 29 55
Lyon 04 78 24 68 74
Paris 01 44 19 01 01
Rennes 02 99 79 78 44
21 rue Théophraste Renaudier
75015 Paris

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
GUIDES

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
GUIDES

**RÉUSSIR
À L'UNIVERSITÉ**

1. Choisir son université
2. Choisir sa formation
3. Choisir son cursus
4. Choisir son école
5. Choisir son professeur
6. Choisir son sujet de mémoire
7. Choisir son stage
8. Choisir son emploi
9. Choisir son logement
10. Choisir son mode de vie

38F

Disponible en librairies et en
grandes surfaces

Le Monde
ÉDITIONS




Washington 2 197^F*



Chicago 2 197^F*

 **UNITED AIRLINES**

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 48 30 30

* A partir de Paris sans taxe et surcharge atterrissage sujet à modification sans préavis.

ns de logements juifs
est à peine commen

repré... après deux mo...

octet 1995

à Washington

CHINE

MANAGEMENT
Les dirigeants français
croient moins
aux ressources humaines
que leurs homologues
étrangers

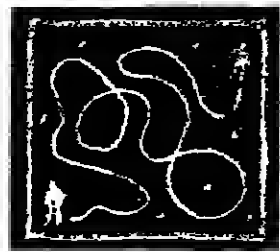


PARCOURS
Que deviennent les intérimaires
après un congé individuel
de formation ?

Le Monde EMPLOI

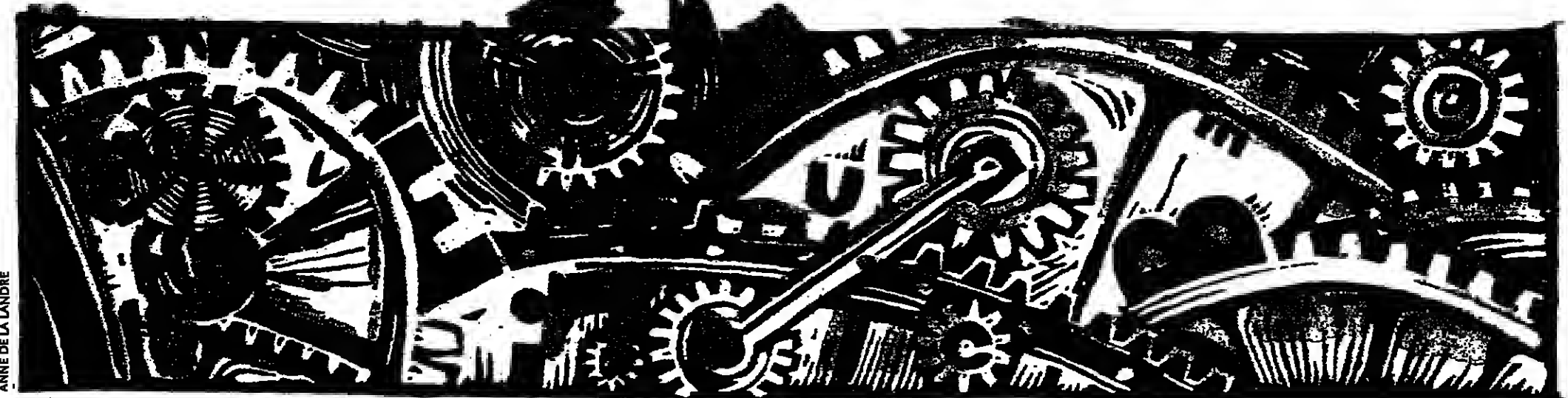
MERCREDI 29 JANVIER 1997

INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XVI

DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 5 FÉVRIER
L'Etat
adepte
de la flexibilité



ANNE DE LA LAMPE

L'entreprise doit
expliquer ses choix
à son personnel.
Pas évident dans
un environnement
incertain...

Communication sociale : un art difficile

d o s s i e r

A supposer que cela puisse se produire, la communication sociale en entreprise vit des jours tranquilles quand tout va bien. Des nostalgiques prétendent que ce fut le cas avant la crise et notamment pendant les « trente glorieuses », à une époque où les voles étaient toutes tracées, les objectifs clairs et les relations avec les organisations syndicales exemptes d'ambiguïtés, à défaut d'être cordiales.

Il n'en va pas de même aujourd'hui. Encore plus nécessaire que précédemment et ayant remplacé l'information, délicate à manier, la communication s'est certes développée, s'est beaucoup améliorée, mais intervient aussi dans un contexte radicalement différent. Alors que les certitudes s'évanouissent et que les situations sont soumises à la conjoncture et aux conséquences de la mondialisation, les entreprises

doivent l'utiliser pour mobiliser ou entretenir la liaison avec le personnel. Ce qui n'est pas des plus facile quand il s'agit, ainsi que le souligne une enquête réalisée par le cabinet AC/Conseil auprès de 292 DRH (directeurs des ressources humaines), de faciliter la compréhension des processus de changement, dont ceux qui affectent l'organisation.

Dans le petit jeu du chat et de la souris que pratiquent les directions dans leur approche de l'opinion interne, tenir compte du fait syndical relève de l'évidence. Mais nombre d'entreprises en restent à une lecture simpliste de clivages sur la base des positions confédérales, alors qu'il leur faudrait mieux apprécier les nuances ou spécificités locales permettant de nouer le dialogue. L'apparition de SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques), par exemple, change la donne et tous ne réagissent pas de

la même façon, entre l'obstruction à la SNCF et le round d'observation à La Poste.

Dès qu'une crise ou un conflit apparaît, la stratégie de communication sociale se complique. S'il faut s'adresser directement aux salariés, ce serait aussi une faute que de court-circuiter les syndicats ou, pis, de les bafouer ostensiblement. La manière dont IBM est parvenu à baisser les salaires en 1994 est, de ce point de vue, un modèle du genre, après un premier échec dû à la riposte judiciaire des syndicats. Une situation que connaît également Virgin Megastore sur le dossier du travail du dimanche.

Rares sont les cas où, comme à la RATP en novembre-décembre 1995, la bonne attitude consiste, précisément, dans la décision de ne point communiquer. C'est pourtant ce qu'a fait Jean-Paul Bally, le PDG, dans un conflit qui visait davantage le gouvernement

que l'entreprise. Il est vrai. Mais, ayant ainsi évité d'être entraîné dans la tourmente, le patron de la RATP a ensuite découvert les deux conditions à remplir pour que sa gestion du silence soit couronnée de succès : savoir choisir le moment opportun pour reprendre la parole et avoir une idée précise de ce qu'il convenait alors de dire. Les négociations qui ont suivi, puis les accords exemplaires qui ont été signés, montrent qu'il avait bien été à l'écoute de l'entreprise.

En soi, communiquer comporte des risques, dont les partenaires ne sont pas les seuls responsables. L'exercice réclame des précautions infinies, voire un savant dosage. Par exemple, les responsables de La Poste ont observé qu'il pouvait s'écouler jusqu'à dix-huit mois entre l'émission d'un message par la direction générale et sa totale appropriation par la base, en raison du lent cheminement hiéar-

chique. Ce constat devrait conduire à limiter les interventions, et encore plus les changements de cap. Mais il arrive que les dirigeants, surtout quand ils

de salariés très vite désabusés. Les dégâts sont surtout manifestes aux échelons intermédiaires, qui perdent de leur crédibilité à relayer un argumentaire alors qu'un autre arrive déjà, principalement si l'information syndicale saisit le sens nouveau avant eux.

Une bonne communication sociale implique dès lors un changement des modes d'organisation. Elle se révèle mieux adaptée au fonctionnement en cellules autonomes qui constituent des entités plus souples, moins pyramidales. Pour pallier leur gigantisme, les mastodontes se dotent également d'outils pour évaluer le climat social et, par le biais d'enquêtes lourdes, prennent régulièrement le pouls de l'entreprise. Des observations sont ainsi créées avec des instituts de sondage, qui servent moins à prévenir des tensions qu'à alder à la prise de décisions.

Il reste que - tous les experts de la communication sociale l'affirment - les thèmes à aborder doivent être limités, concis et, mieux encore, avoir pour objectif de fixer les lignes directrices majeures, puis de rassembler autour de quelques valeurs fondamentales. Au-delà, font-ils remarquer, toute rhétorique présente des dangers et peut être démentie par les faits, le désaveu ruinant la confiance. Tout cela parce que, selon un paradoxe bien actuel, la complexité oblige à des explications, alors que l'environnement instable amène à reconnaître que l'on ne sait pas où l'on va.

Alain Lebaube

- ▼ Les entreprises ont tendance à ignorer les spécificités locales des syndicats par Olivier Piot
- ▼ Le jeu du chat et de la souris par Clarisse Fabre
- ▼ Le silence pour stratégie par Marie-Claude Betheder
- ▼ Se tenir informé en permanence du climat interne par Philippe Baverel
- ▼ L'encadrement intermédiaire est un relais de transmission trop souvent négligé par Laetitia Van Eeckhout
- ▼ Parler en dépit d'un avenir incertain par Catherine Leroy

Lire pages II et III

changent souvent, multiplient les mots d'ordre parfois contradictoires au gré des modes managériaux. Il s'ensuit une cacophonie qui, non seulement nuit à l'efficacité, mais produit un effet de brouillage qui justifie l'expectative

Contrôleurs de gestion
confirmés,
retrouvez-nous en page XVI



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Construisez l'avenir
dans un grand groupe
bancaire européen



Rendez-vous en rubriques
GESTION/FINANCE
JURISTES

031 7 11 49

Les entreprises ont tendance à ignorer les spécificités locales des syndicats

La plupart des directions ne tiennent compte que des positions prises par les confédérations au niveau national

Plan social, aménagement du temps de travail, conflits, mise en examen : la plupart des situations qui conduisent les directions d'entreprise à communiquer relèvent de questions qui touchent de près les salariés. Il se agit donc d'événements que leurs représentants et élus n'y prêtent pas une attention soutenue. De même serait-il curieux de constater que les États-majors des entreprises n'intègrent pas, dans l'élaboration même de leur stratégie de communication, les forces et faiblesses de telle ou telle section syndicale.

Et pourtant, rares sont les directions de ressources humaines (DRH) à vouloir s'étendre sur le sujet. « La plupart des directions fonctionnent encore sur le vieux cliché patrons-ouvriers, précise ce consultant parisien. Résultat : plus tard on communique, mieux c'est. Surtout, les DRH raisonnent non pas sur la réalité des sections syndicales et des individus qui les composent, mais sur les positions extérieures des confédérations. Cette attitude les fait souvent passer à côté d'une vraie capacité d'autonomie de bon nombre de syndicalistes sur le terrain. »

Dernière ce vieux schéma de relations avec les syndicats, la période récente a cependant permis l'émergence d'autres types de démarches. Réductions massives d'effectifs, reorganisation du travail, gains de productivité : les exigences que les entreprises font peser sur les salariés depuis plus de dix ans ont amené certaines d'entre elles à considérer d'un œil nouveau leurs organisations syndicales. « Pour communiquer avec

elles, il existe deux approches », explique Mario Juan, ancien DRH d'Henkel-France, directeur de la société de conseil et de formation EM 2000, et animateur de la commission « Communication interne » de l'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel).

« La première est purement légaliste (droits et obligations d'information) ; la seconde, plus stratégique, consiste à tenir compte de

positions du moment des confédérations, elles visent avant tout à « coller du type près du terrain ». C'est ce type de démarche qui a conduit Jacques F., DRH de la filiale d'un grand groupe français, qui souhaite conserver l'anonymat, à faire aboutir en 1994 un plan de formation dans son usine.

« Centre toute attention, le responsable CGC était bloqué sur toutes les propositions, alors que le délégué CGT était prêt à envisager

Le sort réservé à SUD-Rail

Un mois après sa création en février 1996, la fédération SUD des travailleurs du rail a obtenu de bons résultats aux élections à la SNCF : plus de 30 % des voix à Paris Sud-Est. Pourtant, la direction semble avoir décidé d'ignorer ce nouvel interlocuteur syndical. Une façon comme une autre d'en tenir compte. « Ils savent que nous sommes puissants et font tout pour communiquer en nous tenant à l'écart », dit Henri Célid, porte-parole de la fédération SUD-Rail. Exemple : « Nous avons un élu au comité de groupe, indique-t-il. Or la direction a délibérément choisi de réunir en décembre le comité sur la base des anciens mandats, afin de communiquer sur la réforme de la SNCF sans que nous puissions donner notre avis. » Autre stratégie : « Nous avons déposé un préavis de grève le 21 janvier, poursuit Henri Célid. La direction se devait d'afficher partout en France qu'elle considérait comme illégal notre préavis. Elle n'a rien affiché car, comme les autres syndicats – complices sur la réforme – n'ont pas déposé de préavis, cet affichage rendait les salariés et syndiqués juges de leurs choix. »

tous les éléments qui constituent le rapport de forces dans l'entreprise en fonction du message que l'on souhaite faire passer. Quel est le poids réel de telle ou telle section syndicale ? Quels sont les syndicalistes les plus écoutés, les plus compétents, voire les plus « affectifs », les plus « rationnels » ? Telles sont certaines des questions que des DRH peuvent se poser avant de communiquer. Et si ces considérations incluent les

beaucoup de changements, précise-t-il. Vous imaginez, si j'avais raisonné sur les chiffres... »

Une difficulté attendait cependant Jacques F. Les syndicats de l'usine refusaient plus l'orthodoxie des confédérations auxquelles ils appartenaient : une section CGC dans l'ensemble conciliante et des militants CGT plutôt méfiants. « Nous avons travaillé ensemble avec le délégué CGT pour faire passer le bien-fondé

des changements dans sa section. Et c'est aussi grâce à lui, et sa connaissance du terrain, que j'ai pu élaborer la communication générale destinée à l'ensemble des salariés. »

Nombreux sont les cas, aujourd'hui, où des sections syndicales choisissent, localement, de prendre le contre-pied de leurs États-majors confédéraux. Partenariat ? Complicité ? Duplicité ? « Efficacité », répond Jacques F. Je préfère mettre de l'eau dans mon vin pour que l'essentiel soit accepté, plutôt que de me braquer ou passer à côté de ce que les gens ressentent. »

La démarche serait-elle exceptionnelle ? C'est Pavis d'Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI (Union des cadres et ingénieurs) à FO. « J'ai récemment assisté à un colloque sur le thème « Mieux gérer la carrière de syndicaliste ». L'attitude des directions est affligeante : elles veulent négocier la présence de syndicalistes dans les entreprises, mais ce qu'elles leur proposent est vraiment fade. »

Appliquée à la communication sociale, cette attitude révèle des archaïsmes tenaces parmi les DRH. « Ils ne veulent pas associer les syndicalistes à la réflexion générale sur la stratégie de l'entreprise, poursuit Hubert Bouchet. Pour la communication, la prise en compte des syndicats se limite à la meilleure façon de faire passer la pilule. Jamais ils n'essaient de les associer pour discuter des orientations et des choix. Autrement dit, ils cherchent à utiliser les syndicats et non à les consulter. »

Olivier Piot

Le jeu du chat et de la souris

Comment atteindre les salariés sans bafouer leurs représentants ?

Comment la réduction des salaires chez IBM-France, en 1994, est-elle passée comme une lettre à la poste alors que les six syndicats – les cinq centrales plus le syndicat maison, SNA, Syndicat national autonome – s'y étaient officiellement opposés ? De son côté, comment la direction de Virgin France a-t-elle géré la tempête syndicale, politique et juridique soulevée par l'ouverture des mégastores le dimanche au début des années 90 ?

Les dossiers sont clos, enterrés, poussiéreux. Les directions, tournées vers l'avenir, disent avoir aujourd'hui d'autres préoccupations. Pourtant leur ton n'est jamais indifférent, et chaque mot est pesé lorsqu'elles racontent ces temps forts des relations sociales, parfois très conflictuelles, qui ont défrayé la chronique il y a de cela trois ou quatre ans.

RETOUR À LA CASE DÉPART

1994 restera dans l'esprit de bon nombre de salariés d'IBM-France comme « l'année de la compétitivité ». « Il fallait faire des économies sur tout », se souvient Gérard Schrapff, délégué syndical central FO. « Fin 1993, le contexte était marasme », confirme André Cazes, de la direction des relations sociales, qui a participé à toutes les négociations de l'époque. « Les relations n'ont pas cessé avec les partenaires sociaux pendant un an, même lorsqu'on était devant le tribunal », poursuit-il.

C'est alors la première fois qu'IBM essuie des pertes depuis l'installation du groupe en France dans les années 40. Les plans sociaux, qui ont déjà permis de faire fondre les effectifs de 21 000 à 14 000 salariés entre 1990 et 1993 n'ont pas suffi. Pour éviter 1 300 départs ou licenciements supplémentaires, la direction propose de modifier la façon dont sont calculés les salaires en intégrant une part flexible, variant selon les résultats de l'entreprise. Refus en bloc par les syndicats en novembre 1993.

Finalement, un accord signé en février 1994 avec le seul SNA est annulé par le tribunal de Nanterre le 17 juin 1994 à la demande des autres syndicats. Retour à la case départ ! Les discussions reprennent à la rentrée sur un nouveau projet, celui d'une réduction des salaires de 7,7 %. « Nous aurions pu accepter une diminution de nos salaires, mais provisoire, en prévoyant un dispositif d'évolution lié au retour d'une conjoncture favorable », explique Bernard Reu, délégué syndical central CFE-CGC. « À la fin du mois d'octobre 1994 il n'y avait ni opposition ni accord affirmé des partenaires sociaux sur le projet », poursuit André Cazes.

L'offre de participation volontaire au redressement de la compétitivité est envoyée par lettre recommandée avec accusé de

réception à chaque salarié au tout début du mois de novembre 1994, informant du projet de modification substantielle du contrat de travail pour motif économique. La direction propose une réduction des salaires de 7,7 %, compensée par une prime de résultat et une indemnité de deux mois (non imposable). Le salarié dispose d'un mois pour refuser la proposition, au-delà duquel son silence vaut acceptation, selon une nouvelle disposition du code du travail introduite par la loi quinquennale du 20 décembre 1993.

Les salariés reçoivent ce courrier sans en avoir été avisés préalablement. « Tout qu'une négociation est en cours, il est difficile de communiquer avec l'ensemble du personnel, même avec l'encadrement. De plus, il fallait agir vite », explique André Cazes. Pendant le délai de réflexion, chaque manager a la responsabilité d'informer le personnel qui peut aussi poser des questions sur une messagerie interne.

Résultat : seuls 800 salariés, soit 5 % des effectifs de l'époque, retournent la lettre pour exprimer leur refus. « Collectivement, les salariés étaient contents, mais individuellement ils en ont décidé autrement », analyse le délégué syndical CFE-CGC. Une négociation qui s'apparente à un véritable jeu du chat et de la souris.

Tout différent est le contexte social des magasins de disques et des librairies du groupe Virgin, ouverts en France à la fin des années 80, puisque le travail du dimanche, principale pomme de discorde, est accepté par la plupart des salariés, souvent très jeunes et non syndiqués.

C'est dire si les sections syndicales qui se constituent au début des années 90 (CGT, CFDT et FO) ont du pain sur la planche. « Deux accords seront signés en 1992 et 1994 au magasin des Champs-Élysées par la seule CFDT, visant à encadrer le travail du dimanche et à prévoir des majorations salariales », indique Jacques Dupont, secrétaire du comité central d'entreprise du mégastore des Champs-Élysées.

ZONE TOURISTIQUE

C'est le début des actions en référendum pour faire cesser le travail du dimanche et solliciter parfois le doublement des astreintes auxquelles est condamné le Virgin des Champs. « Nous étions obligés de frapper très fort pour nous faire entendre. Si nous avions proposé aux salariés de bruyère, peu d'entre eux nous auraient suivis », reconnaît Jacques Dupont qui, dans l'histoire, compare les relations entre la direction et les syndicats à celles du dompteur et du lion !

Les retournements de décisions préfectorales sur l'ouverture commerciale n'aident pas à construire des relations sociales cohérentes. En 1992, alors que Martine Aubry est ministre du travail, une liste de dérogations au repos du dimanche est arrêtée : c'est en se fondant sur l'une d'entre elles (la notion de zone touristique) que le préfet de Paris autorise le magasin des Champs-Élysées à ouvrir le dimanche, pour un an, à compter du 7 juillet 1992.

Un an plus tard, son successeur refuse de reconduire la mesure... Qu'importe, le mégastore maintient ses portes ouvertes un fameux dimanche 8 août 1993, avec le soutien affiché de certains salariés qui arborent un tee-shirt où l'on peut lire « Je vote oui à l'ouverture de Virgin le dimanche » (Le Monde du 10 août 1993).

« Au-delà du travail du dimanche, j'ai défendu l'idée d'aménagement du temps de travail qui me paraît indispensable dans notre secteur », explique Patrick Zelnik, le président de Virgin France. « Les syndicats étaient inquiets de dérapages potentiels », poursuit-il. Il faut attendre la loi quinquennale, qui retiendra à nouveau le concept de zones touristiques et d'affluence exceptionnelle parmi les dérogations au repos dominical, pour faire taire la polémique.

Philippe Baverel

Clarisse Fabre

Le silence pour stratégie

Etre à la tête d'une entreprise et opter pour un mutisme au moins provisoire en cas de crise : l'idée ne séduit pas vraiment ceux qui réfléchissent aux problèmes de communication sociale interne. « Quand il y a des mécontentements, comment refuser le dialogue ? Il faut bien s'informer sur ce qu'ils veulent et discuter avec eux des solutions possibles », s'étonne Jacques Bille, directeur de l'Association des agences de conseil en communication (AACC).

PDG de la RATP, Jean-Paul Bailly ne refuserait certainement pas de contresigner une telle déclaration. Et pourtant, lors de la grande grève de son entreprise en novembre et décembre 1995, il s'est fait remarquer par son silence. Aujourd'hui, de nouveau, il opte pour le silence : inutile d'insister, il ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet. Pour les responsables syndicaux, il est clair que cette attitude est à relier à une donnée de base du conflit : les salariés s'opposaient non pas tant à leur direction qu'au gouvernement et à son projet de réforme qui menaçait de réduire leurs droits en matière de retraite et de protection sociale.

« En se taisant, explique Jean Pruchon, secrétaire général CGT à la RATP, il laissait les salariés se polariser sur le seul plan juppé alors que le mécontentement interne avait été suffi-

samment fort pendant toute l'année 1995 pour déclencher plusieurs journées de grève. Une fois pourtant, vers le milieu du conflit, Jean-Paul Bailly a pris la parole face aux responsables syndicaux. « Il nous a expliqué le point de vue gouvernemental, l'impossibilité d'en rester à la situation actuelle en matière de protection sociale. Puis il a demandé de reprendre le travail. Sur l'entreprise elle-même, il n'a pas dit un mot. »

CONCERTATION PRÉALABLE

Resté ainsi en quelque sorte au-dessus de la mêlée, le PDG est sorti indemne de la bataille. Suffisamment solide pour se lancer dans une politique de négociations très active débouchant, dès février, sur un contrat salarial, puis sur un protocole en matière d'emploi (« Génération solidaire ») et, enfin, sur un accord en ce qui concerne le dialogue social avec modification du droit syndical. Le silence en pleine crise semble donc avoir été une politique habile. Était-ce une attitude stratégique ? Jean Pruchon ne le croit pas : « Il a saisi une opportunité. Rien de plus. Dans d'autres circonstances, il aurait réagi différemment. »

D'ailleurs, la politique de négociations dans laquelle Jean-Paul Bailly s'est lancé est une façon de rendre son importance à la parole. Mais dans un contexte d'échange : « Quand,

après le conflit, nous en sommes revenus aux problèmes internes, raconte Jean-François Lios, secrétaire général du Syndicat autonome, les premières discussions nous ont donné le sentiment d'être mieux écoutés qu'auparavant. Je crois que cette grève a marqué notre PDG. Il a compris que les problèmes internes pouvaient, eux aussi, déclencher un mouvement de grande ampleur. Et nous avons vu son comportement se modifier. »

Jean-François Lios souligne l'importance accordée à la parole dans l'accord de mai 1996 sur le droit syndical : « Ses dispositions mettent l'accent sur la communication, la transparence. Nous avons voulu en finir avec une situation où les dossiers de restructuration nous arrivaient bouclés, prêts à l'application, sans concertation préalable : où, pour nous faire entendre, nous sommes obligés d'en venir au conflit. Désormais, dans ces domaines, nous sommes soumis à de nouvelles obligations : mais l'entreprise, elle aussi, a pris des engagements. »

La parole, pourtant, a ses limites : « Nous sommes les premiers, poursuit le syndicaliste, à inciter la direction à ne pas trop s'exprimer à l'extérieur. Car là où nous parlons d'amélioration du dialogue social, les médias traduisent « limitation du droit de grève ». Et c'est fou. »

Marie-Claude Betbeder

Se tenir informé en permanence du climat interne

Informer le plus objectivement possible la hiérarchie sur le climat social de la société », c'est ainsi que Jean-Yves Mareau, responsable de l'Observatoire social de la SNCF, définit sa mission. Vaste tâche en vérité dans une entreprise qui ne compte pas moins de 175 000 agents, répartis sur l'ensemble du territoire. Publics ou privés, tous les grands groupes disposent aujourd'hui d'outils plus ou moins élaborés selon les cas, destinés à « prendre la température » dans les rangs. « Les entreprises publiques font davantage preuve d'innovation sur le sujet, surtout depuis le début des années 90, sans doute parce qu'elles ont à gérer d'importants changements, concernant le statut de leur personnel notamment », estime Mathieu Brugidou, directeur d'études chargé du social à l'Institut de sondages Ipsos.

« Nous disposons d'une gamme d'outils très diversifiés pour analyser le climat en interne », indique

Claude Loignon, responsable des relations et de la régulation sociales à La Poste. Ce spécialiste a mis au point une classification très précise – en trois catégories – des instruments utilisés, peu ou prou, par toutes les entreprises. Le bilan social annuel (qui regroupe toutes les informations liées à l'âge, aux salaires, aux catégories socioprofessionnelles du personnel), les résultats des élections professionnelles et l'analyse des tracts et de la presse syndicale constituent, à ses yeux, les « outils objectifs » de tout observatoire social.

La deuxième source d'informations privilégiée relève de la catégorie des « éléments perceptifs ». Il s'agit, autrement dit, des enquêtes d'opinion sur un échantillon représentatif de salariés (11 000 à La Poste, 16 000 à la SNCF), généralement réalisées par un institut de sondage qui procède par envoi d'un questionnaire à domicile, sachant que le taux de réponse tourne autour de

50 %. Effectuées à intervalle régulier (chaque année, tous les dix-huit mois ou tous les deux ans), ces consultations très lourdes (pas moins de 150 questions à la RATP) permettent de « dresser une sorte de bilan concernant l'état d'esprit du personnel », analyse Mathieu Brugidou.

OUTILS INTERPRÉTATIFS

Par-delà la vocation de diagnostic (d'où la dénomination de Socioscope à La Poste), l'intérêt de tels sondages est aussi, à plus long terme, de « comparer les réponses d'une édition à l'autre, ce qui nous donne une bonne vision de l'évolution des mentalités », signale Ivan Roth, responsable de l'Observatoire social de la RATP, également chargé de l'animation de la commission du dialogue social. Dans le même sens, son homologue à la Société générale, Catherine Helwig, souligne que ces enquêtes à grande échelle permettent d'évaluer comment les salariés apprécient les solutions

mises en œuvre par la direction pour tenter de résoudre les problèmes qu'ils ont soulevés lors de la précédente consultation. D'un coût oscillant, d'après Ipsos, entre 100 000 et 250 000 francs, selon la taille de l'échantillon et l'ampleur du questionnaire, ces sondages sont parfois complétés par des enquêtes ponctuelles sur un sujet strictement défini, comme le temps de travail ou la promotion interne.

Troisième type d'instruments au sein de la panoplie des observatoires sociaux : les « outils interprétatifs », à savoir tous les canaux internes par lesquels circule l'information, qu'il s'agisse de la ligne hiérarchique ou de tout autre moyen plus ou moins informel. Ainsi Jean-Yves Mareau, de la SNCF, dispose-t-il d'un réseau d'une centaine de correspondants « répartis dans toute la France et exerçant tous les métiers ». A La Poste, où le cercle des correspondants est plus limité en nombre (une dizaine), Claude Loignon ex-

ploite même les informations qui peuvent provenir des 270 assistants sociaux de la maison : « Si l'une d'elles reçoit cinquante agents dans la même semaine aux prises avec le même problème, c'est important de le savoir. »

Quant à la finalité de cette masse d'informations restituées à la direction générale et à la direction des ressources humaines, Claude Loignon n'en fait pas mystère : « Les observatoires sociaux sont là pour aider à la prise de décision, pour prévenir les conflits le cas échéant, mais jamais pour les prédire. Tout ou plus peut-on aller sur les risques. » « Nous ne sommes pas un instrument de prédiction des grèves », ironise Jean-Yves Mareau, de la SNCF, à l'unisson avec Ivan Roth, de la RATP : « Orienter notre activité sur la prévision des conflits sociaux serait par avance voué à l'échec. Nous n'avons pas vocation à jouer les Madame Soleil ! »

jeu du chat de la souris

ment atteindre les salariés
bafouer leurs représentants



L'encadrement intermédiaire est un relais de transmission trop souvent négligé

C'est le cas dans les entreprises publiques, où les organisations pyramidales ralentissent la diffusion des messages stratégiques

Douze, dix-huit mois, si ce n'est plus... Dans une organisation comme La Poste, le temps d'approbation par les salariés d'un message émis par la direction peut être long, très long. « Il l'est d'autant plus, relève Jacques Jordan, directeur de la communication de cet établissement public, que le contenu touche à la culture de l'entreprise. Lorsqu'il s'agit d'informations touchant au statut du personnel, à sa situation, l'irrigation du corps social est très rapide, presque instantanée. Lorsqu'il s'agit de valeurs, de comportements, elle peut en revanche être très très longue. » Et de citer en exemple l'événement personnel, dont le sens et le fonctionnement n'ont toujours pas été compris par de nombreux agents trois ans après sa mise en place.

Ce temps nécessaire à l'appropriation des messages se révèle d'autant plus aléatoire lorsque les discours stratégiques se traduisent par une politique de « stop and go » incessante. Les salariés n'ont pas encore pleinement assimilé une décision qu'une autre vient la contredire. Cependant, même lorsque prévaut une certaine continuité dans la stratégie menée, le problème se pose. « Le temps de maturation d'une idée au sein d'une direction est généralement long. Dès

lors, dans son esprit, une fois prise, une décision doit s'appliquer rapidement », explique Jacques Jordan. Le risque, toutefois, est de perdre l'efficacité recherchée, les salariés sur le terrain n'apprenant pas ou mal cette décision, faute de l'avoir bien comprise. Ce risque est d'autant plus fort que le nombre de messages diffusés est important.

Dans ce dépôt de la RATP, par exemple, les casiers individuels sont inondés de notes diverses et variées. Notes que les agents disent ne pas avoir le temps de lire. Trop nombreux, les messages s'empilent. « Il y a un seuil au-delà duquel le personnel ne peut, humainement, tout assimiler, avance le directeur de la communication de La Poste. Il fait naturellement une sélection en fonction de ses préoccupations du moment. »

Cette difficulté ne s'explique pas, pour Jacques Jordan, « par le statut - public ou privé - de l'entreprise, mais avant tout par sa taille. Elle est propre à toutes les grandes institutions ». Son homologue chez Lafarge, Jacques Stuart, met en avant la taille humaine des unités qui composent son groupe, réputé avoir une forte culture de communication : « Les usines ne comptent pas plus de deux cent cinquante salariés. Les personnes se connaissent. Et dans l'entreprise, peu procédurière, il existe une vraie tradition de

communication orale. » « La communication a toujours été une priorité des dirigeants, ajoute-t-il. Mais, au-delà de la volonté politique, cette réalité est étroitement liée à la façon dont s'exerce le pouvoir : le management est, à tous les niveaux, très collégial. »

FLUIDITÉ

L'organisation, le mode de fonctionnement d'une entreprise ne sont pas sans expliquer la plus ou moins grande fluidité de la communication en son sein. Et si, dans les entreprises publiques, les messages stratégiques mettent du temps à « irriguer le corps social », c'est avant tout, analyse Pierre Crozier, du cabinet de conseil IDRH, parce qu'elles « sont parmi les dernières grandes entreprises à avoir une organisation pyramidale, fondée sur des niveaux hiérarchiques territoriaux. Chaque échelon n'est qu'un petit maillon de la chaîne. En rien le terrain n'est émetteur de stratégie. La plupart des grands groupes privés se composent, eux, d'armées, de cellules autonomes qui sont de vraies entreprises au sens plein du terme. Lorsque la direction générale énonce des orientations, celles-ci sont relayées par les responsables du terrain, qui leur donnent un sens locallement. »

Jusqu'à présent, à La Poste, les informations étaient envoyées indifféremment à tous, quel qu'en soit le contenu. Avec la réorganisation par branches d'activité qui est engagée, à l'avenir, chaque agent recevra les messages le concernant directement dans son activité. Jacques Jordan sait néanmoins qu'au-delà de cette réorganisation la bonne diffusion de l'information relève aussi du management. Même bien ciblée, une décision sera d'autant mieux assimilée qu'elle aura été expliquée par l'encadrement. Car du haut en bas de l'échelle hiérarchique, la compréhension d'une orientation stratégique peut se révéler très difficile. « Le cadre et l'agent de maîtrise ont un rôle à jouer. La direction de la communication doit s'exprimer en cherchant à être comprise de ses premiers relais d'information. Elle veut les convaincre de procéder de la même façon -

« calibrer » le discours, s'interroger sur le sens des mots utilisés. Tous les niveaux hiérarchiques doivent se prêter à un tel exercice, avance-t-il. Nous, services de communication, sommes là pour diffuser de l'information. La communication de cette information en tant que telle est du ressort de l'encadrement de proximité. »

Cet encadrement a longtemps été le grand oublié, constate Bernard Brunhes, conseil en ressources humaines. « Les entreprises, souligne-t-il, utilisent les médias internes, la voie syndicale lorsque le droit du travail l'exige, la parole du patron, mais elles ne travaillent pas, au fondement, avec le corps intermédiaire. » C'est pourtant un pilier essentiel d'une politique de communication efficace. Et ce d'autant plus dans une organisation restant centralisée. « Au sein d'une structure pyramidale, la bonne diffusion d'un message nécessite d'organiser systématiquement des séances de réflexion et d'échange de façon à ce que, d'un niveau à un autre, il soit bien relayé. »

Derrière tout cela, c'est entre autres le problème de la gestion des carrières de l'encadrement qui est posé. Dans les entreprises publiques, cette dernière reste surtout fondée sur la reconnaissance de compétences techniques et sur l'attrait de postes fonctionnels au niveau central. « Or plus une entreprise est organisée de façon centralisée, relève Pierre Crozier, plus elle a intérêt à avoir un siège léger jouant le rôle de stratégie, et à renforcer son encadrement sur le terrain en y nommant des responsables ayant de réelles compétences de management et de communication. » Et il ajoute : « Les entreprises auront beau utiliser les supports les plus performants, développer des kits de communication très complets, leurs messages stratégiques ne passeront pas si elles ne tiennent pas compte du processus d'appropriation. » La communication ne relève pas d'un problème d'outil, « elle est un acte de management », confirme Jacques Stuart.

Laetitia Van Eeckhout

LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997 / III

Parler en dépit d'un avenir incertain

Il est difficile de mobiliser le personnel sur des lendemains imprévisibles

Communiquer dans des périodes d'incertitude ? Pour les directeurs de ressources humaines et autres responsables de la communication interne, l'exercice est difficile, et bon nombre préfèrent garder le silence. Pour de multiples raisons. Par peur d'abord de se voir démentis par les faits. Parce qu'un responsable ne saurait avouer qu'il ne sait pas tout, sous peine de mettre en péril son autorité. D'autres pensent que leurs salariés ne sont pas capables de comprendre ce qui est compliqué. Or, souligne Pierre Labasse, président de l'Association française de communication interne (AFCI), « la complexité de la situation actuelle nécessite, au contraire, que les salariés s'impliquent dans leur travail. Et il est impossible d'obtenir leur adhésion sans leur fournir des explications sur la situation. »

Il était beaucoup plus facile, il est vrai, de faire de la communication sociale à l'époque des « trente glorieuses », lorsque la stratégie des entreprises était linéaire, qu'elle reposait sur leur volonté propre de développement. Aujourd'hui, les sociétés sont dépendantes d'un environnement instable, qui fait peser sur elles de multiples contraintes.

Premier facteur d'incertitude, la mondialisation de l'économie a brouillé les cartes. Désormais, il est quasiment impossible de faire de la communication aux salariés sur la stratégie de l'entreprise sans expliquer son environnement. « Il faut pouvoir dire aux gens : je ne sais pas tout. Je suis dépendant d'une conjoncture générale, de concurrents qui bougent et changent, de l'évolution des clients et de la distribution, ainsi que de celle des consommateurs, mais j'essaie de maintenir la route, de progresser, ce qui suppose tel type d'action pour faire face à ces incertitudes, à ces menaces », suggère Pierre Labasse.

Une explication d'autant plus indispensable à ses yeux que les entreprises qui se redressent continuent à maintenir une politique de rigueur en matière de salaires et d'emploi. « Si on n'explique pas cette tendance, les gens croiront que l'entreprise ne s'intéresse qu'à la maximisation des bénéfices à court terme au profit de puissances financières insatiables. Difficile de motiver des salariés qui ont cette idée en tête. »

Pour Bernard Lairre, président de l'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel), alors que les entreprises sont très chahutées dans leur fonctionnement, que le capital change souvent de mains, « il n'est plus question de développer chez le salarié le sentiment d'appartenance à une structure pérenne et stable » par le biais de projets à long terme. « Il s'agit plutôt de répondre à son besoin d'existence dans un univers de travail chargé de sens ; de rassembler les membres dispersés d'une collectivité économique précaire et éclatée autour de quelques grands symboles unificateurs et évocateurs de la culture du métier, des caractéristiques de son activité économique. » Les spécialistes du bâtiment seront titillés dans leur fibre de bâtisseurs, les spécialistes de l'énergie valorisés au travers de leur apport à l'activité économique.

« Face à l'incertitude, les dirigeants doivent parler, affirme également Michel Antoine, directeur des relations sociales chez IBM. Il faut donner du sens. Annancer par exemple que notre priorité, en 1997, c'est la croissance du chiffre d'affaires en France. » La communication extrêmement chiffrée, précise, des années 80 est dépassée, reconnaît-il. Elle est devenue plus concise, plus ramassée. Plus évasive aussi. Il est prudent d'éviter d'exhiber des chiffres qui pourraient très vite être contredits par la réalité. Quoi qu'il en soit, « il est important que le message, la ligne directrice, puisse perdurer un moment, insiste Michel Antoine. Ce qui peut changer, en revanche, c'est le rythme de croissance. »

Illustration d'une communication en période d'incertitude, le président du groupe IBM France a envoyé, mi-janvier, une note à tous les collaborateurs du groupe, dans laquelle il fait savoir que la phase de restructuration lourde engagée en 1991 est terminée et fixe les objectifs pour 1997. Dans son message, quelques « symboles » marquent ce retournement de tendance. Le plus fort, sans doute, est l'annonce que les « dépenses d'activité » qui étaient accordées à partir de cinquante et un ans ne le seront plus cette année qu'à partir de cinquante-cinq ans.

Catherine Leroy

Repères

● Selon une enquête réalisée de novembre 1995 à avril 1996 par un groupe d'étudiants du DESS-Ingénierie des ressources humaines sur « les attentes vis-à-vis de la fonction personnel », la question de l'écoute, du dialogue et de la circulation de l'information est prioritaire, surtout dans « un contexte conjoncturel de plus en plus difficile ». Elle est reliée directement avec la capacité à mobiliser et à motiver les salariés. ● La liberté d'expression du syndicat était, avant 1968, l'objet de fréquents litiges portant aussi bien sur le principe du droit d'affichage que sur le contenu des informations ou sur la censure exercée préalablement par l'employeur. La liberté d'affichage - sur des panneaux réservés à cet usage - est dorénavant reconnue. La diffusion des publications et des tracts de nature syndicale est libre, même à l'intérieur d'un bâtiment situé dans l'entreprise. Les délégués du personnel ont le droit de se déplacer librement dans l'entreprise, même en dehors des heures habituelles de travail.

Club STRATÉGIES DE MANAGEMENT
Fondé et animé par
Bernard Vacquin et Yvon Minville
11 rue de la Harpe - 75004 Paris - 148-2106
Atelier d'approfondissement
Les Sciences Sociales
et l'Entreprise
Auteurs : PIERRE LE GORREC
Renseignements et inscriptions :
01 47 34 26 36 / fax 01 45 56 50 30



031 7 11 47

Les dirigeants français croient moins que d'autres aux ressources humaines

Une enquête internationale, réalisée par un cabinet-conseil en management, souligne aussi leur autosatisfaction par rapport à leurs homologues étrangers

Les auteurs de l'étude ne s'attendaient pas à voir les Français aussi mal placés dans une comparaison internationale. A l'origine, l'objectif de l'équipe de PA Consulting Group, cabinet de conseil en management, était de réaliser une enquête - intitulée « Dirigeants de l'an 2000 » - dans quinze pays (1), auprès de responsables de haut niveau, sur ce qu'ils pensent être « essentiel pour diriger une entreprise au siècle prochain ».

Ayant en mémoire des travaux similaires réalisés dix ans plus tôt par le *Journal of Management MCB University*, leur intention était de mesurer comment les changements économiques avaient pu modifier les États d'esprit des dirigeants. Les résultats qui viennent d'être publiés sont intéressants. Dans un monde où les marchés évoluent de plus en plus vite, l'ensemble des sondés (les cinq premiers responsables dans les cent premières entreprises - selon le chiffre d'affaires - et ce pour chaque pays) pensent, pour résumer, qu'il faut créer une organisation capable d'apprendre en permanence.

Si cette conclusion est étayée de nombreux tableaux et statistiques plutôt consensuels, l'information majeure de l'étude est malgré tout à chercher du côté de la France. L'Hexagone, même si des divergences existent selon les pays interrogés, se distingue à plusieurs titres et, malheureusement, pas à son avantage. Le décalage est d'ailleurs montré du doigt dans la synthèse réalisée par le cabinet-conseil : « Les comparaisons révèlent que la France se trouve à la traîne dans certains domaines. Ses chefs d'entreprise croient moins aux ressources humaines, au développement personnel, à la formation continue, au coaching interne ou externe... Ce constat semble démontrer la difficulté actuelle de l'élite

française à évoluer vers de nouveaux concepts de management ». Qu'en est-il plus précisément ? Remarque préalable, l'échantillon français est légèrement différent de ceux des autres pays, puisque aux cent premières entreprises dans le secteur de l'industrie et de la distribution, sont venues s'ajouter les quinze premières banques et les quinze premières sociétés d'assurances, toujours selon le chiffre d'affaires. Globalement, les responsables français estiment « être nés dirigeants », commente Jean-Pierre Rougier, membre du Management Group de PA. Plus

professionnelle ». Quand ils se montrent bons derniers à accorder de l'importance aux diplômes, c'est de la pure hypocrisie puisque, de tous les sondés, les patrons français se révèlent de loin les plus diplômés, issus en très grande majorité de grandes écoles.

« Nous avons bel et bien affaire à une caste, une caste d'ailleurs un peu vieillissante, reprend Jean-Pierre Rougier, puisque l'échantillon français est le plus âgé (22,2 % ont plus de 56 ans, contre 17 % dans les quatorze autres pays). L'acquis est le plus important. Tout le reste est mis sous l'éteignoir. Pour qu'il

marginalisent encore les patrons français par rapport à ceux des quatorze autres pays. On touche là à la question sensible du « management du changement ». Combien d'appels à la mobilisation des salariés se sont forgés autour de ce thème-clé des années 90 ? « Il est essentiel de relativiser entre le discours et la réalité, surtout en ce qui concerne les chefs d'entreprise de l'Hexagone », analyse Jean-Pierre Rougier. A la question « D'après vous, les sujets suivants auront-ils un impact plutôt moins important ou plutôt plus important sur le rôle des dirigeants de l'an 2000 ? », il est instructif de souligner les réponses données par les patrons français vis-à-vis du sous-ensemble « ressources humaines et leadership ». Ils appellent, comme tous leurs collègues étrangers, à davantage d'« adaptabilité », de « flexibilité » et d'« interactivité », mais, contrairement à eux, semblent peu soucieux de la manière de les obtenir.

Alors qu'en moyenne l'ensemble des interviewés donne 4,1 points sur 5 à la nécessité d'organiser une formation continue à tous les niveaux de l'entreprise, les managers de l'Hexagone donnent de loin la plus mauvaise note (3,58). De même, ils sont les derniers à estimer que « gérer les changements de culture d'entreprise » est un élément important de leur stratégie en ressources humaines. Ils préfèrent focaliser leur énergie sur « l'accroissement de la flexibilité des contrats et des conditions de travail » et « le rôle du middle-management » ou encore, score étonnant, leur volonté d'« employer des collaborateurs plus âgés ».

Marie-Béatrice Baudet, Allemagne, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Finlande, Suède, Royaume-Uni, Malaisie, Japon, Australie, Singapour, Danemark, Norvège.

Le retard allemand

Trois pays estiment que l'importance des « licenciements liés à des changements structurels » grandira encore au vingt et unième siècle : les Allemands (le score le plus élevé), suivis des Italiens et des Japonais. Les patrons français n'en font absolument plus une de leurs priorités. Selon PA Consulting Group, cette exception allemande s'explique en partie par « la présence d'une approche coopérative - la Mitbestimmung (congestion ou codétermination) - des ouvriers, des employés et du management, qui a peut-être empêché la multiplication des licenciements massifs jusqu'à ces dernières années ». L'Allemagne aurait donc un retard à rattraper, par rapport à la France ou au Royaume-Uni. Malgré tout, tiennent à préciser les auteurs de l'enquête, « les réductions d'effectifs vont probablement continuer à exister en tant que moyen d'action sur le développement de la profitabilité dans un monde de plus en plus soumis à la concurrence ».

siècles illustrent cette certitude. A la question : « Quel est, selon vous, le degré d'importance des sujets suivants sur le développement de carrière des dirigeants ? », les responsables français sont ceux à noter le moins bien « la formation continue au management », « se voir confier des responsabilités à toutes les étapes de sa carrière », « le coaching interne » et « avoir des objectifs de développement personnel ». Ils sont dans la queue du peloton concernant « l'adaptabilité au changement », « le développement de compétences transversales » et « la formation

d'ailleurs devraient-ils se former puisque leur charisme et leurs savoirs sont innés ? ».

Est-ce encore un hasard si, sur la nécessité de disposer d'une expérience internationale, les responsables français répondent par la négative, contrairement à leurs homologues allemands et italiens, qui en font un élément déterminant ? « L'ensemble de ces réponses traduit une autosatisfaction qui évite toute remise en cause », explique Jean-Pierre Rougier. Cette incapacité à s'interroger, sur soi explique certainement en partie la suite des résultats, qui

Dirigeants pris au piège

LE MANAGER JETABLE. RÉCITS DU MANAGEMENT RÉEL de Michel Villette. La Découverte, 186 p., 89 F.

Consultant et enseignant, Michel Villette déroule « des situations ordinaires » vécues en entreprise qui illustrent les travers des modes de direction et d'organisation. Impulsion par le sommet de plans d'action mal calibrés, politique de qualité déconnectée de la réalité, formations inadéquates, sous-évaluation des ratios de productivité... Les ratés dans le fonctionnement sont nombreux et les intentions pas toujours pures. Ainsi, selon l'auteur, la célèbre culture d'entreprise sert en fait à canaliser les initiatives, par ailleurs chaudement recommandées aux salariés. Au total, ce livre compose « une large palette de pièges dans lesquels les managers se sont eux-mêmes fourrés », alors qu'ils sont en situation instable.

Pour en sortir, Michel Villette propose d'appliquer le concept de « prudence » : il s'agit de tenir compte de la réalité et de la singularité des situations vécues, plutôt que d'appliquer des recettes. Les cas décrits sont parfois caricaturaux, mais les critiques émises assez souvent justifiées.

Des accidents complexes

MAÎTRISER LES RISQUES DU TRAVAIL

de Pierre Trinquet. Presses universitaires de France, 320 p., 198 F.

L'auteur aborde sous différents aspects (statistique, organisationnel, législatif et réglementaire, sociologique, psychologique) « l'accidentalité » liée au travail. Pour lui, « les causes profondes et réelles des accidents sont à rechercher dans un faisceau de facteurs qui ont leur origine dans des carences de l'organisation générale du travail ». Il plaide pour « une plus grande participation des acteurs directs à la conception de leur propre prévention » et pour la prise en compte de l'écart entre travail réel et travail prescrit. Cette étude fouillée fournit les éléments d'un traitement « intelligent » de la maîtrise du risque.

L'inspiration japonaise

LE MODÈLE DE PRODUCTION FLEXIBLE

de Pierre Bardell. Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », 128 p., 40 F.

Mobilisation des salariés pour améliorer la production, organisation en « flots de travail à frontières variables », « juste à temps », rôle dominant de grands groupes autour desquels gravitent des sous-traitants. Les principaux ingrédients d'un système de fonctionnement désormais célèbre sont présents dans ce « Que sais-je ? ». Le livre montre bien l'importance de la culture et des valeurs japonaises dans le développement de ce modèle. Question : ce dernier est-il totalement applicable chez nous ? Pas si sûr. L'auteur lui prédit « des convulsions plus ou moins vives » avant qu'il ne se stabilise. Car ce n'est pas seulement l'organisation du travail, mais aussi celle de la société qui est en jeu.

Daniel Urbain

Que deviennent les bénéficiaires d'un congé individuel de formation ?

Une étude montre les atouts et les limites du dispositif dans le secteur du travail temporaire

Si il est une catégorie de salariés qui a besoin du congé individuel de formation (CIF), c'est bien celle des intérimaires. L'absence de liens stables avec une entreprise leur ôte tout espoir d'être formés à l'initiative d'un employeur. Par ailleurs, le CIF est le seul dispositif qui donne aux salariés les moyens matériels de se prendre en main, en garantissant à la fois une rémunération et la prise en charge des frais de formation.

Les entreprises de travail temporaire (ETT) ont dû - à partir du début des années 80 et sous la pression de la gauche au gouvernement - se doter de règles amortissant les effets de la précarité. Elles l'ont fait dans le cadre d'une longue série de négociations paritaires avec les syndicats de la branche.

Dans le domaine de la formation, cela s'est traduit par une plus grande place faite au CIF. Les ETT lui consacrent moitié plus d'argent que les autres entreprises : 0,3 % de leur masse salariale au lieu de 0,2 %. D'autre part, les conditions d'accès ont été adaptées. A l'exigence d'ancienneté dans une entreprise, a été substituée celle d'un nombre minimum d'heures de travail dans la profession. Un contrat de travail d'un type particulier permet d'insérer la formation dans une période de creux, après la fin d'une mission, avec maintien du statut de salarié. Enfin, des conditions privilégiées d'accès ont été aménagées au profit des victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle en quête de reconversion et de ceux qui pratiquent durablement l'intérim.

Le CIF est ainsi devenu un véritable outil d'évolution profession-

nelle. Et à ce titre il constitue un exemple de ce qui pourrait être développé au profit de ceux, de plus en plus nombreux, qui ne bénéficient pas d'un emploi stable. Un accord national interprofessionnel de 1990 s'en est d'ailleurs déjà inspiré pour rendre le CIF accessible (mais de manière moins favorable) aux salariés en contrat à durée déterminée (CDD).

La limite de ce « modèle » tient à ce qu'il ne peut accueillir qu'un très petit nombre de bénéficiaires dans l'état actuel de la législation. En 1996, plus de la moitié des demandes exprimées dans le secteur ont dû être rejetées (55 %). Le budget du CIF est étroit et la durée croissante des formations les rend de plus en plus coûteuses. Sans doute faut-il repenser le système. Mais sans oublier à quel point il est adapté à cette « formation tout au long de la vie » que voudraient promouvoir tant le gouvernement français que l'Union européenne.

C'est dans cette optique qu'il faut lire l'Année 1995. Que deviennent les salariés bénéficiaires d'un congé individuel de formation ? une étude réalisée par le Fonds d'assurance formation du travail temporaire (FAF-TT) auprès des quelque 1 600 intérimaires qui ont terminé un CIF entre le 1^{er} janvier 1993 et le 30 septembre 1994.

Près des trois quarts des bénéficiaires sont des hommes, ce qui correspond à la place qu'ils occupent dans l'intérim. Une exception : femmes et hommes se retrouvent à égalité en Ile-de-France - une particularité qui, pour les responsables du FAF-TT, s'explique partiellement par la prédominance du secteur tertiaire dans cette région. Si 45 % environ des intérimaires ont moins de trente ans,

ceux qui sont passés par un CIF sont encore plus jeunes : sur dix, près de six ont moins de trente ans.

Les personnes déjà qualifiées sont, elles aussi, surreprésentées. Ainsi, seulement 17 % des bénéficiaires du CIF sont des ouvriers non qualifiés, alors que l'intérim en compte 41 %. En revanche, 41 % sont des ouvriers qualifiés alors qu'ils ne représentent que 33 %. Au total, les ouvriers sont tout de même nettement majoritaires (58 %). Les techniciens, agents de maîtrise et cadres représentent moins d'un cas sur dix.

PROGRESSION PROFESSIONNELLE

Près d'une fois sur deux, c'est par leur agence de travail temporaire que les utilisateurs du CIF ont appris son existence. La durée moyenne des formations est de neuf cents heures. Mais cette moyenne recouvre une grande diversité : moins de cent heures à plus de deux mille. Plus des trois quarts de ceux qui ont suivi une formation validée par un diplôme d'Etat ont un titre homologué ou obtenu celui-ci. Ce sont et celles qui ont suivi un stage de perfectionnement ou un stage de formation.

Pour savoir ce que sont devenus les bénéficiaires d'un CIF, les enquêteurs du FAF-TT leur ont demandé dans quelle situation ils s'étaient le plus fréquemment trouvés durant les six à huit mois suivant leur formation. Pour 70 % cette « situation dominante » a été l'emploi, pour 26 % le chômage. L'emploi évoqué est un contrat à durée indéterminée (CDI) dans un cas sur quatre, mais plus souvent des missions d'intérim (44 %). Et le petit tiers restant se partage entre

les contrats à durée déterminée (CDD) et une alternance de CDD et d'intérim.

Les ouvriers non qualifiés représentent la catégorie que le CIF fait progresser le plus sur l'échelle socio-professionnelle : 80 % ont accédé à une catégorie supérieure et 54 % sont désormais des ouvriers qualifiés, tandis que 18 % sont devenus employés ; 31 % seulement des employés accèdent à une catégorie socio-professionnelle supérieure ; 14 % des techniciens deviennent ingénieurs et cadres. Une part non négligeable des salariés passés par un CIF changent de secteur d'activité (de l'ordre de 15 %). L'industrie perd 7 % de son effectif initial, tandis que les services gagnent 28 % et le BTP 11 %.

Les jeunes apparaissent particulièrement prêts à se lancer dans l'aventure. Indépendamment de l'âge, le fait de n'avoir aucune qualification semble un frein et la qualification déjà acquise un stimulant. Par ailleurs, il s'avère important que l'environnement professionnel se montre incitatif. On le voit au rôle joué par les agences d'intérim. L'expérience du FAF-TT confirme cette importance, y compris à contrario : après avoir fait un effort de publicité autour du CIF, il en vient actuellement à demander à ses délégués régionaux de ne plus en parler, faute de moyens pour répondre à l'augmentation des demandes.

Enfin, l'on découvre que les intérimaires tirent paradoxalement un avantage de leur précarité : leurs efforts de formation se révèlent davantage payants que ceux réalisés par les salariés stables au sein de la plupart des entreprises.

Marie-Claude Betheder

RENCONTRES

■ RÉGION. La Fédération de la formation professionnelle (FFP) organise, le jeudi 30 janvier au Palais du Luxembourg, à Paris, un colloque intitulé « Vers un espace régional de formation ». La manifestation fera le point sur l'état des pratiques régionales en matière de formation, et notamment sur la place de l'offre privée. Également au programme : le rôle des dispositifs - type apprentissage, formation en alternance, etc. - dans la prise en compte des jeunes en difficulté. Contact : FFP Tél : 01-44-30-49-49.

■ ENTREPRISE. Rendez-vous des opérateurs de la transmission et de la reprise d'entreprise. Le Salon des entrepreneurs se tiendra les 29, 30 et 31 janvier à l'Espace Cardin, à Paris. De nombreux ateliers-débats et conférences sont annoncés. Parmi les thèmes qui seront évoqués : « L'évolution de la législation », « L'optimisation des contraintes juridiques, fiscales et sociales », « Le financement de l'entreprise ». Contact : chambre de commerce de Paris. Tél : 01-45-08-35-25.

■ CADRES. Développement & Emploi (D & E) propose, le mardi 4 février à Paris, une réunion d'échanges et de travail sur « Les expériences de détachement de cadres de grandes entreprises dans les PME-PMI ». Il s'agira de présenter les principaux enseignements tirés de quatre ans d'identification, d'analyse et d'évaluation systématique de nombreuses expériences ou dispositifs français dans ce domaine grâce à l'observatoire Grefte de D & E. Contact : Développement & Emploi. Tél : 01-49-68-09-00.

■ FORMATION. « Capital de temps de formation : caractéristiques et mise en œuvre » : c'est le thème retenu pour la matinée d'actualité organisée par Centre Info, le 5 février à Paris. Objectifs : présenter les caractéristiques des dispositifs relatifs au capital de temps de formation, repérer les branches et les secteurs professionnels dans lesquels il est mis en place, savoir comment les organismes de financement liés aux branches le mettent en œuvre. Contact : Centre Info. Tél : 01-41-25-22-26.

■ FESTIVAL. Depuis dix ans, les Journées du Creusot se consacrent à la communication des entreprises et des institutions, dans le cadre d'un festival vidéo. Chaque année, la manifestation récompense la meilleure production audiovisuelle sur un thème lié au monde du travail ou de l'emploi. Pour 1997, la compétition s'intéresse à « L'entreprise à capital humain ». Les débats, qui dureront trois jours - les 25, 26 et 27 mars prochains - traiteront également d'autres sujets, à savoir : « Ecrire l'histoire des entreprises », « Communiquer la sécurité au travail » et « Filmer le travail, les gestes et les métiers des hommes ». Contact : Voir et vivre l'entreprise. Tél : 03-85-80-84-85.

PRATIQUE

■ GUIDE. A l'heure où les salariés doivent s'adapter à de nouvelles formes d'organisation du travail et aux nouvelles technologies, on l'on parle de « formation tout au long de la vie », la formation continue joue un rôle de premier plan. Pour autant, le secteur fait l'objet de maintes critiques, dont celles liées à son opacité. Le Guide des organismes de formation continue, de Pascal Jungbans, journaliste (Éditions du management), recense 145 organismes représentant la moitié de la profession en termes de chiffre d'affaires. L'auteur ne se veut pas que descriptif ; il a enquêté sur le secteur de la formation et donne son opinion sur les organismes rencontrés. Un ouvrage très utile pour les professionnels comme pour les salariés. Un seul obstacle : son prix assez élevé (440 F). Contact : Éditions du management. Tél : 01-53-24-42-38.

geants pris au piège

SMEETZ RECHERCHES EN MANAGEMENT

accidents complexes

respiration japonaise

M

INCONTINENTS

PRACTIQUE

Dirigeants, le cadre que vous recherchez est prêt pour vous rejoindre, et PCM Europe s'engage sur ses compétences.

Lorsqu'une entreprise recrute, elle a quelquefois des difficultés à trouver rapidement les meilleures compétences. Pour tout recrutement, consulter PCM Europe s'avère une démarche innovante et efficace. Leader en France et en Europe depuis 1978 dans le domaine de l'outplacement, PCM Europe accompagne chaque année plus de 1 000 cadres et dirigeants vers leurs nouvelles responsabilités.

PCM Europe s'engage. Les trois premières semaines des programmes sont consacrées à l'évaluation des candidats. Accompagnés par nos consultants, ils clarifient et précisent leurs objectifs, ils se préparent pour d'autres défis professionnels. Ces candidats savent ce qu'ils valent et ce qu'ils veulent.

Un candidat sur deux est à nouveau en poste en moins de six mois et 60 % d'entre eux ont fait progresser leur rémunération. Parce qu'ils ont fait de l'outplacement PCM Europe un tremplin, ils sont prêts à s'engager avec vous.

L'organisation par "filiales métiers", la présence de PCM Europe dans les grandes métropoles, notamment à travers 18 bureaux en France, favorisent la proximité avec votre entreprise.

Extrait de nos offres de compétences.

Vous pouvez consulter d'autres offres sur Internet <http://www.groupecourtaud.com>

Manager et entreprendre

Objectif : Exp. : 15 ans fin. de manager centre d'affaires, développement bancaire ou financier. Anglais courant, espagnol parlé. Réf. 135

Objectif : Exp. : 5 ans USA START direction UP, direction filiale Japon : 4 ans dir. internationale : 2 ans pds de conso, pds de luxe. 34 ans. Ecole de commerce. Bilingue anglais/français. Japonais. Réf. 125

Objectif : Exp. : 10 ans. Financement d'entreprises. DAF ou dir. orga. (A. Andersen, Deloitte, Ernst) en systèmes. Secteur assurance. Réf. 139

Objectif : Exp. : 20 ans. Financement d'entreprises. DAF ou dir. orga. (A. Andersen, Deloitte, Ernst) en systèmes. Secteur assurance. Réf. 139

Objectif : Exp. : 15 ans fin. de manager centre d'affaires, développement bancaire ou financier. Anglais courant, espagnol parlé. Réf. 135

Objectif : Exp. : 15 ans fin. de manager centre d'affaires, développement bancaire ou financier. Anglais courant, espagnol parlé. Réf. 135

Carrières internationales

Objectif : Exp. : 14 ans mat. TP manager équipe + 7 ans projet high-tech, vente export Europe Afrique. ESC. projet/produit Anglais, espagnol. Industriel. Réf. 119

Objectif : Exp. : 20 ans. Financement d'entreprises. DAF ou dir. orga. (A. Andersen, Deloitte, Ernst) en systèmes. Secteur assurance. Réf. 139

Objectif : Exp. : 20 ans consultant DAF ou dir. orga. (A. Andersen, Deloitte, Ernst) en systèmes. Secteur assurance. Réf. 139

Objectif : Exp. : 2 ans dans l'ex-développement les port. Dipl. Sup. comm. exportations sur int. Disponible. Mobile. L'Europe de l'Est. Connaissance de la culture des pays de l'Est. Polonais, russe, anglais. Réf. 160.

Offer : Exp. : 9 yrs Apple admin, mgt. puter Eur. Exec. assist. multinational + facil. mgt. 4 yrs org. Norwich Union. 5 yrs Coopers & Lybrand. Fluent English, French. France based. Réf. 163

Finance - Gestion Administration - RH

Objectif : Exp. : 7 ans banque accompagner + 2 ans audit - conseil. le changement Formation : SUP. ELEC. dans la réorgani- ESCP. Anglais, allemand, sation de back espagnol. 32 ans. offices, banques Réf. 120 ou conseil.

Objectif : Exp. : 10 ans dir. crédit réduire les délais franc/export. Maîtrise de paiement et de gestion + IEP Paris. Impayés - gérer Réf. 126 crédit clients à temps partiel.

Objectif : Exp. : 5 ans trading trader banques internationales money market. ISG. France ou Réf. 130 étranger sur devises. Zone Asie-pacifique.

Objectif : Exp. : 10 ans en RH gestion carrières/emplois-formation-com. interne-audit, plan social dans groupes multinationaux (Inf./finances). Maîtrise de droit - CELSA. Réf. 134

Objectif : Exp. : 10 ans office secrétaire général (avocats américains + 100 p.) finances en PME + 12 ans banque. ESC. services Anglais courant. anglo-saxon. Réf. 141

Objectif : Exp. : 15 ans. Mobilité resp. adminis- France et reste du trafic financier monde. OECIS anglais. Réf. 149 grands projets internationaux.

Informatique Télécommunications - High-Tech

Objectif : Exp. : 9 ans vente. ingénieur solutions réseaux commercial. LAN/WAN à gds comptes et PME-PMI. Animation équipes commerciales. Réf. 105

Objectif : Exp. : 9 ans ingénieur concevoir, télécom. Anglais développeur technique. 33 ans. Industrieliser des équipements dans les Télécoms. Réf. 107

Objectif : Exp. : + 15 ans service manager et développer les act. services et support technique d'un éditeur de logiciels ou d'un constructeur. Réf. 122

Objectif : Exp. : 24 ans développement et conseil chez constructeurs. Formation : ENSIMAG, MS STANFORD, Bilingue anglais. Réf. 127

Objectif : Exp. : 8 ans resp. tech. + 15 ans inf. ind. con- trer un réseau WIN NT NOVELL ETHER- d'entreprise NET TCP/IP. Anglais courant. Réf. 150

Objectif : Exp. : 16 ans numérique projet et ANA BF temps réel, électronique. syst. MIL. contrôle-commande sécurité, gestion tech. centralisée. Ingénieur EFREL. Réf. 162

Santé

Objectif : Exp. : 9 ans affaires réglementaires + 18 ans indus. pharmaceutique. Pharmacien. Anglais. responsable. Réf. 109

Objectif : Exp. : 23 ans ind. pharma. dont 5 ans resp. médico-soc. Création unité économique. Négociation Techn/éco. Pharmacien. Anglais. Réf. 112

Objectif : Exp. : 22 ans produits directeur éthiques ind. pharma. régional RP. dont 9 ans OR gestion Ouest. de territoire micromarketing sectoriel. Réf. 116

Objectif : Exp. : 23 ans industrie directeur régional pharma. dont 7 ans indus. directeur régional. pharma. Région. Réf. 140 Normandie Paris IDF.

Vente - Marketing Communication

Objectif : Exp. : 8 ans groupe manager équipe international secteur de vente / santé. Formation : grands comptes docteur en sciences biomédicales. Réf. 114

Objectif : Exp. : 15 ans médecine santé, pharmacie France. Bilingue anglais, français, néerlandais. Réf. 115

Objectif : Exp. : 5 ans marketing développer vente + formation export. solutions réseau. + 6 ans vente solutions informatiques. Formation : école navale + IAE. Anglais courant. Réf. 117

Offer : Exp. : extensive exp. corporate integrating corporate communications strategy across national markets. English, French, German. Réf. 121

Objectif : Exp. : 16 ans mktg directeur marketing secteur distribution. Anglais. produits/services grand public. Réf. 157

Objectif : Exp. : 20 ans vente, manager vente dont 8 ans compte EDF ou marché, prod. GDF. OEA informatique. Réf. 168

Production - Logistique R&D

Objectif : Exp. : 13 ans commercial resp. site exploitation management. transport. TB connaissance législation. Maîtrise logistique transport. 42 ans. Mobile. Réf. 102

Objectif : Exp. : 8 ans. ESCPEA Ingénieur + OECIS gestion qualité développement. Anglais, espagnol. produit. Réf. 106

Industrialisation de produits, secteur médical grand public Indus.

Objectif : Exp. : 11 ans ind. manager électronique. Doctorat. production et Anglais. Rég. Bretagne. industrialisation. 39 ans. Réf. 151

Objectif : Exp. : 15 ans industrie. designer. Créativité, analyse recherche valeur, volume, suivi développement, étude (Arts déco). graphique. Réf. 155



PCM Europe
G R O U P E C O U R T A U D

PCM Europe, 4 rue de Berri, 75008 Paris - Tél. : 01 45 62 20 00 - Fax : 01 45 62 30 04

Aix-en-Provence - Bordeaux - Cergy-Pontoise - Clermont-Ferrand - La Défense - Lille - Lyon - Nancy - Nantes - Nîmes - Paris - Rennes - St-Quentin-en-Yvelines - Sophia-Antipolis - Strasbourg - Toulouse
Allemagne - Belgique - Danemark - Espagne - Finlande - Irlande - Italie - Norvège - Pays-Bas - Royaume-Uni - Suède - Suisse

Pour toute information complémentaire, merci de renvoyer le coupon ci-dessous, d'adresser votre carte de visite ou de prendre contact avec Nicole Lachaud.

☐ Vous souhaitez recruter rapidement et êtes intéressé par une ou plusieurs offres de compétences.

réf.

☐ Vous souhaitez recevoir une documentation sur PCM Europe.

☐ Vous souhaitez rencontrer un de nos consultants.

Nom Prénom Tél. Fax

Adresse Fonction

Entreprise Fonction



031 71141

صلى الله عليه وسلم

VI / LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Gestion - Finance

Construisez l'avenir
dans un grand groupe
bancaire européen



Filiale française du Groupe DECA, le groupe bancaire européen leader du financement des équipements collectifs, le Crédit local de France est spécialisé dans le financement des projets contribuant à l'amélioration du cadre de vie.

En France, il est le premier partenaire financier des collectivités locales. Il a exporté son savoir-faire à l'étranger au travers de ses filiales implantées en Europe et aux Etats-Unis.

Depuis sa création, ses résultats sont en constante croissance.

L'accroissement de ses activités le conduit aujourd'hui à renforcer l'expertise de ses équipes.

Contrôleur de gestion Organisateur du système d'information h/v

Réf. 97C0081CG

Au sein de la Direction du contrôle de gestion, vous participerez au suivi, au contrôle et au pilotage de l'activité bancaire et prendrez en charge l'organisation et la maintenance du système de votre secteur.

Vous assurerez la collecte, la vérification et la synthèse des données financières et comptables. Dans ce cadre, vous établirez des diagnostics et proposerez des mesures correctives. Vous planifierez et suivrez l'élaboration de tableaux de bord de gestion. Vous accompagnerez le développement du Crédit local de France en faisant évoluer les outils existants : conception, réalisation et mise en œuvre de procédures et d'outils informatiques visant spécifiquement à renforcer les contrôles et à développer de nouveaux axes d'analyse. Vous en rédigerez et maintiendrez à jour la documentation. Vous participerez à l'élaboration des cahiers des charges et proposerez des choix d'organisation. Vous administrerez le système d'information du secteur.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat de formation supérieure Bac + 5 école d'ingénieur ou université (MASS-DESS), ayant une bonne maîtrise des outils informatiques d'aide à la décision (bases de données sous SAS, FMS/PC EXPRESS, ORACLE, DATA-BROWSER). Vous devrez justifier d'une expérience réussie de 3 ans minimum, dans un service de contrôle de gestion où vous aurez participé à des travaux de contrôle et de conception. Rigoureux, organisé et créatif, vos qualités relationnelles et votre dynamisme seront les garants de votre évolution au sein d'un groupe international performant.

Adjoint du responsable du secteur Contrôle de Gestion Bancaire h/v

Réf. 97C0081CG

Au sein de la Direction du contrôle de gestion, vous assurerez les fonctions d'adjoint auprès du chef de secteur du Contrôle de Gestion Bancaire, et vous aurez la responsabilité fonctionnelle d'un ou deux collaborateurs.

Vous serez chargé de mettre en œuvre tous les outils de mesure de performance des centres de profit, sur la base de la méthodologie et des principes fixés par la Direction. Vous ferez évoluer les outils informatiques d'élaboration de tableaux de bord de contrôle, de gestion et de pilotage. Vous procéderez aux analyses, aux synthèses et aux commentaires des résultats. Vous développerez, réaliserez des études prospectives et deviendrez un pôle de proposition et d'expertise sur des sujets techniques à caractère financier.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat de formation supérieure école d'ingénieur ou université (DESS Banque-Finance) ou expertise-comptable, ayant une expérience réussie (4/5 ans environ) dans le domaine bancaire et financier (audit, contrôle de gestion, comptabilité). Vous devrez posséder une connaissance approfondie des systèmes informatiques et des bases de données, ainsi que des outils SAS, PC EXPRESS, DATA-BROWSER. La maîtrise de la langue anglaise, la connaissance du monde bancaire et un esprit créatif seront des atouts dans le cadre de notre développement européen.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle) en rappelant la référence du poste choisi à :
Crédit local de France - Direction des Ressources Humaines - Développement des Hommes
7 à 11, Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris cedex 15.



Notre mission

Simplifier l'avenir de nos clients (particuliers ou entreprises) en leur proposant des produits d'assurance-vie, de prévoyance, d'épargne ou de retraite.

Notre esprit de service nous pousse à nous adapter aux besoins et à l'évolution des marchés et à proposer des solutions innovantes et personnalisées de renouvellement de notre offre de produits.

Nos perspectives de croissance sont multiples dans un environnement technique en constante évolution.

620 collaborateurs en France

80 MDS d'encours gérés

Jeunes Diplômés Grandes Ecoles X, Centrale, Mines, Ponts, ENSAE, HEC, ESSEC

CONTRÔLE FINANCIER FRANCE

réf. 6095

Chargé du reporting financier de Cardif, vous collecterez la marge en la projetant sur les périodes futures ; vous suivrez l'évolution de l'adossement actif/passif. Vous établirez les consignes de gestion à partir du suivi des conséquences des opérations financières à l'actif et de l'évolution du passif.

Vous assurerez également le suivi du compte de résultat ; vous validerez les arrêtés comptables et effectuez des simulations.

De solides compétences techniques : instruments financiers, notions comptables et micro-informatique - vous sont indispensables pour réussir. Ce poste vous offrira une bonne connaissance des marchés financiers et de l'assurance-vie.

Fort de cette première expérience du contrôle financier, vous pourrez ensuite évoluer vers des fonctions stratégiques dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Marie-Hélène Audier - Compagnie Bancaire - Recrutement des Cadres - 3, avenue Kleber 75798 Paris Cedex 16.

CONTRÔLE FINANCIER INTERNATIONAL

réf. 6094

Au sein d'une petite équipe dans notre département Etudes et Contrôles, vous assurerez le suivi des structures internationales ; vous élaborerez des prévisions financières en liaison avec l'international ; vous réaliserez le reporting financier mensuel des différentes structures (marges financières, adossation actif-passif).

Vous êtes également chargé de l'analyse des résultats. Vos compétences techniques et réglementaires vous permettront de participer à la mise en place de nouvelles activités ou de nouvelles structures.

Votre esprit d'analyse, votre rigueur professionnelle s'accompagneront d'une grande souplesse d'esprit et d'un réel goût pour les contacts. Vous parlez Anglais et maîtrisez une autre langue européenne (Espagnol ou Italien).



La signature financière

COMPAGNIE BANCAIRE

Directeur Administratif et Financier

Notre vocation est la promotion de conseil et de services auprès des entreprises de notre région. Notre budget s'élève à 160 MF. Nous souhaitons vous confier une fonction complète et évolutive.

Collaborateur privilégié du Directeur Général, vous contribuerez à la réflexion stratégique et à l'analyse de tous nos projets. Vous assurerez de façon autonome l'ensemble des responsabilités financières, comptables, administratives et informatiques. Vous animez une équipe de 7 personnes.

A 35 ans environ, vous avez une formation ESC + DESCF ou le diplôme d'expert comptable enrichi d'un troisième cycle et une expérience significative acquise dans une fonction de même nature au sein d'une entreprise de services. Pour cette opportunité basée dans une ville agréable au Sud de Lyon, nous attendons un homme de talent, pragmatique et rigoureux, attiré par la PME.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature référencé 205/03/8, à Ethika, 7 rue Victor Hugo, 69002 Lyon.

Ethika

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Construisez l'avenir
dans un grand groupe
bancaire européen



Filiale française du Groupe DECA, le groupe bancaire européen leader du financement des équipements collectifs, le Crédit local de France est spécialisé dans le financement des projets contribuant à l'amélioration du cadre de vie.

En France, il est le premier partenaire financier des collectivités locales. Il a exporté son savoir-faire à l'étranger au travers de ses filiales implantées en Europe et aux Etats-Unis.

Depuis sa création, ses résultats sont en constante croissance.

L'accroissement de ses activités le conduit aujourd'hui à renforcer l'expertise de ses équipes.

Directeurs de Projet Développement International h/v

Réf. 179B

Pour accompagner le développement des activités de financement de projets à l'international, nous renforçons l'équipe "développement commercial international" du Département International et des Financements Structurés en intégrant plusieurs directeurs de projet.

Vous aurez pour mission de rechercher de nouvelles opérations de financement sur une zone géographique (Asie, Amérique du Sud...) dans les secteurs d'intervention du Crédit local de France (énergie, télécommunications, infrastructures, environnement) en vous appuyant sur le réseau international du groupe (Londres, Madrid, New-York, Singapour).

Vous serez chargés d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action commercial auprès des banques arrangeuses, des institutions internationales, des agences de crédit export et des principaux sponsors des pays de la zone.

Diplômés d'une grande école ou d'un troisième cycle universitaire, vous aurez acquis une expérience professionnelle de 5 à 8 ans au sein d'une institution financière. Vous y aurez démontré votre aisance relationnelle, vos capacités commerciales et votre autonomie au sein d'une équipe de financements de projets. Votre connaissance des secteurs de l'énergie ou des télécommunications sera un atout.

Ces postes basés à Paris nécessitent de fréquents déplacements à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour tous les postes ainsi que la pratique professionnelle de l'espagnol pour l'une des zones.

Pour l'ensemble de ces postes de directeurs de projet, les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des professionnels reconnus.

Directeur de Projet Montage et Analyse secteur des télécommunications h/v

Réf. 179A

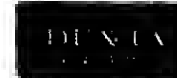
Au sein de l'équipe méthode, montages et engagements du Département International et des Financements Structurés, vous aurez pour mission de procéder à l'analyse complète (économique, juridique et financière) des opérations de financement liées au secteur international des télécommunications afin d'en évaluer les risques, tant pour les opérations montées par le Crédit local de France, que pour les dossiers syndiqués par d'autres établissements.

L'avis et la recommandation que vous formulerez contribueront aux décisions d'engagements portant sur des projets particulièrement importants.

Pour ce poste votre formation d'ingénieur généraliste (X, ENST, ESE...) devra être complétée par une formation économique (INSEAD, ISA, DESS Gestion Finance...). Votre expérience (8 à 10 ans) devra, pour partie au moins, avoir été acquise dans un poste voisin au sein d'une institution financière de premier plan. Votre intérêt et votre connaissance du secteur des télécommunications au niveau mondial devront être avérés.

Pour ce poste basé à Paris, la pratique professionnelle de l'anglais sera indispensable.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation manuscrite, rémunération actuelle) en précisant la référence du poste choisi à notre conseil
ANTROS - 62, Boulevard Malesherbes - 75008 Paris.



Carrières Internationales

La Fondation
Internationale
Albert Schweitzer
œuvre à but
non lucratif
recherche

Directeur

de l'Hôpital Schweitzer
à Lambaréné (Gabon)

Opportunité exceptionnelle pour une personnalité équilibrée qui mettra son professionnalisme confirmé au service d'une œuvre caritative de renom et exercera ses qualités relationnelles dans un contexte international multi-culturel.

Une bonne connaissance pratique de la direction d'établissement de santé est indispensable. Une expérience de travail à l'étranger est souhaitée.

Contrat de deux ans renouvelable.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. et photo à M. Bruno HEINRY, c/o Groupe Hospitalier Saint-Vincent, 29 rue du Faubourg National, 67000 STRASBOURG.



Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs. Nous recherchons pour notre filiale un

CHEF DE FABRICATION POUR L'ALLEMAGNE

AGRO/AGRI/UTC

De formation Ingénieur Agro/Agri, vous avez entre 27/35 ans. Vous possédez une première expérience d'encadrement acquise dans le secteur agro-alimentaire.

Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et connaissez bien ce pays. Vous aurez en charge, après une formation approfondie à ce métier dans notre Groupe, de diriger des équipes de production impliquant des responsabilités dans les domaines des relations humaines, mais aussi techniques et budgétaires.

Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/02 à SCORE BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.

SCORE

The European Molecular Biology Laboratory has the following vacancy in Heidelberg, Germany:

INTERNAL AUDITOR

The European Molecular Biology Laboratory is a European intergovernmental organisation concerned with basic research and development of instrumentation in molecular biology as well as advanced training and teaching. It has its Headquarters in Heidelberg and operates outstations in Grenoble (France), Hamburg (Germany), and Hinxton (UK). A new Research Programme in Monterotondo (Italy) is currently being established. The total staff of EMBL comprises around 900 persons and the annual budget is now DM 107 million.

The successful applicant will report directly to the Administrative Director but will be ultimately responsible to the Director General to whom direct access will be available. She/he will be required to have a recognised professional audit qualification and will be expected to demonstrate a successful track record in internal audit within the public sector, especially in the delivery of system-based auditing. Most of the work in internal audit could be conducted in English and the Reports to Management are all written in English but it would be advantageous to be able to understand both German and French.

An initial contract of 3 years' duration will be offered to the successful candidate. This could be on the basis of secondment from one of our Member States. This appointment can be renewed up to a maximum of 9 years, depending on circumstances at the time of the review.

Closing date: 15 March 1997

EMBL is an inclusive, equal opportunity organisation.

Further information about the job content can be obtained from the Administrative Director, Barton Dodd, tel: +49 6221 387203, e-mail: dodd@embl-heidelberg.de

Information on the terms and conditions of employment can be obtained from the Head of Human Resources at the address given below.

Applicants should submit a curriculum vitae including the names of three referees, and quoting ref. no. 97/07 to:

Head of Human Resources, EMBL, Postfach 10.2209, D-69012 Heidelberg, Germany.
(Fax: +49 6221 387565 email: jobs@embl-heidelberg.de)

Gestion - Finance

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NIM - HANDEL-HAAR - EL PAIS - Le Monde - Staatssche Zeitung - BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

CHARGE D'ETUDES H/F

Au sein d'une équipe de 6 personnes, en relation avec les différents services, vous serez chargé de la mise en place des schémas comptables du Groupe CPR. Vous participerez de plus aux projets de refonte du système d'information.

Dynamique et rigoureux, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez au minimum 5 ans d'expérience professionnelle en cabinet d'audit ou dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. LE MONDE/2801 à CPR - Françoise RASKA - 30, rue St-Georges - 75312 PARIS Cedex 09.

CPR
GROUPE BANCAIRE
DE CREDIT
ET D'INTERMEDIATION

Pour insérer votre annonce dans
Le Monde Économie
et
Le Monde Emploi
01-44-43-76-03
Fax : 01-44-43-77-32

Schlumberger Oilfield Services

A
CAREER
IN
MARINE
SEISMIC
EXPLORATION

A major part of the Schlumberger Group, Geo-Prakla is one of the world's leading names in seismic exploration. Our success has led to increased investment in marine seismic activity, resulting in the following challenging vacancies on board our survey vessels.

Seismic Observer

Possessing a BSc/HND in either Geophysics, Electronics, Physics, or Computer Science, you will play a vital role in the operation and maintenance of seismic recording systems. Previous experience would be advantageous although not essential as training will be provided.

Seismic Navigators

This is an important role in which you will operate and maintain the navigational equipment and for which you must possess a BSc/Diploma in Surveying (Hydrography, Geodesy) or Electronics. Experience in a similar role would be an advantage although training will be provided.

Seismic Source Mechanics

Responsible for operating and maintaining the seismic energy source and deployed equipment, it is essential that you are qualified to HND level in Mechanical Engineering or RN Marine Engineering, ideally supported by some relevant previous experience.

These posts are open to both men and women and offer excellent opportunities to work and develop within a world leading company where the policy is to promote from within. These positions require good oral and written skills in English. In addition, we will reward your expertise and commitment with a top salary and benefits package.

If you feel you can meet the challenge, please apply in writing quoting reference number GP973 to:

Schlumberger Geo-Prakla, Recruitment, Schlumberger House, Buckingham Gate, Gatwick Airport, West Sussex RH6 0NZ
"SCHLUMBERGER IS COMMITTED TO EMPLOYEE DIVERSITY"

صيانة الامل

Conseil et Audit

GEMINI CONSULTING

"L'excellence n'est pas un acte, mais une habitude".
Aristote

Avec plus de 1400 consultants et 22 bureaux dans le monde, Gemini Consulting est l'un des trois premiers cabinets internationaux de conseil en management, leader dans la conception et la mise en œuvre de programmes de transformation des entreprises.

Animés par le souci permanent d'apporter à leurs clients des résultats rapides et mesurables, les consultants de Gemini Consulting construisent avec eux un véritable partenariat, à tous les niveaux de l'organisation. Au sein d'équipes communes, ils mobilisent les énergies indispensables au renouvellement de la vision corporate, à la restructuration des fonctions et processus clés, à la revitalisation de l'esprit d'entreprendre, au développement des hommes et des compétences.

CONSULTANTS

La croissance très rapide de nos activités vous offre l'opportunité de faire une carrière unique dans le conseil en participant à des projets majeurs pour nos clients.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous avez complété votre formation par un M.B.A. Parfaitement bilingue français-anglais, la maîtrise d'une troisième langue européenne est très fortement souhaitée.

Avec une première expérience de deux à cinq ans dans le conseil ou dans une entreprise d'envergure internationale, vous souhaitez mettre à profit et accroître vos compétences avec une dominante :

- Stratégie, Marketing et Management de l'Innovation
- Refonte des fonctions opérationnelles
- Management stratégique des systèmes et technologies de l'information
- Mobilisation et développement des Hommes.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à Simon Belugou, Gemini Consulting 153, rue de Courcelles, 75817 Paris Cedex 17.



GRECOM

Dix ans d'expérience au service de la réussite des projets

- Notre spécificité** Accompagner les projets techniques / informatiques en intégrant la dimension humaine : études et réalisations en Communication, Organisation, Gestion des Impacts Sociaux, Formation.
- Notre équipe** Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement, impliquée. Nous la renforçons en recrutant des

CONSULTANTS

- Votre profil** Vous pouvez :
- comprendre et maîtriser un projet d'entreprise dans toutes ses dimensions (stratégiques, techniques, humaines...),
 - réaliser seul ou en équipe des missions en Communication, Organisation, Formation,
 - travailler et convaincre à tous les niveaux de l'entreprise.
- Vous avez :**
- une formation supérieure de type Grande Ecole (Ingénieur, ESC, IEP...),
 - une expérience professionnelle de deux à dix ans,
 - une responsabilité assumée (type chef de projet),
 - une double compétence si possible (technique + sciences humaines par exemple),
 - le sens de la pédagogie.

Adresser CV + lettre manuscrite à Véronique Athénosy : GRECOM, 110 boulevard Jean-Jaurès 92100 Boulogne



GROUPE
ALPHA

« Réconcilier l'économie et le social »

- ▶ Analyser l'entreprise à la lumière des enjeux spéciaux;
- ▶ Apporter à nos clients, les Comités d'entreprise et de groupe, un diagnostic financier et stratégique, leur donner les moyens d'anticiper les restructurations et les mutations technologiques de leur entreprise;
- ▶ Mettre en action des équipes pluridisciplinaires proposant des solutions créatives, originales et opérationnelles;
- ▶ Intégrer dans ces équipes des experts de secteurs diversifiés comme la mécanique, la banque, l'automobile, l'emballage, le transport.
- ▶ Diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, IEP...), d'ingénieurs (X, Centrale, AM...) ou d'un 3^e cycle spécialisé;
- ▶ Vous êtes débutant ou vous avez une courte expérience dans l'entreprise et/ou le Conseil;
- ▶ Vous appréciez particulièrement un domaine comme l'économie industrielle, l'analyse financière, le contrôle de gestion;
- ▶ Et vous avez envie de vous impliquer activement dans le développement d'un groupe de plus de 200 personnes qui saura vous donner diversité et perspectives.

Ces postes de Consultants juniors sont basés à Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Toulouse et Paris.

Envoyez vite au MONDE PUBLICITÉ votre dossier de candidature (lettre, photo, CV, présentations) et région souhaitée sous le n°9066.

LE MONDE PUBLICITÉ 133, avenue des Champs Élysées 75409 Paris Cedex 08

Consultant junior

Pôle conseil du Groupe SALUSTRO-REYDEL, nous sommes spécialisés dans le conseil en management, l'organisation, la mise en œuvre des grands systèmes d'information, l'accompagnement humain des changements de l'entreprise.

Nous possédons un savoir spécifique dans les domaines de la santé, du secteur public et des services aux entreprises.

Nos 150 collaborateurs accompagnent les projets des grandes entreprises dans tous les secteurs de l'économie : industrie, services, banques et assurances. Aujourd'hui, pour renforcer nos équipes, nous recherchons des

CONSULTANTS pour réussir le changement...

Diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs (HEC, ESC, IEP, X, Centrale...).

SENIORS - A 25/30 ans, vous avez développé, en entreprise ou en cabinet, une expérience reconnue dans l'un des domaines suivants : l'organisation financière et comptable ou commerciale et administrative; la recherche de productivité, les diagnostics organisationnels et financiers; le déploiement des grands systèmes d'information, les systèmes d'information groupe (tableaux de bord, consolidation financière et comptable); les ressources humaines.

Vous souhaitez évoluer dans une structure à taille humaine, enrichir votre domaine d'expertise ou développer vos talents de généraliste. **Réf. 606**

JUNIORS - Vos stages vous ont permis d'aborder l'un de nos domaines d'intervention. Vous êtes créatif, autonome, et vous disposez de bonnes qualités relationnelles. Vous souhaitez découvrir le métier de consultant et acquiescence de l'entreprise. **Réf. 607**

Joëlle FLORIN-LACANTIE vous remercie de lui adresser votre candidature sous la réf. choisie, à SV & GM, 15, rue Beaujon, 75008 Paris.



Conseil en management

CABINET
DE
RECRUTEMENT
DE CADRES
DIRIGEANTS
PARIS 8^e
recherche un

Consultant Associé

BANQUE / CAPITAL-MARKET
ou HAUTES TECHNOLOGIES

Vous possédez une expérience significative dans le recrutement de Cadres Dirigeants en Cabinet.

Le développement de clientèle fait déjà partie de votre activité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LL653292 à CANDISSIMO - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra. Confidentialité totale garantie.

Arthur D Little

CABINET INTERNATIONAL
(52 bureaux dans le monde)

Stratégie, organisation et management. Présent dans des entreprises de tous secteurs d'activités pour des interventions de haut niveau réunissant conception et mise en œuvre pratique, recherche pour son bureau de Paris un :

Consultant confirmé Industrie Pharmaceutique

Agé de 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous possédez une expérience significative, acquise dans l'industrie pharmaceutique et/ou en cabinet de conseil. Vous connaissez parfaitement les particularités de cette industrie en France et à l'international.

Sachant travailler en équipe, vous êtes ambitieux mais respectueux des autres. Vous participerez immédiatement à nos missions nationales et internationales.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à : Nicolas Gervais, Arthur D. Little - 15, rue Galvani - 75017 Paris

Conseil et Audit

Nous avons choisi la dermatologie.

Devenir numéro un mondial. Une ambition que partagent beaucoup d'entreprises, mais combien d'entre elles se donnent les moyens d'y arriver ? Pour Galderma, laboratoire dédié exclusivement à la dermatologie, atteindre la première des premières places est plus qu'une ambition, c'est une véritable raison d'être. Filiale de Nestlé et de L'Oréal, l'entreprise développe son très haut niveau de compétence dans la recherche et la production de médicaments jusqu'à leur commercialisation dans le monde entier. Ce projet ambitieux est en passe de devenir une vraie réussite puisque le chiffre d'affaires de l'entreprise, au rythme d'une croissance régulière de 20 % par an, vient de dépasser, pour la première fois en 1996, le milliard de francs.

GALDERMA

Les postes proposés ici sont basés à Levallois-Perret. Alors, si participer activement à la réalisation d'un projet ambitieux vous motive, merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie aux Laboratoires Galderma, Recrutement, 20 Avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

Juriste droit commercial international

Évoluer dans un contexte international, c'est confronter ses connaissances à de multiples cas aussi enrichissants que diversifiés. Dans cet objectif, vous assisterez notre Directeur Juridique dans la rédaction des contrats internationaux et la suivi des dossiers. Parallèlement, vous prendrez en charge la gestion des informations juridiques relatives à nos filiales et en assurerez la transmission auprès de nos maisons-mères. Ces missions, sources d'évolution et d'épanouissement, vous permettront d'affiner vos acquis professionnels en capitalisant notamment sur votre esprit d'initiative et votre capacité à assumer de multiples responsabilités. Avocat et/ou possédant un troisième cycle juridique français ou étranger, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en cabinet. De langue maternelle anglaise ou parfaitement bilingue, vous saurez faire preuve d'une autonomie sans faille dans la gestion quotidienne des dossiers qui vous seront confiés. (réf. JDCI/NP34)

Responsable audit et procédures

Votre objectif professionnel est clair : optimiser sans cesse l'efficacité administrative et financière d'une entreprise en faisant évoluer son organisation et ses méthodes de fonctionnement. Pour cela, nous vous proposons de concevoir, initier et mettre en œuvre nos politiques d'audit interne et de procédures et ce pour l'ensemble de nos filiales, sites de production et centres de recherche. Vous développerez et adapterez ensuite les outils nécessaires à notre croissance en tenant compte des réalités du terrain. Diplômé HEC, ESSEC ou ESCP, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit dans un contexte anglo-saxon. Impérativement bilingue anglais et si possible espagnol, vous avez une forte sensibilité internationale. Vous voyagez 8 mois par an environ. (réf. RAP/NP35)

CONSULTANT JUNIOR

Management du changement

Paris - Après une première expérience en entreprise ou comme consultant, rejoignez PA Consulting Group, leader européen du conseil en management et technologie. Au sein d'une petite équipe en croissance continue, vous accompagnerez nos clients dans la mise en œuvre concrète de leurs processus de changement et vous contribuerez en particulier à développer notre réputation dans la conduite de projets d'assurance qualité dans l'industrie et les services. Vous bénéficierez d'un environnement pluridisciplinaire et pourrez vous appuyer sur des méthodes éprouvées. Bien sûr, vous êtes ingénieur diplômé et pratiquez l'anglais couramment. Mais, surtout, vous aimez travailler avec bonne humeur. Si vous avez envie de partager notre aventure..., adressez votre candidature sous la référence 001/M à Francis WILLIGSECKER - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

SV&GM
Conseil en management

Consultants Seniors en management

Parmi les tout premiers cabinets français (87 MF de CA, 100 consultants et un taux de croissance annuel de 20 %), SV&GM intervient dans différents secteurs économiques.

Nous recrutons, aujourd'hui, des auditeurs externes, diplômés d'école supérieure de commerce (Hec, Essec, Escp).

Agé(e) de 23/28 ans, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un important cabinet d'audit et souhaitez vous investir dans des missions de conseil et devenir un consultant impliqué.

Vous aimez concevoir et mettre en œuvre. Vous êtes créatif, autonome, disponible immédiatement pour participer, avec nos équipes, à l'organisation de sociétés, à la mutation de systèmes d'information, à l'amélioration des structures.

Vous développerez votre sens des responsabilités à travers la qualité et la variété de nos missions. Réf : 4503

Poste basé Paris 8ème + déplacements.

SV & GM - Conseil en management
Eveline LEVY, 15, rue Beaumont - 75008 PARIS

X, MINES, CENTRALE, TÉLÉCOM, ENA, HEC, ESSEC ET/OU MBA...

We can make a
real contribution
to your career

Reconnu comme l'un des meilleurs cabinets de conseil en stratégie, management et technologie, A.T. KEARNEY, 2.500 consultants, 60 bureaux dans le monde entier, nous sommes prêts pour assister le développement de votre entreprise et améliorer leur compétitivité.

Notre forte croissance nous permet de recruter des talents à fort potentiel. Nous recherchons des consultants seniors et des consultants juniors.

Nous contribuons
fortement à la réussite
de votre carrière.

Managers

Vous avez une solide expérience du conseil et démontré vos qualités de leadership. Vous dirigerez et encadrerez des équipes pluridisciplinaires auprès de directions générales en France et à l'étranger. (réf. MA)

Consultants

Vous bénéficiez d'une première expérience réussie de 3 ans environ en entreprise ou dans le conseil. Impliqué dans des missions en France et à l'étranger, vous développerez vos compétences dans les domaines clés de l'entreprise : stratégie, fusion et acquisition, restructuration, organisation, systèmes d'information. (réf. CS)

Pour l'ensemble de ces postes, vous êtes parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible une autre langue européenne. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Alix Guiraud, A.T. KEARNEY, 8/10 rue Victor Noir, 92200 Neuilly-sur-Seine.

AT KEARNEY

<http://www.atkearney.com>

05 1 11 11 11

صكنا من الامل

X / LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil et Audit

Consultant Manager, rejoignez les spécialistes de la conduite de projets de changement difficiles

7 à 10 ans d'expérience probante en organisation vous ont conduit à intervenir sur des contrats importants et à encadrer plusieurs consultants. Vous cherchez aujourd'hui découvrir de nouveaux horizons en optimisant votre acquis professionnel. Nous vous proposons d'intégrer un projet fort et de passer d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des hommes. Vous rejoindrez une structure très réactive à dimension humaine, caractérisée par la très grande diversité et l'originalité de ses missions. Juste contrepartie de votre implication : vous pourrez participer au capital dans un avenir proche.

Profil du Consultant Manager selon HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

C'est à la fois un homme ou une femme d'écoute et d'action, capable de diriger une équipe et d'animer d'importantes réunions. Il possède des qualités de négociateur et un solide bon sens. Pugnace, il sait « éduquer » son stress, possède une forte présence dans la relation et de réelles qualités commerciales. Agé de 30 à 35 ans, il est diplômé d'une grande école, parle couramment anglais et pourquoi pas une autre langue. Il est prêt à apprendre son métier en 40 ans de vie très active...

Portrait de HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Cabinet de référence en matière de conduite de projets de changement politiquement, socialement et humainement difficiles.

- 15 MF de CA en 96.
- 16 consultants.
- Objectifs en l'an 2000 : 50 MF - 50 consultants.

Valeurs

- Il faut écouter avant de parler.
- Rien ne résiste au travail.
- Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR & ASSOCIÉS

Réussir les projets de changements difficiles

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. CM01 à : HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex. Lire notre livre « La stratégie du projet lauréat » paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.



Notre groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en informatique et télécommunications. Nous disposons notamment de centres de compétences dédiés à la mise en place de Projets SAP (plus de 400 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de nos clients nationaux comme internationaux, notre équipe de plus de 100 personnes en France renforce son potentiel de conseil et recherche des :

CONSULTANTS CONFIRMÉS SAP/R3

Modules FI - AM - CO - MM - PP

Vos atouts : 30/45 ans. Issu de sociétés de conseil ou de l'entreprise, vous disposez d'une expérience d'au moins un an dans la mise en place d'un ou plusieurs modules de SAP tant sur les plans fonctionnel que produit. Vous souhaitez valoriser cette expérience et évoluer dans un contexte beaucoup plus large et stimulant en France comme à l'international. réf. 44517

CONSULTANTS EXPERTS FONCTIONNELS

Achats - Finance - Logistique - Production

Votre potentiel : 30/45 ans. De formation supérieure, vous avez exercé des responsabilités concrètes en entreprises ou sociétés de services depuis au moins 5 ans et maîtrisez réellement un ou plusieurs domaines fonctionnels. Esprit de synthèse, excellent relationnel et disponibilité vous permettent, après formation à SAP, d'être très rapidement reconnu comme un spécialiste capable d'apporter des conseils et solutions de qualité. L'expérience de la mise en place de projet est un sérieux atout. Vous parlez l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements en semaine. réf. 44506

DES MISSIONS STRATÉGIQUES : Autonomie et pleinement responsable dans votre domaine, vous conduirez et suivrez à bien, pour nos clients, des missions et projets de mise en place de SAP. En véritable conseil, vous assurerez des réunions d'adéquation, participerez à des opérations de formation et de paramétrage. Garant de la qualité et partie prenante dans l'évolution de notre offre, vous contribuerez ainsi à notre développement et réputation.

Pour nous rencontrer rapidement, adressez ou télécopiez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à notre Conseil OPTÉAMAN, Le Quintet A - 12 rue Danton - 92517 Boulogne cedex. Fax : 01 47 61 49 45 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

Pour insérer votre annonce dans
Le Monde Économie et Le Monde Emploi
Appelez Le Monde Publicité au
01-44-43-76-03 – Fax : 01-44-43-77-32

Formation Professionnelle

AXES MANAGEMENT, spécialiste reconnu de la gestion publique, propose dans son programme de séminaires 1997, 165 sessions de formation, parmi lesquelles prochainement :

Dans le thème "délégations de service public" :

PASSER ET GÉRER LES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC
concessions, affermagés, régies et gérance... (3 jours)

- Identifier les avantages et les inconvénients de chaque mode de gestion déléguée
- Respecter les obligations nationales et européennes de transparence dans l'attribution des conventions de délégation
- Gérer et contrôler les services publics délégués

Paris - 10 au 12 mars 1997

LE BAIL EMPHYTEUTIQUE ADMINISTRATIF ET LES MONTAGES INNOVANTS (2 jours)

- Étudier et mettre en œuvre les différents montages contractuels liés au bail emphyteutique et à ses formes voisines
- Identifier les avantages et les inconvénients de ces techniques contractuelles : bail à construction, convention d'aménagement, le crédit bail immobilier...

Paris - 17 et 18 mars 1997

RÉSEAUX ET SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : COMMENT CHOISIR SON OPÉRATEUR ? (1 jour)

- Connaître la nouvelle réglementation des télécommunications
- Identifier l'offre des différents opérateurs
- Savoir rédiger et négocier un contrat avec un opérateur de télécommunications

Paris - 26 juin 1997

Programmes détaillés, renseignements et inscriptions au :
Tél : 01.40.01.01.33 - Fax : 01.40.01.04.14
AXES MANAGEMENT - SA au capital de 1 500 000 F
55 rue Traversière - 75012 PARIS

AXES MANAGEMENT, expert reconnu en management public, organise pour les auditeurs internes, contrôleurs de gestion, membres des Inspections Générales et des Corps de contrôle, une session sur :

LES MÉTHODOLOGIES D'AUDIT ET DE CONTRÔLE DANS LE SECTEUR PUBLIC
(5 jours)

- Maîtriser le déroulement d'une mission d'audit
- Mettre au point des instruments d'investigation
- Approfondir les méthodes de traitement des informations
- Savoir communiquer les résultats d'un audit

Paris - 3 au 7 mars 1997

Programmes détaillés, renseignements et inscriptions au :
Tél : 01.40.01.01.33 - Fax : 01.40.01.04.14
AXES MANAGEMENT - SA au capital de 1 500 000 F
55 rue Traversière - 75012 PARIS

JEUNES DIPLOMÉS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Intégrez une entreprise
par une mission professionnelle de 3 mois

Formation gratuite et rémunérée de Recherche Intensive d'emploi.
Demandeurs d'emploi + 1 an ANPE (+26 ans)
Résident Paris uniquement

CREFAC : 01.48.46.51.99

Chaque semaine, retrouvez la rubrique
"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires,
contactez Michèle FERNANDEZ au
Tél : 01.44.43.76.17 - Fax : 01.44.43.77.32

Conseil et Audit

DE LA COMPLEXITÉ À L'ESSENTIEL

Le secteur bancaire traverse une période riche et complexe : fusion, restructuration, organisation, passage à l'Euro, évolution de la technologie des Systèmes d'Information sont les chantiers des cinq prochaines années. Pour les accompagner, nos clients (plus de 200 établissements financiers) recherchent des consultants d'exception.

Diplômé(e) d'une grande école, vous possédez une première expérience de 2 à 7 ans dans une banque à un poste opérationnel ou en cabinet conseil dans l'un des domaines suivants :

- conception et mise en place de nouvelles organisations,
- relation des systèmes d'information,
- évolution des systèmes d'information.

Vous savez et aimez être un interlocuteur fiable et inventif, un management souple et réactif sur la confiance vous convient plutôt bien, et vous pensez comme nous que "on peut être à la fois le nez et le cul dans le client, être en avance". **Nous irons ensemble à l'essentiel.** Nous attendons votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous référence EGC-CONSULT à notre cabinet EUROGRUPP PARTICIPATIONS, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

consultants

PARIS - LONDRES - GENÈVE - SÃO PAULO

Avez-vous ce **plus** qu'attendent nos clients du secteur de la distribution ?

Vous cherchez plus de diversité, plus d'envergure dans vos projets, de réelles perspectives d'évolution en France et à l'étranger. Écrivez-nous : le Conseil avec KPMG Peat Marwick, c'est à peu près ce que vous imaginez, en mieux.

Nos professionnels connaissent le métier de nos clients et ont pour mission de faire aboutir leurs projets. Ils possèdent des compétences reconnues en stratégie, gestion, organisation, systèmes d'information, pilotage du changement et s'appuient sur 75 000 collaborateurs dans 142 pays.

Ils accompagnent les projets de nos clients des secteurs de la grande distribution, de la VPC et de la distribution spécialisée, grand public et professionnelle.

Au-delà de leur compétence, c'est leur discernement, leur esprit d'équipe et leur enthousiasme qui font la différence.

Diplômé(e) d'une grande école, vous parlez anglais et possédez une expérience réussie de trois à huit ans dans l'un des domaines suivants :

- marketing et vente,
- logistique,
- technologies de l'information.

Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Bénédicte de Durand vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence 554, à KPMG Peat Marwick - Tour Fraternité - 1, place de la Coupole - 92084 Paris-La Défense Cedex.

KPMG Peat Marwick

Conseil en Carrières



Dirigeants prêts à évoluer ?

Inspirez-vous des sportifs de haut niveau qui utilisent depuis longtemps un entraînement personnel pour optimiser leurs performances.

Depuis 22 ans, les consultants de Forgeot, Weeks ont conseillé et suivi plus de 8000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Coaching, bilan de carrière, outplacement : de plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations. Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

PARIS : 128, rue du Fay St-Honoré - 75008 - Tél: 01 45 63 35 15 - Fax: 01 45 63 35 18
GENÈVE: 12, rue du Mont-Saint - 1227 - Tél/Fax: 022 342 62 48
LA HAYE : Lelkestrating 77 - 2509 GC - Tél: (81) 70 893 7173 - Fax: (81) 70 383 0124
BUREAUX ASSOCIÉS: LONDRES - ZÜRICH - FRANCFORT

Marquez l'avenir de votre empreinte...

La Caisse d'Épargne de Picardie se place au premier rang des établissements financiers de sa région : 1 000 collaborateurs, des fonds propres de 1,5 milliard de francs et un total bilan de 34,3 milliards. Saldement implantée à travers 9 groupes et un siège basé à Amiens, elle agit sur les pôles économiques de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

En étroite relation avec le Président du Directoire, vous avez en charge d'élaborer, de proposer et de mettre en œuvre la politique financière et d'engagements et d'optimiser la gestion des ressources et des emplois. Votre responsabilité s'exerce à un double niveau. En tant que membre du Comité de Direction Régional, appelé à faire partie du Directoire, vous contribuez à la définition de la politique générale et à sa mise en application. Au sein de votre propre Direction où vous animez une équipe de 35 collaborateurs, vous conduisez et réalisez les plans d'actions dans les domaines spécifiques tels que : gestion financière et trésorerie, comptabilité, contrôle de ges-



tion, fiscalité, recouvrement, engagements et risques dans le respect de la réglementation.

De formation supérieure financière, vos précédentes expériences bancaires ont prouvé votre capacité à vous intégrer dans une équipe dirigeante impliquée dans une vision transversale, à représenter la Caisse d'Épargne dans l'environnement professionnel et institutionnel.

Vos qualités de management stratégique et humain doublées d'une excellente aptitude à la négociation vous permettent d'appliquer avec fiabilité et rigueur les dispositions financières, fiscales, comptables, juridiques et réglementaires, garantissant ainsi la sécurité financière.



CAISSE D'ÉPARGNE DE PICARDIE

Pour ce poste basé à Amiens, merci d'adresser votre candidature sous réf. 97ILM à La Caisse d'Épargne de Picardie, DRH, 2 bd J. Verne, BP 0727, 80007 AMIENS cedex 1.

051 71141

سكناء من الامم

Le Monde des Cadres

participez activement à nos campagnes de promotion de la santé

SANTÉ PUBLIQUE

PARIS

Nous sommes l'un des acteurs majeurs dans le domaine de la Santé en France.

Dans le cadre de notre développement, le responsable de l'activité «Promotion de la Santé» cherche un nouveau collaborateur.

Votre mission :

- A l'échelon départemental : évaluer les besoins, aider à créer des projets de Promotion de la Santé, négocier les objectifs et en suivre les réalisations.
- A l'échelon national : coordonner et animer le réseau de groupements, faciliter l'échange d'informations et d'expériences, participer à la formation.

Vos atouts :

- Formation supérieure Santé ou Social.
- 5 ans minimum d'expérience en actions de promotion de la Santé.
- Professionnel de terrain, à l'écoute, on vous reconnaît aisance relationnelle et autorité de compétence.
- Mobilité (60% du temps environ).

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence FF 02 à notre Conseil, qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

Important Groupe industriel international
L.A. de 10 milliards de Francs recherche un

Responsable Stratégie Développement

Au sein de la Direction Stratégie et Développement International, vous aurez pour missions de :

- conduire des études de stratégie,
- contribuer à la planification stratégique,
- participer à des acquisitions internationales de l'identification à la négociation.

Fort d'une double formation supérieure (Ingénieur + MBA ou équivalent), vous possédez une expérience de 10 ans acquise en milieu industriel (et/ou en Conseil).

L'anglais courant est indispensable, l'allemand ou une autre langue est souhaitée.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence P8053051 à **EUROMESSAGES**, 78 bd de la République - 92514 Boulogne Cedex, qui fera suite.

Important Groupe financier recherche
pour son siège situé à Paris un

Economiste

De formation supérieure en économie (DEA, DESS, ENSAE ou ingénieur avec spécialité économique), complétée idéalement par Sciences Po, vous possédez impérativement une expérience de 2 à 4 ans en tant que Chargé d'Etudes Economiques dans le domaine bancaire.

La mission qui vous sera confiée est très variée :

- établissement des prévisions économiques et financières,
- élaboration d'études conjoncturelles, concurrentielles et sectorielles,
- suivi économique des différents pays européens et émergents.

Doté d'un excellent esprit d'analyse et de synthèse, vous êtes responsable de la rédaction de notes, comptes rendus sur des sujets économiques et financiers.

Votre expérience dans un environnement similaire doublée d'un intérêt pour la chose publique et les institutions économiques et politiques seront des atouts indispensables au bon déroulement de votre mission.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira de réelles perspectives d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 9030 à **AUSTIN KNIGHT**, 26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Originy (2 700 personnes), filiale du Groupe Holderbank, premier cimentier mondial, fabrique et commercialise des ciments, bétons et granulats dans la moitié nord-est de la France.

Afin d'organiser la gestion de nos archives et d'en assurer le suivi nous créons aujourd'hui la fonction d'

Archiviste H/F Thionville

Rattaché au secrétaire général du groupe, vous êtes chargé de créer un service d'archives centralisées depuis la conception jusqu'à l'implantation physique.

Vous commencerez par recenser toutes les archives existantes.

Classées aujourd'hui en différents lieux et vous organiserez le transfert et l'organisation.

Vous intégrerez ces archives dans une base de données et vous mettrez en place les procédures d'accès.

Vous gèrerez ensuite la conservation, le classement et la communication des dossiers et vous entretenez pour cela des relations avec les différents services de l'entreprise et avec ses filiales.

Avec une formation supérieure d'archiviste, vous témoignerez impérativement d'une expérience réussie de plusieurs années dans la fonction. Vous maîtriserez la micro-informatique. Vous aurez à d'excellentes capacités d'organisation et à votre rigueur de bonnes aptitudes relationnelles.

Si vous souhaitez vous investir dans ce poste à responsabilité ou vous pourriez mettre en valeur votre sens de l'initiative et votre dynamisme, adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence CG 9600891 à notre conseil : C.G. R.H., 24 avenue Victor-Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.



Dans le cadre de son développement, **AXES MANAGEMENT S.A.**, cabinet de conseil, d'audit et de formation dans le domaine du management public, recherche

1 CONSULTANT (H/F) en GESTION ET FINANCES PUBLIQUES

❑ Vous souhaitez :

- participer à des missions de conseil et d'audit dans les domaines budgétaire, financier, organisationnel et du contrôle de gestion,

- concevoir et animer des séminaires de formation sur ces mêmes thèmes auprès de tous types d'organisations publiques (Etat, collectivités territoriales et établissements publics ...),

- valoriser votre expérience professionnelle en participant aux publications et aux activités scientifiques du cabinet.

❑ Vous êtes :

- de formation supérieure (3ème cycle de gestion, écoles de commerce) et vous avez une bonne connaissance des règles de la comptabilité publique,

- doté d'un fort esprit d'analyse et de capacités autonomes de travail,

- disponible pour de fréquents déplacements.

Vous disposez d'une première expérience significative acquise au sein d'un cabinet de conseil/formation ou d'une organisation publique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à **AXES MANAGEMENT**, 55 rue Traversière - 75012 Paris

GROUPE DE PRESSE

éditant des titres leader sur leur marché

recherche

1. Un directeur de la promotion des abonnements

Il sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des opérations de marketing direct d'une gamme de titres.

- Définition des plans de promotion tant au niveau des recrutements que du réabonnement,
- Responsabilité des opérations de marketing direct (brief agences, conception des opérations et des offres, contrôle du bon déroulement des opérations),
- Suivi général de l'évolution de la diffusion des titres : analyses des résultats et propositions d'actions,
- Elaboration des budgets et contrôle, optimisation des coûts.

Profil : 30-35 ans environ

au moins 5 ans d'expérience dans la presse ou en agence de marketing direct.

Réf : PROMO1/97

2. Un chef de produits promotion/diffusion

Il sera chargé de la mise en place, du contrôle et du suivi des opérations de promotion de la diffusion de plusieurs titres

- Suivi des opérations de recrutement et de réabonnement,
- Interface opérationnelle avec la gestion des abonnements (fichiers-déduplication),
- Recherches de fichiers et de primes,
- Suivi des dépenses,
- Suivi de l'évolution de la diffusion : réabonnements, paiements de factures, recrutements, portefeuilles d'abonnés.

Profil : 25-30 ans environ

1^{re} expérience commerciale/marketing dans la presse ou en agence.

Réf : PROMO2/97

Qualités requises pour ces 2 postes :

- Esprit d'équipe et ouverture d'esprit
- Sens commercial et des marchés
- Grande disponibilité
- Organisé, rigoureux et gestionnaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. au Monde Publicité sous N° 9067
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 Paris Cedex 08



RESPONSABLE TRADUCTION FRANCE

Filiale Française d'un groupe Américain premier éditeur mondial de jeux vidéo, nous recherchons pour LYON :

Sous la responsabilité du Directeur Marketing France et en collaboration avec la Responsable Traduction Europe, votre mission comprend :

- la gestion de la localisation Française de tous les produits : relations avec les sous-traitants, tests produits localisés, suivi administratif et contrôle des coûts et des délais.
- l'encadrement et la dynamisation de l'équipe de traductrices.

A 25-30 ans, parfaitement bilingue Anglais, organisé et perfectionniste, vous possédez une expérience d'encadrement et de traduction.

Adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LS EA Trad. à notre conseil en Ressources Humaines :

TRIUMVIRAT - 23 A, avenue de Veysières
69130 ECULLY.



Marketing - Communication

CONSULTANT EN RECRUTEMENT ET RH

Barcelone

Filiale espagnole d'un groupe français de Conseils en Recrutement et RH, nous avons osé notre développement sur l'originalité et la complémentarité des services apportés à nos clients : le recrutement de cadres par annonce ou en approche directe, la formation, les « assessments ».

Le consultant (H ou F) à qui nous proposons de nous rejoindre est un professionnel du recrutement et des RH et son expérience en entreprise

ou en cabinet l'a convaincu de l'importance en la matière d'un conseil de qualité. Il a donc tout d'abord à le vendre que de compétence à le mettre en œuvre. Nous l'aiderons en l'initiant à nos méthodes, en France et à Barcelone et il serait bon qu'il maîtrise nos deux langues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 5425 LM à Sources, 108, rue S-Honoré, 75041 Paris cedex 01.

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités dans le monde et l'évolution constante de notre offre en termes de produits et services (intégration télécom et informatique), nous conduit à rechercher un

INGENIEUR MARKETING H/F

PARIS OUEST

STRATEGIE PRIX (offres techniques complexes)

Missions et Responsabilités

Vous êtes chargé de définir et de mettre en œuvre la politique tarifaire de notre offre «Software» standard ou spécifique. Proche de la Technique et du Marketing-Produit, vous déterminez le coût et la valeur des applications. Attentif aux impératifs de rentabilité et aux contraintes commerciales, vous calculez les prix et les marges dans une optique de cohérence et de compétitivité. Outre votre travail d'analyse et d'élaboration, vous vous rendez dans les filiales pour vous assurer de l'homogénéité de notre offre. Dans le cadre de certains projets, vous assistez nos équipes commerciales pour les positionnements de prix. Vous jouez un rôle important dans le mix-produit et influencez directement sur les performances de notre groupe.

Profil et Offre

Vous avez 30/35 ans environ. Ingénieur de formation, vous évoluez dans un environnement high-tech (informatique ou télécom). Vous exercez une fonction marketing ou occupez un poste au contact du marché et des clients (Technico-Commercial, Avant-Vente, Offres,...). Votre compréhension des offres techniques complexes, intégrant hardware et software, vous permet d'en déterminer la valeur et le prix, en particulier pour la partie «Logiciel». Rigoureux et méthodique, vous avez un bon esprit d'analyse et l'acuité nécessaire pour bien percevoir l'évolution des techniques et des marchés. Disponible, ouvert et créatif, vous avez de bonnes capacités de communication. Nous vous donnerons les moyens d'exprimer pleinement votre potentiel dans un contexte vous garantissant de réelles perspectives d'évolution.

Les entretiens avec la société auront lieu le jeudi 27 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 6016 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex Fax : 01 46 05 00 34.

PREMIERE
LIGNE



Première compagnie d'assurance de personnes en France.
avec un CA de 84 milliards de francs, 14 millions d'assurés
et 2 300 collaborateurs, nous recherchons un

CHEF DE PRODUITS

Rattaché au responsable du service marketing produit, vous êtes chargé d'une part, d'élaborer des propositions d'offres produits dans le cadre de notre stratégie et des conventions avec nos partenaires, et d'autre part, de mettre en place les offres produits retenues.

Vous avez pour mission : la réalisation de plans marketing définissant les offres commerciales et leur positionnement à partir des études de marché, de la concurrence, mais également des produits déjà existants et des grandes orientations stratégiques ; la coordination de la conception et de la commercialisation du lancement des produits ; la définition du posi-

tionnement des produits et les recommandations en matière de politique des produits ; l'expression des besoins des différents services et départements concourant à la fabrication des produits ; la négociation avec les partenaires à chacune des étapes du lancement de produits. Vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans minimum, acquise dans le milieu bancaire ou des assurances, durant laquelle vous avez eu une approche commerciale du terrain et une expérience significative du marketing (gestion de projets). Vous êtes parfaitement familiarisé avec les produits financiers et de placements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite et CV) sous la réf. LMCP/AD à CNP, Anne Dimanche, ARH 21, 4 place Raoul Dautry, 75716 Paris Cedex 15.

Le Monde Economie le lundi * Le Monde Emploi le mardi **

Deux rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi

Consultant senior en communication interne

Au sein de l'équipe spécialisée d'une grande agence de communication parisienne, vous intervenerez au plus haut niveau dans les différents aspects de la communication interne et sociale (politique de changement social, évolution des métiers et des compétences, motivation des équipes...), de l'analyse de la problématique à la mise en œuvre des recommandations.

A 30/35 ans, de formation HEC, Essec, ESCP, IEP ou l'équivalent, vous avez acquis une solide connaissance de l'entreprise et des ressources humaines à travers une expérience de 5 années au minimum dans une grande entreprise et/ou en agence. Anglais courant.

Forte implication, sens de l'écoute, aptitude à rédiger et à animer de jeunes collaborateurs, goût du travail en équipe, alliés à une véritable éthique professionnelle sont autant d'atouts qui nous amèneront à retenir votre candidature.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 38889 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

Agence de publicité spécialisée recherche pour renforcer son équipe

CHEF DE PUBLICITÉ H/F GESTION DE CLIENTÈLE

A 25-30 ans, de formation BAC + 2, vous avez une première expérience d'assistant trafic ou assistant chef de publicité en agence et vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière.

Nous vous proposons de rejoindre une structure en développement constant pour prendre progressivement en charge la gestion d'un portefeuille clients en étroite collaboration avec votre responsable de clientèle.

Vous connaissez les contraintes liées à l'univers des agences : souplesse, réactivité, fiabilité et exigence.

Vos qualités de rigueur, d'organisation, votre sens réel du travail en équipe et votre aisance commerciale sont vos meilleurs atouts de réussite dans ce poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle (sous réf. n° 9062) à :

LE MONDE Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Règle n°3 :
grandir intelligemment

Jeune agence spécialisée dans la communication pour les ressources humaines, **PARANNONCES** a rapidement prouvé sa créativité et son dynamisme. Les chiffres parlent pour nous : CA X 5, effectif X 3 en 3 ans. Au-delà de ces performances, notre plus grande satisfaction est la fidélité de nos clients qui apprécient notre démarche.

Vous êtes un "Pro" de ce métier ? Vous voulez exprimer votre talent au sein d'une équipe dynamique et créative ? Vous recherchez une agence qui tout en grandissant saura préserver sa philosophie... et votre personnalité ? Partons-en ! Ce pourrait être nous partageant les mêmes objectifs : **Chefs de Publicité, Chefs de Groupe, Gestionnaires, Développeurs...**, nous sommes prêts à vous faire découvrir les multiples atouts d'une équipe dynamique, qui évolue rapidement, sans se prendre trop au sérieux.

Adressez votre candidature détaillée (CV, photo, prétentions) à Jean-Philippe BARUCH **PARANNONCES**, 13, rue Charles Lecocq, 75737 PARIS cedex 15. EXCLUSION ASSURÉE

PARANNONCES

051 711 41

■ **LA SOCIÉTÉ :** La Direction Juridique d'un grand Groupe de télécommunications recherche son :

■ **LE POSTE :** Rattaché au Directeur Juridique et Fiscal du Groupe, ce juriste international très expérimenté intervient dans les domaines suivants :

- les grands contrats, les accords de coopération et de partenariat, les joint-ventures, les prises de participation...
 - la coordination des activités internationales des différentes entités du Groupe.
 - l'animation d'une équipe de juristes internationaux au siège et dans les filiales.
- Amené à traiter directement des dossiers internationaux de grande envergure, il travaille en étroite relation avec les responsables opérationnels des unités concernées.

■ **LE CANDIDAT** : A 40 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires (DESS/DEA, DICE) que vous avez complétée idéalement par un diplôme anglo-saxon (LLM, MBA), vous avez acquis au minimum une dizaine d'années d'expérience dans des fonctions de juriste international en entreprise et/ou en cabinet.

Votre maîtrise des opérations et des négociations internationales ainsi que vos qualités relationnelles et de manager vous permettront de faire progresser votre carrière dans un Groupe de premier plan. Un excellent niveau en anglais est indispensable pour ce poste.

■ **Merci de contacter notre conseil Frédéric FOUCARD au 01 47 23 37 00 ou de lui envoyer un dossier complet sous réf. 3362/FMF à ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, par fax au 01 47 23 38 00.**

ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

POSTE A TEMPS PARTIEL

Intégrés au sein de nos équipes opérationnelles, vous aiderez les chargés d'assistance à répondre aux questions complexes posées par nos abonnés. Parallèlement, vous assurerez la formation permanente de l'équipe.

A 30 ans environ, de formation DEA ou équivalente, vous avez une solide expérience opérationnelle de juriste en Droit Public. Chargé des Finances ou des Affaires Juridiques au sein, par exemple, d'une mairie, vous avez été confronté à des sujets aussi variés que l'organisation et la gestion de la commune, le droit des procédures relatives aux collectivités locales, etc...

Reconnu pour votre sens du travail en équipe et votre disponibilité, vous saurez vous intégrer et faire apprécier votre professionnalisme.

Merci d'adresser vos CV, lettre manuscrite et photo sous réf. JUR/DP à Europ Assistance, 1 Promenade de la Bonnette, 92633 Gennevilliers Cedex.



europ assistance

Il y a plusieurs raisons à cela : la législation dans ce domaine évolue vite et de plus, ce groupe de sociétés industrielles - CA 95 1,6 Md, 1350 personnes - a été racheté par un puissant groupe étranger. Il s'ensuit des modifications de structure, de méthodes, d'organisation qui nécessitent une large intervention du Département juridique.

Fusion et apport partiel d'actifs, acquisition, filialisation, contrats - publics et privés, suivi des arrêtés d'exploitation en France et en Europe, contentieux, assurances, immobilier... Sur tous ces sujets, notre Directeur Juridique vous attend pour être son Adjoint et l'acteur très opérationnel de ces évolutions.

Pour pouvoir prendre rapidement en charge ces nombreux dossiers, vous devrez faire état d'une très bonne formation juridique - bac+5 - ainsi que de 5 années d'une expérience large et intense acquise en entreprise. Vous êtes à tonique +, réactif, concret, sympa ? Il y a pour vous une place passionnante à prendre. Pour en savoir plus, écrivez sous référence 140 714LM à notre conseil Amine Cousin Giard, SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Paris Nord.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRES DE SYNTHESE

CLIFFORD CHANCE,
cabinet international d'avocats, Paris Trocadéro.
renforce son département fiscal et recherche un

Intégré à l'équipe en charge du droit fiscal, vous interviendrez auprès d'une clientèle internationale sur des dossiers d'opérations financières, de fusions-acquisitions et immobilières, en support des équipes juridiques. Votre langue de travail sera indifféremment l'anglais ou le français.

Avocat, vous possédez une formation juridique supérieure (DESS, DEA ou DJCE) avec une spécialisation en fiscalité. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires international en tant que fiscaliste.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Nous recherchons pour ce poste un candidat rigoureux et pragmatique possédant le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la
réf. ADF/LM à Clifford Chance, DRH, 112 avenue
Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BANGKOK BARCELONE BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANKFORT
HANOI HO CHI MINH CITY HONG KONG LONDRES MADRID MILAN MOSCOW NEW YORK PRAGUE
PRAGUE ROME SHANGHAI SINGAPOUR TOKYO VARSOVIE BUREAU ASSOCIÉS BANQUE

De formation supérieure (Commerce, Gestion, Sciences Humaines), vous possédez une première expérience (environ 3 ans) d'un métier pour lequel vous disposez des quelques qualités nécessaires : éthique professionnelle et dimension commerciale, qualité d'écoute et sens de la décision, autonomie et esprit d'équipe.

Il vous suffira donc de faire vôtres nos concepts, nos méthodes et nos outils pour connaître rapidement et saisir durablement une clientèle nombreuse et fidèle.

Accessoirement, vous êtes réaliste, enthousiaste et travailleur ; ou, bien sûr, travailleuse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence BR-BR-CO, à : Bernard Riquier Conseil
2 bis avenue Desfieux - 92100 Boulogne

bernard
rignier
C O N S E I L

<http://www.riquier.com>

* date mardi
** date mercredi

Filiale du groupe SGE,
nous sommes au leader du second-œuvre
(Classification et Isolation),
nous recherchons un

- Rattaché au Directeur Juridique, vous prenez en charge les questions juridiques concernant les entités opérationnelles et participez à l'élaboration et à la négociation des contrats.
- Vous assurez aussi la gestion contractuelle, le suivi des contentieux et l'élaboration des réclamations.
- De formation DEA, DESS droit des affaires, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le BTP dans un poste similaire.
- Vous parlez couramment l'anglais, vous maîtrisez également l'allemand.
- Rigueur, organisation, ouverture d'esprit ainsi qu'une excellente capacité à communiquer sont les atouts pour réussir dans cette fonction.

Adresser lettre de motivations et préférences à TWS/J/01 - 15 rue du Vieux Pont - 92000 NANTERRE

هكذا امرنا الخضر

umaines

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997 / XV

Juristes - Ressources Humaines

Cabinet d'avocats français recherche un

Avocat en Droit des Affaires

Paris

Participant au développement du Cabinet, vous intervenez en tant qu'avocat auprès d'une clientèle française et étrangère sur des dossiers de droit des sociétés (constitution de sociétés, augmentation ou réduction de capital, fusions/acquisitions, etc.) et de droit commercial (rédaction de contrats d'achat/vente, accord de partenariat, etc.).

Agé d'environ 30 ans, Avocat, de formation juridique supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en droit français des affaires au sein d'un cabinet d'avocats et vous avez une certaine pratique et goût pour la plaidoirie.

Volontaire et rigoureux, vous possédez un bon raisonnement juridique et de réelles aptitudes rédactionnelles qui vous permettent d'intervenir tant en conseil qu'en contentieux.

Vous souhaitez développer ces compétences au sein d'une structure vous assurant autonomie et progression.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Compte 3.487.000) sous référence SD15627

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Important groupe international de tout premier plan évoluant dans le secteur des hautes technologies recherche un

Juriste d'Affaires Internationales

Au sein de la Direction Juridique, vous travaillerez sur des dossiers divers transmis par l'ensemble des sociétés du Groupe.

Vous intervenerez plus particulièrement, en collaboration avec les juristes des filiales, en matière de contrats internationaux de nature commerciale (accords de coopération, accords de groupement, contrats de fourniture, de vente et de distribution, contrats clés en main, etc.) et de contrats relatifs à la propriété industrielle (contrats de recherche et développement, de licence, de transfert de technologie, de savoir-faire, etc.). Vous pourrez également être sollicité à l'occasion d'opérations d'acquisition et de restructuration.

Agé d'environ 30/35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, etc.) idéalement complétée par une formation juridique allemande, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise au sein d'une entreprise industrielle internationale ou au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires.

Vous êtes mobile et vous devez impérativement être opérationnel en allemand et en anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle + n° de tél. à Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (Compte 3.487.000) sous réf. CB14795

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Important groupe industriel français de dimension internationale recherche un

Juriste Droit Social

Ouest de Paris

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous assurez un rôle de conseil en matière de réglementation sociale.

A ce titre, vous assistez le chef d'établissement dans la préparation des différentes institutions représentatives du personnel et gérez les relations avec les mandats. Vous intervenez en qualité de support des sites et êtes également l'interlocuteur privilégié de l'administration du travail (Inspection, DDTE, etc.), de l'URSSAF et des organisations professionnelles.

Agé(e) de 30 ans, de formation juridique supérieure en droit social (DEA, DESS, DICE), vous avez acquis une expérience équivalente au sein d'une entreprise. La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire qui vous permettra notamment d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Pierre-Olivier Landry, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 MPage (Compte 3.487.000) sous réf. POL15664

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

BAYARD PRESSE, recherche pour sa direction juridique

Juriste confirmé(e)

La diversité des activités de notre groupe (presse, édition, diffusion, international, multimédia...) vous conduira à intervenir dans des domaines nombreux et variés notamment les marques, les sociétés, la propriété littéraire et artistique, les contrats commerciaux et internationaux, le multimédia, le droit de la presse...

Sur ces différents dossiers, sous la responsabilité du directeur juridique, vous serez amené(e) à conseiller les différentes directions et services du Groupe. Après un troisième cycle en droit des affaires (DEA, DESS), vous avez acquis une expérience confirmée de 5 années au minimum dans ces différents domaines.

Vous maîtrisez l'anglais, la pratique d'une autre langue serait un plus. Vos qualités relationnelles et votre capacité d'adaptation favoriseront votre intégration sur ce poste.

Adressez lettre, CV et prétentions sous référence MCM/JC/15 à Bayard Presse, DRHS, 3 rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08.



4^e groupe de presse français
81 publications, dont 45 à l'étranger
2,16 milliards de CA - 1 800 personnes

BAYARD PRESSE

CLIFFORD CHANCE,
cabinet international d'avocats, Paris Trocadéro
recherche un

AVOCAT DROIT SOCIAL

Spécialiste du droit social, vous intervenerez en tant que conseil auprès d'une clientèle tant française qu'étrangère sur des dossiers de droit du travail et de la sécurité sociale. Vous serez également amené à travailler, en coopération avec le département judiciaire sur des dossiers de contentieux prud'homal et de la sécurité sociale.

Avocat ou titulaire du CAPA, doté d'une formation juridique supérieure avec si possible une spécialisation en droit social (DESS, DEA, DJCE), vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans dans cette spécialité. Votre rigueur, votre autonomie et votre goût du travail en équipe vous permettront d'être rapidement opérationnel. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. ACD/VHS à Anne Cadieu, Responsable des Ressources Humaines, Clifford Chance, 112 avenue Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BARCELONA BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANZ FORT
HANOI HO CHI MINH CITY HONG KONG LONDRES MADRID MILAN MOSCOW NEW YORK PARIS
PRAGUE ROME SHANGHAI SINGAPOUR TOKYO VARSOVIE WASHINGTON WILSON SQUARE WILSON

SOCIETE DE HAUTE TECHNOLOGIE

recherche son

RESPONSABLE JURIDIQUE ET RESSOURCES HUMAINES

Au sein de cette société de taille moyenne (250 personnes), filiale d'un groupe international, qui réalise les 3/4 de son chiffre d'affaires à l'étranger et est un des leaders mondiaux de son secteur, vous créez la fonction de Responsable Juridique et Ressources Humaines.

A ce titre, vos principales missions dans le domaine juridique seront d'assurer le conseil de premier niveau auprès de la Direction en matière de droit des sociétés, de la concurrence et de la distribution, de prendre en charge le secrétariat juridique de la société, de participer à la négociation, l'élaboration et la rédaction de contrats en français et en anglais et d'assurer l'interface avec les conseils extérieurs. Par ailleurs, vous reprenerez en main l'administration du personnel (paye, déclarations sociales, droit social, ...) et mettrez en place les premiers éléments d'une véritable politique de ressources humaines.

Agé de 30-35 ans et de formation DESS ou DEA de droit complète le cas échéant par une double formation, vous avez débuté au sein d'un cabinet d'avocats ou d'une Direction Juridique d'un groupe, avant d'évoluer vers des fonctions de Responsable Juridique dans une filiale d'un groupe étranger ou dans une société ouverte sur l'international. Vous aurez par la suite élargi votre domaine de compétences aux ressources humaines.

Anglais très courant indispensable.

Poste basé dans le sud de la France.

Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre CV sous réf. 3117.

FAIRWAY Horizon, 40 rue La Pérouse 75116 Paris

FAIRWAY
H O R I Z O N

Important Groupe international dont le siège est basé à Paris recherche son

DIRECTEUR JURIDIQUE

Rattaché à l'un des Directeurs généraux du Groupe, vous prendrez en charge la responsabilité des affaires juridiques de la société mère et de ses filiales et animerez une équipe de juristes.

De formation juridique en droit privé, vous possédez une expérience internationale d'au moins 10 ans acquise en cabinet ou dans une grande entreprise.

La maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. VDM2655 à EUROMESSAGES, 78, bd de la République, 92514 BOULOGNE Cedex, qui transmettra.

Société internationale de services pétroliers en forte croissance, opérant dans le monde, recherche pour son siège en région parisienne :

DIRECTEUR JURIDIQUE GROUPE

Vous veillez, avec une équipe restreinte mais motivée, à la gestion des risques du Groupe et participez à son développement, en étroite collaboration avec la Direction Générale.

De formation DICE - L.L.M. en Droit international des Affaires, vous possédez, à 38-45 ans, une expérience internationale réussie, notamment en Entreprise, dans la négociation des contrats clés en main, Joint Ventures et fusions/acquisitions.

Anglais courant indispensable - Espagnol souhaité.

Merci d'adresser lettre + C.V., sous référence JO197M
chez TRIODE : 223 Boulevard Périère - 75017 Paris

051 71144

صكنا من الامل

XVI / LE MONDE / MERCREDI 29 JANVIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Juristes - Ressources Humaines

Construire l'avenir
dans un grand groupe
bancaire européen



Filiale française du
Groupe DEXIA, le groupe
bancaire européen leader
du financement des
équipements collectifs.
Le Crédit local de France
est spécialisé dans le
financement des projets
contribuant à l'améliora-
tion du cadre de vie.
En France, il est le
premier partenaire
financier des collectivités
locales. Il a exporté
son savoir-faire à
l'étranger au travers de
ses filiales implantées
en Europe et aux
Etats-Unis.

Depuis sa création, ses
résultats sont en
constante croissance.
L'accroissement de ses
activités le conduit
aujourd'hui à renforcer
l'expertise de ses équipes.

Juriste international

Ref. 97014CAJ

Rattaché au responsable du secteur droit financier et
international, vous assurerez des fonctions de conseil et
d'assistance juridique et serez une force de proposition
auprès des services opérationnels en charge des opérations
internationales (financement de projets, crédits syndiqués).

Vous participerez à l'étude des conditions d'implantation
et de développement du groupe à l'étranger. Vous inter-
viendrez également dans l'étude et l'analyse de montages
spécifiques et des financements structurés domestiques.
Vos fonctions vous amèneront à représenter le Crédit local
de France à l'occasion de contacts et réunions extérieures.

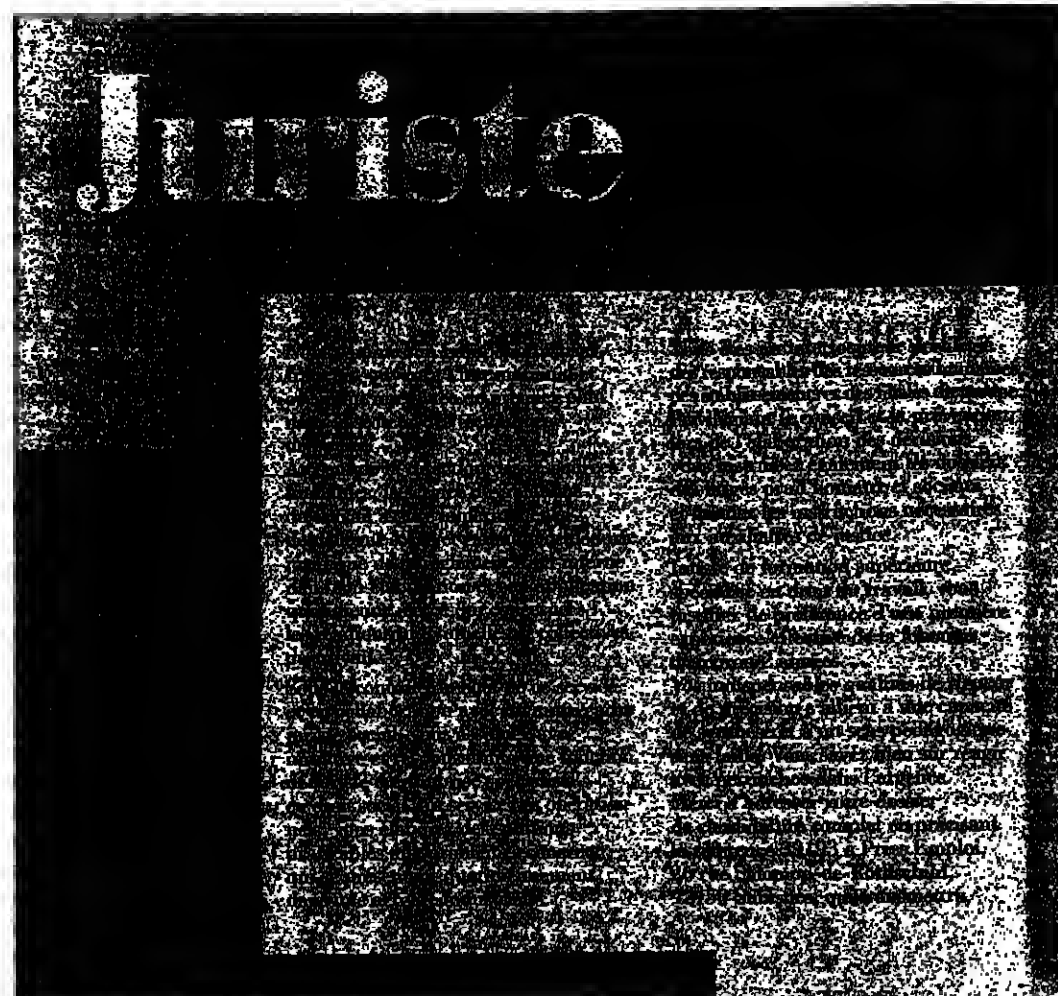
Agé de 30/32 ans, de formation supérieure en droit des
affaires internationales (DEA, DESS) complétée par un
diplôme de droit étranger ou de droit comparé, vous
justifiez d'une expérience significative acquise en cabinet
ou dans un établissement financier.

Une pratique professionnelle de l'anglais et la connaissance
d'une autre langue européenne sont indispensables.

Rigoureux et disponible, votre aisance relationnelle et
votre sens du conseil vous permettront de vous intégrer
rapidement au sein d'une équipe dynamique et de
progresser au sein du groupe.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature
complet (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle) en rappelant
la référence 97014CAJ à :

Crédit local de France - Direction des Ressources Humaines
Développement des Hommes
7 à 11, Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris cedex 15.



nouveau regard
sur votre carrière.

Juriste et
Responsable Audit

Retrouvez-nous
en rubrique
Conseil/Audit

LYON - ORGANISME PUBLIC recherche un(e)

Attaché(e) aux Affaires Juridiques

Vous assisterez le Secrétaire Général dans l'administration et la gestion de l'organisme.
Vous aurez en charge le montage d'opérations juridiques complexes, l'appui juridique aux services, la mise
en place de procédures administratives de gestion interne, ainsi que le contentieux devant les tribunaux.
Bac + 5 à double compétence juriste/gestionnaire, vous serez en mesure d'assurer la conduite de projets.
La connaissance du droit public, une capacité de synthèse et rédactionnelle, une expérience de 6 ans
environ dans un domaine similaire sont nécessaires.

Envoyer lettre motivée de candidature et CV détaillé sous référence 247 (sur l'enveloppe) à COMMUNIQUE
51, avenue Jean Jaurès - 69361 Lyon cedex 07, qui transmettra.

Gestion - Finance

Contrôleurs de gestion confirmés

POUR LA DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Adjoint au responsable du contrôle de gestion de la Direction du Développement
International, vous participerez à l'amélioration du système d'information de gestion
(normes, procédures, outils informatiques).

Vous aurez un rôle de conseil auprès de nos implantations à l'étranger en matière
de principes et d'organisation du contrôle de gestion. Vous animerez une équipe de 2 chargés
d'étude. De formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs), vous êtes
agé de 30 ans environ et avez acquis une expérience en contrôle de gestion et/ou conseil
en organisation.

Ce poste requiert autonomie, esprit d'analyse et une forte capacité de communication.
La maîtrise de l'anglais et une disponibilité pour des déplacements à l'étranger sont
indispensables. (Réf. CM/CGI)

POUR LA DIRECTION
FINANCIERE ET DU DEVELOPPEMENT

Au sein du département Contrôle de Gestion du Groupe (24 personnes), vous seconderez
le responsable de l'équipe chargée d'établir les résultats mensuels, d'analyser les écarts
budgétaires des centres d'activité et de préparer les documents de synthèse destinés
à la Direction Générale.

Vous travaillerez en liaison avec les contrôleurs de gestion des directions
et veillerez à l'application des règles internes du Groupe.

De formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs),
vous avez de solides connaissances en comptabilité et en gestion.

A 30 ans environ, votre expérience dans un cabinet d'audit ou dans
le service contrôle de gestion d'une entreprise vous a permis de développer
votre capacité d'analyse et votre sens critique. Ce poste requiert également
la maîtrise des outils micro-informatiques et de bonnes qualités
rédactionnelles. (Réf. CM/CGD)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions),
sous la référence choisie à Chantal Maria, Société Générale, Service du
Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 45 000
collaborateurs dans le
monde, 2 000 agences
en France et plus
de 500 implantations
dans 70 pays, la
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,
groupe international,
est active dans tous les
métiers de la banque
et de la finance.